

ÉTUDES DE L'IRSEM

2011 – N°9

ETUDIER LE RENSEIGNEMENT ETAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Sous la direction d'Olivier Chopin (EHESS/CESPRA)

Bastien Irondelle (Sciences-Po/CERI)

Amélie Malissard (US Crest)

ETUDIER LE RENSEIGNEMENT : ETAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Cette étude a été réalisée par Bastien Irondelle (Sciences-Po/CERI) et Amélie Malissard (US Crest), sous la direction d'Olivier Chopin (EHES/CESPR).

Tandis que l'importance du renseignement – érigé au rang des priorités dans le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité nationale de 2008 – fait l'objet d'une prise en compte croissante en France, l'étude réalisée sous la direction d'Olivier Chopin, avec la collaboration de Bastien Irondelle et Amélie Malissard, propose une réflexion synthétique, comparative et critique, des travaux d'histoire, de sociologie, de science politique et de droit, sur le renseignement en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis depuis la Guerre froide.

Les auteurs n'entreprennent pas seulement un méticuleux recensement des producteurs et lieux de production dans ces trois pays, des conditions d'accès aux sources et des possibilités de déclassification ; ils interrogent aussi l'objet renseignement lui-même : sa définition, sa représentation en cycle, ses doctrines d'emploi, ses communautés, ses échecs, ses traditions nationales, etc.

À travers trois grands axes de réflexion – le rapport entre le renseignement et les questions de défense ; les organisations et les processus décisionnel ; les liens entre le renseignement et la vie politique des trois pays concernés (le contrôle démocratique et en particulier parlementaire) – ils démontrent la nécessité de développer *des intelligence studies* à la française.



ne

IRSEM

Ecole militaire

1, place Joffre - case 46 –
75700 Paris SP 07

www.defense.gouv.fr/irsem



ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT

ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Sous la direction d'Olivier Chopin

Bastien Irondelle

Amélie Malissard

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document
n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière
une position officielle du ministère de la défense.

ÉTUDES DE L'IRSEM DÉJÀ PARUES :

- 1- **LES CRISES EN AFGHANISTAN DEPUIS LE XXI^e SIÈCLE**
- 2- **DES GARDES SUISSES À BLACKWATER / VOLUME 1
ARMÉES PRIVÉES, ARMÉES D'ÉTAT / VOLUME 2**
- 3- **ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À
L'HEURE DES RUPTURES**
- 4- **OTAN : CONTINUITÉ OU RUPTURE ?**
- 5- **LA PERCEPTION DE LA DÉFENSE FRANÇAISE CHEZ NOS
ALLIÉS**
- 6- **DU NETWORK-CENTRIC À LA STABILISATION :
ÉMERGENCE DES « NOUVEAUX » CONCEPTS ET
INNOVATION MILITAIRE**
- 7- **CHAOS, RÉVEIL ET SURSAUT
SUCCÈS ET LIMITES DE LA STRATÉGIE DU « SURGE » EN
IRAK (2007-2009)**
- 8- **DU PÉTROLE À L'ARMÉE : LES STRATÉGIES DE
CONSTRUCTION DE L'ÉTAT AUX ÉMIRATS ARABES UNIS**
- 9- **ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT – ÉTAT DE L'ART ET
PERSPECTIVES DE RECHERCHE**

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

L'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (Irsem) a été créé par le ministère de la défense afin de promouvoir la recherche sur les questions de défense. Ses 35 chercheurs permanents, assistés par une équipe de soutien de 5 personnes, cultivent des approches pluridisciplinaires tout en favorisant les regards croisés entre chercheurs universitaires et militaires. En collaboration avec les principales composantes du ministère (État-Major des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Délégation Générale pour l'Armement, Délégation aux Affaires Stratégiques, Enseignement Militaire Supérieur), et en lien avec le tissu français et international de la réflexion stratégique, l'Institut a pour missions de produire des études destinées à renouveler les perspectives conceptuelles, d'encourager les jeunes chercheurs travaillant sur ces domaines, de participer à l'enseignement militaire, et de faire rayonner la pensée stratégique française, notamment par des partenariats internationaux.

L'ensemble des **manifestations scientifiques** organisées par l'Irsem est annoncé sur son site : www.defense.gouv.fr/irsem

Les productions de l'Irsem :

- **5 collections** sont consultables en ligne : Les Cahiers, Les Études, les *Paris Papers*, Les Fiches de l'Irsem, et une Lettre mensuelle d'information.
- **1 revue** académique est éditée à la *Documentation Française* : Les Champs de Mars.

L'Irsem a également développé un **programme « Jeunes Chercheurs »** qui vise à favoriser l'émergence d'une relève stratégique grâce à un séminaire mensuel, à des bourses doctorales et post-doctorales, et à un soutien financier et logistique, dont le détail est en ligne sur son site.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Ce document constitue la rapport final de l'étude inscrite sous le numéro 2009-956 au catalogue des études politiques et stratégiques (EPS) de la DAS et pilotée par l'IRSEM. Cette recherche a été commanditée à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), au titre du marché 09-55-782, notifié le 15 septembre 2009.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
I/ RECENSION : CENTRES DE PRODUCTION, RESSOURCES, CORPUS	17
1. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (Amélie Malissard)	17
2. ROYAUME-UNI (Bastien Irondele)	33
3. FRANCE (Olivier Chopin)	57
II/ ANALYSES ET PROBLÉMATISATIONS	101
1. APPROCHES DE L'OBJET « RENSEIGNEMENT » ET PARADIGMES STRUCTURANTS (Olivier Chopin)	101
1.1. Renseignement et <i>Intelligence</i> , approches définitoires	101
1.2. Le cycle du renseignement : un paradigme à la fois hégémonique et contesté	109
1.3. Le renseignement comme objet d'enseignement	121
2. TROIS AXES ANALYTIQUES	125
2.1. Doctrines d'emploi et pensée stratégique (Amélie Malissard)	125
2.2. Institutions, acteurs et processus décisionnels (Bastien Irondele)..	167
2.3. Contrôle démocratique du renseignement (Olivier Chopin)	202
CONCLUSION	223
RÉFÉRENCIATION BIBLIOGRAPHIQUE	225
RÉFÉRENCIATION DES SITES CITÉS	259

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Le présent document constitue le rapport final, soumis par le CESPRA-EHESS, dans le cadre de l'étude n°09-55-782 « Défense et renseignement : état de l'art et perspectives de recherche », présenté sous la responsabilité scientifique d'Olivier Chopin.

Nos vifs remerciements vont à toutes les personnes qui ont accepté nous rencontrer et nous ont souvent fourni une documentation originale à laquelle cette étude doit beaucoup : Richard Aldrich, ainsi que Anthony Field et Christopher Moran à l'Université Warwick de Coventry ; Philip Davies, Kristian Gustafson et Stephen Marrin à l'Université Brunel de Londres ; Michael Goodman au King's College de Londres ; James Beach de l'Université de Salford. Michael Herman nous a reçu à Nuffield College de l'Université d'Oxford, et il a bien voulu nous permettre d'assister à la réunion du Oxford Intelligence Group qui s'est tenue en 2010. Qu'il en soit chaleureusement remercié. Notre reconnaissance va également à Philippe Hayez de Sciences Po, Sébastien Laurent de Bordeaux III, et au Professeur Olivier Forcade de l'Université Paris IV-Sorbonne qui, par leur disponibilité et leur sollicitude, nous ont permis de mieux saisir le développement des études sur le renseignement en France.

Les auteurs expriment enfin leurs plus chaleureux remerciements à Élodie Paccaud qui a assuré avec une constance et un professionnalisme sans faille l'appui administratif et logistique à cette étude. Nos remerciements vont également à Jérôme Roudier qui a bien voulu relire et a apporté une aide décisive lors de la confection finale de ce rapport.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

INTRODUCTION

Défense et renseignement : utilité d'un état de l'art et propositions de perspectives de recherche

Le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* de 2008 a étendu à l'ensemble des politiques de défense et de sécurité ce qui était auparavant la doctrine du renseignement propre à la lutte contre la prolifération nucléaire : c'est à dire l'idée d'un « socle du renseignement » sur lequel les autres activités (prévention, répression, intervention, dissuasion, assistance, etc.) viennent s'agencer¹. La fonction « connaissance et anticipation », qui était tout à fait secondaire dans le *Livre Blanc* de 1994, et ne visait alors qu'à entériner le nouveau dispositif

¹ Source personnelle : participation d'un haut fonctionnaire alors sous-Directrice des Affaires Stratégiques en charge des questions de prolifération à la DAS au séminaire « Les enjeux des nouvelles menaces » du Master Sécurité Internationale de Sciences Po en avril 2007. Assez significativement, ce haut fonctionnaire est devenu depuis coordinatrice du Comité Interministériel pour le Renseignement.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

récemment mis en place à Creil (avec la création de la DRM, de l'EMIA et du COS suite à la première Guerre du Golfe), devient en 2008 non seulement centrale, mais de surcroît structurante de la défense. Les termes classiques de la pensée militaire que sont « la connaissance préalable » et « l'information stratégique » reçoivent enfin leurs lettres de noblesse sous le vocable du « renseignement ».

Avec ce dernier *Livre blanc* et la refonte du renseignement intérieur dans une DCRI regroupant les RG et la DST dans une seule direction et communalisant leurs moyens techniques avec la création d'un poste de coordinateur national du renseignement, placé institutionnellement entre le Premier Ministre et le Président de la République, avec encore la création en octobre 2007 d'une délégation parlementaire au renseignement commune au Sénat et à l'Assemblée Nationale, le renseignement prend une place prépondérante. Par ailleurs il occupe de plus en plus l'espace public, et devient un objet moins obscur. Demeure le caractère encore embryonnaire de ce que l'on pourrait appeler en français des « études sur le renseignement » comme les Anglo-américains parlent, dans le champ universitaire, d'*Intelligence studies*². La situation évolue, et des linéaments de programmes se mettent en place. Mais pour une large part le diagnostic posé par l'historien Alain Dewerpe, dans l'un des tous premiers ouvrages universitaires français à proposer une réflexion systématique dans ce domaine, demeure valable. Selon lui, il convient de « *noter à quel point est grande la réticence du monde savant à s'engager dans un tel registre. Seule peut-être, la politologie américaine, qui inscrit l'étude du « renseignement » dans une perspective étroitement fonctionnaliste, échappe à cette indifférence. Ailleurs, autant la science politique est imprégnée d'un lexique de la publicité, autant elle méprise le secret, comme si l'une était pensable sans l'autre. On ne peut rendre raison de ce refus de prendre en compte des phénomènes vulgaires, petits et grands complots, techniques, considérés comme enfantins ou marginaux, de la clandestinité, stratégies de la manipulation, existence de bureaucraties spécialisées, attestés par une documentation tout aussi vulgaire, tels les récits de vie et d'aventure des espions ou les essais scandaleux de journalistes, sans convoquer tant la censure de la domination politique qui est au principe des schèmes explicatifs qu'elle met en œuvre, tant le fait qu'elle tend à reproduire, sur le mode lettré, l'image avouable que l'État propose au public, qu'enfin la posture noble du monde savant dont elle relève, portée à rejeter la marginalité et le vulgaire, et à préférer les nier plutôt* »

² Ces *Intelligence studies* se situent au carrefour de plusieurs autres disciplines, ou « champs académiques », notamment dans les universités américaines et britanniques : *War Studies*, *Security Studies* (qui n'existent pas non plus en France), Histoire et Science politique.

que de prendre le risque de se voir imputer une théorie conspiratoire, elle aussi vulgaire, du politique »³.

Sans doute le renseignement sort-il, au mieux et à peine, de ce que la science politique nomme des *pratiques politiques officieuses*⁴ (c'est-à-dire des pratiques qui, à l'instar de celles comme le clientélisme, risqueraient de « demeurer dans les “coulisses de la politique”, dans un espace “officieux” qui apparaît comme tel à partir du moment où elles sont publiquement condamnées »⁵). Le caractère embryonnaire des recherches menées s'accompagne naturellement en France d'un aspect lacunaire des travaux et des résultats. Le contraste est d'autant plus saisissant que ce champ académique naissant fait face à une tradition universitaire ancienne dans le monde anglo-saxon, avec un volume de travaux important, des revues scientifiques renommées, des équipes de recherche internationales basées dans les plus prestigieuses universités, etc.

Problématique générale et objectifs de l'étude

L'étude proposée est une étude documentaire. Son objectif est d'aboutir à un état de l'art des études et autres travaux de sociologie et de science politique existant sur la fonction et les services de renseignement. Cet état de l'art s'organise à partir des travaux portant sur la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis depuis la fin de la Guerre froide. On notera cependant d'emblée les contraintes différentes dans ces trois cas nationaux : si le corpus français peut assez aisément être recensé au vu du faible nombre de travaux, le corpus britannique peut également faire l'objet d'une recension exhaustive, mais le corpus américain doit être traité autrement, de manière plus « analytique » et « qualitative » tant son extension paraît indéfinie. Par exemple, des panels de l'APSA (*American Political Science Association*) ou de l'ISA (*International Studies Association*) sont régulièrement consacrés exclusivement aux problématiques de *knowledge management* devenues indispensables au fonctionnement des *intelligence studies* face à la taille du corpus.

³ Dewerpe, Alain, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, NRF, Bibliothèque des histoires, 1994, p.17.

⁴ Sur cette catégorie, voir Briquet, Jean-Louis, « Les pratiques politiques “officieuses”. Clientélisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses*, n° 20, 1995, p.73-94 ; Sawicki, Frédéric, « La faiblesse du clientélisme partisan en France », in Briquet, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, Politique d'aujourd'hui, 1998, p.215-249.

⁵ Briquet, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric (dir.), *ibid.*, p.5.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

En ce sens d'ailleurs, les débats sur les *intelligence failures* et la réorganisation de la Communauté américaine du Renseignement (*Intelligence Community*, IC) suite au 11 septembre 2001 a encore accentué cette production scientifique pléthorique (notamment autour de l'*Intelligence Reform and Terrorism Prevention Act* de 2004).

Cette étude vise par ailleurs à proposer des axes pour initier, développer et favoriser l'émergence d'études françaises sur le renseignement, notamment sur les thèmes suivants : l'organisation des services, les réformes de structures et leurs effets, les cultures professionnelles et organisationnelles, les relations du monde du renseignement avec son environnement (le monde politique et le monde de la défense tout particulièrement), les modalités du contrôle démocratique.

Pour cela, deux directions sont empruntées simultanément : d'une part, partir de l'existant sur le plan national. Nous montrons que plusieurs initiatives constituent l'embryon de recherches académiques sur lesquelles un « jeu d'hypothèses » national pourra être proposé, et pourquoi pas, au-delà, l'élaboration d'un ensemble de *paradigmes* de recherche. Cela pourra s'entendre, éventuellement, dans une discussion critique et constructive avec les acteurs de la sécurité et les représentants du renseignement français. D'autre part, il faut traduire et importer les principaux résultats du corpus anglo-américain, en établissant les conditions de possibilité d'une telle importation dans le contexte français. Notre hypothèse de départ est qu'il faut mettre face à face le paradigme implicite dominant en France de la « culture du renseignement » et le paradigme fonctionnaliste dominant dans la recherche anglo-américaine, qui donne de surcroît à la littérature américaine un aspect à la frontière de l'expertise et de la *policy analysis*. Ainsi il conviendrait de partir des travaux nombreux, approfondis, sophistiqués et débattus, qui structurent une recherche *internationale* puis d'y *insérer* le champ universitaire naissant en France.

Au-delà, cette étude a par ailleurs l'ambition de proposer une authentique comparaison, à partir des trois configurations nationales différentes, tant sur le contenu de l'objet (le renseignement, les communautés du renseignement (IC), les traditions nationales, etc.) que sur leur étude académique. S'ouvre selon nous la possibilité d'un éclairage mutuel entre les recherches françaises et anglo-américaines. Est en jeu l'introduction du cas français et de son étude au sein du champ académique anglo-américain, en même temps que la structuration du champ académique national en discussion avec les acquis des *intelligence studies* anglo-américaines.

Les trois axes : contrôle démocratique / organisations et décision / doctrines et stratégie.

Ce rapport, outre une évaluation de la situation « nationale » dans les trois pays que sont les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, propose d'explorer trois axes thématiques. Le premier concerne spécifiquement le rapport entre le renseignement et les questions de défense. Un deuxième axe articule, autour de la formule générique d'« organisations et processus décisionnel », des analyses institutionnelles en termes de politiques publiques, de sociologie des organisations, de cultures organisationnelles, d'étude des processus décisionnels. Enfin, un troisième axe, transversal, plus général et plus politique, porte sur les liens entre le renseignement et la vie politique des trois pays concernés. L'histoire des tensions (atténuation dans le cadre du progrès général de l'État de droit, les reflux importants dus à la prise en compte des nouvelles menaces et notamment le terrorisme depuis le 11 septembre) entre les pratiques du renseignement et les sociétés démocratiques, si elles ne s'y réduisent pas, sont pour une très large part structurées par la question du contrôle démocratique, et surtout du contrôle « parlementaire » du renseignement.

État de l'art et analyse du champ

Le rapport repose sur une définition étendue de ce qu'est un état de l'art : l'objet étudié impose en effet la nécessité de répertorier les productions d'*Intelligence studies* et les lieux de production, dans une visée non seulement quantitative de recension, mais aussi plus qualitative. En effet, la recherche d'exhaustivité ne représente pas un intérêt scientifique majeur, surtout sur de tels volumes bibliographiques. En revanche, l'ajout d'une dimension analytique relevant de la science politique et qui soit plus approfondie permet de dégager quelles approches de l'objet renseignement structurent les *Intelligence studies* anglo-américaines, ainsi que les études sur le renseignement françaises. Dans le prolongement de ce questionnement, l'analyse du corpus s'efforce de dégager « *ce qu'il dit des cultures nationales du renseignement* ».

En contrepoint se pose la question des sources primaires et de leur accessibilité comme critère structurant le champ des études sur le renseignement. On note en effet la fécondité d'une analyse des différents producteurs de « sources primaires » : intervenants académiques, journalistes, éditeurs de

« lettres confidentielles » (du type *Intelligence Online*) et de bases de données, *Think Tanks* et fondations, et, bien entendu et notamment, les institutions elles-mêmes qui produisent, comme c'est le cas aux États-Unis et dans une moindre mesure au Royaume-Uni, des documents montrant comment elles pensent et analysent le renseignement. Cependant, *in fine*, la recension des travaux se concentre sur les études au caractère académique indiscutable. Dans une perspective plus large, un intérêt particulier devrait ultérieurement être porté sur les associations d'anciens (AASSDN et ADARI, par exemple), les associations professionnelles, académiques (ISA), et les sociétés de pensée, nationales et internationales.

Il s'agit donc de proposer une sorte de « sociologie du milieu » des études sur le renseignement. Il demeure cependant certaines limites à une étude documentaire de cet ordre : sont exclues des présentes analyses par exemple la question des archives (qui serait l'objet d'une étude en soi, et a été déjà étudié en profondeur, notamment dans les travaux des historiens qui se sont spécialisés dans le renseignement) ou une « typologie des fuites » (comment les « fuites » peuvent être organisées par les pouvoirs ou les agences de renseignement et comment elles peuvent être considérées comme des sources primaires). Une telle typologie n'est pas accessible dans le format de cette étude puisqu'il faudrait en effet mettre en place une enquête de terrain spécifique sur ce point⁶.

Principes méthodologiques généraux

La nature de l'étude commandée impose que la majeure partie du travail repose d'abord sur un *survey* de la littérature scientifique et experte existante sur les trois axes principaux (cf. ci-dessus) et dans les trois pays de l'étude. Tous les types d'ouvrages universitaires sont en cours de recensement (mais de manière « analytique » et qualitative, et non pas exhaustive dans le cas américain, car il est tout simplement illusoire de rendre compte de l'ensemble du *corpus*, tant il est important) : thèses, ouvrages, articles, mémoires. L'ensemble des ouvrages publiés à la périphérie des études universitaires, dans une zone que l'on pourrait qualifier de « para-académique » est également exploré : en effet, c'est parfois dans des ouvrages d'investigation ou des témoignages d'acteurs du renseignement que se trouvent ce qu'il est possible de considérer comme des

⁶ L'actualité récente a cependant montré la pertinence de ce thème, avec « l'affaire Wikileaks » qui s'est déployée au cours de l'été 2010.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

*sources primaires*⁷. En ce sens, ce sont l'ensemble de ce qu'Olivier Chopin a proposé d'appeler dans sa thèse « *les littératures du secret* » qui sont analysées, l'étude se concentrant principalement sur la littérature « académique ». L'étude s'appuie en outre sur un dispositif d'enquête par entretiens auprès d'universitaires, d'experts et de décideurs dans les domaines du renseignement afin d'évaluer les conditions de possibilité d'un programme d'études sociographiques de l'univers du renseignement, à partir des sciences sociales et notamment de la sociologie.

⁷ Sur la justification ethnographique de l'usage de sources publiées comme sources primaires dans une démarche de sciences sociales, voir à nouveau Alain Dewerpe, *op. cit.*

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

PREMIÈRE PARTIE

Recension : centres de production, ressources, *corpus*

1. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

1.1 Producteurs et lieux de production

1.1.1 *Les instances universitaires*

Les universités américaines constituent aujourd'hui un centre de production de savoir très important sur les *Intelligence studies*. Le savoir produit et les objectifs poursuivis diffèrent pourtant sensiblement de ceux du gouvernement américain, évoqués dans la partie précédente. Si les universités visent bien sûr à former leurs étudiants aux métiers du renseignement – se plaçant par là-même à l'autre extrémité de la logique de communication des agences gouvernementales – elles sont également responsables, par nature, de la composition et de l'extension du savoir académique sur les *Intelligence studies*. Les universités poursuivent donc un double but, de formation et de réflexion.

Si elles constituent aujourd'hui l'une des originalités de la culture américaine du renseignement par leur diversité et leur volume, les *intelligence studies* n'ont pas

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

toujours fait partie des programmes universitaires américains⁸. Ce n'est en effet qu'au cours des années 1970 qu'elles ont été introduites dans les cursus consacrés aux relations internationales et aux carrières diplomatiques, pourtant en plein essor depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale⁹. En 1985, seuls 54 cours portant sur les *Intelligence studies* étaient ainsi enseignés dans les universités américaines ; en 1999, ce nombre s'élevait à près de 300¹⁰.

On trouve donc désormais des cours portant sur le renseignement dans un très grand nombre d'universités américaines, notamment dans les cursus prestigieux de la *Ivy League*, par exemple à Harvard, à Columbia ou à Princeton, principaux centres de recrutement des agences elles-mêmes. Les *Intelligence studies* y sont majoritairement traitées sous quatre angles différents¹¹ : historique, fonctionnel, structurel et politique. Elles sont principalement intégrées au niveau « *undergraduate* »¹², dans les programmes de sécurité ou de relations internationales, et parfois dans les *cursus* d'affaires publiques.

Les années 1990 et 2000 ont vu la naissance de *cursus* spécialisés dans les *Intelligence studies*. Le Mercyhurst College est probablement le plus complet et le plus connu des cursus qui leur sont entièrement consacrés¹³. Il propose un *Bachelor Degree* (4 ans, équivalent de la Licence), visant à former des analystes pour le gouvernement ou le secteur privé¹⁴, et un *Master of Science in Applied Intelligence*, approfondissant le programme du *Bachelor Degree*¹⁵. Les cours proposés sont principalement consacrés aux fondements du renseignement, aux méthodes

⁸ Voir à ce sujet Martin Rudner, "Intelligence studies in higher education: Capacity-Building to Meet Societal Demand", in *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Volume 22, Issue 1, March 2009, pages 110 – 130.

⁹ Voir à ce sujet Christopher Andrew and David Dilks (eds.), *The Missing Dimension: Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*, Urbana, 1984.

¹⁰ Voir John Macartney, "Teaching Intelligence: Getting Started", in Russell Swenson (ed.), *A flourishing craft: Teaching Intelligence studies*, NDIC Press, 1999.

¹¹ Martin Rudner, "Intelligence studies in higher education: Capacity-Building to Meet Societal Demand", *op.cit.*, citant Stafford T. Thomas, "Assessing Current Intelligent Studies", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Vol. 2, N° 2, Summer 1998.

¹² Bachelor Degree, d'une durée de 4 ans, équivalent de la Licence, et précédant le « Master Degree » équivalant du Master et délivré par les « *Graduate Schools* » des universités.

¹³ Voir <http://intel.mercyhurst.edu/>, consulté en mars 2010.

¹⁴ Voir le programme du Bachelor Degree :

http://intel.mercyhurst.edu/content/undergraduate_structure, consulté en mars 2010.

¹⁵ Voir le programme du Masters Degree :

http://intel.mercyhurst.edu/content/graduate_structure, consulté en mars 2010.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

de l'analyse et au contre-espionnage. Le Mercyhurst College regroupe actuellement près de 300 étudiants. Son centre de recherche, le *Center for Intelligence, Research, Analysis, and Training* (CIRAT), créé dans le cadre du *Mercyhurst College Institute for Intelligence studies* (MCIIS), est particulièrement actif. L'université Johns Hopkins (*Division of Public Safety Leadership*) propose un *Master of Science in intelligence studies*¹⁶. Il s'adresse principalement aux analystes travaillant déjà pour des agences gouvernementales, afin de renforcer leurs compétences. 14 cours doivent être suivis en deux ans, parmi lesquels on peut citer « *l'écriture analytique* », « *les systèmes d'information et de télécommunication* », « *Terrorisme : concepts, menaces et libération* » ou encore « *éthique et société* »¹⁷. La *School of Public Policy* de l'université du Maryland propose un *certificate program*¹⁸ d'*Intelligence studies*. Il est composé de quatre cours : « *Politiques et organisation du renseignement* », « *pensée critique pour les analystes* », « *problèmes de sécurité globale* » et « *renseignement et politique : les dimensions exécutives, législatives et publiques* ».

D'autres universités proposent des « concentrations » sur les *Intelligence studies*. Georgetown University est l'une des plus connues. Dépendant du *Center for Peace and Security Studies* de la prestigieuse *School of Foreign Service*, cette concentration est intégrée dans le *Master in Security Studies*¹⁹. Elle traite de la théorie et de la pratique du renseignement, et offre un programme complet et transversal, notamment des cycles du renseignement, des limites de la collection, des problèmes analytiques, et du renseignement militaire²⁰. Le *Master of Public Service and administration* de la *Bush School of Government and Public Service* de la Texas A & M University propose une concentration similaire, portant sur le « *renseignement comme un instrument de l'art de gouverner* »²¹, tout comme l'université de Pittsburgh, qui offre « la part belle » en *Security and Intelligence studies* dans le cadre de son Master d'affaires publiques et internationales²². Notre Dame University propose

¹⁶ Voir <http://psl.jhu.edu/programs/intelligence-analysis/>, consulté en mars 2010.

¹⁷ Le programme complet du Master est disponible à l'adresse suivante : <http://psl.jhu.edu/programs/intelligence-analysis/curriculum/>, consulté en mars 2010.

¹⁸ Un certificat ne confère pas de diplôme.

¹⁹ Voir <http://ssp.georgetown.edu/>, consulté en mars 2010.

²⁰ Pour une description des cours, voir <http://cpass.georgetown.edu/ssp/current/courses/>, consulté en mars 2010.

²¹ Voir <http://bush.tamu.edu/degree/mpia/curriculum/concentrations/#intelligence>, consulté en mars 2010.

²² Voir : <http://www.gspia.pitt.edu/Academics/Programs/MasterofPublicInternationalAffairs/MajorInSecurityIntelligenceStudies/tabid/95/Default.aspx>, consulté en mars 2010.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

quand à elle un *Bachelor Degree* d'histoire, avec un « accent » sur les *Intelligence studies*²³, tout comme Fairmont State University, qui offre un *Bachelor Degree* de Sciences Sociales avec une concentration en *National Security and Intelligence*²⁴.

Enfin, le gouvernement américain dispose lui-même d'un certain nombre d'universités, destinées à ses employés. On peut citer en exemple le *National Defense Intelligence College* de la *Defense Intelligence Agency*, réservé aux membres des forces armées et proposant un *Bachelor of Science in Intelligence* et un *Master of Science of Strategic Intelligence*²⁵, ou encore la très secrète CIA University, sur laquelle peu de détails sont disponibles.

En 2005, la communauté du renseignement américaine a introduit le programme des *Centers of Academic Excellence* (CAE), dans le but de répondre au besoin croissant de professionnels correctement éduqués et entraînés²⁶. Le programme CAE fournit des subventions à certaines universités, qui en retour doivent mettre en place des cursus développant les compétences recherchées par les agences de renseignement. À l'origine, seules quatre universités avaient été choisies : Clark Atlanta University, Florida International University, Tennessee State University et Trinity University. De nombreuses autres universités ont ensuite rejoint le programme, notamment California State University (il s'agit en fait d'un *consortium* regroupant 7 universités de l'État de Californie), Norfolk State University ou encore University of Washington²⁷.

Il est intéressant de noter que la majorité de ces universités ne proposent pas de cursus spécialisés dans le domaine des *Intelligence studies*, mais se concentrent sur les matières requises pour le développement des qualifications recherchées par les agences de renseignement. Les domaines de compétences sur lesquels les universités doivent se focaliser pour obtenir la subvention sont ainsi, entre autres, la collection de données, la recherche, l'analyse, le management, et la communication²⁸. La *Clark Atlanta University* propose des séminaires, des

²³ Voir :

http://www.notredamecollege.edu/academics/history_polSci/index.aspx#MajorHistoryIAR, consulté en mars 2010.

²⁴ Voir <http://www.fairmontstate.edu/academics/IntelligenceRAProgram/default.asp>, consulté en mars 2010.

²⁵ Voir <http://www.dia.mil/college/index.htm>, consulté en mars 2010.

²⁶ Voir <http://www.dni.gov/cae/overview.htm>, consulté en mars 2010.

²⁷ Pour une liste complète des institutions participantes, voir :

<http://www.dni.gov/cae/institutions.htm>, consulté en mars 2010.

²⁸ Voir <http://www.dni.gov/cae/overviewAreasOfFocus.htm>, consulté en mars 2010.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

programmes d'été pour les lycéens, un accueil d'étudiants issus d'autres universités²⁹. Le *consortium California State University* propose quant à lui des cursus ayant plus pour but la formation des étudiants aux métiers du renseignement que l'étude même du renseignement³⁰. L'université de San Bernardino offre ainsi un *Masters Degree in National Security Studies*³¹, pour lequel les étudiants doivent obligatoirement suivre, entre autres, des cours portant sur l'étude de l'algèbre, du gouvernement américain et de la politique de sécurité nationale, et doivent choisir entre l'étude de zones géographiques ou de thématiques (parmi lesquelles est proposé le renseignement, aux côtés du terrorisme par exemple). Ces axes d'étude confirment que les agences de renseignement américaines cherchent à recruter des étudiants formés aux techniques requises pour être un bon professionnel du renseignement, bien plus que des spécialistes en *Intelligence studies*. Le principal foyer de recrutement demeure ainsi les universités de la *Ivy League*, alors qu'aucune d'entre elles ne propose de cursus spécialisé.

1.1.2. Les *Think tanks* et les centres de recherches

Les *Think tanks* et autres centres de recherches et associations constituent un centre de production de savoir important aux États-Unis. Orientés principalement vers la production de savoir académique dans le domaine des *Intelligence studies*, ils visent également, surtout dans le cas des *Think Tanks*, à conseiller les décideurs politiques, notamment sur le thème des réformes à engager.

Les *Think Tanks* les plus importants et influents aux États-Unis dans le domaine de la défense consacrent une partie de leurs travaux aux problématiques du renseignement. Outre un suivi analytique de l'actualité et des réflexions thématiques, ils publient fréquemment des rapports visant à proposer des réformes touchant à la communauté du renseignement, et ont été particulièrement investis dans ce mouvement, majeur depuis les événements du 11 septembre. Le site internet de la *Brookings Institution*, par exemple, consacre l'un de ses « topics » au renseignement. Cette page fournie indique ses chercheurs spécialistes et les derniers événements et articles publiés sur le sujet³².

²⁹ Voir <http://www.caens.cau.edu/>, consulté en mars 2010.

³⁰ Voir <http://www.csu-ace.org/>, consulté en mars 2010.

³¹ Voir http://www.csu-ace.org/?page_id=22, consulté en mars 2010.

³² Le « topic » sur le renseignement est accessible à l'adresse suivante : <http://www.brookings.edu/topics/intelligence.aspx>, consulté en mars 2010.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

La Rand Corporation, très proche du département de la Défense américain, dispose d'un *Intelligence Policy Center* (IPC), dont le but est « *d'assister ses clients, confrontés aux rapides évolutions de l'environnement du renseignement* »³³. Il se concentre ainsi sur les menaces émergentes (par exemple terrorisme ou armes de destruction massives) et sur la place du renseignement dans les théâtres d'opération contemporains. Parmi les sponsors des recherches de l'IPC, le site internet cite la *Defense Intelligence Agency* et d'autres agences gouvernementales. Sur le sujet du renseignement, le rôle de la *Rand Corporation* se situe donc clairement dans la sphère du conseil au gouvernement. Dans son programme « *Technology and Public Policy* », le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) a consacré une partie importante de ses recherches à la réforme de la communauté du renseignement³⁴. Ses activités semblent cependant s'être réduites depuis 2008.

Les centres de recherche spécifiquement universitaires sont nombreux et variés, et il serait ici laborieux d'en dresser une liste exhaustive, la plupart des programmes cités dans la section précédente étant associés à un centre de recherche dédié. Parmi les plus prestigieux, on peut citer le *Center for Peace and Security studies* (CPASS) de Georgetown University et le *Mercyhurst Institute for Intelligence studies* (MCIIS) et le *Center for Intelligence Research, Analysis and Training* (CIRAT) qui lui est associé³⁵. Là encore, si le MCIIS et le CIRAT offrent un cadre de recherche pour le développement d'un savoir académique sur les *intelligence studies*, ils proposent également leurs services à des clients issus du gouvernement ou du secteur privé. Certains centres de recherches se concentrent sur des aspects spécifiques du renseignement, notamment techniques, comme les *Center for Geospatial Intelligence and Investigation* (GII) de Texas State University³⁶. Le *Center for Intelligence Research and Analysis* (CIRA), dépendant du Defense Group Inc., relève plus du conseil que de la recherche pure³⁷.

³³ Voir <http://www.rand.org/nsrd/about/intel.html>, consulté en mars 2010.

³⁴ Voir <http://csis.org/program/intelligence-reform>, consulté en mars 2010.

³⁵ Voir <http://www.mciis.org/> et

http://www.mciis.org/center_intelligence_research_analysis_and_training, consultés en mars 2010.

³⁶ Voir <http://www.txstate.edu/gii/index.html>, consulté en mars 2010.

³⁷ Voir <http://www.defensegroupinc.com/cira/AboutCira.cfm>, consulté en mars 2010.

1.1.3. Les associations académiques

Un certain nombre de Think Tanks sont consacrés spécifiquement à l'étude des *Intelligence studies*, ou ont développé des organes traitant de ce sujet. Ainsi l'*International Association for Intelligence Education* (IAFIE), fondée en 2004, regroupe près de 60 professeurs spécialistes des *Intelligence Studies*³⁸. Elle vise à étendre la recherche et les connaissances dans le domaine de l'*Intelligence Education*, à proposer un forum pour des échanges d'idées, à promouvoir les relations entre les professionnels du renseignement et à améliorer les meilleures pratiques du renseignement. La célèbre *American Political Science Association*³⁹ (APSA) a développé un *Intelligence studies Group*, et organise de nombreux séminaires consacrés aux problématiques du renseignement. L'*International Studies Association* (ISA) a développé une *Intelligence studies Section* (ISS), particulièrement active, consacrée à l'étude du renseignement dans une perspective internationale. Les panels qu'elle organise à l'occasion de la conférence annuelle de l'ISA sont particulièrement intéressants, et regroupent de nombreux chercheurs ainsi que d'anciens professionnels du renseignement⁴⁰.

1.1.4. Les associations professionnelles

Enfin, les associations professionnelles constituent un lieu d'échange et de production de savoir certain. Il convient dès lors de distinguer les associations d'anciens des associations regroupant des membres toujours en activité. L'*Association of Former Intelligence Officers* (AFIO) regroupe ainsi d'anciens professionnels du renseignement, souhaitant conserver un lien avec leur ancien cadre d'activités⁴¹. Parmi ses nombreuses initiatives, on peut citer la publication d'une revue biannuelle, *Intelligencer*, et de notes de renseignement hebdomadaires, ainsi que l'organisation de conférences et séminaires. L'adhésion est ouverte à tous les citoyens américains partageant les valeurs, conservatrices, de l'association. La *National Military Intelligence Association* (NMIA), fondée en 1974, regroupe quant à elle des professionnels du renseignement, toujours en service⁴²,

³⁸ Voir <http://www.iafie.org>, consulté en mars 2010.

³⁹ Voir <http://www.apsanet.org>, consulté en mars 2010.

⁴⁰ Pour l'ISS, voir <http://iss.loyola.edu/>, pour les panels de la Conférence Annuelle 2010, voir http://iss.loyola.edu/iss_panels2010.pdf, consulté en mars 2010.

⁴¹ Voir <http://www.afio.com/>, consulté en mars 2010.

⁴² L'adhésion est toutefois ouverte à tous.

afin de favoriser les échanges d'information et le développement des meilleurs pratiques. La NMIA organise de nombreuses conférences et séminaires, et est responsable de publication d'une revue annuelle, *American Intelligence Journal*⁴³.

1.2. Sources primaires et accès à la documentation

1.2.1. La communication officielle

Le gouvernement américain constitue l'un des principaux centres de production de savoir sur le renseignement aux États-Unis, si ce n'est le plus important. Le site internet de la *Central Intelligence Agency* (CIA) par exemple offre de nombreuses informations, portant sur des sujets divers : l'histoire et la mission de la CIA, les objectifs et les équipes dirigeantes de ses principaux services, la nature des carrières possibles, l'actualité de l'agence, et enfin les publications majeures portant sur le renseignement⁴⁴.

À travers ce site internet, la CIA poursuit, semble-t-il, un objectif de communication. Toutes les données disponibles sont centrées sur la description des réalités et des métiers du renseignement, et visent à en donner une image positive. Les sections consacrées aux différents services de l'agence sont ainsi significatives. Le *Directorate of Intelligence*, concentrant l'analyse, se décrit sous la rubrique « Qui sommes-nous ? » grâce à des témoignages, tous laudatifs et attirants. « Jane » explique par exemple : « *en 29 ans de carrière (principalement) au sein du Directorate of Intelligence, j'ai connu cinq carrières différentes (...). J'ai vécu à l'étranger, travaillé dans la Situation Room de la Maison Blanche, fait des recherches étendues sur des sujets prenants et ai suscité l'intérêt de décideurs politiques et de collègues pour ce que j'avais découvert* »⁴⁵. De même, sous l'onglet « *Vision, Mission et Valeurs de la CIA* », les trois valeurs principales sont présentées comme « le service, l'intégrité et l'excellence »⁴⁶. Ces exemples illustrent clairement les deux objectifs principaux du site internet de la CIA : la création d'une image positive – voir le

⁴³ Voir <http://www.nmia.org/>, consulté en mars 2010.

⁴⁴ Voir le menu déroulant situé en haut à gauche de la page d'accueil du site internet de la CIA, consulté en mars 2010 : <https://www.cia.gov/index.html>

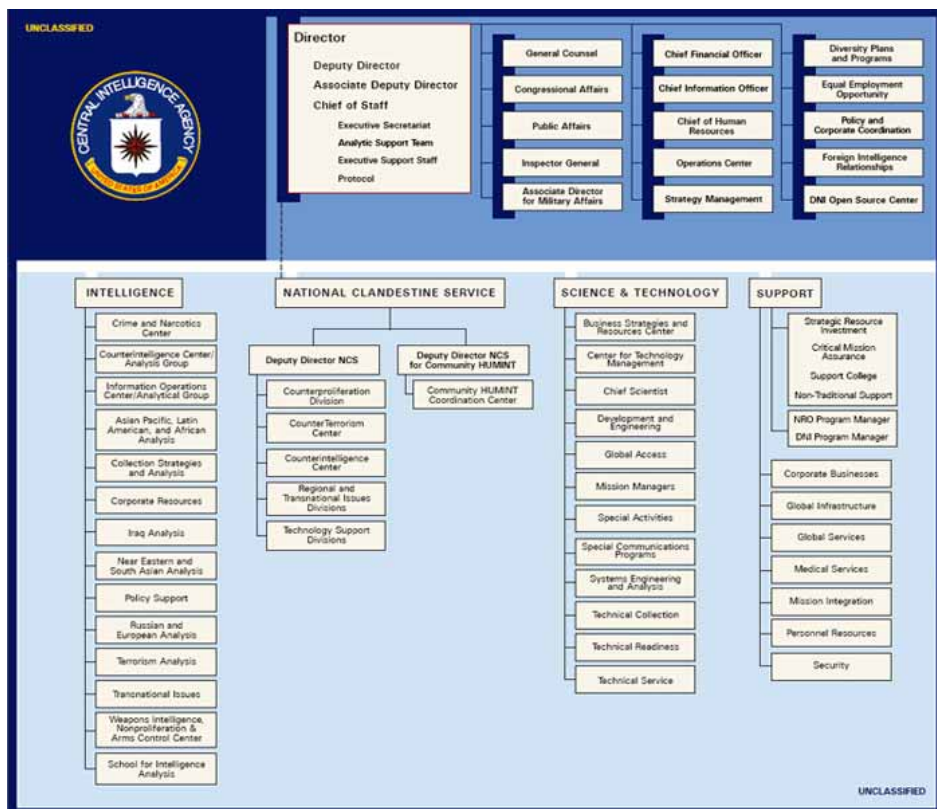
⁴⁵ Voir <https://www.cia.gov/offices-of-cia/intelligence-analysis/who-we-are.html>, consulté en mars 2010, premier témoignage.

⁴⁶ Voir <https://www.cia.gov/about-cia/cia-vision-mission-values/index.html>, consulté en mars 2010.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

« redressement » de l'image de l'agence, au vu de son histoire récente – et le recrutement.

Au-delà de ces objectifs évidents d'attraction, le site internet de la CIA reflète également la culture de la transparence du renseignement américain, qui, si elle est bien sûr relative, n'en est pas moins réelle. La mise en ligne d'un organigramme global, certes très simplifié, reflète bien ce trait de culture.



Organigramme présent sur le site internet de la CIA⁴⁷

⁴⁷ Voir <https://www.cia.gov/about-cia/leadership/cia-organization-chart.html>, consulté en mars 2010.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Il serait toutefois réducteur de n'interpréter le riche contenu du site internet de la CIA que sous l'angle de la communication. Le site contient en effet un volume important de données brutes non classifiées portant sur la politique étrangère et les relations internationales, d'une valeur certaine. Si, bien entendu, une telle pratique peut participer de l'image positive de l'agence, la volonté éducative demeure évidente. Le célèbre *CIA World Factbook*, dont le contenu est accessible en ligne, fournit ainsi à tout internaute des informations sur l'histoire, la géographie et l'économie mondiales⁴⁸. La section *World Leaders* de la bibliothèque en ligne présente également la composition de la majorité des gouvernements étrangers⁴⁹. Le site internet comprend enfin des données brutes – notes et autres documents internes – historiques et déclassifiées. Il s'agit là d'une obligation légale, en respect du *Freedom of Information Act* (FOIA), comme cela sera expliqué ensuite.

Le site internet de la CIA présente enfin, et il s'agit peut-être là de son trait culturel le plus spécifique et novateur, la participation de l'agence aux *Intelligence studies* elles-mêmes. La section « bibliothèque » du site recense ainsi, entre autres, les publications de la CIA, décrites dans le paragraphe précédant, une bibliographie très fournie portant sur les principaux ouvrages traitant du renseignement⁵⁰ et une présentation du centre de recherche de la CIA, le *Center for the Study of Intelligence* (CSI)⁵¹. Le CSI consacre ses travaux à l'histoire du renseignement et à ses principales problématiques contemporaines, organise des conférences et des séminaires et est responsable de la publication de la revue *Studies in Intelligence*.

Le site internet de la CIA est donc particulièrement significatif de la constitution du gouvernement américain en l'un des principaux centres de production de savoir sur le renseignement aux États-Unis. S'il est probablement le plus

⁴⁸ Voir la page d'accueil du CIA World Factbook <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html>, consulté en mars 2010.

⁴⁹ Voir la page <https://www.cia.gov/library/publications/world-leaders-1/world-leaders-f/france.html>, consultée en mars 2010, pour le gouvernement français.

⁵⁰ Voir <https://www.cia.gov/library/intelligence-literature/index.html>.

⁵¹ Voir <https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/index.html>, consulté en mars 2010.

complet, il n'est cependant pas le seul : toutes les agences gouvernementales liées au renseignement possèdent également un site, offrant systématiquement des informations riches et variées. On peut ainsi citer les sites très complets du *Director of National Intelligence* (DNI)⁵², de la *Defense Intelligence Agency* (DIA)⁵³, ou encore le site commun aux 16 agences de la communauté du renseignement américaine⁵⁴.

1.2.2. Le FOIA, la déclassification et l'accès aux archives

Les États-Unis ont adopté une politique de déclassification très poussée et les documents déclassifiés sont versés aux *U.S. National Archives and Records Administration*⁵⁵. De fait, le volume de documents consultables est considérable. Il faudrait évaluer le contenu des *Record Groups* consacrés au renseignement, à commencer par le *Record Group* 263 contenant les documents relatifs à la *Central Intelligence Agency*⁵⁶. Les difficultés matérielles d'accès aux archives peuvent être partiellement atténuées par les publications électroniques : les Archives Nationales ont commencé à entrer dans cette logique avec le *Access to Archival Databases (AAD) System*⁵⁷.

Les *National Security Archives* ont également une politique active de publication « en ligne »⁵⁸. Il s'agit en effet d'un projet atypique et de grande qualité, qui

⁵² Voir <http://www.dni.gov/>, consulté en mars 2010.

⁵³ Voir <http://www.dia.mil/>, consulté en mars 2010.

⁵⁴ Voir <http://www.intelligence.gov/>, consulté en mars 2010.

⁵⁵ Nous développons les problématiques de la classification, de la déclassification et de l'accès aux archives de sécurité dans le chapitre 6.

⁵⁶ Le *National Archives Building* est situé dans Washington même, sur Pennsylvania Avenue, mais les documents eux-mêmes et les salles de recherches sont situés dans le complexe de College Park dans le Maryland. Il faut donc emprunter une navette des Archives Nationales. Les *Record Groups* sont des séries logiques qui peuvent être consacrées à un thème, par exemple une enquête comme celle sur l'affaire du *Watergate* (RG 460) ou à une institution, comme le National Security Council (RG 273). Les principaux services de renseignement font l'objet d'un *Record Group*, comme par exemple la *Defense Intelligence Agency* (RG 373) ou la *National Security Agency* (RG 457).

⁵⁷ Voir le site à l'adresse www.archives.gov/aad

⁵⁸ Les *National Security Archives* sont gérées par une association et localisées à la George Washington University. Elles reposent sur une logique plus « agressive », le principe étant d'obtenir la déclassification de documents susceptibles d'intéresser la presse et les recherches universitaires au titre de FOIA. Pendant longtemps les documents étaient librement accessibles sur internet. Toujours disponibles, ils font désormais l'objet d'une procédure (payante)

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

consiste en la collecte des documents déclassifiés et en leur publication sur des microfiches, sur internet, sur des CDROM et dans des ouvrages. Plus de 500 000 pages ont ainsi été archivées⁵⁹.

Record Groups pour notre recherche aux Archives nationales de Washington :

Central Intelligence Agency

geographic names board 324.2

OSS files accretions 226.2.4

Watergate investigations 460.3.1

The Central Intelligence Agency: An Instrument of Government 263.2.2

Central Intelligence Agency, Records of the (RG 263)

administrative history 263.1

cartographic records 263.5

Foreign Broadcast Information Service 263.3

Foreign Documents Division 263.4

general records 263.2

motion pictures 263.6

Central Intelligence Group

OSS files accretions 226.2.4, 226.9

State Department committees 353.5.11

Dirty Tricks Task Force (Watergate investigations) 460.8

Defense, Department of intelligence activities 457.2

Defense Intelligence Agency, Records of the (RG 373)

administrative history 373.1

cartographic records 373.4

general records 373.2

imagery divisions 373.3

machine-readable records 373.5

national intelligence estimates 38.4.7

National Intelligence Survey Coordinating Committee 353.7.1

National Intelligence Survey Permanent Committee 353.7.2

National Security Agency/Central Security Service, Records of the (RG 457)

administrative history 457.1

d'inscription et d'identification. Un grand nombre de documents sont toutefois toujours librement accessibles. Voir le site à l'adresse www.gwu.edu/~nsarchiv

⁵⁹ Voir <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/>, consulté en mars 2010. Pour effectuer une recherche : [search www.nsarchive.org](http://search.www.nsarchive.org)

predecessors 457.2

records 457.3

National Security Council

Army Secretary 335.2

Budget Working Group 353.5.12

CIA functions 263.1

International economic policy 429.5

National Security Council, Records of the (RG 273)

administrative history 273.1

Executive Secretary 273.3

general records 273.2

Operations Coordinating Branch 273.6

Planning Board 273.5

Secretariat 273.4

1.3. Corpus : évaluation et typographie

Aux États-Unis, le corpus traitant des *Intelligence studies* est extrêmement important par son volume et très varié dans son contenu. Les nombreux centres de production, évoqués précédemment, sont en effet très prolifiques et ont contribué depuis des décennies à l'extension du savoir et de la réflexion sur les pratiques et les problématiques du renseignement.

Il est intéressant de noter qu'à chaque centre de production ne correspond pas un type de production spécifique. Si les données brutes sont essentiellement le fait des agences gouvernementales – productrices et responsables de leur déclassification –, elles sont néanmoins relayées et répandues au sein de la société par les universités et les centres de recherches, comme en témoigne l'initiative de *George Washington University, The National Security Archive*. De même, les informations sur la réalité des agences de renseignement américaines sont principalement produites par le gouvernement lui-même, mais la contribution des nombreux spécialistes du milieu de la recherche demeure considérable, et permet de garantir la recherche d'objectivité et d'esprit critique dans les *Intelligence studies*. Enfin, si ouvrages et revues sont essentiellement écrits et publiés dans le cadre des universités et des *Think Tanks*, nombre d'initiatives sont soutenues par les agences elles-mêmes. Loin d'opérer en cercles fermés, les différentes sphères du renseignement sont ainsi entremêlées et en interaction permanente.

1.3.1. La gestion d'un corpus considérable : les bibliographies

Le corpus traitant des *Intelligence studies* est aux États-Unis si important que de nombreuses initiatives ont vu le jour pour guider les lecteurs désireux d'approfondir leur connaissance du renseignement. La pratique des bibliographies s'est ainsi répandue, au sein de tous les centres de production précédemment cités. Leur réalisation en elle-même est banale et répandue à travers le monde. La particularité de leur confection aux États-Unis réside bien dans leur volume : les bibliographies sont nombreuses, et surtout très étendues. Elles sont de plus éditées sur des supports divers, allant de l'internet à des ouvrages complets.

Parmi les ouvrages bibliographiques, on peut citer le livre référence de Mark Lowenthal, *The U.S. Intelligence Community: An Annotated Bibliography*, publié en 1994⁶⁰. On peut encore indiquer le travail, désormais daté mais toujours aussi pertinent de George Constantinides, *Intelligence and Espionage: An Analytical Bibliography*, publié en 1983⁶¹. Enfin, pour prendre un exemple traitant de thématiques plus spécifiques, l'œuvre de Donald Sexton, *Signals Intelligence in World War II: A Research Guide*, a été publiée en 1996⁶².

De même, il existe désormais des « bibliographies de bibliographies », regroupant ces sortes d'ouvrages. On peut ainsi citer en exemple celle qui est disponible sur le site internet du *Phoenix Training Center* de *DynCorp International*⁶³, voir le document en Annexe n° 1 p.i.

Un très grand nombre de bibliographies sont également accessibles sur internet. Celui de la CIA en propose une assez fournie et complète, organisée selon un classement thématique⁶⁴. Outre une rubrique d'intérêt général et une rubrique recensant des bibliographies, les entrées disponibles sont : la Seconde Guerre Mondiale et avant, l'histoire de la CIA et de l'OSS, biographies et mémoires, les femmes et le renseignement, l'espionnage, le contre-espionnage, l'action

⁶⁰ Lowenthal, Mark M., *The U.S. Intelligence Community: An Annotated Bibliography*, New York: Garland Publishing Company, 1994.

⁶¹ Constantinides, George C. *Intelligence and Espionage: An Analytical Bibliography*, Boulder, CO. : Westview Press, 1983.

⁶² Sexton, Donald J., comp. *Signals Intelligence in World War II: A Research Guide*, Westport, CT: Greenwood, 1996.

⁶³ Voir http://www.intellpros.com/bio_intelligence_reference.html, consulté en mars 2010.

⁶⁴ Voir la page d'accueil, <https://www.cia.gov/library/intelligence-literature/index.html>, consulté en mars 2010.

clandestine, l'analyse, la technologie et la guerre contre la terreur. Un exemple de l'entrée « les femmes et le renseignement », grâce à une capture d'écran, figure dans le document en Annexe n° 2 p. iv.

Il importe également d'indiquer la recension effectuée par Ransom Clark, regroupant les ouvrages bibliographiques majeurs⁶⁵ : voir le document en annexe n° 3 p. vii. Celle-ci contient un tel nombre de références qu'il faut lire avant d'y naviguer une préface expliquant la façon de procéder⁶⁶. La page d'accueil est disponible à cette adresse : <http://intellit.muskingum.edu/>. Il s'agit d'une bibliographie commentée (pour la plupart des entrées), au volume très important. Ransom Clark l'actualise et l'enrichit fréquemment depuis 1998, la page d'accueil annonçant fièrement : « *Marking 12 years on the Web* ».

Dans la préface, deux liens renvoient vers deux catégories de références portant sur le renseignement : les *major sources*, dont la partie bibliographique a été insérée ci-dessus, et les *other sources*, regroupant des revues, des journaux et autres publications. La bibliographie est ensuite organisée par tiroirs, à partir de la table des matières principale⁶⁷.

En choisissant l'une de ces catégories, ou l'une des thématiques présentes dans ces catégories selon le niveau de détail, deux types de classements sont généralement proposés. L'un est alphabétique, l'autre est chronologique. Une fonction de recherche par auteurs est également disponible. Un exemple de cheminement figure en annexe.

1.3.2. Les ouvrages spécialisés

Il existe tant d'ouvrages consacrés au renseignement aux États-Unis qu'il serait illusoire de tenter une recension exhaustive. L'importance des bibliographies évoquées ci-dessus en constitue une illustration probante. Nous renvoyons aux sections analytiques du présent rapport dans lesquelles nous proposons différentes « traversées » du corpus permettant de faire un point actuel sur les problématiques retenues.

⁶⁵ Voir http://intellit.muskingum.edu/sources_folder/sourcesmajor.html, consulté en mars 2010.

⁶⁶ Voir <http://intellit.muskingum.edu/preface.html>, consulté en mars 2010.

⁶⁷ Voir <http://intellit.muskingum.edu/maintoc.html>, consulté en mars 2010.

1.3.3. Les revues et les articles

Aux États-Unis, de nombreux articles traitent des problématiques du renseignement dans l'ensemble des publications périodiques. Dans le domaine de la défense, la revue *Joint Forces Quarterly*, éditée par l'*Institute for National Strategic Studies* de la *National Defense University*, publie par exemple très fréquemment des articles portant sur les thématiques du renseignement militaire⁶⁸. Dans le domaine des relations internationales, les prestigieuses revues *Foreign Policy* et *Foreign Affairs* y consacrent également un nombre important d'articles⁶⁹. Dans la presse généraliste enfin, la majorité des grands quotidiens américains traitent de l'actualité du renseignement. Les articles du *Washington Post* et du *New York Times* sont ainsi particulièrement pertinents et documentés⁷⁰.

Les États-Unis disposent également d'un certain nombre de revues spécialisées dans les *Intelligence studies*. L'une des revues les plus prestigieuses est l'*International Journal of Intelligence and Counterintelligence*. Bien qu'elle ne soit pas strictement américaine (elle est publiée par le *Taylor and Francis Group*, groupe international disposant d'une antenne aux États-Unis, mais originaire du Royaume-Uni), bon nombre de spécialistes américains y publient. Il s'agit d'une revue généraliste et trimestrielle. Le très respecté *Intelligence and National Security*, bimensuel, est également publiée par ce groupe⁷¹. La revue *Studies In Intelligence*, publiée par la CIA, publie des articles classifiés et non classifiés sur l'ensemble des problématiques du renseignement, tout en privilégiant, pour sa partie non classifiée, une approche historique⁷². Le *National Intelligence Journal*, édité par la *National Intelligence Education Foundation*, est publié de façon semestrielle⁷³. L'*American Intelligence Journal* (AIJ) est une publication de la *National Military Intelligence Association* (NMIA). Semestriel, il regroupe des articles écrits par des professionnels du renseignement et par des universitaires⁷⁴.

⁶⁸ Voir http://www.dtic.mil/doctrine/jel/jfq_pubs/, consulté en mars 2010.

⁶⁹ Voir <http://www.foreignpolicy.com/> et <http://www.foreignaffairs.com/>

⁷⁰ Voir <http://www.washingtonpost.com/?sub=AR> et <http://global.nytimes.com/>

⁷¹ Voir <http://www.tandf.co.uk/journals/titles/02684527.asp>, consulté en mars 2010.

⁷² Voir <https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/csi-studies/index.html> pour les articles non classifiés, consulté en mars 2010.

⁷³ Voir <http://www.niefoundation.org/?page=NIJ>, consulté en mars 2010.

⁷⁴ Voir <http://www.nmia.org/nmiapublications/americaninteljournal.html>, consulté en mars 2010.

Enfin, l'extension de l'accès à internet a permis la création d'un nombre considérable de sites internet et de blogs consacrés aux problématiques du renseignement. Là encore, une recension exhaustive semble difficile. On peut néanmoins en montrer la diversité en citant par exemple *Eye Spy*⁷⁵, généraliste, *In From the Cold*, généraliste également, mais davantage centré sur la production d'« informations » exclusives dans le domaine de la politique étrangère que sur les *Intelligence studies*⁷⁶, *JIOX*, consacré à l'analyse⁷⁷ ou encore *IMINT and Analysis*, traitant, comme son nom l'indique, de l'IMINT⁷⁸.

2. Royaume-Uni

Comme dans le cas des États-Unis, le milieu des années 1970 constitue une étape charnière dans le développement des études sur le renseignement au Royaume-Uni⁷⁹. Jusqu'à ce moment, la plupart des ouvrages abordant le renseignement et l'espionnage sont des mémoires, des biographies ou des récits d'opérations spécifiques. La publication de deux ouvrages universitaires sur Ultra marque l'entrée du renseignement dans le champ de la recherche académique⁸⁰. Les études sur le renseignement vont connaître dans les trois décennies suivantes un développement spectaculaire, dominé au départ par l'histoire avec la figure tutélaire de Christopher Andrew. Par la suite, elles vont se diversifier vers la science politique et les relations internationales.

Le cas britannique présente donc un certain paradoxe. Pays de James Bond, l'agent le plus fameux au monde, patrie de John le Carré, sans doute le plus grand auteur de roman d'espionnage, pays de certaines des plus grandes légendes de l'espionnage (Enigma, les 5 de Cambridge), État dont le nom des services secrets le MI 5 et le MI 6 sont universellement reconnus – alors qu'ils n'ont d'existence officielle légale que depuis 1994 –, ce n'est qu'au cours des

⁷⁵ Voir <http://www.eyespy.com/>, consulté en mars 2010.

⁷⁶ Voir <http://www.formerspook.blogspot.com/>, consulté en mars 2010.

⁷⁷ Voir <http://www.jiox.blogspot.com/>, consulté en mars 2010.

⁷⁸ Voir <http://www.geimint.blogspot.com/>, consulté en mars 2010.

⁷⁹ Goodman, Michael, « Studying and Teaching about Intelligence: The Approach in the UK », *CIA Studies in Intelligence*, vol. 50, n° 2, 2006, pp. 57-66.

⁸⁰ Masterman, J.C., *The Double-Cross System in the War 1939-1945*, London, Yale University Press, 1972 ; Winterbotham, F.C., *The Ultra Secret*, London, Weindenfeld and Nicolson, 1974.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

deux dernières décennies que se consolide un champ d'étude académique sur le renseignement au Royaume Uni.

On peut dégager deux grandes périodes dans les études britanniques sur le renseignement. La première phase de développement et de consolidation se traduit notamment par l'ouverture de nouveaux champs disciplinaires (science politique, relations internationales, criminologie) après une période initiale où seule l'histoire s'intéressait au renseignement. Elle couvre la période qui court de la fin des années 1970 au début des années 1990. La seconde phase concerne les deux dernières décennies : elle est marquée par l'accélération et l'approfondissement des études sur le renseignement. À partir du milieu des années 1980, ces études vont être stimulées à la fois par l'extraordinaire développement des *Intelligence studies* aux États-Unis et par les premiers enseignements sur le renseignement offerts dans les universités britanniques. On peut, à certains égards, parler d'un « boom », encouragé et facilité par les scandales liés à la polémique concernant les armes de destruction massive en Irak lors de la guerre de 2003. La publication de nombreux rapports officiels va ainsi donner accès à un matériau primaire, jusque là peu disponible. Dans le même moment se développent les histoires officielles des services de renseignement qui fleurissent à la fin des années 2000.

Le développement des études sur le renseignement est aussi lié à la défense et à la légitimation des services de renseignement. Certains moments clés de la croissance des *Intelligence studies* britanniques, notamment depuis 2003, sont liés au souci de permettre une meilleure compréhension publique de la nature du renseignement, de ses contraintes, ses tensions, ses limites, ses possibilités. Il s'agit d'une démarche visant à l'éducation du public concerné au premier chef d'une part, c'est-à-dire de l'ensemble des acteurs même périphériques qui peuvent avoir un rôle à jouer dans la collecte et la dissémination du renseignement. Mais d'autre part, elle vise également le public intéressé et plus largement l'ensemble de l'opinion publique. Michael Hermann rappelle ainsi que le développement des études sur le renseignement au cours des années 1970 provient de la frustration des anciens des services secrets de la Seconde Guerre Mondiale face à l'interdiction officielle de mentionner leurs succès, comme l'opération *Ultra* et le rôle de Bletchley Park dans l'exploitation du code nazi *Enigma*.

Depuis 2003, les projets d'histoire officielle des différents services fleurissent. Cette ouverture des services vers la recherche académique, à travers un accès contrôlé à leurs archives, *via* donc une plus grande publicité, vise aussi à les faire connaître du public autrement que par le biais d'œuvres de journalistes ou de séries télévisées, qui peuvent s'avérer fortement déformantes de la réalité⁸¹.

2.1. Producteurs et lieux de production

L'université britannique compte au moins trois centres de recherche spécialisés sur les questions de renseignement⁸². Le *Centre for Intelligence and International Security Studies* de l'université d'Aberystwyth, au pays de Galles, est l'une des toutes premières universités pour l'étude des Relations Internationales au Royaume-Uni établie en 2004⁸³. Brunel University à Londres a développé le *Brunel Centre for Intelligence and Security Studies*, sous l'impulsion de Philippe Davies en complément de l'offre de son Master spécialisé sur les questions de renseignement⁸⁴. En 2008, l'Université de Buckingham a créé le *Buckingham University Center for Security and Intelligence Studies* autour de Anthony Glee et propose un MA en *Security and Intelligence Studies*⁸⁵.

Il faut cependant relever que conformément à la pratique des universités au Royaume-Uni, ces centres de recherches sont souvent de taille relativement restreinte et animés par deux ou trois titulaires et un certain nombre de

⁸¹ Scott, Len and Jackson, Peter, « The Study of Intelligence in Theory and Practice », *Intelligence and National Security*, vol. 19, n° 2, 2004, p. 150.

⁸² Nous remercions encore ici tous les chercheurs et enseignants qui nous ont accueillis au sein de leur Université : Richard Aldrich, Anthony Field et Christopher Moran à l'Université Warwick de Coventry ; Philip Davies, Kristian Gustafson et Stephen Marrin à l'Université Brunel de Londres ; Michael Goodman au King's College de Londres ; Michael Herman au Nuffield College de l'Université d'Oxford. Nous n'avons pu rejoindre James Beach à l'Université de Salford mais avons pu échanger avec lui longuement à l'occasion de la réunion du Oxford Intelligence Group en 2010, et il a bien voulu nous faire parvenir une documentation utile sur son programme. Outre les documents qu'ils nous ont transmis et les échanges que nous avons eu sur le développement des études au Royaume-Uni en général, ces chercheurs nous ont présenté leur département et les problématiques liées à l'enseignement et aux programmes de formation. Cet aspect excède les limites de la présente étude, et dans son prolongement des travaux spécifiquement dédiés à ce thème seront prochainement publiés.

⁸³ <http://users.aber.ac.uk/rbh/iss/>

⁸⁴ <http://www.brunel.ac.uk/about/acad/sss/research/centres/bciss>

⁸⁵ <http://www.buckingham.ac.uk/international/bucsis/>

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

chercheurs associés et de doctorants. Seul le centre d'Aberystwyth dispose d'une vraie équipe de recherche composée de cinq professeurs ou chercheurs titulaires et dispose d'une « masse critique ». Dans d'autres cas, le centre de recherche n'est pas entièrement ou principalement dédié aux études sur le renseignement, mais elles constituent une part significative de l'activité de recherche et de publication avec plusieurs chercheurs spécialisés. C'est notamment le cas du King's College de Londres où l'on trouve des spécialistes du renseignement (historiens et / ou politistes) tant dans le *Defence Studies Department* que dans le *War Studies Department* (Lawrence Freedman, Sir David Oman, Christina Goulter, Michael Goodman...) ainsi qu'au *Center for the Study of Terrorism and Political Violence* de l'université de St Andrews (Paul Wilkinson, William Walker, Magnus Ramstorp). Certains départements comme le King's College ou St Andrews ont en définitive davantage de chercheurs spécialistes du renseignement que les centres de Brunel ou de Buckingham.

Certaines universités, sans disposer de centres de recherche spécialisés, constituent cependant des pôles d'excellence et d'attraction, notamment pour les étudiants étrangers, autour de quelques professeurs marquants. C'est évidemment le modèle de l'université de Cambridge autour de l'*Intelligence Seminar* du département d'histoire animé par Christopher Andrew. L'université d'Oxford propose une démarche comparable avec l'*Oxford Intelligence Group* organisé au sein de Nuffield College ou du *Plusgarden Programme Programme for the Study of Global Terrorism and Intelligence*, dirigé à St Antony's College par le professeur Steve Tsang.

Le tableau en annexe, consacré aux enseignements spécialisés sur le renseignement et aux programmes doctoraux, montre l'ancrage des questions de renseignement au sein de l'université britannique, que ce soit en histoire ou en science politique et relations internationales⁸⁶. Si on lui ajoute Richard Aldrich, l'une des figures de proue des études sur le renseignement à l'Université de Warwick, Robert Dover à Loughborough University ou Mark Phytian à Leicester, plus quelques chercheurs sur le sujet « isolés » dans certains départements, on parvient à la conclusion que quasiment chaque université de premier plan et chaque département important de relations

⁸⁶ Maddrell, Paul, *Intelligence Studies at UK Universities: An Expanding Subject*, University of Aberystwyth, Centre for Intelligence and International Security Studies, 2003. (<http://users.aber.ac.uk/rbh/iss/uk.htm>. Voir Annexe 4 p. xi.

internationales comprend un spécialiste du renseignement dans son corps professoral.

Les questions de renseignement bénéficient d'une authentique reconnaissance intellectuelle et institutionnelle. Le renseignement s'est imposé comme un champ légitime de recherches. Chaque congrès de la *British International Studies Association* (BISA), de la *Political Studies Association* (PSA) ou du *British International History Group* comprend en général des panels sur le renseignement ou au minimum plusieurs papiers sur le sujet. Depuis 1993, la BISA dispose d'un groupe spécialisé : le *Security and Intelligence Studies Group* (SISG : <http://www.sisg.org.uk/>) qui se trouve un peu en sommeil ces dernières années. En 2009, un numéro spécial de la revue de la BISA, la prestigieuse *Review of International Studies* était entièrement consacré au renseignement.

L'offre d'enseignement s'est également considérablement développée au cours de la dernière décennie⁸⁷. Pas moins de six universités proposent un master spécialisé, qui est souvent fortement multidisciplinaire : University of Wales Aberystwyth, King's College London, University of Salford, University of Birmingham, Brunel University, Buckingham University. Le département de relations internationales de l'University of Wales, Aberystwyth, l'un des plus importants et des plus dynamiques, propose pas moins de quatre programmes de master : *Master of Sciences* en *Intelligence and Strategic Studies*, en *Intelligence Studies and International History*, en *Intelligence Studies* et un *Master of Arts* en *Intelligence*.

Sans que les frontières soient totalement étanches, deux profils de formations se dégagent : l'une plutôt académique destinée à des étudiants s'intéressant au renseignement au sein d'un cursus plus large de science politique ou d'histoire, certains pouvant être intéressés par une carrière dans le renseignement ; l'autre plus clairement orientée vers des professionnels du renseignement ou plus encore des professionnels qui doivent connaître le renseignement. L'une des conclusions du rapport Butler, *Review of Intelligence on Weapons of Mass Destruction* concernait la faiblesse de l'analyse dans le cycle du renseignement. Le groupe chargé de la mise en pratique des recommandations du rapport Butler visait notamment à « développer une formation plus substantielle que jusqu'à maintenant pour tous les analystes au niveau interministériel ». L'un des rôles

⁸⁷ Voir sur ce point en complément la section 1.3. de la seconde partie de cette étude.

du *Professional Head of Intelligence Analysis* (PHIA), fonction nouvellement créée, consiste à réduire le fossé entre le monde académique et Whitehall⁸⁸. King's College et Brunel University sont particulièrement en pointe sur ces formations qui visent à familiariser un large éventail de hauts fonctionnaires venant de ministères *a priori* ou traditionnellement peu concernés par les problématiques du renseignement (éducation, immigration, santé...). David Omand et Michael Goodman, les deux animateurs de la formation dispensée à King's College directement issue du rapport Butler, ont présenté en 2008 un premier bilan des deux années initiales du programme destiné aux analystes britanniques⁸⁹.

Les chercheurs britanniques soulignent que la distance entre le monde académique et celui des acteurs est plus grande au Royaume-Uni qu'aux États-Unis⁹⁰. Il n'existe pas, contrairement à la CIA ou la NSA, de « chercheur en résidence » ou d'historien employé par les services. Cependant, d'anciens responsables des services de renseignement font partie intégrante de la communauté des *Intelligences studies*. C'est particulièrement le cas de Michael Herman, auteur d'un maître-livre sur la théorie du renseignement⁹¹, qui anime depuis plusieurs années l'*Oxford Intelligence Group* de Nuffield College à l'Université d'Oxford et qui a exercé pendant plus de 30 ans au GCHQ ainsi que comme secrétaire du *Joint Intelligence Committee*. Sir David Omand, qui fut notamment le premier coordinateur du renseignement britannique (*UK Security and Intelligence Co-ordinator*) en tant que *Permanent Secretary* au *Cabinet Office* entre 2002 et 2005, est aujourd'hui Professeur au *Department of War Studies* de King's College et participe activement aux *workshops*, conférences et autres publications collectives.

⁸⁸ *Review of Intelligence on Weapons of Mass Destruction : Implementation of its Conclusions*, CM 6492, London, HMSO, 2005. Goodman, Michael, « Studying and Teaching about Intelligence : The Approach in the UK », *CIA Studies in Intelligence*, vol. 50, n° 2, 2006, pp. 57-66.

⁸⁹ Goodman, Michael et Omand, David, « Teaching Intelligence Analysts in the UK. What Analysts Need to Understand : The King's Intelligence Studies Program », *CIA Studies in Intelligence*, vol. 52, n° 4, 2008, pp. 1-12.

⁹⁰ Scott, Len, « Sources and Methods in the Study of Intelligence. A British View » in Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume 1, Understanding the Hidden Side of Government*, Westport, Praeger, 2007, p. 102.

⁹¹ Herman, Michael, *Intelligence Power in Peace and War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996. Herman, Michael, *Intelligence Services in the Information Age*, London, Frank Cass, 2001.

Le tableau de synthèse réalisé par Paul Maddrell de l'université d'Aberystwyth donne un panorama des *Intelligence studies* au Royaume-Uni en 2003. Ces données sont un peu datées mais restent une bonne illustration de l'état du champ à un moment donné⁹².

Par ailleurs, la communauté des *Intelligence studies* au Royaume-Uni dispose d'une revue à comité de lecture de très grande qualité, *Intelligence and National Security*, créée en 1986 par Christopher Andrew et Michael Handel et aujourd'hui co-dirigée par Loch Johnson, le « pape » des *Intelligence studies* outre-atlantique et Peter Jackson de Aberystwyth⁹³. Christopher Andrew et Richard Aldrich dirigent chez *Routledge* une collection, *Studies in Intelligence*, fondée en 1987.

2.2. Sources primaires et accès à la documentation

2.2.1 La communication officielle

Concernant la publicité donnée aux services de renseignement gouvernementaux britanniques, on peut souligner la révolution opérée depuis la fin de la guerre froide, puisque ce n'est qu'en 1989 que le *Security Service* (plus connu sous le nom de MI 5) a été légalement reconnu par l'intermédiaire du *Security Service Act*. Jusqu'en 1992, le gouvernement britannique ne reconnaissait pas officiellement l'existence d'un service de renseignement extérieur en temps de paix. L'*Intelligence Services Act* ne fournit une base légale à l'existence du *Secret Intelligence Service* (le fameux MI 6) ainsi qu'au service de renseignement en charge du renseignement électronique, le *Government Communications Headquarters* (GCHQ) qu'en 1994. Il faudra attendre 2005 pour que MI 6 développe un site internet. Le terme de révolution n'est pas usurpé si l'on considère aujourd'hui l'existence d'une plateforme internet qui renvoie vers les sites spécialisés de tous les services de renseignement britanniques : www.cabinetoffice.gov.uk/security_and_intelligence/community.aspx

⁹² Maddrell, Paul, *Intelligence Studies at UK Universities: An Expanding Subject*, op. cit., voir document en Annexe 4 p. xi.

⁹³ <http://www.tandf.co.uk/journals/titles/02684527.asp>

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

L'existence d'annonces de recrutement dans les grands quotidiens et hebdomadaires pour le MI 5 ou le MI 6⁹⁴ participe de la même logique.

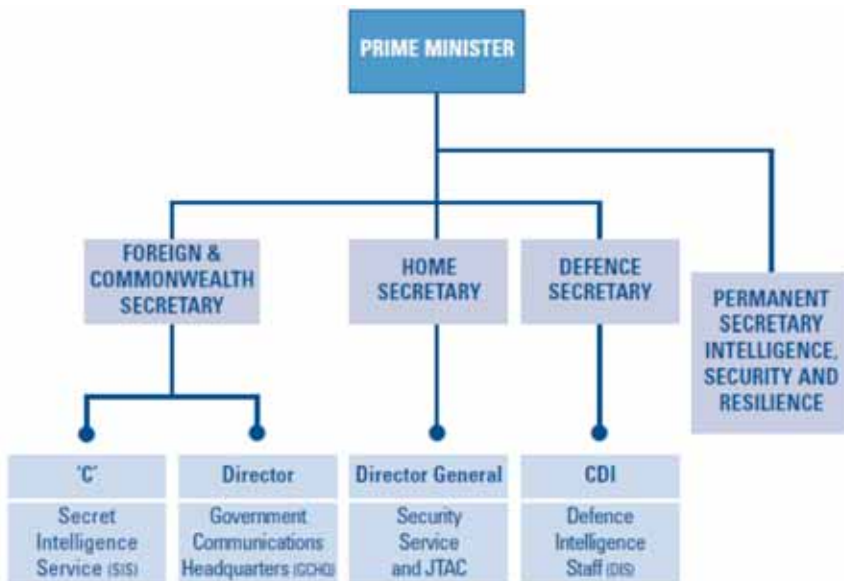
Le *Stationery Office*, équivalent du *Journal Officiel* en France, publie un livret de présentation des différents services et organes de renseignement qui composent la machine du renseignement britannique (*Intelligence Machinery*). Cette dernière désigne à la fois les services de renseignement chargés de la collecte du renseignement (*Security Services, Secret Intelligence Service, GCHQ, Defence Intelligence Staff, Joint Terrorism Analysis Centre*) et l'échelon central d'analyse et d'exploitation du renseignement, la *Central Intelligence Machinery*, composé principalement du ministre chargé des questions de renseignement, du *Permanent Secretary, Security, Intelligence and Resilience* ainsi que du *Joint Intelligence Committee*, qui est l'organe de coordination des différents services de renseignement⁹⁵.

Ce document est disponible sur le site de la communauté du renseignement hébergé par le site du gouvernement (*Cabinet Office*) ainsi que les documents récents d'orientation pour la réforme du renseignement, comme les conclusions du rapport *Improving the Central Intelligence Machinery: Cabinet Office Paper* ou comme le *Joint Intelligence Committee: Revised Terms of Reference*. On y trouve également les documents législatifs et réglementaires régissant le fonctionnement des services de renseignement, des informations sur l'accessibilité des documents et des archives et les procédures à suivre. Sont également en ligne des rapports tels le rapport Butler ou le rapport de l'*Intelligence and Security Committee* sur les attentats de Londres de juillet 2005. Cette dernière commission est bipartisane, formée de 9 parlementaires nommés par le Premier ministre et chargée de contrôler l'action des services de renseignement. Bien que composée de parlementaires, elle relève du Premier ministre. Son rapport annuel est disponible sur le site.

⁹⁴ Aldrich, Richard, « The Security State » in Flinders, Matthew, Gamble, Andrew, Hay, Colin and Kenny, Michael (eds), *The Oxford Handbook of British Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 753.

⁹⁵ *The National Intelligence Machinery*, London, The Stationery Office, 2009.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE



Source : The National Intelligence Machinery, London, The Stationery Office, 2009, p. 19.

Sites internet des trois services de renseignement formant les agences de renseignement (*Agencies* dans la terminologie britannique) :

Secret Intelligence Service (MI 6) [renseignement extérieur dépendant du ministre des Affaires étrangères, *Foreign and Commonwealth Office*] <https://www.mi6.gov.uk>

Security Service (MI 5) [renseignement intérieur dépendant du ministre de l'Intérieur, *Home Office*] <https://www.mi5.gov.uk>

Government Communications Headquarters (GCHQ) [renseignement électronique, écoutes, interceptions] <http://www.gchq.gov.uk/>

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Sites des autres composantes du système gouvernemental du renseignement britannique :

Defence Intelligence Staff [service de renseignement militaire dépendant du ministère de la défense, *ministry of defence*]

<http://www.mod.uk/DefenceInternet/AboutDefence/WhatWeDo/SecurityandIntelligence/DIS>

Joint Terrorism Analysis Centre, [service interministériel chargé de la lutte contre le terrorisme, rattaché au *Home office* via le MI 5] :

<https://www.mi5.gov.uk/output/joint-terrorism-analysis-centre.html>

Joint Intelligence Committee :

http://www.cabinetoffice.gov.uk/security_and_intelligence/community/central_intelligence_machinery/joint_intelligence_committee.aspx

Intelligence & Security Committee :

<http://www.cabinetoffice.gov.uk/intelligence.aspx>

Par ailleurs, on trouve quelques informations parcellaires sur le financement des services dans les documents budgétaires. Les services de renseignement ne sont pas financés par le budget du *Home office* mais par des financements interministériels. Le *Secret Intelligence Service* (MI 6), le *Security Service* (MI 5), et le *Government Communications Headquarters* (GCHQ) sont financés par un budget spécifique interministériel, le *Single Intelligence Account*. Le *Joint Terrorism Analysis Centre* (JTAC) est financé par les différents départements ministériels pour le personnel et par le *Single Intelligence Account* pour les dépenses de fonctionnement. Les seules informations datent de la *Spending Review* 2004 et d'une augmentation de 85 millions de livres dans le cadre du pré-budget 2005, le 5 décembre 2005.

Le tableau ci-dessous présente le budget du *Single Intelligence Account*. La répartition entre les différents services de renseignement n'est pas rendue publique pour des raisons de sécurité.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

	2005	2006	2007	2008
Dépenses courantes (£ million)	1,126.6	1,266	1,336	1,381.8
Dépenses en capital (£ million)	150.8	231.8	232.4	238

Source : www.intelligence.gov.uk

En 2008, les archives nationales britanniques ont publié un ouvrage qui retrace l'histoire de chacun des services de renseignement britannique (renseignement intérieur, renseignement extérieur, renseignement militaire, naval, aérien, technique) et fait le point des archives disponibles. Il a été rédigé par des archivistes et par le chef du Département historique du ministère des Affaires étrangères. Il constitue une excellente introduction et un point d'entrée très complet dans l'univers du renseignement britannique⁹⁶.

2.2.2. L'accès aux archives et aux autres sources ouvertes

L'accès aux documents *via* la déclassification ou *via* la simple mise à disposition par les archives après des délais d'au minimum 30 ans demeure difficile au Royaume-Uni en dépit d'évolutions positives au cours des dernières années. Faute de sources, le renseignement est longtemps demeuré le « maillon manquant » (*the missing dimension*) de l'histoire du Royaume-Uni et de ses relations internationales⁹⁷. Les documents des services de renseignement sont exclus du *Freedom of Information Legislation*, adopté au Royaume Uni dans les années 1990 sur le modèle du *Freedom of Information Act* (FOIA) américain. Si ce texte est entré en vigueur en 2005 au Royaume-Uni, les services de renseignement demeurent exemptés de ses dispositions. Le MI 5 a déclassifié l'essentiel de ses archives antérieures à 1945, contrairement au MI 6 qui demeure hostile à tout accès à ses archives. Par ailleurs, même lorsqu'elles sont disponibles, la politique de consultation demeure « sélective et

⁹⁶ Twigge, Stephen, Hampshire, Edward et Macklin, Graham, *British Intelligence*, Richmond, The National Archives, 2008 (2009 pour l'édition de poche).

⁹⁷ Andrew, Christopher et Dilks, David, *The Missing Dimension: Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*, Urbana, University of Illinois Press, 1984 ; Hoare O. (ed), "British Intelligence in the Twentieth Century: A Missing Dimension?" special issue of *Intelligence and National Security*, 17, 1, 2002.

partiale » d'après les historiens britanniques⁹⁸. De plus, afin de limiter les effets d'une révérence excessive à l'égard des archives, Richard Aldrich rappelle les dangers de considérer leurs dossiers, conservés par les archives nationales (*Public Record Office*), comme « une représentation de la réalité ». Il estime qu'elles sont une source hautement manipulée et biaisée pour l'historien⁹⁹. L'exemple de la Seconde Guerre Mondiale, pour laquelle le gouvernement britannique et les services sont parvenus à contrôler très strictement l'accès à la connaissance et produire « l'ignorance » sur l'opération *Ultra* est une forme de *strategic deception*.

La culture des services de renseignement demeure imprégnée de l'aphorisme du ministre des Affaires Étrangères Austen Chamberlain, à la Chambre des Communes en 1924 : « *L'essence d'un service secret, c'est qu'il doit être secret* ». La philosophie concernant la mise à disposition d'informations, par la déclassification des archives ou *via* les témoignages des acteurs, demeure que les risques en termes de sécurité, les risques non avoués en termes de légitimité et d'image, excèdent largement les bénéfices potentiels de la compréhension historique et du débat public.

Par ailleurs, le Royaume-Uni se caractérise par le nombre relativement faible de mémoires publiés par d'anciens agents ou responsables des services de renseignement et par l'occultation des questions de renseignement et de l'activité des services secrets dans les mémoires des hommes politiques¹⁰⁰. Elle

⁹⁸ Gibbs, Timothy, "Studying Intelligence. A British Perspective", in Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume 1, Understanding the Hidden Side of Government*, Westport, Praeger, 2007, p. 49 ; Aldrich, Richard, "Never-Never Land and Wonderland: British and American Policy on Intelligence Archives" *Contemporary Record*, 8, Summer 1994, p. 132-150 ; Aldrich, Richard, "Policing the Past: Official History, Secrecy and British Intelligence since 1945", *English Historical Review*, 119, September 2004, pp. 922-953.

⁹⁹ Aldrich, Richard, *Intelligence and the War Against Japan*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, pp. 385-390 ; Scott, Len and Jackson, Peter, "The study of intelligence in theory and practice", *Intelligence and National Security*, 19, 2, 2004, p. 145.

¹⁰⁰ Andrew, Christopher, "Reflection on Intelligence Historiography since 1939" in Trevorton, Gregory et Agrell, Wilhelm, *National Intelligence Systems. Current Research and Future Prospects*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 ; Gibbs, Timothy, "Studying Intelligence. A British Perspective", in Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume 1, Understanding the Hidden Side of Government*, Westport, Praeger, 2007 ; Scott, Len, « Sources and Methods in the Study of Intelligence. A British View » in Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume 1, Understanding the Hidden Side of Government*, Westport, Praeger, 2007.

témoigne du culte du secret qui imprègne les responsables des services de renseignement, la haute administration et le personnel politique au Royaume-Uni. Si la circulation de l'information apparaît très supérieure au sein du « cercle du secret » par rapport à ce que produit la compartementalisation des services aux États-Unis, le secret demeure beaucoup plus hermétique vis-à-vis de l'extérieur et ne transpire que rarement. La publication d'une autobiographie par l'ancienne directrice générale du Security Service (1992-1996), Dame Stella Remington en 2001, pourtant scrupuleusement vérifiée par les services compétents, a fait l'objet de virulentes critiques au sein de l'élite politico-administrative britannique¹⁰¹. L'expérience n'a d'ailleurs pas été renouvelée au cours de la dernière décennie. Le poids du « traumatisme » de l'affaire *Spycatcher*, mémoires non autorisées d'un ancien n° 2 du MI 5, Peter Wright, le scandale qui s'ensuivit ainsi que le procès en Australie intenté par le gouvernement de sa Majesté, demeure très présent parmi les responsables politiques et administratifs du renseignement¹⁰².

2.2.3. Les enquêtes et les rapports

Dans le contexte actuel, après la guerre en Irak, les enquêtes officielles qui permettent la déclassification d'un nombre inhabituel de documents constituent une des sources principales d'information. En effet, les conditions de l'engagement militaire britannique et la question de l'utilisation voire le soupçon de manipulation du renseignement par le pouvoir politique d'une part, le suicide de David Kelly, expert en armes de destruction massive du ministère de la défense accusé d'être la source à l'origine des révélations de la BBC sur les pressions exercées par le cabinet du Premier ministre sur les services de renseignement pour crédibiliser la menace irakienne d'autre part, ont conduit à quatre enquêtes successives parlementaires ou *ad hoc* qui ont produit des rapports substantiels sur les questions de renseignement. Il s'agit de celui de la Commission des affaires étrangères du Parlement, du rapport de

¹⁰¹ Remington, Stella, *Open Secret*, 2nd ed, London, Arrow, 2002 ; Gibbs, Timothy, "Studying Intelligence. A British Perspective", in Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume 1, Understanding the Hidden Side of Government*, Westport, Praeger, 2007, p. 51; Andrew, Christopher, "Reflection on Intelligence Historiography since 1939" in Treverton, Gregory, et Agrell, Wilhelm, *National Intelligence Systems. Current Research and Future Prospects*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 51.

¹⁰² Wright, Peter, *Spycatcher: The Candid Autobiography of a Senior Intelligence Officer*, New York, Viking, 1987.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Intelligence & Security Committee, du rapport de la Commission Hutton sur la mort de David Kelly et du rapport de la Commission Butler sur les performances du renseignement britannique concernant les armes de destruction massives irakiennes.

L'ensemble de ces rapports sont regroupés sur le site de la *Federation of American Scientist* (www.fas.org) :

- *Foreign Affairs Committee Report*

<http://www.fas.org/irp/threat/ukiraq0703.pdf> ;

- *Intelligence and Security Committee Report*

<http://www.fas.org/irp/world/uk/index.html> ;

- *Hutton Report*

<http://www.fas.org/irp/world/uk/index.html> ; voir également le site de la Commission Hutton, hébergé comme archives par le site du ministère de la Justice : <http://www.the-hutton-inquiry.org.uk/index.htm> ;

- *Lord Butler Report*

<http://www.fas.org/irp/world/uk/index.html>

L'exploitation, la mise en perspective et / ou la critique de ces enquêtes ont donné lieu à de nombreuses publications. Len Scott et Gerald Hughes parlent ainsi de la « saison des enquêtes »¹⁰³. Cette conjonction contribue à relancer les études sur le renseignement en leur donnant une matière empirique inhabituelle pour la période très contemporaine. Le rapport Hutton a fait l'objet d'une étude détaillée¹⁰⁴. Ces enquêtes officielles mettent l'accent sur les relations entre les décideurs politiques et les services de renseignement, ce qui est relativement novateur pour les études britanniques sur le renseignement. Alain Doig et Mark Phytian vont toutefois à l'encontre de la vision officielle qui tend à dédouaner le pouvoir politique, et le Premier ministre en particulier,

¹⁰³ Scott, Len et Hughes, Gerald, "Intelligence in the Twenty First Century : Change and Continuity or Crisis and Transformation", *Intelligence and National Security*, vol. 24, n° 1, 2009, pp. 12-14. Sur le rapport Butler : Jackson, Peter, "The Butler Report as an Historical Document" ainsi que les commentaires de Robert Jervis et Loch Johnson dans Hughes, Gerald, Jackson, Peter et Scott, Len (eds), *Exploring Intelligence Archives : Enquiries into the Secret State*, London, Routledge, 2008, pp. 277-317.

¹⁰⁴ Glees, Anthony and Davies, Philip, *Spinning the Spies. Intelligence, Open Government and the Hutton Inquiry*, London, 2004.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

de toute ingérence ou tentative de manipulation ou d'influence du renseignement pour justifier « à tout prix » l'entrée en guerre contre l'Irak. Ils insistent sur le fait que la participation britannique à la guerre est décidée en amont pour d'autres motifs, liés essentiellement à l'alliance avec les États-Unis¹⁰⁵, et que l'usage du renseignement constitue une forme d'exagération, d'inflation de la menace pour servir l'intérêt national¹⁰⁶. Mark Phythian confirme cette thèse en mettant en parallèle l'enquête Hutton et celle menée dans les années 1980 sur les ventes d'armes à l'Irak connue sous le nom de rapport Scott. Il souligne que le « dossier bancal » (*the dodgy dossier*) de 2002 doit être analysé dans la perspective des impératifs de propagande d'un gouvernement démocratique préparant son entrée en guerre¹⁰⁷. Anthony Glees présente une version plus nuancée du problème en soulignant que Tony Blair attendait trop du renseignement, mais que le dossier Irakien n'a pas été orienté politiquement ou rendu plus « sexy » pour justifier l'opération auprès de l'opinion publique¹⁰⁸. Le rapport de l'ONG en faveur du désarmement, *British American Security Council* (BASIC), met en exergue les phénomènes de Groupthink auxquels le rapport Butler accorde une réelle importance¹⁰⁹. L'analyse comparée des quatre rapports officiels montre les zones d'ombre qu'ont laissées les enquêtes officielles : elles portent notamment sur l'absence de certains services de renseignement, en particulier le GCHQ et le *Defence Intelligence Staff* du ministère de la défense, ainsi que sur l'usage du renseignement par les décideurs politiques, le Premier ministre en tête¹¹⁰. La

¹⁰⁵ Bluth, Christopher, "The British road to war: Blair, Bush and the decision to invade Iraq", *International Affairs*, 80, 5, 2004, pp. 851-872.

¹⁰⁶ Doig, Alan and Phythian, Mark, "The national interest and the politics of threat exaggeration: the Blair government's case for war against Iraq", *Political Quarterly* 76, 1, 2005, pp. 368-376. Freedman, Lawrence, "War in Iraq: selling the threat", *Survival*, 46, 2, 2004, pp. 7-50.

¹⁰⁷ Phythian Mark, "Hutton and Scott: A Tale of Two Inquiries", *Parliamentary Affairs*, 58, 1, 2005, pp. 124-137.

¹⁰⁸ Glees, Anthony, "Evidence-based policy or policy-based evidence? Hutton and the government's use of secret intelligence", *Parliamentary Affairs*, 58, 1, 2005, pp. 138-155.

¹⁰⁹ Davis, Ian and Persbo, Andreas, "After the Butler report: time to take on the GroupThink in Washington and London", *BASIC papers: occasional papers in international security*, n° 46, 2004.

¹¹⁰ Aldrich, Richard, "Whitehall and the Iraq War: The UK's Four Intelligence Enquiries", *Irish Studies in International Affairs*, 16, 1, 2005, pp. 73-88 [reproduit dans Andrew, Christopher, Aldrich, Richard et Wark, Wesley (eds), *Secret Intelligence. A Reader*, London, Routledge, 2009. O'Halpin, Eric, "British Intelligence and the Case for Confronting Iraq: Evidence from the Butler and Hutton Reports", *Irish Studies in International Affairs* 16 (2005), pp. 89-102.

comparaison avec le rapport parlementaire australien souligne d'ailleurs l'absence de réflexion et d'investigation sur la politisation, évacuée dans les enquêtes officielles britanniques comme dans les enquêtes américaines¹¹¹.

La cinquième enquête est en cours, il s'agit de la commission dite Chilcott sur la participation britannique à la guerre en Irak : <http://www.iraqinquiry.org.uk>

2.2.4. L'histoire officielle, une spécificité britannique.

En 2001, le directeur du *Security Services* décide de nommer un historien pour rédiger l'histoire officielle du service et de son action, en vue d'une publication pour le centenaire du MI 5. La mission est confiée à Christopher Andrew qui a pu s'appuyer sur un accès illimité aux documents ainsi que sur la possibilité de réaliser un très grand nombre d'entretiens avec les acteurs pour la réalisation de cette somme¹¹². En 2006, le *Secret Intelligence Service* décida lui aussi de se lancer dans « l'aventure » d'une histoire officielle. La rédaction de l'ouvrage devant célébrer le centenaire du service est confiée à Keith Jeffery de la Queen's University, à Belfast. L'ouvrage est paru à la rentrée 2010 et ne couvre que la période 1909-1949¹¹³. Une histoire officielle du *Joint Intelligence Committee* paraîtra en 2011 sous la plume de Michael Goodman¹¹⁴. Des histoires officielles du GCHQ, et même du *Defence Intelligence Staff*, le moins connu des services secrets britanniques, sont en préparation.

Ces deux innovations majeures, si elles témoignent de l'ouverture croissante du monde du renseignement vers la recherche, historique en particulier, au Royaume-Uni, s'inscrivent dans une pratique britannique bien ancrée de composer l'histoire officielle des principaux conflits. Chaque guerre donne lieu à une histoire officielle, qui demeure parfois tout ou partie classifiée ou non

¹¹¹ Gill, Peter et Phythian, Mark, *Intelligence in an Insecure World*, Cambridge, Polity, 2007 (chap.7).

¹¹² Andrew, Christopher, *In Defence of the Realm. The Authorized History of MI5*, London, Penguin, 2009.

¹¹³ Jeffery, Keith, *MI 6. The History of the Secret Intelligence Service 1909-1949*, London, Bloomsbury Publishing, 2010.

¹¹⁴ Goodman, Michael, *The Anvil of Discussion: The Official History of the Joint Intelligence Committee*, à paraître 2011.

diffusée, même si la dimension du renseignement est, sinon occultée, du moins négligée, comme dans le cas de la guerre des Malouines¹¹⁵.

2.3. Corpus : évaluation et typographie

L'objet de cette section est de présenter brièvement les grands axes de recherche développés par les sciences sociales sur les questions de renseignement au Royaume-Uni. L'histoire, qui en constitue une grande partie, n'est pas détaillée ici puisque la focalisation se porte sur les sciences sociales et sur la période post-guerre froide. On se bornera à relever que l'histoire a longtemps été dominante dans le champ des *Intelligence studies* britanniques¹¹⁶. Elle demeure une des disciplines fortes et de très nombreux travaux historiques ou thèses sont conduits au Royaume-Uni. Le paysage s'est néanmoins diversifié par rapport au milieu des années 1980 qui voit l'émergence du renseignement comme champ de recherche légitime avec la montée en puissance de ses problématiques au sein de la science politique et des relations internationales. Christopher Andrew souligne que les historiens ont négligé la question du renseignement technique (SIGINT, *signal intelligence*)¹¹⁷. L'observation est aussi juste que cruciale car en fait c'est l'ensemble des *Intelligence studies* britanniques qui se montre peu portée sur les aspects techniques et notamment sur le renseignement électronique, ce qui les distingue considérablement du champ américain. Le cas britannique s'illustre également par la collaboration soutenue et le dialogue entre les historiens et les autres sciences sociales, en particulier la science politique.

Le corpus des études sur le renseignement au Royaume-Uni s'articule essentiellement autour de quatre thématiques structurantes.

¹¹⁵ Howard, Michael, *British Intelligence in the Second World War*, London, Stationary Office, 1990. Freedman, Lawrence, *The Official History of the Falklands Campaign*, London, Stationary Office, 2005.

¹¹⁶ Scott, Len et Jackson, Peter, "The study of intelligence in theory and practice", *Intelligence and National Security*, 19, 2, 2004, pp. 139-169; Gill, Peter, "Knowing the Self, 'Knowing the Other': The Comparative Analysis of Security Intelligence" in Loch Johnson (ed), *Handbook of Intelligence Studies*, London, Routledge, 2009.

¹¹⁷ Andrew, Christopher, "Reflection on Intelligence Historiography since 1939" in Trevorton, Gregory et Agrell, Wilhelm, *National Intelligence Systems. Current Research and Future Prospects*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, pp. 38-44; Gibbs, Timothy, "Studying Intelligence. A British Perspective", in Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume 1, Understanding the Hidden Side of Government*, Westport, Praeger, 2007.

2.3.1. Comprendre la machine gouvernementale du renseignement et les institutions

Une part importante des travaux est consacrée à l'examen du fonctionnement de la machine gouvernementale en matière de renseignement et à une étude des différentes institutions qui participent à la politique de renseignement. Certains *opus* abordent le problème général de la politique du renseignement, de la place du renseignement et du secret au sein de l'État britannique¹¹⁸. Les deux services emblématiques ont fait l'objet d'études approfondies par des chercheurs, ainsi l'histoire officielle du MI 5 par Christopher Andrew¹¹⁹. Le MI 5 a, par ailleurs, fait l'objet d'une histoire non-officielle très sérieuse et très bien documentée paraissant en 2009¹²⁰. Dans sa thèse consacrée à l'adaptation des services de renseignement au terrorisme islamiste, Frank Foley s'est focalisé sur le MI 5 en le situant dans une perspective plus large incluant le système judiciaire et les services de police et en recourant aux approches institutionnalistes, à la théorie des organisations internationales et au réalisme¹²¹. Le MI 6 a été étudié par Philippe Davies *via* la sociologie des organisations et l'analyse des politiques publiques¹²². Les problèmes et les instances de coordination font l'objet d'une investigation croissante, à partir de l'ouvrage de référence de Peter Hennessy sur le fonctionnement de la

¹¹⁸ Aldrich, Richard, «The Security State » in Flinders, Matthew, Gamble, Andrew, Hay, Colin et Kenny, Michael (eds), *The Oxford Handbook of British Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2009; Hermann M., *Intelligence Power in Peace and War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996; Hermann M., *Intelligence Services in the Information Age*, London, Frank Cass, 2001; Thurlow R., *Secret State, British Internal Security in Twentieth Century*, Oxford, Blackwell, 1994; Robertson K.G., 'Recent Reform of Intelligence in the UK', *Intelligence and National Security* 13, 2, 1999, pp. 144-159.

¹¹⁹ Andrew, Christopher, *In Defence of the Realm. The Authorized History of MI 5*, London, Penguin, 2009.

¹²⁰ Hennessy, Thomas et Thomas, Claire, *Spooks. The Unofficial History of MI 5*, London, Amberley Publishing, 2009. Voir la note de lecture des deux ouvrages par Sergeant, Jean-Claude, « Le MI 5 en 1684 pages. Le service de renseignement qui n'existait pas », *Le Monde Diplomatique*, mars 2010, p. 8.

¹²¹ Foley, Frank, «Reforming Counterterrorism: Institutions and Organizational Routines in Britain and France», *Security Studies*, 18, 3, 2009, pp. 435-478; Foley, Frank, «The expansion of intelligence agency mandates: British counter-terrorism in comparative perspective», *Review of International Studies*, 35, 2009, pp. 983-995.

¹²² Davies, P., *MI 6 and the Machinery of Spying*, London, Frank Cass, 2004.

ÉTUDE LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

mécanique gouvernementale face à la guerre froide¹²³. Peter Gill a consacré plusieurs publications à l'*Intelligence & Security Committee*¹²⁴. On peut relever que le *Defence Intelligence Staff* et le GCHQ ne faisaient l'objet d'aucun travail de recherche de référence jusqu'à la publication récente de la monographie du GCHQ par Richard Aldrich¹²⁵.

Par rapport aux *Intelligence studies* américaines, l'approche britannique se distingue par plusieurs nuances et par quelques différences importantes. Tout d'abord la problématique de la politisation est beaucoup moins présente. Aux États-Unis, elle constitue quasiment un champ de recherche propre. Dans cette optique, l'étape de l'analyse est moins étudiée dans les travaux britanniques qu'américains où l'analyse et l'analyste sont toujours au cœur de la réflexion. De la même façon, la problématique de l'adaptation du système de renseignement et des services, l'enjeu de la réforme, est beaucoup moins obsidional Outre-Manche qu'Outre-Atlantique. Plus fondamentalement, les études britanniques s'attachent à replacer la question du renseignement et les services de renseignement dans une analyse plus large de l'État et de ses transformations contemporaines et dans une économie générale de ses pratiques régaliennes. Sur ce point, les travaux de Davies sur le MI 6 ou de Peter Hennessy sont les plus représentatifs. Le titre de certains travaux de références, *The Secret State*¹²⁶, *The Vigilant State*¹²⁷, *The Protective State*¹²⁸, *The*

¹²³ Hennessy, P., *The Secret State: Whitehall and the Cold War, 1945-1970*, London, Allen Lane, 2000 ; Field, Antony, "Tracking terrorist networks: problems of intelligence sharing within the UK intelligence community" *Review of International Studies*, 35, 2009, pp. 997-1009.

¹²⁴ Gill, Peter, "The Intelligence and Security Committee and the Challenge of Security Networks", *Review of International Studies*, 35, 2009, p. 929-941; Glees A., Davies P and Morrison J., *The Open Side of Secrecy: Britain's Intelligence and Security Committee*, London, Social Affairs Unit, 2006.

¹²⁵ Aldrich, Richard, GCHQ. *The Uncensored Story of Britain's Most Secret Intelligence Agency*, New York and London, Harper & Collins, 2010.

¹²⁶ Hennessy, Peter, *The Secret State. Preparing for the Worst, 1945-2010*, London, Penguin Books 2010 (2nd ed.).

¹²⁷ Titre du module fondamental dispensé par Richard Aldrich à l'Université de Warwick.

¹²⁸ Hennessy, Peter (ed.), *The New Protective State. Government, Intelligence and Terrorism*, London, Continuum, 2007.

*Security State*¹²⁹ témoignent de cette vigueur de la réflexion sur l'État et de la place qu'y tient le renseignement.

2.3.2. Interrogation démocratique et contrôle des services de renseignement

Le contrôle des services de renseignement, leur *accountability*, les modalités de l'*Oversight*, le contrôle parlementaire ou démocratique sur les institutions, l'action et les pratiques de l'État secret font l'objet d'une attention particulière au Royaume-Uni. Ce phénomène se renforce à travers les enquêtes récentes que nous avons détaillées précédemment. Certains ouvrages abordent une problématique large sur les relations entre renseignement, services secrets et démocratie¹³⁰. D'autres études sont plus spécifiquement focalisées sur la question du contrôle parlementaire et de sa nature particulière dans le cas du renseignement puisque le Parlement est dépossédé de sa fonction d'*Oversight* au profit de l'*Intelligence & Security Committee*¹³¹. Ces travaux sont abordés dans la troisième partie consacrée au contrôle parlementaire et démocratique des services de renseignement.

¹²⁹ Aldrich, Richard, "The Security State" in Flinders, Matthew, Gamble, Andrew, Hay, Colin and Kenny, Michael (eds), *The Oxford Handbook of British Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

¹³⁰ Gill P., *Policing Politics: Security Intelligence and the Liberal Democratic State*, London, Frank Cass, 1994; Leigh I. and Lustgarten L., *In From the Cold: National Security and Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1994 ; Robertson K.G., *Secrecy and Open Government: Why Governments Want You to Know*, London, MacMillan, 1999 ; Vincent D., *The Culture of Secrecy, Britain 1832-1998*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

¹³¹ Omand D., "Can we have the Pleasure of the Grin without Seeing the Cat? Must the Effectiveness of Secret Agencies Inevitably Fade on Exposure to the Light?", *Intelligence and National Security*, 23, 5, 2008, pp. 593-607; Phythian M., "The British experience with intelligence accountability", *Intelligence and National Security*, 22, 1, 2007, pp. 75-99 ; Gill P., 'Evaluating intelligence oversight committees: The UK Intelligence and Security Committee and the 'war on terror'', *Intelligence and National Security*, 22, 1, 2007, pp. 14-37 ; Gill P., 'Democratic and Parliamentary Accountability of Intelligence Services after September 11th'. *Working Paper 103*, Geneva Centre for Democratic Control of Armed Forces, 2007 ; Glees A. and Davies., "Intelligence, Iraq and the Limits of Legislative Accountability during Political Crisis", *Intelligence and National Security*, 21, 5, 2006, pp. 848-883 ; Robertson K.G., 'Accountable Intelligence: The British Experience', *Conflict Quarterly*, 8, 1, 1988 ; Phythian M., 'Still a Matter of Trust: Post-9/11 British Intelligence and Political Culture', *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 18, 4, 2005, pp. 653-681.

Récemment, la réflexion sur l'éthique de l'espionnage et du renseignement a fait l'objet d'un vrai renouveau intellectuel de la part de certains piliers de la communauté des études sur le renseignement au Royaume-Uni. Le contexte de l'usage de la torture dans la « guerre à la terre », les dilemmes de la coopération avec des services étrangers pratiquant la torture y sont évidemment pour beaucoup. On peut aussi relever que ce sont principalement d'anciens praticiens, hauts fonctionnaires du renseignement, qui animent le débat : Michael Herman, David Omand, Michael Quinlan. Ils avancent notamment l'idée de forger une « *théorie du juste espionnage* » inspirée de la théorie de la guerre juste¹³².

2.3.3. La coopération internationale

Certaines études ou témoignages offrent une perspective générale sur la coopération internationale du Royaume-Uni en matière de renseignement, y compris le renseignement électronique¹³³. Le cas américain à travers la problématique de l'*Intelligence special relationship* avec les États-Unis a principalement fait l'objet de travaux approfondis¹³⁴. La question de l'espionnage des alliés a notamment été le sujet d'un numéro spécial "*Knowing Your Friends*", *Special issue of Intelligence and National Security*, 13, 1, 1998 sous la direction de Martin Alexander. On peut aussi noter un intérêt croissant pour la

¹³² Scott, Len and Jackson, Peter, "The Study of Intelligence in Theory and Practice", *Intelligence and National Security*, vol. 19, n° 2, 2004, pp. 156-157 ; Omand, David, « Ethical Guidelines in Using Secret Intelligence for Public Security », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 19, n° 4, 2006, pp. 613-628 ; Herman, Michael, "Ethics and Intelligence after September 2001", *Intelligence and National Security*, vol. 19, n° 2, 2004, pp. 342-358 ; Quinlan, Michael, « Just Intelligence : Prolegomena to an Ethical Theory » in Hennessy, Peter (ed.), *The New Protective State. Government, Intelligence and Terrorism*, London, Continuum, 2007, pp. 123-141.

¹³³ Lander S., "International Intelligence Co-operation: An Insider Perspective", *Cambridge Review of International Studies* 17, 3 (2004), pp. 481-493 ; Walsh J., "Defection and Hierarchy in International Intelligence Sharing", *Journal of Public Policy*, 27, 2 (2007), pp. 151-181 ; Rudner M., "Britain Betwixt and Between: UK SIGINT Alliance Strategy's Transatlantic and European Connections", *Intelligence and National Security*, 19, 4 (2004), pp. 571- 590.

¹³⁴ Rees W., *Transatlantic Security Cooperation : Drugs, Crime and Terrorism in the Twenty-First Century*, London, Routledge, 2006 ; Aldrich, Richard, *Hidden Hand: Britain, America and the Cold War Secret Intelligence*, London, John Murray 2001 ; Aldrich, Richard, "Dangerous Liaisons: Post September 11 Intelligence Alliances", *Harvard International Review* 24/3 (2002), pp. 50-54 ; Aldrich, Richard, "Transatlantic Intelligence and Security Cooperation," *International Affairs* 80/4 (2004), pp. 731-754 ; Aldrich, Richard, "British Intelligence and the Anglo-American 'Special Relationship' during the Cold War", *Review of International Studies*, 24, 3 (1998), pp. 331-351.

question du renseignement au sein de l'Union européenne. En revanche, pour la période contemporaine, on ne trouve pas de travaux sur le rôle du renseignement au sein de l'Otan¹³⁵.

Les problèmes soulevés par la coopération internationale en termes d'*accountability* et de contrôle parlementaire font l'objet d'une attention grandissante, notamment en raison de la problématique des extraditions forcées (*extraordinary rendition*) et de la torture dans la guerre à la terreur. Le jugement du cas de Binyam Mohamed, mettant en cause la coopération active d'agents des services britanniques avec des services étrangers pratiquant la torture dans le cadre et pour la politique américaine de guerre à la terreur, place cette question au cœur de l'agenda¹³⁶.

Les travaux en cours de Robert Dover sur le rôle des services de renseignement dans la politique d'exportation d'armement du Royaume-Uni s'inscrivent aussi dans ce courant de recherche et devraient permettre de combler une lacune importante de la littérature sur la politique extérieure britannique¹³⁷.

2.3.4. Les questions méthodologiques et théoriques.

Le diagnostic concernant la sous-théorisation des études sur le renseignement a été mis en lumière et discuté par Christopher Andrew¹³⁸. Ce problème est au cœur de l'ouvrage de Peter Gill et Mark Phythian, *Intelligence in an Insecure*

¹³⁵ Walsh, Jennifer, "Intelligence-Sharing in the European Union: Institutions are not Enough", *Journal of Common Market Studies*, 44, 3 (2006), pp. 625-643 ; Müller-Wille B., "The Effect of International Terrorism on EU Intelligence Co-operation", *Journal of Common Market Studies*, 46, 1 (2008), pp. 49-73 ; Müller-Wille B., "EU intelligence cooperation: A Critical Analysis", *Contemporary Security Policy*, 23, 2 (2002).

¹³⁶ Deel, Seand, *Intelligence Cooperation and Torture. International Law Discussion Group Meeting Summary*, London, Chatam House, 5 July 2010. Leigh, Ian, "Changing the Rules of the Game : some necessary legal reforms to United Kingdom Intelligence", *Review of International Studies*, 35, 2009, pp. 943-955.

¹³⁷ Dover, Robert, "For Queen and Company – The Role of Intelligence in the UK's Arms Trade", *Political Studies*, 55, 4, 2007, pp. 683-708 ; "A Silent Debate: The Role of intelligence in the UK Arms Trade", *International Journal of Intelligence and Counter-Intelligence*, 19,1, 2006, pp. 110-119.

¹³⁸ Andrew, Christopher, "Intelligence, International Relations and 'Under-Theorisation' " in Scott, Len and Jackson, Peter (eds), *Understanding Intelligence in the Twenty-First Century: Journeys in the Shadow*, London, Routledge, 2004.

World, Cambridge, Polity Press, 2006. Le débat porte notamment sur la définition du renseignement par rapport à la notion de surveillance. Les travaux de science politique ont, en effet, tendance à replacer la question du renseignement et de ses services dans la problématique plus large de la surveillance, inspirée par les travaux de sociologues comme Giddens ou Christopher Dandeker¹³⁹. Cette approche est notamment défendue par les auteurs « critiques » inspirés par les travaux de Foucault promouvant une conception postmoderne du renseignement¹⁴⁰. Ce courant demeure cependant minoritaire¹⁴¹. Ce débat témoigne surtout du souci des chercheurs spécialistes du renseignement au Royaume-Uni de renforcer la dimension comme la portée théorique de leurs travaux. Un ouvrage important qui fait un tour d'horizon des principaux débats a été publié en 2008 sous la direction de deux chercheurs britanniques¹⁴².

En termes méthodologiques, les chercheurs britanniques soulignent l'importance de mener des travaux comparatifs. Peter Gill a consacré un chapitre du récent *Handbook of Intelligence Studies*, à la démarche comparative. Il conclut : “we really have no choice : if ‘intelligence studies’ is to build on its growing store of historical accounts and institutional-legal descriptions, we need to get serious about theoretically informed comparative work both within and between nations and sectors”¹⁴³. Franck Foley a ainsi récemment comparé les logiques d'adaptation des services français et britanniques face au

¹³⁹ Giddens, Anthony, *Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity, 1990 ; Dandeker, Christopher, *Surveillance, Power and Modernity*, New York, St Martin's Press, 1990.

¹⁴⁰ Rathmell A., “Towards Postmodern Intelligence”, *Intelligence and National Security*, 17, 3, 2002, pp. 87-104. Gill P. and Phytian, Mark, *Intelligence in an Insecure World*, Cambridge, Polity, 2007 (chap 2).

¹⁴¹ Aux États-Unis, James Der Derian est l'une des figures de proue de ce courant. Cf. notamment, Der Derian, James, *Antidiplomacy. Spies, Terror, Speed and War*, London, Blackwell, 1992. En France, les travaux de Didier Bigo sur la coopération policière internationale et la recomposition du champ européen de lutte contre le terrorisme s'inscrivent dans ce courant, ainsi que les travaux de Philippe Bonditti sur les agences de renseignement américaines : Bigo, Didier, *Police en Réseaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 ; Bonditti, Philippe, *L'antiterrorisme aux États-Unis (1946-2007). Une analyse foucauldienne de la transformation de l'exercice de la souveraineté et de l'art de gouverner*, Thèse pour le doctorat en Science Politique de l'IEP de Paris, 2008.

¹⁴² Gill, Peter, Marrin, Stephen et Phytian Mark (eds), *Intelligence Theory : Key Questions and Debates*, London, Routledge, 2008.

¹⁴³ Gill, Peter, “Knowing the Self, Knowing the Other”: The Comparative Analysis of Security Intelligence” in Loch, Johnson (ed), *Handbook of Intelligence Studies*, London, Routledge, 2009.

terrorisme islamique¹⁴⁴. Phil Davies compare les cultures nationales du renseignement britannique et américaine et leurs tendances à la collégialité ou au conflit à partir du cas Irakien¹⁴⁵. Wyn Rees et Richard Aldrich ont comparé les cultures européennes et américaines de lutte contre le terrorisme¹⁴⁶.

Conclusions intermédiaires :

Le développement des études sur le renseignement au Royaume-Uni représente donc un exemple de *success story* : en deux décennies son développement est remarquable du point de vue de la quantité, de la qualité et de la diversité des travaux de recherches produits. Si l'on se hasarde à l'exercice périlleux des leçons potentielles pour la France, quatre aspects paraissent devoir être mis en valeur.

1. Les études sur le renseignement au Royaume-Uni font preuve d'une très forte interdisciplinarité avec notamment un dialogue nourri, constant et constructif entre l'histoire et la science politique. Les débuts n'ont pourtant pas été exempts du rituel « conflits des facultés » quand les historiens ont dû « faire de la place » aux politistes, parfois caricaturés en agents de l'américanisation. L'apport du droit et de la criminologie ne saurait également être négligé, incarné par des figures comme Ian Leigh pour le droit et Peter Gill pour la criminologie.

2. La critique sur l'américanisation paraît très surfaite dans le cas britannique, outre sa stérilité intellectuelle. Il nous semble que le Royaume-Uni a su développer des études sur le renseignement fortement pluridisciplinaires plutôt que des *Intelligence studies* au sens des « Études de ou du renseignement ». L'organisation progressive autour de revues, de colloques, de rendez-vous réguliers, de formations universitaires spécialisées n'a pas conduit à une stratégie d'autonomisation du champ disciplinaire. En revanche, des tendances classiques à la « ghettoïsation » se font sentir. L'un des enjeux majeurs, pour les chercheurs spécialisés sur le renseignement, consiste à éviter l'enfermement

¹⁴⁴ Foley, Frank, "Reforming Counterterrorism: Institutions and Organizational Routines in Britain and France", *Security Studies*, 18, 3, 2009, pp. 435-478.

¹⁴⁵ Davies P., "Intelligence culture and intelligence failure in Britain and the United States", *Cambridge Review of International Affairs*, 17, 3, 2004, pp. 495-520.

¹⁴⁶ Rees W. and Aldrich R., "Contending cultures of counter-terrorism: divergence or convergence?" *International Affairs*, 81, pp. 905-924.

dans leur champ. En se développant, celui-ci risque de se sur-spécialiser, de se clôturer, au détriment d'un dialogue avec les historiens, politistes et sociologues non-spécialistes qui tendent à demeurer réticents face à l'objet renseignement et à négliger son étude et sa prise en compte.

3. La force des études sur le renseignement au Royaume-Uni réside dans leur propension à se situer au sein d'une problématique plus large sur l'État et ses transformations, sur la politique étrangère et la conduite des relations internationales. Elles évitent ainsi le piège du solipsisme. Cette posture permet d'ailleurs aux spécialistes britanniques de développer une approche originale de l'objet renseignement et de contribuer à une théorie novatrice du renseignement.

4. La pratique de l'histoire officielle comme moyen de développer la connaissance et la recherche académique sur le renseignement est également importante. On connaît la place, aux États-Unis, des études *Post-mortem* dans le développement des *Intelligence studies* et notamment dans le parcours de chercheurs parmi les plus intéressants et les plus novateurs sur le sujet comme Richard Betts et Robert Jervis. De son côté, le Royaume-Uni se caractérise par une coopération harmonieuse de la recherche avec d'anciens responsables des services de renseignement. Certains comptent d'ailleurs parmi les meilleurs experts et, à certains égards, chercheurs sur le renseignement, comme Michael Herman ou David Omand.

3. France

Le fait d'entreprendre un état de l'art et de poser la question des perspectives de recherche éventuelles en France implique d'emblée un certain nombre de remarques liminaires. L'objet même de cette étude est déterminé par le sentiment immédiat d'un décalage très fort entre la situation des études sur le renseignement en la France et le reste du monde, dans sa fraction « anglo-saxonne » notamment¹⁴⁷. De ce fait *a priori* l'état de l'art devrait être moins

¹⁴⁷ La « vitalité » des *Intelligence Studies* à l'échelle internationale ne se réduit toutefois pas aux travaux britanniques et du continent nord-américain. Il y a des recherches nationales plus actives que la nôtre comme les études israéliennes, ou plus récemment japonaises, taïwanaises ou sud-coréennes. Les études dans le reste de l'Europe se développent également depuis peu. Le lecteur trouvera plus loin une discussion des différents positionnements de ces configurations nationales.

volumineux que pour les deux autres cas étudiés plus haut. Au contraire, les perspectives de recherche devraient avoir une dimension nettement plus programmatique, plus ouverte et moins descriptive. Peut-on déjà en France repérer des prolongements de programmes déjà engagés, ou faire l'état de différentes écoles ? Assiste-t-on ne serait-ce qu'à l'émergence d'une « école française » des études sur le renseignement, ou peut-on aller jusqu'à repérer la structuration de plusieurs approches concurrentes de l'objet renseignement dans le champ académique ? La présente section s'efforce de répondre à ces questions. Une dernière remarque s'impose toutefois auparavant. À la différence des états de l'art concernant les études américaines et britanniques que nous établissons dans le présent rapport, et qui sont, en langue française et à partir d'un point de vue français, deux démarches inédites, il existe d'ores et déjà un état de l'art sur la France produit par le CF2R à l'automne 2009¹⁴⁸. Le présent rapport doit donc nécessairement se référer à cette étude antérieure et entrer au besoin dans un dialogue critique, au sens académique du terme, avec elle. Nous proposons de commencer par une note sur ce document avant de proposer notre propre recension et nos propositions en termes de perspectives de recherche.

3.1. Le rapport du CF2R

Les remarques que nous faisons ici s'inscrivent strictement dans la perspective de notre propre entreprise de recension et d'identification des axes de recherche. Il s'agit de repérer les lignes qui nous permettent d'y référer purement et simplement dans notre texte, ou qui nous imposent de la compléter voire de l'amender.

Le rapport est un document, disponible en ligne, de 33 pages¹⁴⁹. Les auteurs en sont Eric Dénécé, directeur du CF2R et Gérald Arboit, docteur en histoire et désigné comme directeur de recherche au CF2R. Il a été publié en (octobre) 2009. Cette date est intéressante, car elle montre d'emblée la prégnance des questionnements en France sur l'état et l'actualité de la recherche sur le renseignement, et confirme la pertinence de l'appel d'offre ayant mené à la

¹⁴⁸ Dénécé, Eric et Arboit, Gérald, *Les études sur le renseignement en France*, 2009. Le document se trouve en téléchargement à l'adresse : <http://www.cf2r.org/images/stories/RR/rr8-etudes-sur-le-renseignement-en-france.pdf>

¹⁴⁹ *Idem*.

réalisation de la présente étude, certes sur un périmètre en apparence plus restreint, puisque nous nous concentrons sur le renseignement et la Défense. Le premier mérite de la recension du CF2R est donc indéniablement d'exister. Elle ouvre des perspectives intéressantes sur l'état des études en France et pose quelques questions stimulantes. Elle présente ensuite une généalogie de la configuration actuelle, dans les ouvrages datant des années quatre-vingt dix, qui est bien menée et marque le contraste entre une histoire « longue » composée de témoignages d'anciens des services et d'investigations de journalistes, et une histoire « courte » remontant à deux décennies tout au plus, voyant les linéaments de la structuration progressive, d'une approche académique de l'objet renseignement. En outre les deux auteurs se sont astreints à interroger la base de données Sudoc qui regroupe l'ensemble des sources présentes dans les centres de documentation et bibliothèques universitaires nationales, pour produire des graphiques dont la visée consiste à fournir un traitement quantitatif des publications et travaux. Enfin, et c'est bien naturel selon la logique de communication revendiquée par cet organisme, le rapport valorise la démarche qui a conduit à créer le CF2R dans le contexte national ainsi que l'apport des travaux menés en son sein.

Le rapport est composé d'une longue introduction qui développe la problématique de « *l'absence de culture du renseignement en France* » (p. 7). Ce diagnostic, comme la suite de notre étude le montre clairement, est conforme à la vision courante qui prévaut dans la communauté des chercheurs et commentateurs sur l'étude du renseignement depuis les travaux antérieurs autour de l'Amiral Lacoste¹⁵⁰. Il contient ensuite trois parties qui explorent successivement « la recherche sur le renseignement avant 1995 » (p. 11), puis « la 'naissance' des études académiques sur le renseignement à partir des années 1990 » (p. 17) et enfin pose et analyse « les limites et défis de l'étude académique du renseignement en France » (p. 26). Une brève conclusion, d'une page et intitulée « Enseignements et perspectives », se borne en fait à remarquer le caractère encore embryonnaire des études sur le renseignement, notamment d'un point de vue institutionnel. Elle en appelle, au-delà d'une simple « vulgarisation du 'renseignement à la française' », à « l'émergence d'une 'école française' du renseignement », qui doit « avoir pour ambition de

¹⁵⁰ cf. ci-dessous notre analyse du rôle précurseur de l'Amiral Lacoste dans la seconde moitié des années quatre-vingt dix.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

s'affirmer dans la communauté scientifique internationale, aux côtés des *American* et *British Intelligence Studies*, et de proposer une analyse à la fois complémentaire et alternative à la vision anglo-saxonne »¹⁵¹. Nous montrons plus loin le relatif consensus sur l'idée d'un positionnement à la fois complémentaire et alternatif aux problématiques anglo-américaines chez les différents acteurs des études françaises sur le renseignement¹⁵².

Le rapport de Gérard Arboit et Eric Dénécé, dans son positionnement, sa structure et son ambition, est pertinent par rapport à l'état des études sur le renseignement en France. Le lien entre la faiblesse structurelle des études, l'absence d'une « culture nationale » (qui est schématiquement l'ignorance des problématiques du renseignement par des élites politico-administratives de l'État d'une part, par le monde académique au sens large d'autre part, et enfin par le grand public du fait d'un traitement médiatique inadéquat) est largement accepté. De même, la partition entre l'histoire « longue »¹⁵³ d'une littérature « pré-académique » jusqu'aux années quatre-vingt dix¹⁵⁴ puis à partir de celles-ci l'histoire « courte » d'une littérature « proto-académique » menant à l'émergence de travaux proprement scientifiques est recevable et la présente étude s'inscrit elle aussi dans cette chronologie. En outre, l'idée selon laquelle la situation présente impose de réfléchir aux « limites et défis » de l'étude académique du renseignement est la même que celle qui préside au présent travail dans le cadre d'une demande publique. Enfin, le diagnostic établi par les deux auteurs du CF2R d'un objet de recherche encore mal défini, en quête de discipline et doublé d'un faible rayonnement de la recherche française sur le plan international¹⁵⁵, s'il peut être discuté dans le détail, est néanmoins légitime.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 32 pour les trois citations.

¹⁵² Cependant les appels à une « école française » ne disent pas si celle-ci devrait être homogène dans ses propositions et approches ou se singulariserait par la configuration particulière d'un pluralisme paradigmatique.

¹⁵³ Celle-ci n'a somme toute qu'un siècle d'existence tout au plus.

¹⁵⁴ Encore que les genres qui la composent (mémoires et témoignages d'Anciens, enquêtes et révélations de journalistes, ouvrages historiques plus ou moins historiens, littérature de fiction bien entendu) ne se sont pas effacés avec l'apparition d'une littérature à vocation scientifique.

¹⁵⁵ *Ibid.*, la troisième partie du rapport précitée pp. 26-31.

Cependant, la présente étude ne peut se borner à simplement renvoyer à la lecture du rapport du CF2R dans le cadre d'une approche « défense et renseignement ». En premier lieu, la valorisation des travaux relevant de « l'intelligence économique » est à la limite de constituer un biais méthodologique s'il s'agit d'étudier le renseignement étatique/stratégique. Selon Gerald Arboit et Eric Dénécé, l'intelligence économique a précédé les études sur les « autres formes » de renseignement et a initié l'émergence d'études proprement académiques¹⁵⁶. C'est aussi dans ce domaine que serait atteinte la plus grande « maturité » académique en France aujourd'hui¹⁵⁷, ce qui est assez contestable puisque nous montrons ci-après que d'autres instances étudiant le renseignement dans son acceptation plus générale sont parvenues à un certain accomplissement. Et surtout, comme les auteurs le montrent dans leur propos et leurs graphiques¹⁵⁸, il n'est pas certain que le renseignement et l'intelligence économique, bien qu'incontestablement apparentés l'un à l'autre, constituent ensemble un seul et même objet d'étude¹⁵⁹. Il y a là une question épistémologique sur la construction de l'objet qui n'est pas posée et en fait un débat interdisciplinaire préalable qui devrait avoir lieu. L'intégration de l'Intelligence économique crée une forte distorsion quantitative, si bien que l'état de l'art peut s'en trouver surévalué si l'on décide de la distinguer des études sur le renseignement. Le choix du CF2R s'explique cependant par la position générale qu'adopte cet organisme, qui est de revendiquer la fécondité

¹⁵⁶ *Ibid.* pp. 17 et sq.

¹⁵⁷ *Ibid.* p. 32.

¹⁵⁸ Si l'on reprend les chiffres du rapport tels quels, l'intelligence économique représente 14 % de « l'état des publications françaises sur le renseignement » (sic.) de 1975 à 2009 (*ibid.*, fig. 3 p. 20), tandis que du point de vue des « thématiques de recherche sur le renseignement d'après les travaux universitaires soutenus en France » sur la même période, (*ibid.*, fig. 4 p. 22), la Veille plus l'Intelligence économique totalisent 49 % de la production (comment se différencient les deux graphiques et comment comprendre cet écart n'est pas expliqué dans le rapport). Si bien que les « sciences économiques, sciences de gestion et sciences de l'information et de la communication » à elles seules « monopolisent 51 % des thèses soutenues depuis 1996 sur le sujet » (*ibid.*, p. 21).

¹⁵⁹ De l'aveu même des auteurs, l'intelligence économique en tant que « *nouvelle discipline (...) ne reconnaît que très partiellement sa filiation avec le renseignement* » (*idem*). En outre, on voit bien que le rapport de filiation est bien perçu par la discipline Intelligence économique dans le sens d'une antériorité des études sur le renseignement en général. Ici un effet « d'importation » des études anglo-saxonnes dans le champ académique français pourrait à la rigueur expliquer ce décalage mais ce n'est pas ici le lieu d'en discuter.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

d'une dualité fonctionnelle entre animation d'une recherche académique et activité commerciale orientée vers le conseil et l'expertise en renseignement à destination des « *parties prenantes aux politiques publiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.)* ». ¹⁶⁰

¹⁶⁰ « Présentation du CF2R », *ibid.*, p. 1. Voir aussi plus généralement le site www.cf2r.org et notamment l'éditorial par Eric Dénécé du 3 avril 2010 qui précise que « les membres du CF2R [agissent] comme de véritables *lobbyistes* du renseignement » (c'est l'auteur qui souligne). La rubrique « Formations » détaille aussi les activités du centre orientées vers les entreprises.

Résumé de l'étude proposée dans le rapport du CF2R¹⁶¹

LES ETUDES SUR LE RENSEIGNEMENT EN FRANCE

A partir du milieu des années 1990 s'est peu à peu manifesté, en France, un intérêt nouveau et marqué du monde académique pour le renseignement.

Initialement, celui-ci est lié à l'entrée dans la société de l'information et à la prise de conscience de la nouvelle compétition économique mondiale, qui a conduit, en premier lieu, les acteurs économiques à intégrer le renseignement dans leur processus de management. Afin de répondre à leur demande nouvelle de spécialistes, universités de gestion et écoles de commerce ou d'ingénieurs ont développé de nombreux diplômes ou modules spécialisés d'intelligence économique, afin de former à ces pratiques. Parallèlement, recherches et publications se sont multipliées sur ce thème.

Dans le même temps, l'évolution des relations internationales a conduit les acteurs politiques à prendre et le public davantage conscience du rôle du renseignement dans la Sécurité nationale. Ce sentiment a particulièrement été renforcé depuis les attentats du 11 septembre 2001. Le terrorisme djihadiste a ainsi été à son tour un facteur d'accélération du renouveau de l'intérêt pour le renseignement, touchant alors historiens, politologues et journalistes.

Vingt ans après les Etats-Unis et dix ans après la Grande-Bretagne, la France a ainsi fait entrer les études sur le renseignement dans le domaine académique. Ce retard est dû à l'absence d'une véritable culture du renseignement en France. Ce métier n'a jamais été, dans notre pays, une discipline reconnue à sa juste valeur, tant dans les milieux politiques ou militaires, que dans les milieux académiques ou économiques.

Cependant, en moins de deux décennies, les études françaises sur le renseignement ont connu un développement significatif à travers différentes disciplines (sciences de l'information, gestion, histoire, science politique, droit). Cela s'est traduit par la rédaction de thèses et des mémoires académiques, la publication de nombreux ouvrages, la création de diplômes et la naissance d'un centre de recherche spécialisé. Ainsi a pris forme une véritable mouvement de reconnaissance du renseignement, discipline souffrant, par tradition, d'un large désintérêt chez les élites françaises.

L'objet de ce rapport est de dresser un état des lieux de la recherche académique française consacrée au renseignement, de comprendre les conditions de la « fondation » des études sur le renseignement en France et de dégager quelques perspectives pour les années à venir.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 4.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

En outre, le rapport présente quelques limites formelles et méthodologiques qui empêchent de s'en contenter dans le cadre de notre propre état de l'art. Ce n'est pas le lieu ici de relever les quelques erreurs factuelles qui s'y trouvent ni d'entrer dans la discussion d'assertions qui pourraient être perçues comme des jugements de valeur, ou encore de quelques effets stylistiques de connivence qui semblent peu appropriés à un état de l'art. Par contre, on relève quelques omissions qui limitent l'usage potentiel de ce rapport. Du point de vue du contenu, il semble ignorer les travaux menés dans les instituts, fondations et centres de recherche qui, s'ils ne sont à proprement parler des *think tanks*, animent néanmoins le débat stratégique national depuis de nombreuses années. S'ils sont stimulants en eux-mêmes, les différents graphiques présentent des données statistiques, toutes issues d'un traitement de la base de données bibliographiques Sudoc de l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES), mais sans que soit exposée la méthodologie et l'échantillonnage au sein du catalogue. Sa représentativité demeure inconnue de ce fait. On ne sait pas sur quel volume de données les pourcentages présentés ont été calculés¹⁶². De plus les bornes chronologiques, une fois les résultats restitués, ne sont pas toujours les mêmes, ce qui pose des problèmes de comparaison entre les différentes statistiques présentées¹⁶³. Enfin et surtout, par rapport à l'état de l'art que ce document a l'ambition de proposer, le rapport pâtit de deux manques majeurs. D'une part le référencement des sources dans le corps de texte est loin d'être systématique. D'autre part, il ne présente pas de bibliographie.

Les études sur le renseignement en France est donc un document incontournable auquel nous nous référons et renvoyons le lecteur qui souhaite travailler sur ce thème, mais qui doit être complété.

¹⁶² En essayant de reproduire nous-mêmes une telle démarche dans le catalogue, nous avons découvert de nombreuses difficultés de mesure avec des biais potentiels importants et surtout inévitables du fait du traitement bibliographique préalable qui est le propre de cette base. Aussi aurait-il été intéressant de savoir comment les auteurs se sont prémunis de ces difficultés.

¹⁶³ La figure 1, p. 12 (*ibid.* ainsi que les autres figures dont il est question dans la présente note) a pour bornes 1884 et 2008 ; les figures 2, p. 13 et 3, p. 20, 4 p. 22 ont pour bornes 1975 et 2009 ; la figure 5 p. 28 a pour bornes 1996 et 2009.

3.2. Généalogie des études sur le renseignement

L'étude du CF2R pointe une rupture entre la situation avant les années quatre-vingt dix et à partir de celles-ci, avec un troisième temps, qui est la séquence dans laquelle nous nous trouvons toujours, et qui voit les études sur le renseignement atteindre une certaine maturité, à défaut d'être suffisamment développées. Nous nous accordons globalement avec cette partition en trois séquences, mais avec quelques différences sensibles. Gerald Arboit et Eric Dénécé proposent la date de 1994 comme pivot, avec la publication, dans le domaine économique et dans la perspective de la compétitivité commerciale des entreprises, du document couramment dénommé « *le rapport Martre* »¹⁶⁴. S'il faut choisir, cette date peut très bien être retenue. Mais si l'on quitte la perspective, présentée dans la section précédente, d'une antécédence logique de l'Intelligence économique et de la filiation qu'il y aurait en France entre celle-ci et les études sur le renseignement, alors 1994 pourrait bien être une année charnière, mais plutôt du fait de la publication du premier ouvrage qui corresponde réellement à une mise en perspective scientifique du phénomène du renseignement, cette fois du point de vue étatique et spécifiquement politique. Il s'agit de *Espion : Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, publié par l'historien de l'EHESS Alain Dewerpe¹⁶⁵.

3.2.1. La littérature sur le renseignement avant 1994

Pour cette première séquence historique nous pouvons renvoyer à l'étude *Les études sur le renseignement en France* présentée plus haut¹⁶⁶ et qui montre que, outre la littérature de fiction à cette période, les écrits reposent pour la plupart soit sur des témoignages et mémoires d'anciens membres ou hauts responsables du renseignement, soit sur les enquêtes de journalistes. Marginalement quelques historiens se saisissent de quelques questions relatives

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 17. Cf. Martre, Henri, Clerc, Philippe et Harbulot, Christian, *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, Commissariat général du plan, Paris, *La Documentation française*, 1994.

¹⁶⁵ Dewerpe, Alain, *Espion : Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, 1994.

¹⁶⁶ Dénécé, Eric et Arboit, Gérald, *op.cit.*, notamment les pages 11 à 16.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

aux services ou encore à des opérations spéciales¹⁶⁷. Quelques remarques complémentaires peuvent cependant être faites.

Les journalistes n'ont pas toujours été à la recherche du pur sensationnel ou du politiquement sensible (les « affaires »), ou à la limite de la fiction littéraire, concernant ce qui s'est longtemps appelé espionnage. Prenons un cas pour illustrer notre propos : Gilles Perrault, auteur des romans *L'orchestre rouge* (1967) puis *Dossier 51* (1969), s'est vu reconnaître une valeur quasi-documentaire et très nouvelle quant à la restitution des logiques bureaucratiques et politiques du renseignement (offrant un exemple presque idéal-typique du possible effacement, ou brouillage, des frontières entre réalité et fiction). Mais auparavant il avait publié un impressionnant ouvrage relevant autant de la visée historique que de la pratique journalistique : *Le secret du jour J* en 1964. Ce livre reçut le prix du Comité d'action de la Résistance et représente une enquête de fond sur un phénomène alors méconnu, à savoir l'ampleur du travail effectué par les réseaux de résistance à la préparation du débarquement allié. Pour prendre un autre exemple, une figure comme le journaliste Sanche de Gramont (qui devint Ted Morgan à l'occasion de son accession à la nationalité Américaine en 1977) réalise un travail étonnant de modernité, même à titre rétrospectif, dans son ouvrage (au titre au demeurant iconique de tout un pan de la littérature du secret), *La guerre secrète* en 1962¹⁶⁸. On y trouve certes une recension des plus grandes affaires d'espionnage de l'après-guerre, tout comme des intuitions assez saisissantes sur le rôle croissant de l'informatique lié à la collecte et au traitement de l'information (avec déjà une discussion des mérites respectifs du renseignement humain et d'un renseignement « tout technologique »). Mais on y trouve aussi une présentation étonnamment précise pour l'époque de la NSA américaine¹⁶⁹. Dans le même ordre d'idée, Jean-Pierre Alem, dans son livre « *L'espionnage à travers les âges* » paru en 1977¹⁷⁰, expose avec précision les concepts de SIGINT

¹⁶⁷ C'est notamment dans cette section du rapport du CF2R que l'on regrette le plus l'absence de référencement précis, un grand nombre d'auteurs étant cité sans que leurs ouvrages le soient. Le paroxysme est atteint page 14 (*ibid.*) quand des ouvrages sont signalés uniquement par la qualité de leur auteur et l'année de leur publication.

¹⁶⁸ Sanche de Gramont, *La guerre secrète*, Paris, Robert Laffont, 1962 (traduit de l'américain par Jean Perrier, édition originale *The Secret War*, New York, Putnam's Son, 1962).

¹⁶⁹ *Ibid.*, chapitre VI, pp. 203-216.

¹⁷⁰ Alem, Jean-Pierre, *L'espionnage à travers les âges*, Paris, Stock, 1977.

ou d'ELINT¹⁷¹, mentionne l'existence et le rôle du NRO¹⁷², et cite aussi, la NSA, certes plus brièvement que Gramont mais de manière pertinente¹⁷³. Concernant la NSA, dont l'existence est officiellement attestée en 1957, les ouvrages de Gramont et Jean-Pierre Alem précèdent de plusieurs années *The Puzzle Palace* de James Bamford, publié en 1982 et considéré comme le premier ouvrage traitant de cette agence¹⁷⁴.

Une autre remarque complémentaire au rapport du CF2R concerne la fin de la période « pré-académique » et les années quatre-vingt. Certes, il s'est produit quelque chose comme un effet de rupture à la fin de la Guerre froide, et il y eut un « contexte favorable » au début des années quatre-vingt dix pour l'émergence d'écrits académiques. Toutefois on peut remarquer au cours de la décennie précédente un changement d'orientation, qui peut être interprété comme qualitatif, dans les productions journalistiques sur le renseignement. On peut aujourd'hui poser l'hypothèse (à vérifier un jour par un travail philologique) que l'émergence des études académiques sur le renseignement a non seulement été précédée, mais aussi peut-être préparée, par une transformation interne préalable du travail des journalistes. Il est possible que ce soit là que se soit opéré un changement de perspective et l'émergence de « l'objet renseignement » (qui serait alors « pris en charge » par les approches scientifiques naissantes). À l'appui de ce jeu d'hypothèses, on peut citer quelques exemples. Dans son ouvrage intitulé *Le KGB en France* datant de 1986 et qui montre notamment les liens historiques étroits entre le KGB et le PCF (mais aussi plus généralement l'ensemble des partis politiques de l'après-guerre), le journaliste Thierry Wolton dévoile pour la première fois ce qu'il nomme « le dossier Farewell » et présente l'espionnage scientifique et technologique soviétique en Occident¹⁷⁵. Or ce chapitre met en scène, à l'intérieur même de l'ouvrage, une rupture paradigmatique qui se joue plus

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 442.

¹⁷² *Ibid.*, p. 441.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 443. Par ailleurs sans porter de jugement sur la qualité intrinsèque de l'ouvrage, il faut remarquer l'ambition synoptique du projet. Il s'agit de proposer réellement une sorte d'histoire totale de l'espionnage.

¹⁷⁴ Bamford, James, *The Puzzle Palace: a Report on America's Most Secret Agency*, Boston, Houghton Mifflin, 1982.

¹⁷⁵ Wolton, Thierry, *Le KGB en France*, Paris, Grasset, 1986. Le chapitre consacré à « Farewell » court des pages 239 à 281.

généralement dans la représentation de l'espionnage : un axe téléologique fort se dégage. Les espions ne s'affrontent plus selon une pure logique conflictuelle indirecte liée à la guerre froide, ou au gré d'intérêts nationaux, politiciens, voire personnels intempestifs. C'est tout un *système*, permanent, rationalisé, évolutif d'espionnage orienté vers un objectif élevé unique (le rattrapage technologique de l'Occident par l'URSS, notamment en terme de technologies à usage militaire). Et d'ailleurs le maître d'œuvre n'y est plus essentiellement le KGB, « rabaisé » au rang d'exécutant et service de « collecte » (ou *collection*) comme l'on dirait aujourd'hui, avec un GRU puissant et manipulateur en arrière-plan. Dans ce contexte, les efforts permanents du contre-espionnage sont aussi « systématisés » et l'on pressent à la lecture que bientôt ils pourront faire l'objet d'une analyse *systémique*. En outre, Thierry Wolton est à notre connaissance l'un des tous premiers à proposer, dans la littérature française sur le renseignement, une représentation du renseignement promise (*via* une influence certaine des écrits anglo-américains) à un grand développement : un organigramme de la structure soviétique de renseignement est proposé, qui rend compte des rattachements institutionnels et hiérarchiques des différents « organismes » (*sic*) impliqués dans l'espionnage, et qui identifie même, au travers d'un jeu graphique, les rapports entre « demandeurs » et « collecteurs »¹⁷⁶ (on est ici dans une préfiguration des rapports *producers-consumers* typiques d'une fraction des *Intelligence studies* anglo-américaines récentes, clairement marquées par les modèles d'interprétation des sciences économiques¹⁷⁷). La même année, le journaliste Pierre Péan publie un ouvrage dont le titre, *Secret d'État*, semble céder au conformisme sensationnaliste¹⁷⁸. Mais le contenu de l'ouvrage est assez original : il s'agit de présenter non plus les hommes de l'espionnage mais les *services*, avec une restitution des logiques bureaucratiques et organisationnelles des organismes appuyée sur un important volume de documents « primaires » en annexe. Ainsi, posture des journalistes évolue : elle ne repose plus sur un souci de sensationnalisme mais se propose une visée quasiment didactique. Ceci est prégnant et confirmé par le fait que même dans des ouvrages ultérieurs qui ont classiquement pour objectif de « dévoiler les dessous » de la politique, par exemple du septennat d'un président de la République, on trouve désormais des éléments pédagogiques

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 250.

¹⁷⁷ Cf. plus loin l'analyse thématique des processus décisionnels.

¹⁷⁸ Péan, Pierre, *Secret d'État : la France du secret, les secrets de la France*, Paris, Fayard, 1986.

entremêlés avec la logique de la révélation. L'ouvrage de Jean Guisnel et Bernard Violet datant de 1988 et intitulé *Services secrets : le pouvoir et les services de renseignements sous François Mitterrand*¹⁷⁹ s'inscrit par exemple dans cette démarche. Là aussi les services de renseignement et de sécurité sont présentés un à un, leur rattachement hiérarchique et politique discuté. De nombreux encadrés éclairent tel mécanisme institutionnel ou tel cadre juridique. Des thèmes comme la redondance des fonctions, les vicissitudes de la coordination, le contrôle parlementaire puis judiciaire sont explorés sur de nombreuses pages. Le dernier chapitre s'intitule « *quel avenir pour les services secrets ?* » et pose clairement la question d'un point de vue institutionnel. Enfin, l'ouvrage est émaillé de quatre organigrammes montrant l'architecture nationale du renseignement, la DCRG, le SGDN et la DGSE. On ne se situe donc bien évidemment pas encore dans un mode d'interprétation proprement fonctionnaliste ou néo-institutionnaliste, mais l'espace de la représentation qui sera occupé par les approches scientifiques leur préexiste.

Une dernière remarque enfin. Gérald Arboit et Eric Dénécé remarquent dans leur rapport que « le terme 'renseignement' n'apparaît que rarement dans les études françaises avant la fin des années 1990 ». Au vu du contexte, ils doivent vouloir dire en fait « avant la fin des années 1980 ». En outre, le terme apparaît tout de même avant cela dans des publications de bonnes tenues et sous la plume d'auteurs importants comme par exemple l'entrée « Renseignement » rédigée par Paul Paillole dans le *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale* chez Larousse en 1980¹⁸⁰. Ils confirment cependant ce que présentait déjà comme remarquable Alain Dewerpe, et que nous analysons plus longuement plus loin (à vérifier avant/après à l'intérieur de l'étude) : « *Ce qui apparaît comme neuf et fort de sens, c'est la substitution du renseignement (...) à l'espionnage, innovation sémantique qui révèle autant la neutralisation d'une éthique que l'institutionnalisation d'une pratique* »¹⁸¹. Une analyse philologique approfondie mériterait d'être effectuée. Mais à titre provisoire, on peut accepter que l'usage du terme renseignement

¹⁷⁹ Guisnel, Jean et Violet, Bernard, *Services secrets : le pouvoir et les services de renseignements sous François Mitterrand*, Paris, La Découverte, collection Enquêtes, 1988.

¹⁸⁰ Paillole, Paul, « Renseignement », dans Masson, Philippe (Dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Larousse, 1980, tome 2, p. 1580. Note : le tome 1 de cet ouvrage est publié en 1979.

¹⁸¹ Dewerpe, Alain, *Espion...*, *op.cit.*, p. 31.

soit plus récent que celui d'espionnage, et accompagne l'évolution de la littérature vers une forme plus académique.

3.2.2. *L'émergence des études sur le renseignement*

Il est spécialement difficile de rendre compte de l'émergence d'un mouvement intellectuel quand celle-ci n'a pas un point d'origine fixe et qu'elle agrège progressivement un faisceau d'initiatives éparses, qui toutes, certes, participent au même mouvement, mais sans avoir conscience de leur unité. À l'évidence le choix que nous proposons comme charnière vers l'étude académique du renseignement autour de l'ouvrage d'Alain Dewerpe en introduction de cette section est purement formel. *Espion* est d'ailleurs un livre en même temps fondateur et orphelin d'une postérité. *In fine*, il a plus un statut de Prédécesseur que de Fondateur. Alain Dewerpe lui-même, historien des sociétés industrielles au XIX^e siècle, n'avait commis cet essai que par passion personnelle et ne l'a pas inscrit dans sa recherche scientifique. C'est une incidente. Sauf quelques très rares exceptions comme des participations à des journées d'étude ou à des colloques, il n'est jamais intervenu dans la structuration des études sur le renseignement après la publication de son livre. On comprit rétrospectivement cependant l'impulsion originale qui l'avait conduit jusqu'aux problématiques du secret d'État contemporain avec la parution en 2006 de son livre sur Charonne, dont le sous-titre indique nettement une filiation avec *Espion*¹⁸². Par ailleurs, l'ouvrage sur le secret et le renseignement que nous avons mis en exergue s'avère difficile d'usage. Il est impressionnant par son ampleur (et également sa bibliographie) et par la démultiplication kaléidoscopique des points de vue sur le phénomène. L'ouvrage est une collection de suggestions et de réflexions toutes plus stimulantes les unes que les autres. Mais bien que ce livre fût le premier de son genre, il n'est en rien une introduction. Il s'adresse plus au lecteur averti qu'au profane désirent entrer dans cette autre *wilderness of mirrors* que représentent les études sur le renseignement.

3.2.2.1. *L'émergence des études historiques*

On a vu que dans les cas américains et surtout britanniques, les études sur le renseignement sont nées au sein de la discipline historique, qu'elles sont

¹⁸² Dewerpe, Alain, *Charonne, 8 février 1962 : Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard, 2006.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

originellement informées par elle, et qu'ensuite, plus ou moins vite et plus ou moins progressivement selon les configurations institutionnelles et selon les thèmes étudiés, une diversification disciplinaire s'opère avec *in fine* l'intervention d'autres champs disciplinaires : science politique, droit, études stratégiques et de la guerre, économie (notamment autour de la thématique de l'intelligence économique), et même des études spéculatives ou normatives relevant de la philosophie. Le cas français montre lui aussi que les recherches historiques (ou parfois que les approches historiques, bien que menées par des non-historiens) ont été à l'origine des premières impulsions en matière d'étude du renseignement étatico-stratégique¹⁸³. On peut identifier les principaux points d'émergence des études historiques du renseignement d'une part autour de l'ancien Centre d'Études d'Histoire de la Défense (CEHD) et d'autre part à « Saint-Cyr Coëtquidan ».

Le Cahier n° 1 du Centre d'Études d'Histoire de la Défense datant de 1996 s'intitule *Histoire du renseignement* et publie six premiers travaux issus des conférences menées dans le cadre de la Commission d'histoire du renseignement, à notre connaissance première instance académique à traiter du renseignement en France¹⁸⁴. Comme tout est significatif dans ce texte, qui est rétrospectivement fondateur de tout un mouvement d'étude, nous reproduisons en page suivante l'avant-propos du Professeur Maurice Vaïsse, qui propose pour la première fois un discours souvent repris par la suite. On peut remarquer la concomitance avec le projet de l'Amiral Lacoste, que nous présentons ci-après, et notamment l'inscription du projet du Centre en parallèle avec la thématique de la *culture du renseignement*. On peut aussi noter la difficulté à trouver initialement un point d'unification des recherches et l'affirmation d'un champ disciplinaire autonome (« *l'histoire du renseignement est une discipline à part entière* » qui est simplement « *singulièrement en retard sur des pays comme l'Angleterre et les États-Unis* »¹⁸⁵).

¹⁸³ La mise en œuvre d'un programme de recherche pointu dans l'histoire universitaire s'accompagnera parfois d'un discours plus dédié au grand public comme le montre par exemple le n° 602 de février 1997 de la revue *Historia* qui consacre un dossier aux « *Services secrets français en action* ».

¹⁸⁴ CEHD, *Cahiers du Centre d'études d'histoire de la Défense*, Cahier n° 1, « Histoire du renseignement », Paris, ADDIM, 1996.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 7.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

La commission a fonctionné ainsi pendant une décennie¹⁸⁶. Elle fonctionne jusqu'en 2000 sous la responsabilité de Fabienne Mercier-Bernadet puis sous l'impulsion de Bertrand Warusfel. Le Cahier originel a ainsi inauguré une série de publications :

- *Il n'est point de secret que le temps ne révèle : Études sur l'histoire du renseignement*, Paris, Lavauzelle, 1998 ;
- *Des réseaux et des hommes : Contribution à l'histoire du renseignement*, Paris, l'Harmattan, 2000 (la publication comporte le sigle du CF2R, car elle se fait au sein d'une collection intitulée « Culture du renseignement », dirigée chez cet éditeur par Éric Dénécé. Cette collection a existé de 1999 à 2007) ;
- Bertrand Warusfel (Dir.), *Le renseignement : Guerre, technique et politique (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Lavauzelle, 2007.

M. Bertrand Warusfel, qui participa au premier cahier du CEHD¹⁸⁷ a en quelque sorte contribué, avec ses premiers travaux sur le renseignement relevant plus de l'histoire politique et institutionnelle que du droit, à l'émergence de l'étude historique et de l'étude juridique du renseignement. Ses travaux en conservent toujours la dualité histoire/droit dans l'ensemble de ses publications. Ils se poursuivent à travers l'organisation d'une journée annuelle depuis 2006 et, notamment, par la publication d'un ouvrage au sein de la collection « le Grand Jeu » en 2011.

De la même manière, les Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan ont fourni à la fin des années 1990 un cadre privilégié au développement des études sur le renseignement, sous l'impulsion de Olivier Forcade¹⁸⁸. Dès 1996-1997, les études sur le renseignement étaient introduites dans le cadre du cours magistral d'histoire des relations internationales dispensé par ce dernier à l'intention de chaque promotion d'élèves-officiers saint-cyriens en 2^e année de formation. En 1997-1998, ce dispositif d'enseignement s'est enrichi d'un séminaire de recherche sur le renseignement, caractérisé par une approche d'histoire autant militaire et stratégique qu'internationaliste. Ce développement

¹⁸⁶ Voir www.cehd.sga.defense.gouv.fr, rubrique « Les commissions ».

¹⁸⁷ Warusfel, Bertrand, « Histoire de l'organisation du contre-espionnage français entre 1871 et 1945 », dans CEHD, Cahier n°1, *op.cit.*, pp. 13-40.

¹⁸⁸ Nous remercions le Professeur Forcade pour les précisions qu'il a bien voulu nous faire parvenir. Le présent paragraphe en reproduit les principaux points.

fut logiquement encouragé par le commandement des Écoles, le général Pierre-Jacques Costedoat, lui-même ancien responsable à la DGSE. Coëtquidan mettait en outre sur pied un centre de recherche, le CREC en 1997-1998 favorisant le développement de ce champ également avec Didier Danet (économiste). Enfin cet ensemble de démarches reçut le soutien de l'Association des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale qui créa un prix pour saluer les travaux d'histoire les plus novateurs¹⁸⁹.

3.2.2.2. *L'émergence de l'étude juridique du renseignement*

De facto, à quelques exceptions près, l'approche juridique du renseignement se centre autour de la recherche de Bertrand Warusfel. Les objets saisis par les juristes sont plutôt ceux de « secret d'État » et de « secret de la défense nationale », qui sont donc indissociables des pratiques du renseignement et en fournissent non seulement le cadre légal et réglementaire, mais aussi largement le cadre institutionnel.

La plupart des publications correspondent à divers travaux ponctuels sans lien entre eux. Dans une visée générale, on doit citer la contribution par Marc Guillaume « Secret de la défense nationale et état de droit » dans *L'État de droit. Mélanges en l'honneur de Guy Braibant* en 1996¹⁹⁰. On peut encore indiquer le rapport parlementaire émis par le Sénat en 1998, *Le secret de la défense nationale devant le juge*¹⁹¹.

Bertrand Warusfel présente donc une certaine continuité par le développement d'un programme de recherche structuré au sein de ses travaux.

¹⁸⁹ Entre 1997 et 2002, une soixantaine de mémoires de recherche furent soutenus sous la direction d'Olivier Forcade sur le renseignement par des sous-lieutenants, dont un tiers fit ensuite l'objet d'une reprise pour soutenance en maîtrise ou en DEA à l'Université de Paris IV-Sorbonne. Ces mémoires sont déposés à la bibliothèque Psichari des Écoles de Coëtquidan et la liste en est disponible auprès d'Olivier Forcade. Une recension partielle peut être trouvée dans *Minerve. Annuaire des travaux d'histoire militaire et d'histoire de la Défense* (CEHD). Plusieurs de ses travaux de recherche d'excellente facture ont fait l'objet d'une valorisation, notamment dans Olivier Forcade (dir.), *Le secret et la puissance. Les services secrets et le renseignement aux XIX-XX^e siècles*, Amiens, Encrage, 2007.

¹⁹⁰ Guillaume, Marc, « Secret de la défense nationale et état de droit », *L'État de droit. Mélanges en l'honneur de Guy Braibant*, Paris, Dalloz, 1996.

¹⁹¹ *Le secret de la défense nationale devant le juge*, Sénat, la Documentation Française, Série Legislation comparée, 1998.

Il publie sur des sujets divers ayant trait au droit du secret d'État au cours de la préparation de sa thèse : « Sécurité informatique et secret de défense »¹⁹² en 1986 et « La prolifération des technologies sensibles vers le Sud : menaces et perspectives de contrôle »¹⁹³ en 1991. Il soutient sa thèse de doctorat en 1994, *Le secret de la défense nationale. Protection des intérêts de la nation et libertés publiques dans une société de l'information*¹⁹⁴ et dans la foulée propose sa première publication spécifique au renseignement : « Structures et évolutions du renseignement en France »¹⁹⁵. Cela confirme que, comme en histoire (et par rapport à l'ouvrage de Alain Dewerpe en anthropologie, ou comme le propose aussi le rapport du CF2R du point de vue de l'Intelligence économique), l'année 1994 correspond bien à l'émergence d'une étude multidisciplinaire du renseignement en France. Suite à la soutenance de sa thèse, Bertrand Warusfel aborde encore quelques sujets divers ayant tous comme point commun l'exploration des rapports entre droit, le secret et les pratiques qui s'y rapportent : « Intelligence économique et sécurité de l'entreprise »¹⁹⁶ en 1996 ; « Les conditions juridiques de la sécurité sur l'Internet et le régime de la cryptographie en France »¹⁹⁷ en 1997. Il se concentre ensuite dans une longue séquence sur le secret d'État et le secret de la défense nationale pour aborder spécifiquement les problématiques du renseignement : « Définition juridique et contrôle du secret de la défense nationale »¹⁹⁸ en 1998 ; « La réforme du secret

¹⁹² Warusfel, Bertrand, « Sécurité informatique et secret de défense », *Défense nationale*, février 1986.

¹⁹³ Warusfel, Bertrand, « La prolifération des technologies sensibles vers le Sud : menaces et perspectives de contrôle », *Cultures et conflits*, n° 2, L'Harmattan, 1991.

¹⁹⁴ Warusfel, Bertrand, *Le secret de la défense nationale. Protection des intérêts de la nation et libertés publiques dans une société de l'information*, thèse impr., Paris V, 1994.

¹⁹⁵ Warusfel, Bertrand, « Structures et évolutions du renseignement en France », *Droit et Défense*, n°94/1, 1994.

¹⁹⁶ Warusfel, Bertrand, IHESI, « Intelligence économique et sécurité de l'entreprise », *Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 24, 2^e trimestre 1996 (réédité dans *Problèmes économiques*, La Documentation Française, décembre 1996).

¹⁹⁷ Warusfel, Bertrand, « Les conditions juridiques de la sécurité sur l'Internet et le régime de la cryptographie en France », dans *Association Française du Droit de l'Informatique, Internet saisi par le droit*, Parques, 1997.

¹⁹⁸ Warusfel, Bertrand, « Définition juridique et contrôle du secret de la défense nationale », *Le secret et l'État, Fondation pour les Études de Défense*, cahier n° 12, avril 1998.

de défense en France »¹⁹⁹ la même année et enfin « Le cadre juridique et institutionnel des services de renseignement en France »²⁰⁰ en 1998, qui représente sa participation aux séminaires organisés par l'Amiral Lacoste et présentés ci-après. C'est en 2000 qu'il publie enfin son ouvrage qui fait référence sur l'étude juridique (mais qui intègre aussi une dimension structurante d'étude historique et renvoie à la section précédente sur la genèse de l'histoire du renseignement en France) : *Contre-espionnage et protection du secret : Histoire, Droit et Organisation de la sécurité nationale en France*²⁰¹. Les travaux de M. Warusfel se poursuivent en outre désormais en lien avec l'Irsem d'une part et la nouvelle Académie du renseignement d'autre part.

3.2.2.3. *Le rôle fondateur et fédérateur de l'Amiral Lacoste*

Le lecteur l'aura bien compris, l'Amiral Pierre Lacoste n'est pas le fondateur des études sur le renseignement au sens où il les aurait lui-même réalisées ou même initiées. Il est le fondateur d'une *posture* et d'un *idéal* de constitution d'un mouvement de recherche transdisciplinaire. C'est lui qui pose l'enjeu d'aboutir un jour à une authentique école française du renseignement. On l'a vu, Maurice Vaïsse l'a fait aussi, et au même moment, lors de la constitution d'une commission au sein du CEHD en 1995. Mais le cycle de conférences (séminaires) organisé pendant trois ans dans les anciens locaux de l'École Polytechnique à Paris, avec l'appui logistique de son centre de recherche, le CESD de l'Université de Marne-la-Vallée, va avoir un rôle fondateur en cela qu'il fixe le consensus national sur la situation des études en France : celles-ci sont interprétées en terme de *culture du renseignement*. Cette formule désigne par la suite en même temps la configuration des études en France, le diagnostic d'un déficit voire d'un problème structurel, et la variable explicative de cette situation.

¹⁹⁹ Warusfel, Bertrand, « La réforme du secret de défense en France », *Droit et défense*, n° 98/3, 1998.

²⁰⁰ Warusfel, Bertrand, « Le cadre juridique et institutionnel des services de renseignement en France », dans Pierre Lacoste (Dir.), *Le renseignement à la Française*, Paris, Economica, 1998.

²⁰¹ Warusfel, Bertrand, *Contre-espionnage et protection du secret : Histoire, Droit et Organisation de la sécurité nationale en France*, Lavauzelle, 2000.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Le séminaire, destiné aux étudiants de troisième cycle (bien qu'il vienne en complément d'autres formations et sans délivrance de crédits²⁰²), remplit non seulement sa fonction éducative, mais permet aussi de donner la première figure d'une communauté nationale de recherche sur le renseignement. D'octobre 1995 à juin 1998, trente quatre intervenants d'horizons divers sont venus présenter des communications et participer aux discussions collectives qui s'ensuivaient. Douze premières communications furent publiées par le FED dès 1997 dans la collection Perspectives stratégiques sous le titre *Approches françaises du renseignement : Y a-t-il une « culture » nationale ?*²⁰³ Puis, à la fin du cycle de trois années, trente deux des trente quatre communications furent publiées sous le titre *Le renseignement à la française* chez Économica²⁰⁴. Le lecteur voudra bien pardonner l'auteur de ces lignes d'exprimer un jugement personnel, mais le titre de l'ouvrage intermédiaire publié à la FED était peut-être plus adéquat que celui retenu chez Économica en 1998. Le séminaire a plutôt permis de recenser une première fois les « approches françaises » du renseignement, comme dispositif de compréhension des pratiques, que de dégager un « renseignement à la française », formulation qui risque de brouiller les lignes entre l'activité et son commentaire, et accentue la spécificité nationale de l'objet étudié plus que du dispositif qui l'étudie.

Le paradigme qui unifie les différentes approches est donc celui de la culture nationale du renseignement. Il est exposé dans différents textes de l'Amiral Lacoste. Dans « Pourquoi un séminaire sur la culture française du renseignement ? » qui ouvre la publication partielle de 1997²⁰⁵, il expose :

²⁰² L'Université de Marne-la-Vallée a cependant créé un DESS *Information et Sécurité* lié aux travaux du Centre sous l'égide du Professeur François-Xavier Paoli.

²⁰³ Amiral Pierre Lacoste (dir.), *Approches françaises du renseignement : Y a-t-il une « culture » nationale ?*, Paris, Fondation pour les Études de Défense, 1997.

²⁰⁴ Amiral Pierre Lacoste (dir.), *Le renseignement à la française*, *op. cit.* Par ailleurs, en cours de séminaire, chaque conférence avait donné lieu à la distribution aux participants d'un fascicule non publié.

²⁰⁵ Amiral Pierre Lacoste (dir.), *Approches françaises...*, *op. cit.*, pp. 7-12.

Plus particulièrement depuis la guerre du Golfe, on observe aussi en France un renouveau d'intérêt pour le renseignement : création de la Direction du Renseignement Militaire, priorité reconnue dans le *Livre blanc sur la Défense* de 1994 et confirmée dans la réorganisation de 1996 en dépit des réductions drastiques de la Loi de programmation militaire ; création du Comité interministériel pour la Sécurité économique, à la suite du rapport Martre de 1994 sur *l'Intelligence économique* ; introduction du sujet dans les programmes de l'École Nationale d'Administration ; multiplication des organismes privés s'intéressant à la recherche et la protection des informations.

Mais ce renouveau d'intérêt n'a pas encore atteint les milieux de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, comme si le sujet, toujours tabou, ne méritait pas de faire l'objet de travaux scientifiques et d'études universitaires. Le monde anglo-saxon a depuis longtemps ignoré les interdits d'un autre âge qui, sous prétexte de préserver des secrets, s'opposent à une réflexion fondamentale sur le rôle et sur la place du renseignement dans les sociétés démocratiques modernes. Les chercheurs britanniques, canadiens et américains ont été les premiers à produire des travaux nombreux et de grande qualité. Des chaires d'enseignement ont été ouvertes, notamment aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Tout ceci a beaucoup contribué à former des dirigeants compétents, à éclairer les responsables politiques et à informer les milieux parlementaires et les opinions publiques.

Il crédite ainsi la position du CF2R qui mentionne le rapport Martre de 1994 comme élément important du contexte favorable aux études sur le renseignement. Mais il indique d'autres facteurs de nature politique et étatique²⁰⁶. Le texte montre ensuite l'interrelation entre la situation concrète du renseignement et celle des études le concernant. Ainsi, la compréhension de l'objet rétroagira sur les conditions de son étude et réciproquement. Bien que l'Amiral Lacoste n'ait aucune raison de le formuler ainsi, c'est en fait un programme dont la méthode est très proche d'une praxéologie de type aronienne²⁰⁷. Il conclut ensuite l'ouvrage par une recension des « premiers

²⁰⁶ À la fin de ce texte introductif, l'Amiral Lacoste cite longuement « *Espion* » de Alain Dewerpe et souligne la fécondité de cet ouvrage quant à ses propres réflexions sur la nécessité de développer un champ d'étude académique, *ibid.*, pp. 11-12.

²⁰⁷ Cf. Aron, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, 8^e édition, Paris, Calmann-Lévy, 1984 ; notamment la quatrième partie : « Praxéologie : les antinomies de l'action diplomatico-stratégique ».

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

enseignements »²⁰⁸ dans laquelle il expose une explication sociétale de cette relation renseignement-études : c'est une culture nationale *envers* le renseignement, dans l'État et la société, qui explique une culture *du* renseignement (des membres de cet univers) et une culture de sa non-étude. L'ancien directeur de la DGSE reprend son argumentaire et le développe en introduction de la recension (presque) exhaustive de 1998. Il justifie l'emploi du mot « culture », en analyse les difficultés²⁰⁹ et introduit deux thématiques à signaler. En premier lieu, il développe des facteurs spécifiques à la communauté universitaire expliquant la faiblesse des études. Cette démarche est fort novatrice et très intéressante car pour la première fois le diagnostic porte du côté de l'Université et non pas exclusivement du côté du renseignement. En second lieu, il en appelle à un décloisonnement disciplinaire indispensable au traitement de l'objet²¹⁰. Par ailleurs, à la toute fin de son texte il écrit : « *Cette démarche est analogue à celle qui, dans les années 1970, a ouvert l'Université française à l'étude des questions stratégiques, militaires et de défense qu'elle avait jusqu'alors refusé d'inscrire à ses programmes. En vingt ans la situation est devenue radicalement différente. La plupart des hauts fonctionnaires de ce pays sont maintenant parfaitement au fait des enjeux et des données de la sécurité extérieure et intérieure. Souhaitons qu'en 2010 il en soit de même pour la connaissance des principes, des méthodes et des enjeux du renseignement moderne* »²¹¹. L'analogie avec les études stratégiques est intéressante, notamment en ce qu'elle en appelle à une évolution interne du champ universitaire. Par ailleurs nous laissons le lecteur juge de savoir si l'objectif posé pour 2010 a été atteint ou non²¹².

Enfin, une dimension plus « personnelle » se fait jour, qui éclaire aussi l'activité d'impulsion et d'animation à laquelle l'Amiral Lacoste s'est astreint. À bien des égards les textes que nous venons de citer et le modèle d'interprétation en terme de culture du renseignement qu'ils proposent sont une évolution à partir d'un autre champ de réflexion qui lui a toujours importé : celui de la

²⁰⁸ Amiral Pierre Lacoste (dir.), *Approches françaises...*, *op.cit.*, pp. 153-155.

²⁰⁹ Amiral Pierre Lacoste (dir.), *Le renseignement à la française*, *op.cit.*, pp. 3-4.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 5.

²¹¹ *Ibid.*, p. 6.

²¹² L'Amiral Lacoste reprend encore les arguments en conclusion de l'ouvrage. Il insiste sur la dualité de facteurs pesant sur le développement futur des études sur le renseignement entre, d'une part, des réticences étatiques et, d'autre part, un cloisonnement disciplinaire et thématique trop prégnant dans l'Université.

responsabilité et de l'éthique. Cette dimension renvoie nécessairement à des éléments biographiques et à l'affaire du *Rainbow Warrior* dont la discussion n'est pas de mise ici. La stimulation des études sur le renseignement était perçue par lui comme une réponse à une série d'apories d'ordre politico-morales²¹³. Le lecteur pourra en juger par lui-même en comparant les textes cités ci-dessus de 1997 et 1998 avec un autre de 1996, « Responsabilités et éthique des services de renseignement »²¹⁴. Le lecteur trouvera l'articulation de la réflexion éthique et du projet académique aux pages 64 et 65 de l'article. Celui-ci reprend la structure d'une conférence prononcée le 5 février 1996 devant l'Académie des sciences morales et politiques et intitulée « Missions et déontologie des services spéciaux »²¹⁵. D'ailleurs, comme le remarque Philippe Hayez, l'Amiral Lacoste n'avait pas cantonné sa volonté d'impulsion et d'animation à l'organisation du séminaire du CESD ni à un certain nombre de publications. Il entreprit un important travail d'explication au travers de nombreuses conférences et communications partout en France²¹⁶. C'est pourquoi on peut dire qu'il fit preuve d'un authentique « engagement » personnel.

3.2.2.4. Le renseignement intérieur et les problématiques politico-étatiques

Les premières études sur le renseignement, à l'aube du XXI^e siècle, accordent une place importante aux problématiques liées au renseignement intérieur, à son inscription dans l'État et au rapport qu'il entretient avec la notion de pouvoir.

En 1997, l'IHESI publie un numéro des *Cahiers de la sécurité intérieure* dont le dossier est intitulé « Le renseignement : État de droit, raisons d'État. Les usages du secret »²¹⁷. Le dossier commence par une restitution des

²¹³ Cela nous a été confirmé par l'Amiral lui-même. Source personnelle de l'auteur, entretien réalisé en avril 1998.

²¹⁴ Amiral Pierre Lacoste, « Responsabilités et éthique des services de renseignement », in la *Revue des deux mondes*, avril 1996, pp. 55-65. Cet article s'insère dans un dossier au titre assez sensationnaliste « Les espions ne meurent... jamais ».

²¹⁵ Amiral Pierre Lacoste, « Missions et déontologie des services spéciaux », in la *Revue des sciences morales et politiques*, 1996, vol. 151, n° 1, pp. 59-77. Ce document est moins accessible que la *Revue des deux mondes*, aussi renvoyons-nous à la lecture de cette dernière.

²¹⁶ Source personnelle de l'auteur, entretien avec Philippe Hayez réalisé le 20 août 2010.

²¹⁷ IHESI, « Le renseignement : État de droit, raisons d'État. Les usages du secret », *Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 30, quatrième trimestre 1997. En 1992, le Professeur Michel Dobry avait déjà

problématiques de la coordination du renseignement entre de multiples institutions, au travers du témoignage de responsables des différents services (à l'exception notable de la DGSE). Ceux-ci permettent de dégager des « cultures d'institution »²¹⁸, ajoutant au passage une nouvelle dimension au registre de la culture du renseignement. Il se poursuit par une série d'articles et un débat sur diverses « approches du renseignement »²¹⁹ pour s'achever sur les rapports entre le renseignement et les sociétés démocratiques, au travers des thèmes de la transparence du contrôle et de l'ouverture des services à la société. En 2000, l'IHESI publie encore une étude menée en interne par François Thuillier et qui propose une comparaison européenne du renseignement intérieur²²⁰. Celle-ci doit être signalée pour être sans doute la première en France à proposer une analyse proprement comparatiste en matière de renseignement. Dans la préface à cet ouvrage, et de manière quelque peu acide, Didier Bigo remarque, en 2000 donc : « *En France, la littérature sur les services de renseignement est pleine d'ambiguïté. Il existe nombre d'ouvrages mais ils n'apprennent rien*²²¹ (...) à mille lieux de ces récits hauts en couleur, on trouve les rapports des commissions parlementaires, là où elles existent. Ces rapports sont souvent austères, avec peu d'informations précises sur les missions mais ils donnent parfois des indications sur les masses budgétaires engagées. Enfin une troisième catégorie, quasi inexistante en France, contrairement aux pays anglo-saxons, concerne les ouvrages universitaires dédiés à l'analyse des services de renseignement »²²².

3.2.2.5. Le renseignement stratégique et militaire et quelques autres thèmes

À l'exception des remarquables travaux menés par les historiens, et sans être à proprement parler un « parent pauvre » de ce premier mouvement d'émergence des études sur le renseignement, le renseignement militaire (et plus généralement les questions spécifiques du renseignement au regard de la

réalisé dans le cadre de l'IHESI une étude intitulée *Le renseignement politique interne dans les démocraties : état de la recherche*, dans la collection *Études et recherche* (il s'agit là en quelque sorte du Grand Ancêtre de la présente étude), mais celui-ci n'a pour ainsi dire pas été diffusé et n'est désormais plus aisément accessible.

²¹⁸ IHESI, « Le renseignement... », *op.cit.*, pp. 9 et sq.

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ Thuillier, François, *L'Europe du secret : Mythes et réalité du renseignement politique interne*, Paris, IHESI, La Documentation Française, 2000.

²²¹ Didier Bigo parle ici de la littérature non scientifique.

²²² Bigo, Didier, « Préface », *in* Thuillier, François, *ibid.*, pp. 6-7.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Défense) n'est pas très valorisé au cours des années quatre-vingt dix et au tournant du siècle. On peut donc citer des études spécifiquement historiques du renseignement, qui mériteraient par ailleurs un état de l'art particulier en soi, qui intègrent de plus en plus, depuis les années 1990 le renseignement comme élément de l'histoire militaire. Certains travaux lui sont même spécifiquement dédiés. On doit ainsi citer l'important ouvrage : George-Henri Soutou, Jacques Frémeaux et Olivier Forcade (dirs.), *L'exploitation du renseignement en Europe et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960*, Economica, 2001, « Bibliothèque des études militaires ». Cet ouvrage contient les actes du colloque organisé conjointement par les Centres d'histoire des relations internationales et de l'Europe et le Centre de l'Islam contemporain de Paris IV Sorbonne en 1998. Plus récemment les Éditions du *Nouveau Monde*, dirigées par Yannick Dehée, ont confié au Professeur Forcade et à Sébastien Laurent la direction d'une collection, « Le Grand Jeu »²²³. L'objet de cette collection est de favoriser la publication de travaux de recherche, de colloques, de monographies et d'éditions de textes pour diffuser auprès d'un lectorat spécialisé et élargi au grand public des travaux de recherche inédits. En ce sens, la collection participe délibérément de la diffusion de la culture nationale de renseignement au-delà de l'Université et du cercle des spécialistes et haut-fonctionnaires.

On trouve donc, hormis les études historiques, quelques travaux étudiant le renseignement d'un point de vue militaire ou stratégique, une fois encore épars et sans lien étroit entre eux. L'Institut d'Études de Sécurité de l'UEO publie un numéro des *Cahiers de Chaillot* en 1998 intitulé « Vers une politique européenne du renseignement »²²⁴ et qui est centré sur des thématiques relevant du renseignement militaire²²⁵. En 1998, *la revue Stratégique* publie sous l'égide d'Hervé Couteau-Bégarie un important numéro sur le

²²³ Entre autres publications, on peut signaler la réédition avec un appareil critique de l'ouvrage de Constantin Melnik, *De Gaulle, les services secrets et la guerre d'Algérie*, NME, 2010, ou une édition critique et annotée par les deux directeurs de collection des Carnets de Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets 1936-1944*, NME, 2010, ou encore, à paraître, Jean-Marc Le Page, *Les services de renseignement français en Indochine 1946-1955* (thèse de doctorat dirigée par M. Vaïsse à Sciences po Paris en mai 2010).

²²⁴ « Vers une politique européenne du renseignement », *Les Cahiers de Chaillot, Institut d'Études de Sécurité*, UEO, n° 34, décembre 1998.

²²⁵ Détail des refs.

renseignement²²⁶. Sans être authentiquement académiques, un certain nombre d'ouvrages ont par ailleurs été publiés aux Éditions *Lavauzelle*, notamment par Jean-Jacques Cécile *Le renseignement français à l'aube du XXI^e siècle*²²⁷ puis *Du Golfe au Kosovo : Renseignement, action spéciale et nouvel ordre mondial*, en 2000²²⁸. Bien que Suisse, et à défaut d'être de la littérature française étant à tout le moins francophone, Jacques Baud a publié une imposante *Encyclopédie du renseignement et des services secrets* en 1998²²⁹, qui donne une place importante au renseignement militaire.

Deux autres ouvrages doivent enfin être signalés. Le premier concerne internet et le cyberspace. L'ouvrage de Jean Guisnel, *Guerres dans le cyberspace : Services secrets et internet* de 1995 précède de plusieurs années un thème qui se développera autour du renseignement électronique²³⁰. Enfin l'étude de Francis Beau, *Renseignement et société de l'information* publié en 1997 par la FED est l'une des toutes premières à adopter le point de vue fonctionnaliste des *Intelligence Studies* anglo-américaines en manipulant notamment le concept de cycle du renseignement, et en adoptant un point de vue proche de l'*intelligence theory* que l'on trouve chez certains auteurs comme Michael Herman ou Mark Lowenthal²³¹.

3.3. La structuration d'un champ universitaire sur le renseignement au XXI^e siècle

3.3.1. Les travaux du CF2R

Le rapport du CF2R²³² présentant avec précision les activités menées au sein et autour de ce centre, il n'est pas besoin de les détailler ici²³³. Pour ce qui est

²²⁶ « Le renseignement – I », *Stratégique*, n° 73, 1/1999. La mention d'un premier dossier consacré au renseignement appelle à l'existence d'au moins un second dossier qui n'a pas été réalisé à ce jour.

²²⁷ Cécile, Jean-Jacques, *Le renseignement français à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, Lavauzelle, 1998.

²²⁸ Cécile, Jean-Jacques, *Du Golfe au Kosovo : Renseignement, action spéciale et nouvel ordre mondial*, Lavauzelle, 2000.

²²⁹ Baud, Jacques, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Lavauzelle, 1999.

²³⁰ Guisnel, Jean, *Guerres dans le cyberspace : Services secrets et internet*, Paris, La Découverte, 1995.

²³¹ Herman, Michael, *Intelligence Power...*, *op.cit.* et Lowenthal, Mark, *Intelligence*, *op.cit.*

²³² Arboit, Gérald et Dénécé, Éric, *Les études sur le renseignement en France*, *op.cit.*

²³³ *Ibid.*, notamment pp. 24-25.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

des activités de recherche, le Centre regroupe cinq directeurs de recherche, sept chargés de recherche et un chercheur associé²³⁴. Cette équipe produit plusieurs types de documents dits « d'actualité » (notes d'actualité, de réflexion, notes historiques, des « fiches Cyber Rens », etc.) et des rapports de recherche²³⁵, dont celui que nous avons déjà cité plusieurs fois. En plus viennent diverses manifestations, dîners-débats, offres de formation etc. Le site remplit en outre une fonction de portail vers diverses revues ou recensions (Renseignor, « i-Sources »).

Par ailleurs le CF2R a été associé successivement à deux formations universitaires. Le centre s'est d'abord associé en 2006 avec le Centre d'analyse politique comparée, de géostratégie et de relations internationales de Bordeaux VI – Montesquieu, dirigé par le Professeur Michel Bergès, pour offrir un DU « Étude du renseignement ». Dans un second temps le CF2R a lancé son propre diplôme « à finalité professionnelle – unique dans tout le monde francophone »²³⁶, intitulé « Management des agences de renseignement et de sécurité »²³⁷.

Enfin le centre est à l'origine de plusieurs publications et recense celles de ses chercheurs²³⁸. Il présente aussi la revue, aujourd'hui arrêtée, *Renseignement et opérations spéciales* publiée de 1999 à 2002 chez *L'Harmattan*²³⁹.

3.3.2. Les travaux dans le cadre de l'Agence Nationale pour la Recherche

3.3.2.1 Différents programmes de recherches aux frontières du renseignement

Si l'on considère qu'un programme de recherche se constitue avec un minimum de durée et une inscription institutionnelle (financement, organisation d'événements, accueil de chercheurs), force est de constater qu'hormis le séminaire de l'Amiral Lacoste présenté ci-dessus à l'Université de

²³⁴ Cf. www.cf2r.org/fr/equipe-de-recherche.php

²³⁵ Cf. www.cf2r.org/fr/rapports-de-recherche/index.php

²³⁶ Arboit, Gérald et Dénécé, Éric, *Les études sur le renseignement en France, op.cit.*, p. 25.

²³⁷ Cf. pour plus de détails le site à l'adresse : www.cf2r.org/fr/diplome-privé-etudes-superieures-management-des-agences-de-renseignement-et-de-secu.php

²³⁸ Cf. www.cf2r.org

²³⁹ www.cf2r.org/fr/renseignement-et-operations-speciales.php

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Marne-la-Vallée, aucune institution de recherche, université française ou CNRS, n'a jamais traité du renseignement.

Seule la récente Agence Nationale pour la Recherche²⁴⁰, élément central du processus de réforme du secteur national de la recherche, a pris en charge cette thématique. Cela est d'ailleurs tout à fait significatif d'un changement de perspective à l'occasion de l'instauration d'un nouveau dispositif d'enseignement supérieur et de recherche. Nous présentons ici les projets ANR qui touchent au renseignement.

Les ruptures institutionnelles s'accompagnent souvent d'innovations sémantiques, et donc, pour reproduire le phrasé qui semble s'imposer dans le « milieu universitaire », la « première ANR » que nous mentionnons est « l'ANR INTERSECTS » : « La production d'information et de connaissances sur les menaces contre la sécurité et l'ordre public dans les quartiers sensibles (analyse sociologique des dispositifs publics de prévention des risques en France et aux États-Unis) ». Celle-ci a été financée à hauteur de 250 000 euros. Son responsable scientifique est Thierry Delpuech, de l'ENS Cachan. INTERSECTS signifie : « Intelligence des Risques touchant à la Sécurité dans les Territoires Sensibles ». On peut affirmer pour le moins que ce programme ANR est coordonné en toute discrétion. La seule mention qui en apparaisse publiquement à notre connaissance est la participation de Thierry Delpuech à une conférence « *Structures, Processes and Consequences in the Use of Surveillance and Intelligence Databases* » organisée en 2007 au Ceri par Gary T. Marx, sociologue et criminologue au MIT²⁴¹. Hormis cela, « cette ANR » (qui touche manifestement aux problématiques de la surveillance et du renseignement au sens où l'entend par exemple la Gendarmerie nationale au travers de sa notion

²⁴⁰ Sur l'histoire et les missions de cette institution qui n'est pas encore très connue par comparaison avec les Universités ou le CNRS, et pour saisir le rôle croissant qu'elle est appelée à jouer à l'avenir en terme de perspectives de recherche, voir : www.agence-nationale-recherche.fr/missions-et-organisation/missions. Notons que l'ANR a été créée en 2007 mais existait auparavant sous un autre statut juridique.

²⁴¹ Marx, Gary T. « Structures, Processes and Consequences in the Use of Surveillance and Intelligence Databases », Conférence tenue le 24 octobre 2007 de 14h00 à 17h00 au Ceri-Sciences Po.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

de « surveillance générale »²⁴²) se déroule manifestement en toute confidentialité²⁴³.

Une « autre ANR » est le programme CSOSG : Concepts, Systèmes et Outils pour la Sécurité Globale). Initiée en 2007, elle met en place, à l'Université de Troyes, un programme annuel. Il s'agit d'un programme très orienté sur les recherches technologiques et leurs usages. Pertinente pour la présente recension centrée sur le renseignement, l'édition 2008 du programme CSOSG a bénéficié d'un cofinancement de deux ministères, respectivement le ministère de la défense au travers de la Délégation Générale pour l'Armement et le ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités Territoriales au travers de la Direction Générale de la Police Nationale. Le montant total de ces cofinancements est de 2 960 000 euros (2 000 000 euros pour la DGA et 960 000 euros pour la DGPN)²⁴⁴. En 2008, l'un des projets financés par ce programme, à hauteur de 1 146 717 € s'intitulait : « CAHORS - Cotation, Analyse, Hiérarchisation et Ontologies pour le Renseignement et la Sécurité »²⁴⁵. Le CSOSG organise par ailleurs une imposante manifestation annuelle, le WISG, *Workshop* interdisciplinaire sur la sécurité globale, à Troyes, tous les ans. Le WISG propose début 2011 sa cinquième édition. L'objectif affiché est « *entre autres, de sensibiliser toutes les communautés académiques a priori concernées (que ses membres soient déjà impliqués dans le domaine de la sécurité globale ou qu'ils ne connaissent pas toute l'activité relative à cette thématique), pour quelles fassent le point sur les avancées, sur les problèmes scientifiques et ruptures technologiques, prennent des*

²⁴² cf. Dieu, François et Mignon, Patrick, *Sécurité et proximité. La mission de surveillance générale de la gendarmerie*, L'Harmattan, coll. « Sécurité et Société », 2001.

²⁴³ On peut cependant avoir une idée des axes de recherche de Thierry Delpeuch en consultant un article publié à l'époque où il dût candidater à l'appel d'offre : Delpeuch, Thierry, « Les nouvelles politiques de sécurité en trompe-l'œil ? Les réformes dans le champ de la sécurité publique à l'épreuve des recherches en sciences sociales », *Droit et Société*, n° 61, 2006. Cet article, au demeurant, ouvre des perspectives complémentaires à celles que nous proposons dans le présent rapport.

²⁴⁴ Source : <http://www.agence-nationale-recherche.fr/programmes-derecherche/appel-detail/concepts-systemes-et-outils-pour-la-securite-globale-2008/>

²⁴⁵ Il impliquait des acteurs tels que Thales communication SA, le laboratoire LIP6 de l'Université Pierre & Marie Curie (UMR 7606), l'ONERA, Thales Research and Technology, Arisem, l'Institut Jean Nicod du CNRS (UMR 8129).

Source : <http://www.agence-nationale-recherche.fr/documents/aap/2008/finances/csosg-2008-finances.pdf>

contacts, imaginent des projets communs, se rapprochent des industriels, des prescripteurs et des utilisateurs finals qui seront présents afin de pouvoir participer à consortiums existants, ou contribuer à l'émergence de nouveaux consortiums, ce dans la perspective d'initialiser des travaux et de prendre part aux appels à projets (ANR - CSOSG, 7^{ème} PCRD...), dont le workshop sera l'occasion de présenter les contenus »²⁴⁶.

3.3.2.2 Le programme Information ouverte information fermée (IOIF)

Il s'agit là du premier programme ANR qui soit spécifiquement dédié au renseignement. En 2006, Sébastien Laurent, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Bordeaux III - Michel de Montaigne, remporte un appel d'offre ANR Jeune chercheur en proposant un programme « blanc » sur le renseignement. *De facto*, les travaux de ce programme ANR s'articulent étroitement avec les recherches personnelles de Sébastien Laurent, et par souci de clarté et de simplicité, nous présentons les deux conjointement. Le programme IOIF s'est déployé sur quatre ans, de 2006 à 2010.

Le projet scientifique originel de l'IOIF repose sur « *le constat d'une absence, en France, de travaux historiques sur ce thème alors que les Intelligence Studies connaissent en Grande-Bretagne et en Amérique du nord un fort développement depuis une vingtaine d'années* »²⁴⁷. Se retrouve donc ici le diagnostic, universellement partagé comme cela a été montré dans les pages qui précèdent, d'un déficit en terme de recherche. En l'espèce, le programme vise donc à palier cette carence dans une perspective historique définie en trois points : « *1. Le renseignement étant un élément (théoriquement) enrichi par la vérification, l'analyse et la synthèse, un premier volet de son étude concerne l'histoire de l'information. Or, l'histoire de l'information repose principalement sur l'étude de l'information ouverte et ne s'intéresse que dans une moindre mesure à l'étude de l'information fermée, objet d'une partie du processus de renseignement et d'espionnage. 2. Le renseignement parvient à un décideur ou à un groupe de décideurs. Le renseignement intéresse alors l'histoire de la décision. On peut alors analyser son cheminement, celui du « cycle du renseignement », qui va de la collecte à l'exploitation. C'est un aspect du sujet qui est dominant dans l'école anglo-américaine du renseignement et souvent absent chez les historiens français des relations internationales qui ont logiquement privilégié l'étude du renseignement recueilli par l'appareil diplomatique au détriment d'autres corps de l'État. 3. Les deux premiers aspects privilégient le renseignement, comme objet*

²⁴⁶ <http://www-wisg2010.utt.fr/index.htm>

²⁴⁷ Source : <http://www.ioif.fr/infos/projet-fr.html>

historique en soi. L'IOIF adoptera une autre perspective fondée sur trois éléments : une histoire (a) des organisations de renseignement (b) et des corps professionnels qui les animent enfin (c) de leurs pratiques »²⁴⁸.

Le terme d'« information » est, dans le cadre de ce programme de recherche, décliné au sens large, comprenant les savoirs techniques et pratiques, les connaissances savantes mais aussi l'intelligence économique et l'information politique ; l'ensemble ressortant au domaine du « renseignement »²⁴⁹. Enfin « l'objectif principal est de déboucher sur la publication d'un Dictionnaire historique et critique du renseignement »²⁵⁰. Composé initialement de 22 chercheurs, ce programme financé par l'ANR a la vocation « d'être la première structure en France de recherche pluridisciplinaire (histoire, science politique, droit) sur le renseignement, composée majoritairement de jeunes chercheurs (moyenne d'âge : 38,4 ans) travaillant en étroites relations avec des chercheurs étrangers »²⁵¹. L'ambition de Sébastien Laurent était de réunir des chercheurs avec le plus large horizon disciplinaire possible²⁵². Les travaux menés et pour une part publiés dans le cadre de ce programme montrent que cet objectif a été indéniablement atteint.

Le site internet de l'IOIF relate en détail l'ensemble des activités, et notamment les quatre colloques qui ont structuré ce programme. Deux d'entre eux ont été publiés. Il s'agit de *Politiques du renseignement*, aux Presses Universitaires de Bordeaux, et *Entre l'État et le marché : l'information et l'intelligence économique en France*, publié au *Nouveau Monde*, tous deux en 2009²⁵³. Deux colloques n'ont pas encore été publiés et nous reproduisons en annexe les programmes qui relatent des travaux qui y ont été menés. Ils feront l'objet d'une publication prochaine. L'un s'intitule « Pratiques, acteurs et usages de la surveillance politique XIX^e-XX^e siècles » et se tint le vendredi 18 avril 2008. L'autre s'intitule « Information, renseignement et diplomatie dans la politique étrangère » et se tint les 9 et 10 octobre 2008.

²⁴⁸ *Idem.*

²⁴⁹ *Idem.*

²⁵⁰ *Idem.*

²⁵¹ *Idem.*

²⁵² Source personnelle de l'auteur, entretien réalisé le 20 août 2010.

²⁵³ Laurent, Sébastien (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009 ; Laurent, Sébastien (dir.), *Entre l'État et le marché : l'information et l'intelligence économique en France*, Paris, *Nouveau Monde Éditions*, collection « Le Grand Jeu », 2009.

Le programme IOIF s'insère dans la trajectoire bibliographique de Sébastien Laurent. Celui-ci a décrit avec précision, dans son mémoire de synthèse pour l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, le trajet qui l'a conduit de ses recherches doctorales sur Daniel Halévy²⁵⁴ aux problématiques du renseignement²⁵⁵. Il est significatif que son parcours croise l'ensemble du mouvement de recherche qui a vu éclore les études sur le renseignement en France. Il travailla sur ces thématiques avec Olivier Forcade au sein de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr (qu'ils prolongeront ensuite dans le cadre d'un enseignement d'ouverture au sein du premier cycle de Sciences Po). Il participa au séminaire de l'Amiral Lacoste au CESD et présenta les premiers résultats de ses recherches personnelles sur le renseignement dans une communication sur le BCRA et l'armée d'armistice en mars 1998²⁵⁶. Les enseignements communs avec Olivier Forcade ont donné lieu à la publication de *Secrets d'État : Pouvoirs et renseignement dans le monde contemporain* en 2005²⁵⁷. En parallèle, des fonctions au sein du SHD à Vincennes l'amènèrent à travailler, à partir d'une réflexion épistémologique archivistique plus vaste²⁵⁸, sur les problématiques de l'accès aux sources primaires et à la classification, qui

²⁵⁴ Laurent, Sébastien, Daniel Halévy, *du libéralisme au traditionalisme*, Paris, Grasset, 2001, l'ouvrage est préfacé par Serge Berstein. Voir aussi l'édition critique de Daniel Halévy, *L'Europe brisée, journal et lettres (1914-1918)*, Paris, de Fallois, 1998. Pour une bibliographie exhaustive des travaux de Sébastien Laurent, voir sa page sur le site du CRH de Sciences Po : <http://centre-histoire.sciences-po.fr/centre/chercheurs/laurent.html> Sébastien Laurent revient, en aval de ses recherches sur le renseignement, à des thématiques de biographie d'hommes politiques influents dans l'histoire contemporaine avec la codirection de *Paul Delouvrier, un grand commis de l'État*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2005.

²⁵⁵ Laurent, Sébastien, *Au cœur de l'État : le renseignement, le politique et la formation de l'État secret dans la France contemporaine (XIX^e-XX^e siècles)*, Mémoire de synthèse en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches en histoire contemporaine, sous la direction du Professeur Jean-François Sirinelli, École doctorale de Sciences Po, soutenue le 26 avril 2007. Voir notamment les pages 7 à 18 pour la « trajectoire intellectuelle » menant à l'étude du renseignement.

²⁵⁶ « Renseignement militaire et action politique : le BCRA et les services spéciaux de l'armée d'armistice », prononcée en mars 1998 et reproduite dans Lacoste, Pierre, *Le renseignement à la française, op. cit.* pp. 79-99.

²⁵⁷ Forcade, Olivier et Laurent, Sébastien, *Secrets d'État : Pouvoirs et renseignement dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2005.

²⁵⁸ Laurent, Sébastien, Rouquet, François, Richard, Gilles, et Lemarchand, Yannick (Dirs.), *L'exploitation scientifique des archives*, Paris, Apogée, 2005.

produisirent l'ouvrage de référence *Archives « secrètes », secrets d'archives ?*²⁵⁹ en 2003. Dans le sillage du projet ANR à Bordeaux III, il crée au sein du CRH de Sciences Po Paris le groupe METIS, présenté ci-après, avec Olivier Forcade et Philippe Hayez.

Ainsi, la recherche personnelle de Sébastien Laurent, son articulation avec le programme IOIF d'une part et le séminaire METIS d'autre part, présente un programme de recherche et est réellement suivi, évolutif et appuyé sur des rattachements institutionnels multiples. Il s'agit d'une démarche qui peut réellement revendiquer de concrétiser, dans son propre champ et en l'espèce dans une démarche historique, les objectifs qui avaient assignés initialement par Maurice Vaisse puis l'Amiral Lacoste, de voir émerger une authentique recherche universitaire de long terme et structurée. De la sorte, liée aux travaux menés par ailleurs à Paris IV sous l'égide d'Olivier Forcade, et qui s'inscrivent là aussi dans la durée, il nous semble assez logique que la première saison du séminaire METIS (cf. ci-après) enregistre ce que ses organisateurs ont appelé un « printemps du renseignement » dans les institutions françaises au tournant des années quatre-vingt-dix, car la réforme institutionnelle trouve son écho dans l'éclosion des études sur le renseignement, qu'elle a sans doute favorisé. Sébastien Laurent a récemment publié le mémoire principal de son HDR sous le titre *Politiques de l'ombre. État, renseignement et surveillance en France*, en 2009²⁶⁰.

3.3.3 Les travaux menés à Paris IV-Sorbonne

Notamment sous l'impulsion des recherches d'Olivier Forcade, l'université Paris IV-Sorbonne élargit les approches historiques et militaires du renseignement à l'approche internationaliste²⁶¹. Olivier Forcade a soutenu une HDR en décembre 2005 à Paris IV, consacrée à *L'État, le renseignement et les services spéciaux militaires en France de 1919 à 1939*, dans un dossier général intitulé « De la censure politique au renseignement : l'État, le renseignement et les pouvoirs publics 1914-1939 ». Cette étude a été publiée sous le titre *La*

²⁵⁹ Laurent, Sébastien (Dir.), *Archives « secrètes », secrets d'archives ? L'historien et l'archiviste face aux archives sensibles*, Paris, CNRS éditions, 2003.

²⁶⁰ Laurent, Sébastien, *Politiques de l'ombre. État, renseignement et surveillance en France*, Paris, Fayard, 2009.

²⁶¹ Nous remercions le Professeur Forcade pour les notes qu'il a bien voulu nous faire parvenir. La présente section est largement établie à partir de celles-ci.

République secrète. Histoire des services spéciaux militaires français de 1918 à 1939 dans la collection créée avec S. Laurent fin 2007²⁶². L'ouvrage est une exploration méthodique des archives des services spéciaux militaires et, à moindre degré, de celles de la sûreté générale.

En analysant le renseignement essentiellement par l'approche des relations internationales, par l'histoire stratégique et militaire, ou encore par l'analyse des politiques du renseignement dans les États²⁶³, l'Université de Paris IV se positionne donc comme l'un des principaux établissements universitaires pour accompagner le développement des études de renseignement dans les sciences humaines et sociales en France. La Faculté d'histoire de Paris IV-Sorbonne permet désormais que des enseignements et des recherches sur l'histoire du renseignement se conçoivent à trois niveaux.

3.3.3.1. Les enseignements sur le renseignement

Des enseignements sur le renseignement sont enchâssés dans les enseignements spécialisés de licence 3 et les cours optionnels de master 1 (cours des Pr. Jean-Noël Luc, « Défense, sécurité, gendarmerie, police XIX-XXI^e s.... » ; Jacques Frémeaux, « Histoire des armées et de la guerre, 1815 à nos jours » ; Olivier Forcade, « Histoire des relations internationales » ; Tristan Lecoq, ancien adjoint au SGDN, 1998-2004, « Géopolitique et défense de la France »). Plus largement, un séminaire général d'histoire des questions militaires et de sécurité incluant le renseignement a été ouvert en 2010-2011, rassemblant des historiens de l'antiquité à l'histoire contemporaine, avec un thème annuel d'étude (insurrection et contre-insurrection en 2010-2011).

²⁶² Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux militaires français de 1918 à 1939*, NME, 2008.

²⁶³ Par exemple, Olivier Forcade, « L'exploitation du renseignement stratégique en 1936-1938 », in Georges-Henri Soutou, Jacques Frémeaux, Olivier Forcade (dir.), *L'exploitation du renseignement en Europe et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960*, actes du colloque international des 3 et 4 juin 1998, Paris, *Économica*, 2001, p. 83-98. et « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », communication au colloque *Michel Debré, chef de gouvernement* organisé par le CHEVS-FNSP, Palais du Luxembourg, 14-16 mars 2002, sous la direction de Serge Berstein, Pierre Milza, Jean-François Sirinelli, PUF, 2005, p. 489-513.

3.3.3.2. *Le séminaire de recherche de master et doctoral*

Un séminaire de recherche de master 2 et doctoral sur « Le renseignement dans les relations internationales aux XX-XXI^e siècles » a été ouvert en 2008 par Olivier Forcade parallèlement au séminaire METIS de Sciences Po. Ce séminaire de recherche sur l'histoire du renseignement est annuel, avec deux heures hebdomadaires sur 25 semaines, et présentant une approche d'histoire des relations internationales. Le thème de l'année 2008-2009 était « La décision, le renseignement dans les relations internationales de 1914 à 1989 », celui de 2009-2010 portait sur « Les coopérations internationales de renseignement dans les relations internationales de 1914 à 2001 »²⁶⁴. Le programme de 2010-2011 se consacre aux « communautés nationales de renseignement dans les relations internationales de 1940 à 2010 » afin d'interroger la notion proposée²⁶⁵.

²⁶⁴ Exemple de programme du séminaire de master 2 et doctorat d'O. Forcade à Paris IV (2^e semestre 2010) : « Le renseignement, la décision et les coopérations secrètes dans les relations internationales aux XX^e et XXI^e siècles » : *Les coopérations secrètes : présentation et bibliographie ; Les coopérations secrètes de la Seconde Guerre mondiale à l'après-guerre froide ; Les coopérations alliées et le partage du renseignement durant la Seconde Guerre mondiale* ; Daniel Cordier, ancien secrétaire de Jean Moulin, Autour de son dernier livre, *Alias Caracalla*, Gallimard, 2009 ; Sébastien Albertelli, Lycée Voltaire- IEP Paris, *Le BCRA et les services secrets anglo-saxons pendant la Seconde Guerre mondiale ; La coopération anglo-américaine au début de la Guerre froide* ; Morgan Vasner, Université Paris IV-Sorbonne, *Les coopérations secrètes du renseignement américain pendant la Guerre froide : l'exemple du Moyen-Orient entre 1967 et 1973* ; Frédéric Guelton (colonel), chef du département terre, Service historique de la Défense *Les réseaux et les cellules stay-behind pendant la Guerre froide ; Les coopérations secrètes de l'URSS et de ses satellites pendant la Guerre froide : la Stasi ; Michel Debré, la guerre d'Algérie et le renseignement : comment coopérer pour le renseignement français ?* ; Tristan Lecoq, directeur du CIEP et professeur à l'Université de Paris IV-Sorbonne, *La structuration du renseignement français sous la V^e République : un outil pour coopérer ?* ; Philippe Hayez, Conseiller référendaire à la Cour des Comptes, *Les coopérations modernes en matière de renseignement*.

²⁶⁵ Programme du séminaire de master 2 et doctorat d'O. Forcade à Paris IV (1^{er} semestre 2010-2011) : « Les communautés nationales de renseignement dans les relations internationales de 1940 à 2010 » : Olivier Forcade, *Interroger la notion française de « communauté de renseignement » : l'exemple de la commission interministérielle du renseignement française en 1937* ; Olivier Forcade, *La Seconde Guerre mondiale comme dynamique d'organisation des communautés de renseignement 1939-1945* ; Tristan Lecoq, Inspecteur général de l'Éducation nationale et Professeur associé à Paris IV-Sorbonne, *Le renseignement en France sous la V^e République : y a-t-il une communauté du renseignement ?* ; Amiral Pierre Lacoste, ancien directeur général de la sécurité extérieure, *Culture française du renseignement et communauté nationale du renseignement : logiques et pratiques* ; Olivier Forcade, *L'influence des débuts de la guerre froide sur l'organisation de la communauté américaine de renseignement* ; Guillaume

3.3.3.3. *Les recherches de niveau master, doctorat et HDR*

Une dizaine de sujets de recherche sont déposés chaque année depuis 2008, du master 1 au sujet de doctorat. Des premiers doctorants travaillent sur ces questions, parmi lesquels : François Romon, *Le renseignement technique en France en 1940-1943*, thèse inscrite en 2009 ; Baptiste Colom y Canals, *Le renseignement aérien en France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale*, thèse inscrite en 2010, Benoît Guérin, *La politique stratégique de la Chine de Mao 1949-1976 : le point de vue de la communauté américaine du renseignement* (thèse en cours d'inscription en 2011...). En 2011, deux HDR dont O. Forcade est le garant seront soutenues à Paris IV Sorbonne : Françoise Thom, maître de conférences à Paris IV, avec une recherche biographique inédite à partir des archives soviétiques sur *Beria*, en juin 2011 ; Guillaume Bourgeois, maître de conférences à l'Université de Poitiers, avec une recherche inédite sur *le Komintern, le GRU et le renseignement soviétique de la fin de la Première à la fin de la Seconde Guerre mondiale*, en novembre 2011.

3.3.4. *Les travaux dans le cadre de Sciences Po Paris*

Sciences Po Paris se trouve positionné au sein des études sur le renseignement d'une part par l'animation d'un groupe de recherche et d'autre part par le développement d'une offre d'enseignements spécialisés en progression.

3.3.4.1. *METIS au Centre d'Histoire de Sciences Po*

Dans le double prolongement du cours qu'ils avaient assuré dans le premier cycle de Sciences Po de 2001 à 2004 (cf. ci-après) et des premiers résultats de la recherche menée dans le cadre de Paris IV et de l'ANR IOIF, Olivier Forcade et Sébastien Laurent, rejoints par Philippe Hayez²⁶⁶ créent ensemble

Bourgeois, Maître de conférences à l'Université de Poitiers, *Les communautés d'agents de renseignement soviétiques à l'épreuve des contre-espionnages* ; Françoise Thom, maître de conférences à l'Université de Paris IV-Sorbonne, *Beria et Staline, les enjeux du MGB de part et d'autre de la Seconde Guerre mondiale* ; Olivier Forcade *Place et fonctions de la CIA dans la communauté américaine au début de la Guerre froide* ; Wolfgang Krieger, professeur à l'université de Marburg, *L'organisation Gelhen et le renseignement allemand après 1949 : une communauté sous influence ?* ; Pierre Razoux, directeur d'études au collège de l'Otan, Rome, *Comment définir la communauté israélienne du renseignement à la naissance de l'État d'Israël (1949-début des années 1960) ?*

²⁶⁶ Philippe Hayez est Conseiller Maître à la Cour des Comptes, ancien Directeur adjoint de la Direction du renseignement de la DGSE. Il enseigne par ailleurs à Sciences Po.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

début 2008 le groupe METIS au sein du Centre d'Histoire de Sciences Po²⁶⁷. Ce groupe prolonge en quelque sorte la commission « Histoire du renseignement » qui avait fonctionné au CEHD de 1995 à 2005 puis le séminaire animé par l'Amiral Lacoste dans le cadre du CESD. Son principe consiste à proposer deux cycles de conférences-discussions, appelées « saisons », par année universitaire. Les cycles ont été organisés sur les problématiques suivantes :

- Printemps 2008 (1^{ère} saison) : « 1988-1992 : Le « printemps du renseignement français ? » ;
- Automne 2008 (2^{ème} saison) : « L'adaptation du renseignement aux crises balkaniques des années 1990 » ;
- Printemps 2009 (3^{ème} saison) : « Le renseignement post-colonial » ;
- Automne 2009 (4^{ème} saison) : « Fiction(s) et réalité(s) de l'espionnage » ;
- Printemps 2010 (5^{ème} saison) : « Les formes de contrôle parlementaire du renseignement en Europe »²⁶⁸.

Ce groupe a été une « création spontanée »²⁶⁹ suite à la rencontre des trois fondateurs et à leurs discussions en 2007. Leur ambition est de proposer une plateforme pour les études sur le renseignement. Le travail s'effectue sous quelques conditions : rigueur scientifique, non-politisation et « bienveillance »²⁷⁰ à l'égard du public. Vient assister librement qui le souhaite. Sans qu'il y ait un recensement précis qui soit effectué, le public est, d'après les organisateurs, en moyenne composé de 1/3 d'étudiants (principalement de niveau Master et de doctorants), de 1/3 de membres actifs ou d'anciens des services, et de quelques journalistes (le groupe fonctionne selon les *Chatham Rules*)²⁷¹.

À l'automne 2010, la sixième s'intitule : « Le renseignement militaire écartelé ? » et porte pour la première fois sur un éclairage spécifique des rapports entre

²⁶⁷ La proposition de créer un tel séminaire avait été lancée par Jean-François Sirinelli à Olivier Forcade.

²⁶⁸ Cf. <http://centre-histoire.sciences-po.fr/centre/groupes/renseignements.html>

²⁶⁹ Philippe Hayez, source personnelle de l'auteur, entretien réalisé le 20 août 2010.

²⁷⁰ Idem.

²⁷¹ Source personnelle de l'auteur, entretien avec Sébastien Laurent le 20 août 2010.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

défense et renseignement au travers de la question du renseignement militaire. En voici le programme, annoncé juste avant le bouclage du présent rapport.

La connaissance de l'adversaire extérieur a toujours été une composante traditionnelle du renseignement, faisant du renseignement militaire une matrice de la constitution des appareils modernes de renseignement. Les services de renseignement militaire représentent ainsi une des composantes les mieux établies des communautés nationales de renseignement et entretiennent des liens très structurés entre eux.

Ces services ont pourtant connu une profonde transformation au cours des dernières décennies, dont témoigne, en France, la création en 1992 de la direction du renseignement militaire (DRM), censée traiter du «renseignement d'intérêt militaire». L'élargissement de leur champ de compétence, les exigences accrues du soutien des forces armées en opérations extérieures, le développement des actions spéciales, les évolutions des technologies de détection et surveillance du champ de bataille ont pourtant exercé leur pression sur ces appareils, conduisant certains experts à pronostiquer la fin du renseignement militaire. La plupart d'entre eux reconnaissent que la fonction de renseignement militaire a en tout état de cause dépassé les organes qui en sont expressément chargés.

Pour faire le point sur cette hypothèse de l'écartèlement du renseignement militaire, METIS a convié des experts et praticiens pour nous présenter leur point de vue et débattre des thèmes suivants:

- lundi 27 septembre 2010 : « **Les nouveaux besoins en renseignement des commandants d'opérations militaires : l'exemple de la Côte d'Ivoire** » avec le **Général Bruno CLEMENT-BOLLEE**, directeur de la coopération de sécurité et de défense au ministère des Affaires étrangères, ancien Commandant de l'opération LICORNE (2008-2010)

- lundi 11 octobre 2010 : « **Renseignement militaire et forces spéciales: convergence ou concurrence ?** » avec le **Général Christophe GOMART**, adjoint au Coordonnateur national du renseignement, ancien Commandant du 13^{ème} RDP (2003-2005)

- lundi 8 novembre 2010 : « **L'intégration du renseignement dans les unités opérationnelles : l'exemple de l'Afghanistan** » avec le **Général Marcel DRUART**, Chef de la division Opérations de l'Otan, ancien Commandant de la TF LAFAYETTE en Afghanistan (2008-2009)

- lundi 22 novembre 2010 : « **Les drones : quel parti en tirer ? A qui les confier ?** » avec le **Gal André RANSON**, ancien Commandant des opérations spéciales (2000-2001), ancien Directeur du renseignement militaire (2001-2005), et **Nicolas CHAMUSSY**, directeur des programmes de drone, EADS
- lundi 6 décembre 2010 : « **Le renseignement militaire en réseaux : les réseaux internationaux** » (intervenants à préciser)²⁷²

3.3.4.2. Le développement des enseignements au sein de Sciences Po

Suite à leur collaboration, à Saint Cyr notamment, Olivier Forcade et Sébastien Laurent proposent un enseignement sur le renseignement en 2^e année, de 2001 à 2004. Ils ont assuré conjointement un « enseignement d'ouverture » (cours optionnel et spécialisé qui vient compléter les cours magistraux fondamentaux et les conférences de méthode, forme de TD propre à Sciences Po). C'est au sein de ce cours que l'ouvrage *Secrets d'État : Pouvoirs et renseignement dans le monde contemporain* a été préparé²⁷³. Pascal Krop, Xavier Raufer et Roger Faligot ont également assuré des enseignements au début des années 2000. Depuis 2007, Philippe Hayez assure un enseignement au sein du Master Affaires Internationales. Ce cours a toujours lieu et s'intitule « Les politiques du renseignement »²⁷⁴. Pour l'année universitaire 2010-2011, la *Paris School of International Affairs*, qui regroupe toutes les anciennes mentions du Master Affaires Internationales, propose une offre de cours importante : le cours de Philippe Hayez ; « *Strategic Intelligence* » (en Anglais), par Olivier Chopin et Bastien Irondele²⁷⁵ et « Renseignement et terrorisme » par Jean-Pierre Pochon. Avec d'autres cours qui ne sont pas centrés sur le renseignement mais l'intègrent néanmoins (« *Security and Technology* », par Ayse Ceyhan ; « Menaces et terrorisme » par Jean-François Claire et Philippe Migaud ; « Sécurité,

²⁷² Metis, reproduction du programme de conférences dans le cadre du CRH de Sciences Po.

²⁷³ Forcade, Olivier et Laurent, Sébastien, *Secrets d'État : Pouvoirs et renseignement dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2005.

²⁷⁴ Source personnelle de l'auteur, entretien réalisé le 20 août 2010.

²⁷⁵ Olivier Chopin assure par ailleurs un « enseignement électif » (nouvelle dénomination des « enseignements d'ouverture » présentés plus haut) depuis 2008. D'abord assuré en français (« Le renseignement dans les sociétés démocratiques » en 2008), cet enseignement est proposé en anglais depuis 2009 (« *Secret Intelligence and Democratic Societies* »).

contrôle, surveillance » par Jean de Maillard et Olivier Chopin, etc.), Sciences Po représente sans doute l'offre la plus importante d'enseignement sur le renseignement en France dans le cadre d'une formation généraliste de l'enseignement supérieur.

3.4. Les linéaments d'une école française du renseignement ?

Nous venons de suggérer que les études françaises sur le renseignement atteignent maintenant le degré de maturité qui se conforme aux standards académiques des pays qui ont précédé la France dans le développement d'études sur le renseignement. Cela permet-il d'affirmer que l'on passe enfin d'un « renseignement à la française » à une « école française du renseignement » ?²⁷⁶ Il serait assez symbolique que cela se produise au moment même où l'État reconfigure sa propre recherche stratégique et instaure une Académie du renseignement au sein de son dispositif d'enseignement. Cette discussion n'entre pas dans le cadre de cette étude, mais à tout le moins peut-on renvoyer aux deux textes qui structurent ces éléments de contexte : le rapport de l'IHESI rédigé par Alain Bauer²⁷⁷ et la tribune de Michel Rocard dans *Le Figaro*, « Pour une politique de renseignement »²⁷⁸.

Au terme de cette recension, nous nous trouvons précisément au point où doivent être discutées les perspectives de recherche en France. Cette discussion devrait idéalement être la plus large et la plus ouverte possible. Il conviendrait de prime abord de réfléchir au cadre dans lequel celle-ci pourrait être tenue.

Il apparaît nettement, dans les pages qui précèdent, qu'un critère pertinent pour établir la spécificité des études françaises sur le renseignement résiderait dans le consensus sur le paradigme de la « culture du renseignement ». Celui-ci est presque universellement évoqué, tant par les chercheurs que par les acteurs

²⁷⁶ Voir par exemple le numéro spécial des *Cahiers de la sécurité* (INHESJ) coordonné par Marc Cools, Olivier Forcade et Bertrand Warusfel, *Le défi du renseignement*, septembre 2010, n° 14 ; on remarquera notamment la profession de foi de Michel Rocard.

²⁷⁷ Bauer, Alain, « Décele, Etudie, Former : une voie nouvelle pour la recherche stratégique », *Cahiers de la sécurité*, supplément au n° 4, INHES, avril-juin 2008. Le document peut être téléchargé à l'adresse suivante :

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000174/0000.pdf>

²⁷⁸ Rocard, Michel, « Pour une politique de renseignement », *Le Figaro*, édition du 7 mars 2008. C'est la première fois qu'une formule proche de l'intelligence policy est employée.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

et témoins du renseignement. On a vu qu'il est au fondement des vagues successives d'animation de la recherche sur cet objet, et qu'il en est même d'un certain point de vue l'objet, le cœur problématique. D'ailleurs, les chercheurs étrangers qui s'intéressent au cas français reprennent et corroborent cette perception de soi au niveau national, cette façon de penser les problématiques du renseignement et de poser le diagnostic d'un déficit en terme d'études et de recherche à leur endroit²⁷⁹. Que l'on nous permette ici une remarque en forme de commentaire. Nous préférons nous référer à un « paradigme de la culture du renseignement » plutôt qu'à un paradigme qui serait *culturaliste* du renseignement, puisque la discussion nationale qui a accompagné les premières études du renseignement n'est pas apparentée à la position épistémologique du culturalisme tel qu'il existe dans les sciences humaines en général et dans la science politique en particulier (si tant est qu'il y ait une unité épistémologique à ce terme, etc.). Il faut comprendre que ce thème, cette double formule de culture du renseignement ou de renseignement à la française, est l'endroit d'un paradoxe. Il y a doublement une culture française du renseignement, et la façon dont le problème a été pensé à l'initiative de l'Amiral Lacoste le prouve. Le premier élément de la culture française du renseignement est précisément d'être incapable de penser le problème du renseignement en France autrement que sur le mode de l'absence de cette culture. Le second élément réside dans le contenu de la revendication de cette culture : il faut obtenir plus de reconnaissance pour les problématiques du renseignement, qui est déprécié si ce n'est proprement ignoré dans le reste de l'État, le monde économique et la société. Or les communautés du renseignement qui se sont développées ailleurs ont certes créé une « culture », mais en aval d'une institutionnalisation reposant sur des fonctions. S'il y a là-bas des cultures nationales du renseignement, c'est en lien avec la notion de Communauté du renseignement dans l'État ou le gouvernement (*Intelligence Communities*). Le risque de l'approche « culturelle » français est qu'il soit difficile de sortir d'un mode de perception de notre situation autrement que sur un mode *individualisé* et *psychologique*. En ce sens, c'est seulement si une communauté du renseignement dans l'État finit par exister, par exemple au travers de l'Académie du

²⁷⁹ C'est le cas notamment de Douglas Porch dans son ouvrage classique : Porch, Douglas, *The French Secret Services*, New York, Oxford University Press, 1997 ; et plus récemment et plus spécifiquement : Becker, Anja, « *The spy who couldn't possibly be French. Espionnage and Culture in France* », *Journal of Intelligence History*, Summer 2001.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

renseignement, qu'il pourra y avoir réellement une « communauté épistémique » organisée autour de l'étude du renseignement. Sinon, nous resterons dans des démarches de recherche au fond individuelles, quand bien même elles seraient de grande ampleur. De ce point de vue, il serait tout à fait possible d'interpréter le *consensus* culturel comme l'expression d'un besoin de reconnaissance d'un *corps* en puissance dans l'État français, qui tarde à se penser et à se déclarer comme tel.

L'intérêt des travaux les plus récents, que nous avons présentés à l'instant, consiste donc à proposer enfin un dépassement de ce paradoxe autour de la « culture » du renseignement. Ils dégagent fonctionnellement le renseignement des problématiques culturelles pour les lier en profondeur à la catégorie d'État. Au fond, nous confirmons quelques années plus tard les suggestions de l'historien britannique Peter Jackson qui croyait percevoir en 2006 les linéaments d'une authentique école française. Précisément, dans son texte qui titre sur « l'émergence d'une école française des *intelligence studies* », c'est le recentrage sur le concept d'État qui est pour lui la condition de possibilité de cette émergence²⁸⁰. Et d'autres regards étrangers appuient cette confirmation²⁸¹. En tentant de dégager les caractéristiques de cette « école française » en déploiement, en se référant par exemple aux travaux menés autour de l'IOIF ou des récents séminaires de METIS, on obtiendrait donc : une exigence particulière de documentation et d'appui sur les archives ; en conséquence une articulation rigoureuse des études de cas et d'une réflexion théorique ; un centrage, assez proche de celui des Britanniques, des pratiques du renseignement autour de la collecte (ou recueil) plutôt que de l'analyse ; une volonté d'établir un lien entre le plan de l'État dans sa globalité et les pratiques politiques particulières étudiées avec la plus grande précision (ni théorie générale ni pures *case studies* donc, mais une articulation des deux).

On pressent donc que le mouvement de recherche qui a lieu en France cherche à ne pas être trop dépendant des concepts anglo-saxons et surtout américains. En s'appuyant sur la tradition nationale multidisciplinaire de l'étude de l'État (notamment en Histoire, en Droit, et en Science politique,

²⁸⁰ Jackson, Peter, « Intelligence and the State. An emerging 'French School' of Intelligence Studies », *Intelligence and National Security*, December 2006.

²⁸¹ Kahn, David, « Intelligence Studies on the Continent », *Intelligence and National Security*, Vol. 23/2, April 2008, pp. 249-275.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

mais sans l'exclusivité d'autres disciplines des sciences humaines), les études françaises sur le renseignement pourraient développer une perspective complémentaire, critique au sens académique du terme²⁸², et fondé sur une perspective comparative rigoureuse²⁸³, du modèle développé aux États-Unis et dont les axes sont perçus ici comme dépendants de la situation institutionnelle et politique de ce pays particulier. Reste alors à statuer sur le développement à l'échelle mondiale des *Intelligence studies* qui produisent, comme on le montre ci-après, des *consensus* importants autour de concepts et de théories qui trouvent bien leur origine dans les études nord-américaines²⁸⁴.

²⁸² On en trouve une formulation stimulante et raisonnée, en anglais, dans la toute récente recension du *Handbook* en cinq volumes de Loch Johnson (*Strategic Intelligence*, chez Praeger) par Sébastien Laurent dans une récente livraison de *Intelligence and National Security*. Nous reproduisons ce texte en Annexe n° 5 p. xvi. Laurent, Sébastien, « Book Reviews, (Lock K. Johnson, *Strategic Intelligence*) », *Intelligence and National Security*, Vol. 25, n° 2, April 2010, pp. 245-269.

²⁸³ Cf. L'excellente communication, malheureusement non publiée à ce jour, de Philippe Hayez à la réunion du Oxford Intelligence Group à Nuffield le 21 mai 2009, intitulée « Tribes in need of a flag, the new French intelligence community » ; source personnelle de l'auteur. Lors de notre propre participation à la réunion de l'OIG de 2010, un grand nombre de nos interlocuteurs ont cité cette présentation comme le type idéal de ce que la communauté de recherche anglo-saxonne espère des recherches françaises naissantes.

²⁸⁴ Au demeurant ce questionnement est assez classique si on le restitue plus généralement au sein des débats disciplinaires animant la science politique. Et l'on pourrait se poser la question : « à quoi bon une approche française du renseignement ? » Certaines branches de la science politique ont déjà accueilli en leur sein des discussions, parfois vives, sur la nécessité de développer un point de vue national. Celui-ci renvoie toujours implicitement à l'axiome préalable et souvent apodictique d'une spécificité de la politique nationale elle-même. Les Études européennes se sont par exemple clairement posé la question de savoir s'il y avait une approche française de la politique européenne, et s'il en fallait une. De même l'analyse des Relations Internationales a identifié le risque patent de développement d'un débat « franco-français » et de maintenir la communauté de recherche dans un relatif solipsisme.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

SECONDE PARTIE

ANALYSES ET PROBLÉMATISATIONS

1. APPROCHES DE L'OBJET « RENSEIGNEMENT » ET PARADIGMES STRCUTURANTS

1.1. Renseignement et *Intelligence*, approches définitoires

1.1.1. *Les vicissitudes définitoires du vocable « renseignement » en français*

Le terme de renseignement semble s'être progressivement substitué à celui d'espionnage au cours du XX^e siècle. Ne s'agit-il que d'une évolution du langage, une nouvelle façon de désigner une pratique en elle-même inchangée, ou est-ce la pratique qui a évolué au point de rendre l'ancienne désignation inadéquate ? Quel est le ressort et quel est le sens de cette substitution ? Le terme de renseignement se définit peu, difficilement ou mal. Nous espérons pourtant y parvenir à partir de ce passage d'un terme à l'autre, de l'espionnage au renseignement. Et nous proposons deux définitions, l'une essentielle et l'autre fonctionnelle, qui nous permettront de dégager d'une part le caractère problématique du renseignement au regard de la raison d'État et, d'autre part, le lien essentiel qui le lie à l'État.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Alain Dewerpe écrit au début de son histoire de la représentation du secret d'État : « ce qui apparaît comme neuf et fort de sens, c'est la substitution du renseignement – absent du *Dictionnaire de l'Académie* en 1879, il apparaît en 1932 à "services de renseignements" – à l'espionnage, innovation sémantique qui révèle autant la neutralisation d'une éthique que l'institutionnalisation d'une pratique »²⁸⁵.

C'est à partir de cette suggestion déterminante que nous nous dirigeons vers une définition essentielle du renseignement. La substitution d'un terme à l'autre aurait au fond pour fonction d'assurer l'évasion de l'espionnage en tant que pratique, évasion qui ouvre bien la voie à la neutralisation de l'activité et renvoi de surcroît, on le montrera, à la naturalisation de celle-ci. Il peut sembler non seulement vain mais à tout le moins ambitieux de vouloir définir *l'essence* du renseignement²⁸⁶. Le caractère inédit d'une telle définition en marquerait pourtant à soi seul l'intérêt, mais il nous semble surtout que c'est le seul moyen de former ensuite une définition fonctionnelle et plus « opératoire » du renseignement.

Le renseignement apparaît de prime abord comme une notion largement indéfinie. Pour commencer, au regard du volume de littérature consacré à ce thème, le nombre de définitions du renseignement est extrêmement faible. Ensuite la plupart des définitions sont soit trop générales et abstraites, soit au contraire trop circonscrites ou lacunaires. Enfin, d'authentiques tentatives de définition disponibles renvoient à la difficulté de définir cet objet, au point parfois d'y renoncer. Nous nous en tenons provisoirement à la langue française²⁸⁷.

²⁸⁵ Alain Dewerpe, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, NRF, La Bibliothèque des histoires, 1994, citation p. 31.

²⁸⁶ Serait-ce un « luxe superfétatoire à la limite du snobisme » ? La formule se trouve dans Bernard Besson et Jean-Claude Possin, *Du renseignement à l'intelligence économique*, Paris, Dunod, 1996, p.4.

²⁸⁷ Une telle tentative de définition pourrait se faire d'emblée et intégralement en langue anglaise, d'autant que le volume de littérature consacré au renseignement est incommensurable au Royaume-Uni et aux États-Unis par rapport à ce qu'il est en France. Mais nous espérons montrer au terme de cette tentative de définition du renseignement que cela a un sens et un intérêt de commencer par le français. Dans la transposition du problème de la définition d'une langue à l'autre apparaît plus aisément un aspect du renseignement qui serait difficile à mettre en lumière depuis le vocabulaire anglais seul, aspect auquel les pages qui suivent sont consacrées.

Si l'on parcourt ce qu'on pourrait appeler ici la littérature du secret, pour désigner l'ensemble des écrits concernant le renseignement et le secret-défense qui lui est attaché (nous avons distingué quatre genres : les littératures de dévoilement, de témoignage, technique et académique), en ce qui concerne la littérature de dévoilement, nous n'avons trouvé aucune définition : le renseignement semble aller de soi, dans sa définition comme dans ses formes, et n'est pas nécessairement distingué de l'espionnage. Dans la littérature de témoignage, on ne trouve que marginalement des définitions approximatives de la fonction ou de la nature de l'activité. C'est le cas néanmoins dans les mémoires du Préfet Claude Silberzahn, ancien directeur de la DGSE de 1989 à 1993, et dans une moindre mesure dans le livre d'Alexandre de Marenches, « patron du SDECE » sous Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing²⁸⁸. Plus surprenant mais aussi plus significatif, le renseignement reste largement indéfini dans la littérature technique. De nombreux ouvrages de ce genre se passent purement et simplement de définition, abordant d'emblée des considérations d'utilité, d'efficacité, d'organisation. C'est par exemple le cas très consciemment pour Jean-Jacques Cécile, qui expose dans la préface de l'un de ses ouvrages : « *S'il n'apparaît nullement nécessaire d'explicitier ce que recouvre la notion de renseignement, sans doute celle d'action spéciale est-elle moins bien comprise* »²⁸⁹.

Des définitions explicites du renseignement se trouvent néanmoins parfois, mais elles demeurent extensives, comme celle du Commissaire Brigitte Henri, qui court sur neuf pages²⁹⁰, ou sont totalement dépendantes de leur contexte et renvoient à d'autres concepts techniques. Ainsi l'article « Renseignement » de l'*Encyclopédie* de Jacques Baud donne-t-il :

²⁸⁸ Claude Silberzahn, avec Jean Guisnel, *Au cœur du secret*, Paris, Fayard, 1995, pp. 31-36 ; Christine Ockrent et Alexandre de Marenches, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986, p.103.

²⁸⁹ Jean-Jacques Cécile, *Du Golfe au Kosovo. Renseignement, action spéciale et nouvel ordre mondial*, Paris, Lavauzelle, 2000, p.5 ; c'est nous qui soulignons. La plupart du temps, ce type de littérature est très descriptif, et l'on pourrait considérer que l'adjonction des descriptions et des analyses compose finalement au sein d'un texte une définition discontinue du renseignement, qui serait alors très malaisée d'emploi. D'autres auteurs ne semblent pas du tout s'accorder sur l'évidence de la signification du renseignement pour l'opinion commune : « *Consacrer, sinon perdre son temps à l'examen d'un concept aussi lointain, voire suspect, relève pour l'honnête homme de la distraction. Renseignement, espionnage, tous ces thèmes sont des images floues... ces sujets relèvent d'ordinaire des loisirs et du cinéma* », Bernard Besson, Jean-Claude Possin, *op. cit.*, p.4.

²⁹⁰ Brigitte Henri, *Le Renseignement. Un enjeu de pouvoir*, Paris, Économica, 1998, pp. 9-17.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

« Information évaluée et exploitée ayant passé le cycle du renseignement et prête à être livrée à un client. (...) Ensemble des activités visant à rechercher et exploiter des informations au profit d'un État et de ses forces armées. Il est exécuté aux niveaux stratégique, opératif et tactique, dans les domaines les plus variés »²⁹¹.

Enfin et surtout dans la littérature technique, le terme de renseignement est un prédicat auquel on adjoint un ensemble d'attributs qui lui donnent sa signification, comme par exemple : renseignement politique, renseignement extérieur, renseignement humain, renseignement de situation, renseignement électronique²⁹², etc. Mais l'adjectif ne dit rien de substantiel, par nature.

C'est enfin dans la littérature académique que la définition du renseignement est la plus problématique. Nous nous sommes rendus compte que les auteurs français élaboraient (sans doute inconsciemment) des « stratégies de contournement » de la difficulté. Il est très malaisé de rendre compte d'une *absence*, et pas plus que pour les genres littéraires qui précèdent nous n'allons donner une liste exhaustive des ouvrages dans lesquels une définition aurait pu être donnée sans que ce soit le cas. En voici néanmoins deux illustrations significatives : aucune définition positive n'est donnée dans les trois articles universitaires qui composent la section intitulée « Approches du renseignement » dans l'ouvrage de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) consacré à ce terme²⁹³. Le renseignement semble se laisser approcher mais pas définir. Le juriste Bertrand Warusfel parvient à ne pas même aborder la question de la définition du renseignement dans un ouvrage pourtant décisif sur le sujet, en posant qu'il s'intéresse spécifiquement au contre-espionnage et à la protection

²⁹¹ Jacques Baud, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Paris, Lavauzelle, 1998, seconde édition, article « Renseignement », pp. 462-463.

²⁹² Le nom technique exact en français de ce dernier type de renseignement est renseignement d'origine électromagnétique ou ROEM. Ce cas est remarquable car en ce domaine la « siglologie » militaire nationale s'efface au profit de la technique des abréviations anglo-saxonnes, qui consiste à ajouter le « INT » de intelligence à l'attribut considéré, comme ici *electronic intelligence* donne ELINT.

²⁹³ Michel Dobry, « Le renseignement dans les démocraties occidentales. Quelques pistes pour l'identification d'un objet flou », Jean-Paul Brunet, « Les langages du secret. Des mots pour (ne pas) le dire », Hélène L'Heuillet, « Le renseignement ou l'impossible maîtrise de la politique », *in* Le Renseignement, IHESI, *Cahiers de la Sécurité intérieure*, n° 30, Quatrième trimestre 1997, articles respectivement pp. 53-85, pp. 87-101 et pp. 103-118.

du secret²⁹⁴. Ici comme dans les autres littératures du secret, sur quatre textes cités, trois semblent considérer le terme de renseignement comme allant de soi. La sortie du sens commun ne semble pas devoir faire sortir la notion de son indéfinition.

Michel Dobry, dans son importante étude du concept, aborde de front la question de la définition du renseignement, mais pour la problématiser radicalement et proposer que le terme demeure finalement dans un état de relative indétermination scientifique²⁹⁵. Bien qu'il entende construire le renseignement (pour être précis, un type particulier de renseignement : le « renseignement politique intérieur ») comme objet²⁹⁶, une définition du terme désignant ce dernier entraînerait selon lui la perte : « *des propriétés les plus intéressantes de cet objet, celles qui renvoient à ce que la tradition sociologique appelle les "fonctions sociales du flou". Plutôt que de forger une définition qui conduirait à méconnaître ces types de propriétés, on s'est borné dans les pages qui suivent à suivre simplement la pente de quelques principes. (...) Le premier de ces principes consiste à prendre "renseignement" dans son acception la plus commune – en respectant justement le flou des usages "naturels" de la notion de "renseignement" – à savoir l'activité d'organisations labellisées dans la vie sociale courante "services de renseignement", "services secrets", "polices politiques", etc.* »²⁹⁷. Le risque lié à cette perspective de mettre ainsi l'accent sur des fonctions sociales du flou et le flou d'usages sociaux, est de ne

²⁹⁴ Bertrand Warusfel, *Contre-espionnage et protection du secret*, Paris, Lavauzelle, 2000. L'auteur a pu marquer ailleurs la spécificité du contre-espionnage par rapport au renseignement : « *le Contre-Espionnage est une fonction du renseignement qui a pris progressivement son autonomie fonctionnelle au fil d'une cinquantaine d'années entre l'Affaire Dreyfus et le lendemain de la Seconde Guerre Mondiale* » (Bertrand Warusfel, « Le contre-espionnage : compléments d'ordre juridique et institutionnel », in Pierre Lacoste (dir.), *Le Renseignement à la française*, Paris, Économica, 1998, pp. 411-439, citation p. 411). Il reconnaît néanmoins dans le présent ouvrage : « Le contre-espionnage fait partie de ces mots magiques et sulfureux (...). Mais ceux qui sont plus familiers du monde des services spéciaux savent que le contre-espionnage est aussi l'une des principales branches de ce que l'on appelle (d'un autre mot magique) le Renseignement : le contre-espionnage désigne l'activité de renseignement spécifiquement dédiée à la pénétration des activités des services adverses ». Le contre-espionnage est bien défini dans ce livre, mais pas le renseignement auquel il renvoie. Tout comme dans la citation qui précède, on note dans l'article d'Hélène L'Heuillet le même procédé consistant à mettre une majuscule à renseignement, l'érigeant ainsi en concept sans le définir pour autant (« Le renseignement ou l'impossible... », *op. cit.*, p. 103).

²⁹⁵ Michel Dobry, « Le renseignement dans les démocraties occidentales... », *op. cit.*

²⁹⁶ *Ibid.*, p.53.

²⁹⁷ *Ibid.*, p.54.

pas contribuer à extraire la notion de renseignement elle-même d'un certain flou. Quoiqu'il en soit, le sens du propos de Michel Dobry n'est pas de dire que le renseignement ne peut être défini en général, mais que dans le cas qui le préoccupe, il serait inopportun d'élaborer une définition.

1.1.2. « *Intelligence* », la définition anglo-saxonne du renseignement

Il faut prendre un certain nombre de précautions avant de traduire le terme *intelligence* par celui de renseignement et d'importer simplement la définition anglo-saxonne du renseignement dans les études françaises.

L'une des toutes premières définitions du concept d'*intelligence* à avoir été posée dans la perspective propre des *Intelligence studies*²⁹⁸ demeure juste et représentative des définitions disponibles. Voici comment Sherman Kent définit le concept d'*intelligence* à la fin des années quarante²⁹⁹ :

« *a kind of knowledge* (“What intelligence have you turned up on the situation in Columbia?”), (...) *the type of organization which produces the knowledge* (“Intelligence was able to give the operating people exactly what they wanted”) [*and*] *the activity pursued by the intelligence organization* (“The [intelligence] work behind that planning must have been intense”) »³⁰⁰.

Intelligence est donc un terme unique qui renvoie à trois définitions distinctes et articulées entre elles, et qui correspondent aux trois acceptions relevées dans les usages du terme renseignement en français. Dans son dictionnaire technique rédigé à destination des étudiants en *Intelligence studies* (dans le versant professionnel de celles-ci), William Wislon veut éviter que le terme soit polysémique et distingue entre trois termes différenciés : *intelligence* est restreint à la signification de connaissance : « *the product resulting from collection, processing, integration, analysis, evaluation and interpretation of available information concerning foreign countries or areas* ». L'activité qui produit cette connaissance est définie

²⁹⁸ C'est-à-dire, nous le rappelons, une perspective à la fois académique et technique.

²⁹⁹ Le parcours personnel de celui-ci est également tout à fait typique : universitaire, il découvrit le renseignement pendant la Seconde guerre mondiale, fut l'un des premiers membres du *Office of National Estimates* de la CIA et contribua à une compréhension académique du renseignement. On ne peut dire qu'existent déjà des *intelligence studies* à cette époque, rappelons-le. Mais sa perspective est résolument celle qui s'y développera et à ce titre Sherman Kent peut être tenu pour un précurseur voire un fondateur.

³⁰⁰ Sherman Kent, *Strategic Intelligence for American World Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1966 [1949], p.ix.

techniquement comme *intelligence cycle*, cycle du renseignement : « *The steps by which information is converted into intelligence and made available to users [planning and direction, collection, processing, analysis and production, dissemination]* ». Les institutions sont d'emblée définies comme *intelligence community*, dans un sens purement national : « *the intelligence community, of which CIA is but one component, refers to those Executive Branch agencies and organizations that conduct the variety of intelligence activities which comprise the total U.S. national intelligence effort* »³⁰¹.

Michael Herman reprend lui aussi cette tripartition : « “Intelligence” in government is based on the particular set of organizations with that name: the “intelligence services” or (sometimes) the “intelligence communities”. Intelligence activity is what they do, and intelligence knowledge what they produce »³⁰².

À partir de ces trois définitions, quelques propriétés linguistiques du terme *intelligence* doivent être relevées. Il faut d'abord remarquer que la situation est plus complexe qu'en français dans la mesure où, comme l'explique Michael Herman, *intelligence* s'emploie naturellement dans des domaines variés comme l'économie, le commerce, l'enquête policière, etc.³⁰³, puisqu'il s'entend dans un sens plus étendu d'information et de système d'information. Ainsi *intelligence* dans la même acception que la notion française de renseignement est un sens spécifique (« *intelligence in government* », « *British government's intelligence* »³⁰⁴, etc.). De surcroît, même dans ce sens particulier, le terme a dû faire l'objet d'un travail définitionnel

³⁰¹ William Wilson, *Dictionary of the United States Intelligence services*, Jefferson, MacFarland & Company, 1996.

³⁰² Michael Herman, *Intelligence Power in Peace and War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

³⁰³ Michael Herman, *op. cit.*, p. 1. L'auteur mentionne même un « racing intelligence » qui s'applique à un système d'information et de prévision pour les courses. Dans les unités d'enquêtes policières aux États-Unis, les policiers chargés du travail d'information sont souvent dénommés « intelligence officers ».

³⁰⁴ Michael Herman, *op. cit.*, p. 1; Michael Herman, *British Intelligence towards the Millenium : Issues and Opportunities*, Londres, Brassey's The Center for Defence Studies, 1997, p. 3. L'article de l'*Encyclopaedia Britannica* consacré au renseignement (sachant qu'un autre est consacré à l'espionnage) s'intitule : « *Intelligence* ». Inversement en français, c'est pour étendre la notion de renseignement qui est d'emblée « politique » ou « gouvernementale » à d'autres domaines que l'on doit préciser comme dans le cas du « renseignement économique », « industriel », ou « commercial ».

pour être érigé en concept³⁰⁵ car, à l'instar de son équivalent français, il n'est pas immédiatement univoque et se révèle « *problematic* », « *confused and confusing* »³⁰⁶. Stuart Farson propose à cette obscurité deux explications qui nous semblent importantes³⁰⁷. L'une est qu'il n'existe pas de forme verbale ni de substantif verbal (gérondif) pour intelligence, ce qui, explique-t-il, entrave la constitution d'une représentation juste et précise des activités qui sont menées sous ce terme³⁰⁸. L'autre explication est qu'en anglais, tout comme en français concernant le mot renseignement, le concept d'intelligence se prête à la synecdoque³⁰⁹.

Mais si *intelligence* et renseignement se prêtent au risque de la synecdoque, une différence décisive sépare les deux langues. La plasticité de l'anglais permet en effet d'éviter les métonymies. Une fois que l'on sort de ce type d'usage, s'il faut spécifier entre les trois acceptions du signifiant, il est aisé et naturel de le faire en adjoignant un autre terme qui redéfinit immédiatement *intelligence* en tant qu'information, activité ou institution. Dans les définitions qui précèdent se trouvent les formules : *intelligence knowledge*, *intelligence activity*, *intelligence organizations-services-communities*. Il ne s'agit pas d'un rapport prédicat-attribut comme ce serait le cas en français. Dans ces expressions, ce sont *knowledge*, *activity* *organizations* qui priment et sont considérés en tant que renseignement³¹⁰. Si cela n'interdit aucunement un usage métonymique (la définition de Sherman Kent en

³⁰⁵ Voir Alexander Durant, « Intelligence : Issues in a Word or in a Field ? », *Social Intelligence*, Vol. 1, n° 3, 1991 ; Philippe Baumard, « Towards Less Deceptive Intelligence », in Blaise Cronin (ed.), *Information, development and social intelligence*, London, Taylor Graham, 1996, pp. 22-33.

³⁰⁶ Anthony Stuart Farson, David Stafford, Wesley K. Wark (Canadian Association for Security and Intelligence studies), *Security and intelligence in a changing world : new perspectives for the 1990s*, London, Cass, 1991 (Collection Cass series. Studies in intelligence). Blackotck et Schaf, auteurs d'une importante bibliographie analytique sur le renseignement en langue anglaise, p. 52.

³⁰⁷ Stuart Farson est professeur à la *Simon Fraser University* (Canada), spécialiste des services de renseignement canadiens et représentant reconnu des *intelligence studies* canadiennes.

³⁰⁸ Anthony Stuart Farson, *Security and intelligence in a changing world*, *op. cit.*, p. 52.

³⁰⁹ Id. : « "Intelligence" » is a synecdoche in the true sense of the word. It is used to represent both a larger whole and a smaller part. In the former case it is used to mean not only the collection of the information and the analysis thereof but also all the activities of organizations forming an intelligence community (i.e. those doing special operations, counterintelligence and security work, etc.) ». p. 52.

³¹⁰ Cette plasticité se retrouve dans de nombreuses formules qui simplifient et clarifient le champ lexical du renseignement : *intelligence process*, *capabilities*, *effort*, *requirements*, etc.

est un exemple³¹¹), le renvoi à des définitions précises de chaque acception sans équivoque est rendu possible. Celles-ci peuvent même être posées séparément comme dans le cas des trois définitions de William Wilson.

Il apparaît qu'en dépit de la clarté linguistique que permet l'anglais, la définition anglo-saxonne du renseignement est complexe. Nous employons ici complexe dans un sens quasi-chimique (au sens de « corps simples » ou de « corps complexes ») : le concept de renseignement est un concept *composé* de trois éléments qui se définissent chacun en fonction des deux autres. Cela apparaît dans les trois définitions que nous avons sélectionnées ci-dessus : il est indispensable de distinguer logiquement entre une information, une activité et une institution, mais aucune ne possède sa signification en soi. Elle implique donc de se référer aux autres. On pourrait parler d'hétéronomie réciproque. Il faut pourtant choisir un élément de référence si l'on veut éviter un mode de définition purement circulaire et tautologique.

C'est en ce sens qu'entre toutes les définitions récentes, outre la définition originelle de Sherman Kent qui demeure incontournable, c'est celle de Michael Herman qui a notre préférence car elle est représentative en ce qu'elle fait le plus droit aux institutions comme point de référence à la définition du renseignement. Elle permet un lien plus étroit et plus intelligible entre les analyses systémiques (cycle) et les analyses organisationnelles du renseignement (Intelligence Community).

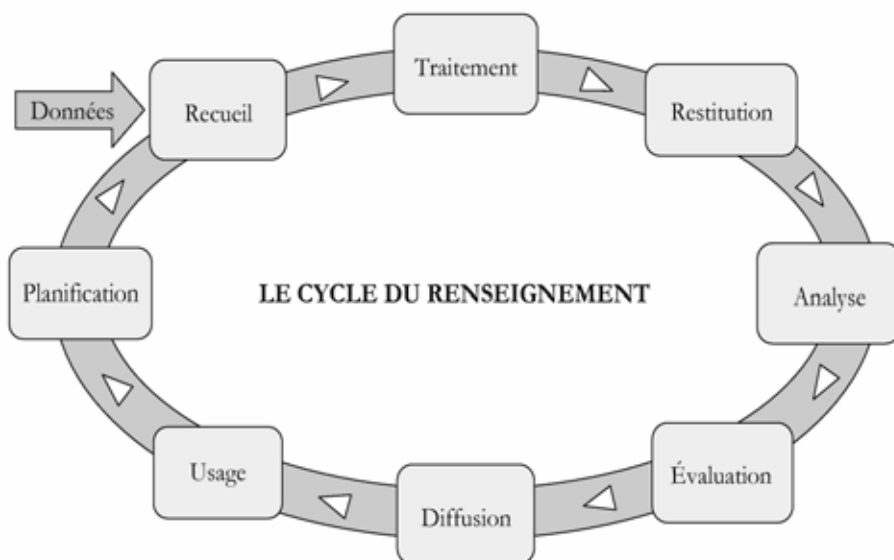
1.2. Le cycle du renseignement : un paradigme à la fois hégémonique et contesté

La notion de cycle du renseignement est l'autre grand legs de Sherman Kent à l'ensemble des études académiques sur le renseignement (et, à en croire de nombreux témoignages, à la représentation que les professionnels du renseignement se sont longtemps fait de leur propre activité).

³¹¹ D'un certain point de vue, la notion de *intelligence power* de Michael Herman en est un autre, ce pouvoir renvoyant aux trois acceptions indistinctement.

1.2.1. La représentation omniprésente du cycle

Les représentations de ce cycle sont aussi nombreuses que variées et, pour une part, hétérogènes. Cependant, elles donnent toutes à voir une schématisation de type systémique d'un ensemble d'opérations se succédant par l'activité de différents acteurs. Nous proposons ici une représentation agrégée de nombreuses versions de ce cycle, qui en respecte la logique générale et rend compte des étapes les plus souvent mentionnées dans les schémas.



Source : Olivier Chopin, Bastien Irondele et Amélie Malissard

Le paradigme du cycle est encore tout à fait prégnant dans la littérature académique sur le renseignement. On peut en tirer pour preuve l'usage qui en est fait dans des « manuels » récents : la première partie par exemple du *Secret Intelligence* dirigé par Christopher Andrew, Richard J. Aldrich et Wesley K. Wark lui consacre pas moins de sept chapitres³¹². De même l'ouvrage récent dirigé par Loch K. Johnson consacre deux parties, l'une intitulée « *The intelligence cycle and the*

³¹² Andrew Christopher, Aldrich Richard J. and Wark Wesley K., *Secret Intelligence*, Routledge, 2009.

search for information : planning, collecting and processing» (Part 3, comprenant cinq chapitres), l'autre intitulée « *The intelligence cycle and the crafting of intelligence reports : analysis and dissemination* », (Part 4, comprenant quatre chapitres). Le même ouvrage consacre encore une annexe rappelant la représentation du cycle léguée par Sherman Kent³¹³.

1.2.2. Les tentatives d'adaptation et l'évolution du modèle

On trouve dans l'ouvrage de Marl M. Lowenthal une analyse approfondie de l'évolution de la perception du renseignement opérée par la CIA elle-même au début des années quatre-vingt dix, et exprimée dans *A Consumer's Handbook to Intelligence*³¹⁴. La notion de cycle, jugée trop restrictive, est remplacée par celle d'*Intelligence Process*. Ceci marque une volonté de tempérer la formalisation de manière jugée trop systémique par une dimension organisationnelle plus marquée. Voir sur ce point la figure 4-2, « *The Intelligence Process : A Central Intelligence Agency View* », page 65 du livre de Marl M. Lowenthal, ainsi que l'analyse dynamique qu'il en rend dans les schématisations aux figures 4-3 et 4-4 page 66³¹⁵.

1.2.3. Les velléités de sortir de la représentation du cycle du renseignement

Dans un article célèbre, Arthur S. Hulnick analyse les raisons légitimes de chercher à se défaire de la représentation du cycle du renseignement. Voici une traduction de son argument :

« Dans l'ère moderne, presque tous les professionnels du renseignement étudient le cycle du renseignement comme s'il s'agissait d'une sorte d'évangile de la façon dont fonctionne le renseignement. Ce n'est pourtant pas un très bon modèle, car il ne permet pas de décrire ce qui se passe réellement. Les responsables politiques ne donnent que rarement des directions. La collecte et l'analyse, qui doivent normalement se faire de concert, fonctionnent le plus souvent en parallèle. Par ailleurs, l'idée selon laquelle les décideurs attendent le renseignement avant de prendre leurs décisions politiques est tout aussi erronée. À l'époque moderne, les responsables politiques semblent attendre du renseignement plus un soutien et une légitimation que des informations. Enfin le cycle du renseignement échoue

³¹³ Johnson Loch K., *Handbook of Intelligence studies*, Routledge, 2007.

³¹⁴ Central Intelligence Agency, *A Consumer's Handbook to Intelligence*, Langley, VA., CIA, 1993.

³¹⁵ Lowenthal, Mark M., op. cit.

ÉTUDE LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

également à rendre compte soit du contre-espionnage soit de l'action clandestine »³¹⁶.

Après avoir proposé une analyse détaillée de ce diagnostic à l'aide de travaux antérieurs³¹⁷, Arthur Hulnick explore une série de modèles alternatifs et en développe les apports respectifs. Il propose ainsi un modèle de contre-espionnage :

« So, when one looks at the pattern of counter-intelligence functions, it does not look at all like the Intelligence Cycle. Instead, it may be seen as follows:

IDENTIFICATION

PENETRATION

EXPLOITATION

INTERDICTION

CLAIM SUCCESS »

Où il propose encore un modèle de « formulation politique » :

« The pattern looks like this:

PROBLEM RECOGNITION

OPTION CREATION

OPTION SELECTION

IMPLEMENTATION ».

Nous ne prenons ici que quelques exemples d'une volonté de multiplier les paradigmes du renseignement, mouvement qui accompagne et signale les tensions conceptuelles que les attentats du 11 septembre 2001 et les contraintes de réforme ont fait peser sur les formalisations académiques américaines.

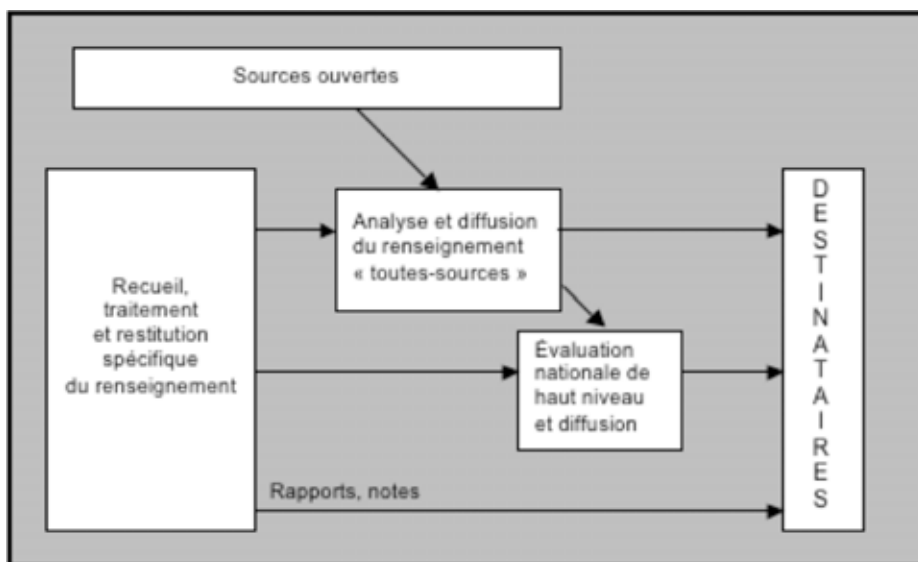
³¹⁶ Hulnick, Arthur S. (2006) 'What's wrong with the Intelligence Cycle', *Intelligence and National Security*, 21 : 6, pp. 959-997 ; la traduction est de nous.

³¹⁷ Arthur S. Hulnick, 'The Intelligence Producer-Policy Consumer Linkage: A Theoretical Approach', *Intelligence and National Security* 1/2 (May 1986); Arthur S. Hulnick, *Fixing the Spy Machine: Preparing American Intelligence for the 21st Century*, Westport, CT: Praeger 1999 ; Richard K. Betts, 'Analysis, War, and Decision: Why Intelligence Failures Are Inevitable', *World Politics* 31 (1978) ; Arthur S. Hulnick, *Keeping Us Safe: Secret Intelligence and Homeland Security*, Westport, CT: Praeger 2004 ; Roger Hilsman, *Strategic Intelligence and National Decision*, Glencoe, IL: Free Press 1956 ; James E. Steiner, 'Restoring the Red Line Between Intelligence and Policy on Covert Action', *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 19/1, Spring 2006.

1.2.4. La représentation alternative de Michael Hermann

Les études américaines critiquent le cycle du renseignement sans parvenir réellement à stabiliser un modèle alternatif, et décidant au mieux de se passer de toute représentation schématique. Ainsi, Mark Lowenthal³¹⁸ propose dans son manuel d'entrer toute de suite dans la discussion des différentes fonctions nécessaires à la production du renseignement, mais s'en réfère implicitement à une représentation organisationnelle et bureaucratique qui n'est pas explicitée. Par contraste, en partant du contexte britannique d'organisation du renseignement, Michael Hermann a proposé un modèle alternatif que nous indiquons ici.

LA CHAÎNE GLOBALE DU RENSEIGNEMENT SELON MICHAEL HERMAN



Source : Olivier Chopin, Bastien Irondele et Amélie Malissard

³¹⁸ Lowenthal, Mark M., *op. cit.*

1.2.5. *La vision du cycle du renseignement dans la JP 2-0 et dans la JDN britannique*

Remarque liminaire importante : nous proposons au lecteur, s'il en éprouve le besoin, de mener pour un instant une lecture non-linéaire du rapport. En effet, pour des raisons de cohérence nous devons insérer ici les pages qui suivent, mais pour le profane en matière de doctrine militaire américaine, la lecture préalable de la section suivante comprenant le premier axe analytique sur les doctrines d'emploi fournira les concepts et les termes nécessaires à ce qui suit. En effet, nous voulons montrer ici qu'en dépit des critiques dont elle fait l'objet, la représentation du renseignement par la formalisation en cycle se retrouve jusqu'au niveau des formulations doctrinales les plus pratiques dont on puisse disposer.

Les doctrines interarmées ne contiennent pas de réflexion poussée sur la question académique du cycle du renseignement, mais elles s'en font toutefois l'écho. En effet, l'une des principales modifications apportée lors de la révision de la *Joint Publication 2-01, Joint and National Intelligence Support to Military Operation*, en octobre 2004, consistait justement à effacer toute référence au « cycle du renseignement », l'expression étant remplacée par le plus sobre « processus du renseignement »³¹⁹. Ce document doctrinal précisait ensuite que le « *processus du renseignement fournit un modèle utile qui, bien que simpliste, n'en facilite pas moins la compréhension de la vaste variété des opérations de renseignement et de leurs relations mutuelles* ». Il était ensuite ajouté : « *il n'y a pas de frontières fermes délimitant où chaque opération, dans le processus moderne du renseignement, commence ou finit ; les opérations du renseignement ne sont pas séquentielles, mais plutôt presque simultanées* »³²⁰. L'enjeu est ici clair : là où l'expression de « cycle » induisait des rigidités trop fortes, notamment temporelles, celle de « processus » permet d'introduire de la souplesse dans les relations entre les différentes opérations, grâce à l'idée de simultanéité qui y est contenue.

Il est également intéressant de noter les variations entre les représentations schématiques du processus du renseignement dans les doctrines JP 2-01, publiée en 2004, et 2-0, *Intelligence Operations*, révisée en 2007. Ces évolutions se

³¹⁹ JP 2-01, *Joint and National Intelligence Support to Military Operation*, octobre 2004, *Summary of changes*, p iii.

³²⁰ JP 2-01, *op.cit.*, p III-2.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

font les témoins d'une réflexion encore en cours, portant sur la meilleure façon de distinguer les opérations de renseignement de tout repère temporel, en conservant néanmoins l'impression de dynamisme dans leurs interdépendances.



Le processus du renseignement dans la JP 2-01 (2004)³²¹

³²¹ JP 2-01, *op.cit*, p. III-1.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE



Le processus du renseignement dans la JP 2-0 (2007)³²²

C'est toutefois la *Joint Doctrine Note* britannique, *Intelligence and Understanding*, qui contient les considérations les plus intéressantes sur ce sujet³²³. Consacrant une page à des réflexions portant sur la nature du cycle du renseignement et sur ses implications, ce document questionne en effet les fondements des activités de renseignement décrites dans les théories du cycle, en se demandant si elles constituent en réalité « un cycle, un processus, ou des fonctions de base »³²⁴. Le cycle du renseignement y est défini comme « un concept heuristique qui décrit un ensemble de relations logiques entremêlées [*logical inter-relationships*] entre différents types ou catégories d'activités »³²⁵. La JDN ne nie pas son utilité conceptuelle, mais critique les tendances des analystes à

³²² JP 2-0, Intelligence Operations, 2007, p. I-7.

³²³ *Joint Doctrine Note* (JDN), *Intelligence and Understanding*, avril 2010, pages 2-3 et 2-4.

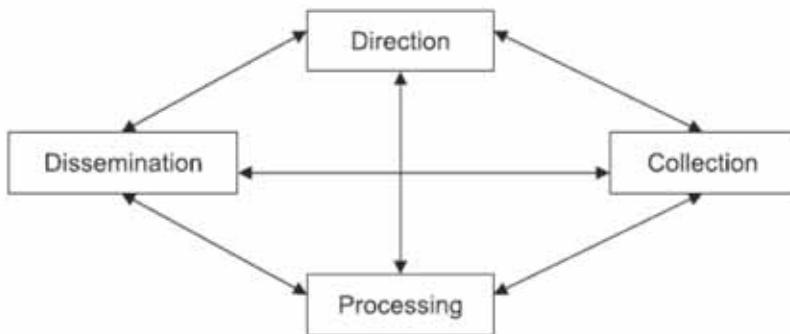
³²⁴ *Ibid.*, pp. 2-3.

³²⁵ *Ibid.*

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

l'utiliser comme un « mécanisme de procédure »³²⁶. Ainsi employé, le concept de cycle du renseignement présente en effet bien des faiblesses : s'il est pertinent pour traiter de problèmes anciens et bien connus, qui ne nécessitent pas de réponse rapide, ce qui était notamment le cas pendant la Guerre Froide, il n'est en revanche pas adapté aux nouvelles réalités du monde contemporain.

La JDN ne recommande donc pas d'employer le terme de « cycle » ou de « processus », et préfère se référer à quatre « fonctions de base » [*core functions*] du renseignement, qui peuvent être résumées au moyen de l'acronyme « DCPD » : *Direction, Collection, Processing, Dissemination*³²⁷. La JDN synthétise le DCPD et l'interdépendance entre les fonctions à l'aide du graphique suivant :



Le DCPD – Cycle du renseignement³²⁸

Il est intéressant de noter que ce graphique, situé juste après le paragraphe recommandant d'abandonner l'appellation de « cycle », a pour titre : « *Figure 2.1 - The Intelligence Cycle* ». La JDN ne semble ainsi que se faire l'écho des réflexions actuellement en cours au sein du MOD britannique, sans pour autant que le débat doctrinal soit totalement achevé sur ce point.

³²⁶ *Ibid.*

³²⁷ Voir la section consacrée au renseignement dans la doctrine interarmées pour plus de précision sur le contenu de ces fonctions.

³²⁸ JDN, *op.cit.*, p 2-4. La JDN cite comme auteurs de ce graphique : Davies P and Gustafson K, Brunel University, Simplified Intelligence Cycle.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

La JDN propose ensuite en annexe trois variations du DCPD, adaptées à l'environnement opérationnel contemporain³²⁹. Appliquer les fonctions de base dans ce type d'environnement nécessite en effet selon la JDN de « *développer un cadre opérationnel du renseignement plus réactif et plus facile à comprendre*³³⁰ ».

Selon la JDN, le premier cadre, résumé au moyen de l'acronyme A-SCUER, permet de reconnaître l'importance des quatre fonctions de base, tout en les inscrivant dans le contexte d'un cadre large d'opérations qui englobe la planification du renseignement et des fonctions opérationnelles³³¹. Il comprend six composants opérationnels :

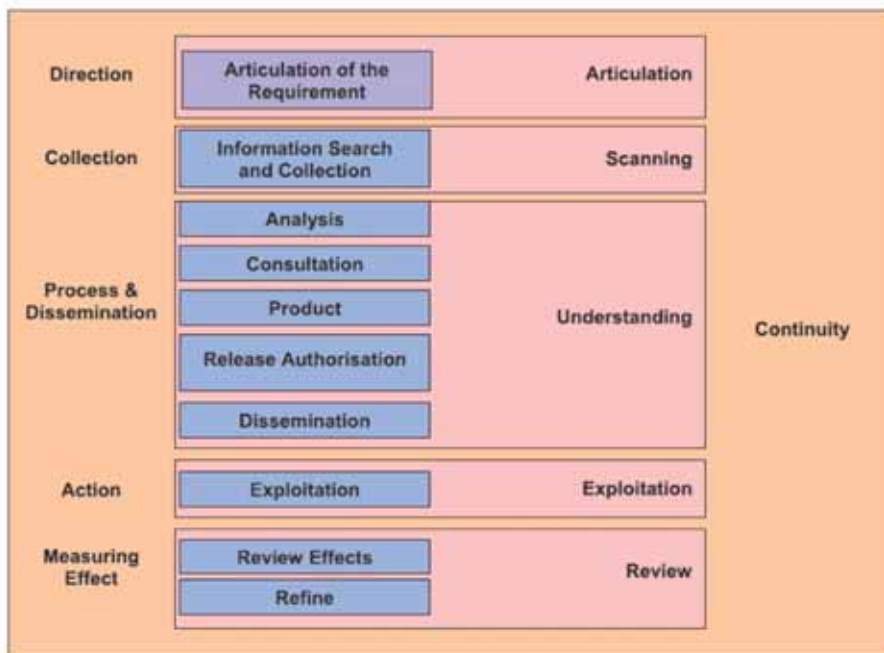
- l'Articulation du besoin : orientation ;
- le *Scanning* : suivi [*Monitoring*] et collecte ;
- la Continuité : c'est-à-dire la continuité des postes des principaux personnels et le soutien des sources d'informations ;
- l'*Understanding* [compréhension] : analyse, produit et diffusion ;
- l'Exploitation ;
- la Revue [*Review*].

³²⁹ JDN, *op.cit.*, Pour plus de précisions sur l'environnement opérationnel contemporain, voir la section consacrée au renseignement dans la doctrine interarmées.

³³⁰ JDN, *op.cit.*, p. 2A-1.

³³¹ JDN, *op.cit.*, pages 2A-1 et 2A-2.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE



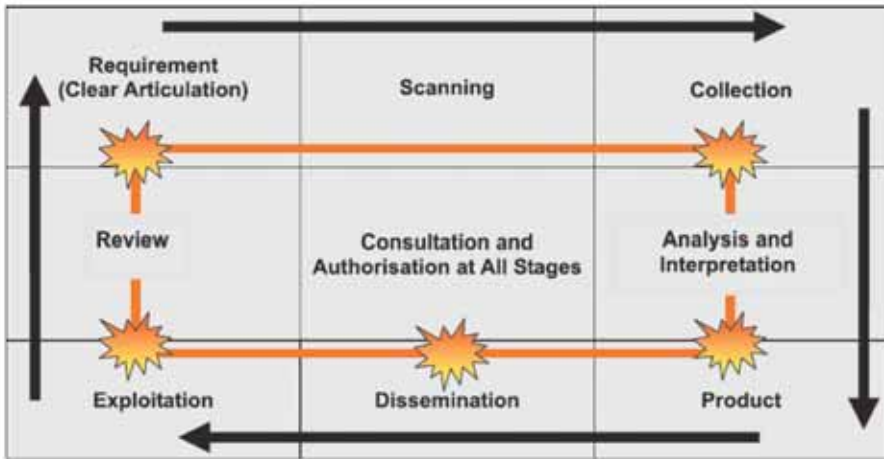
Les six composantes de base des opérations de renseignement militaire : A-SCUER³³²

Le deuxième cadre consiste à penser les fonctions DCPD comme un processus flexible composé de cinq éléments : « le Besoin (D), la Collecte (C), l'Analyse et l'Interprétation (P), la Diffusion (D), et l'Exploitation (Action) »³³³, eux-mêmes soutenues par des fonctions de soutien. Si les cinq éléments de base doivent toujours être mis en œuvre, les fonctions de soutien sont adaptées aux circonstances locales. Ce deuxième cadre est synthétisé dans le schéma suivant :

³³² JDN, *op.cit.*, p. 2A-2.

³³³ JDN, *op.cit.*, p. 2A-3.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE



Adaptation du cadre DCPD³³⁴

La troisième variation reprend en réalité un cadre développé par les Forces Spéciales, aux niveaux tactique et opératif, afin de traiter chaque acteur de l'environnement opérationnel comme un système distinct : « *chacun de ces systèmes peut alors être lié à un autre afin de fournir une vision plus holistique et une meilleure compréhension de l'environnement global* »³³⁵. Ce modèle est déjà appliqué actuellement par les forces spéciales, et est appelé « *Find, Fix, Finish, Exploit and Analyse* », et peut être résumé par l'acronyme « F3EA ».

La JDN britannique ne se contente pas seulement d'apporter des éléments de réflexions sur les implications logiques et opérationnelles du concept du cycle du renseignement, mais approfondit également le modèle traditionnel pour l'adapter aux spécificités des enjeux contemporains. Il s'agit là d'une variation originale et pertinente, peu habituelle dans les textes doctrinaux³³⁶.

³³⁴ JDN, *ibid.*

³³⁵ JDN, *ibid.*

³³⁶ Il convient toutefois de noter que ces réflexions n'apparaissent à l'heure actuelle que dans la *Joint Doctrine Note*, dont la vocation est d'orienter la révision en cours de la *Joint Doctrine Publication 2-00*. Ce seront les considérations contenues dans cette dernière qui constitueront la « position doctrinale officielle » britannique.

1.3. Le renseignement comme objet d'enseignement

Dans cette brève section, nous indiquons ici l'existence d'un sens différent de celui que la formule « étudier le renseignement » reçoit dans le reste de cette étude. Il s'agit d'évoquer comment le renseignement peut être étudié au sens de reçu par un étudiant dans un programme d'enseignement. Comment le renseignement s'enseigne-t-il ? La littérature est moins pléthorique sur ce point que sur d'autres thèmes. Elle est néanmoins conséquente et permet ici également de retracer un *mouvement* important et structurant depuis les années 1960. Notre ambition sur ce point (qui est un incident par rapport à l'axe principal de cette étude qui concerne le renseignement comme objet de recherche) n'est pas encore de fournir une *analyse* que de présenter une première recension des réflexions passées et en cours sur le renseignement comme objet d'enseignement.

L'étude des problématiques liées à l'enseignement du renseignement est suffisamment importante désormais pour qu'elle fasse l'objet de publications synthétiques. En outre, la multiplication des pôles d'enseignement outre-Manche et outre-Atlantique a généré d'intéressantes recensions et analyses du phénomène. On peut ainsi renvoyer pour le Royaume-Uni la recension par Paul Maddell « *Intelligence Studies at UK Universities* », qui présente l'ensemble des dispositifs d'enseignement britanniques³³⁷. Stephen Campbell propose quant à lui dans son article « *A Snapshot of the U.S. Market for Intelligence* » une analyse du « *marché* » américain de l'éducation sur les thèmes du renseignement³³⁸. William Spracher parvient même à élaborer une comparaison internationale dans son article « *Teaching Intelligence in the United States, the United Kingdom, and Canada* ». Les revues spécialisées sur l'enseignement de haut niveau ont d'ailleurs enregistré le phénomène du point de vue de l'ingénierie de formation : *The*

³³⁷ Paul Maddell « *Intelligence Studies at UK Universities* », à <http://users.aber.ac.uk/rbh/iss/uk.html>.

³³⁸ Campbell, Stephen, « *A Snapshot of the U.S. Market for Intelligence* », *Intelligence and the Rule of Law*, Vol. 28, n° 1, 2010.

Chronicle Review of Higher Education y consacre deux articles de « review » au printemps 2009³³⁹.

On doit à Stephen Marrin l'explicitation de la différence entre l'enseignement *sur* le renseignement, qui s'articule de près avec la recherche académique qui compose la plus grande part des *Intelligence Studies*, et l'enseignement *du* renseignement, que l'on pourrait aussi rendre en français par la *formation au* renseignement³⁴⁰. La littérature sur l'enseignement du renseignement est traversée par cette dualité. Il conviendra de l'étudier en profondeur à l'avenir³⁴¹. Nous nous bornons ici à rendre compte des principales références utiles à ceux qui souhaiteraient s'introduire à ce thème³⁴² :

Campbell, Stephen, "A Snapshot of the U.S. Market for Intelligence", *Intelligence and the Rule of Law*, Vol. 28, n° 1, 2010.

Cline, Marjorie (dir.), *Teaching Intelligence in the Mid-1980s : A Survey of College and University Courses on the Subject of Intelligence*, National Intelligence Study Center, 1985.

³³⁹ Monaghan, Peter, "Intelligence Studies", *The Chronicle Review of Higher Education*, 55/28, B4, 20 mars 2009 ; Studd, Suzan, "High-Level Intelligence Education", *The Chronicle Review of Higher Education*, 55/31, B18, 10 avril 2009.

³⁴⁰ Voir particulièrement : Marrin, Stephen, "Training and Educating U.S. Intelligence Analysts", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Routledge, Vol. 22, n° 1, 2009. Et aussi : Marrin, Stephen, "The CIA's Kent School : A Step in the Right Direction", *The Intelligence : Journal of U.S. Intelligence Studies*, Vol. 11, n°2, hiver 2000 ; Marrin, Stephen, « CIA's Kent School : Improving Training for New Analysts », *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Routledge, Vol. 16, n° 4, 2003 ; Marrin, Stephen, "Improving Intelligence Analysis in the US : Bridging the Gap Between Scholarship and Practice", communication à la *International Studies Association Conference*, New Orleans, 20 février 2010.

³⁴¹ L'analyse de l'enseignement du ou sur le renseignement prolonge naturellement la présente étude. En lien avec ce que nous indiquions ci-dessus (Première partie, 2.1.), une analyse sur le fond des problématiques de l'enseignement du/sur le renseignement est en cours d'élaboration dans des publications dérivées de la présente étude. Face au développement de programmes d'enseignement en France à l'heure actuelle, que ce soit dans une perspective authentiquement universitaire comme à Paris IV-Sorbonne et à Sciences Po, ou dans une perspective plus pratico-pratique au sein de l'Académie du renseignement, il nous a semblé intéressant d'insérer ici cet outil exploratoire avec la recension des principaux textes.

³⁴² Nous adressons ici encore nos plus chaleureux remerciements à Stephen Marrin, de Brunell University à Londres, pour nous avoir introduit à cette littérature lors de nos échanges, et nous avoir fourni gracieusement une documentation initiale qui nous a été très utile pour établir la présente recension.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Davies, Philip, "Assessment BASE : Simulating National Intelligence Assessment in a Graduate Course", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Routledge, Vol. 19, n° 4, 2006.

Dorondo, P. J., "For College Courses in Intelligence", *Studies in Intelligence*, CIA, Vol. 4, n° 3, 1960.

Eoyang, C., *Program, Intelligence Community Educational Simulations & Serious Games Symposium*, National Intelligence University, Aout 2007.

Fontaine, J. M., *Teaching Intelligence Studies in the 1990s : A Survey of University Courses on the Subject of Intelligence*, National Intelligence Study Center, 1992.

Fulcher, J., "Comes the Teaching Machine", *Studies in Intelligence*, CIA, Vol. 6, n° 1, 1962.

Gates, Robert, "CIA and the University", *Studies in Intelligence*, Vol. 30, n°2, 1986.

George, Roger and Kline, Robert, "Teaching Intelligence", in *Intelligence and the National Security Strategist. Enduring Issues and Challenges*, Rowman and Littlefield, 2006.

Giroux, Henry, "Arming the Academy : Universities in the Shadow of the National Security State", *Academin Matters*, Ontario Council of University Faculty Association, Octobre 2007.

Goodman, Michael, "Studying and Teaching About Intelligence : The Approach in the United Kingdom", *Studies in Intelligence*, CIA, Vol. 50, n° 2.

Goodman, Michael and Omand, David, "What Analysts Need to Understand : The King's Intelligence Studies Program", *Studies in Intelligence*, CIA, Vol. 52, n° 4.

Hedley, J. H., "CIA in the Classroom : Twenty Years of Officers in Residence", *Studies in Intelligence*, Vol. 49, n° 4, 2005.

Hindley, M., "Teaching Intelligence Project", *Intelligence and National Security*, Vol. 15, n° 1, 2000.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Jackson, Peter and Scott, Len (dirs.), *Understanding Intelligence in the Twenty-first Century*, Routledge, 2004.

Maddrell, Paul, "Intelligence Studies at UK Universities", à <http://users.aber.ac.uk/rbh/iss/uk.html>.

Marshall, M. G., "Teaching Intelligence Research", *Defense Intelligence Journal*, Vol. 14, n° 1, 2005.

Marrin, Stephen, "CIA's Kent School: Improving Training for New Analysts", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Routledge, Vol. 16, n° 4, 2003.

Marrin, Stephen, "Training and Educating U.S. Intelligence Analysts", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Routledge, Vol. 22, n° 1, 2009.

Marrin, Stephen, "Improving Intelligence Analysis in the US: Bridging the Gap Between Scholarship and Practice", communication à la International Studies Association Conference, New Orleans, 20 février 2010.

Marrin, Stephen, "The CIA's Kent School: A Step in the Right Direction", *The Intelligenceer: Journal of U.S. Intelligence Studies*, Vol. 11, n°2, hiver 2000.

May, Ernest, "Studying and Teaching Intelligence", *Studies in Intelligence*, CIA, Vol. 38, n° 5, 1995.

Monaghan, Peter, "Intelligence Studies", *The Chronicle Review of Higher Education*, 55/28, B4, 20 mars 2009.

Rudner, Martin, "Intelligence Studies in Higher Education: Capacity-Building to Meet Societal Demand", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Routledge, Vol. 22, n° 1, 2009.

Sallot, Jeff, "The Hottest Postsecondary Field? Intelligence. Demand Is So High University Simply Cannot Keep Up", *Globe and Mail*, Toronto, 1^{er} janvier 2007.

Salvetti, Lloyd, "Teaching intelligence: Working Together to Build a Discipline", Teaching Intelligence at Colleges and Universities, Conference Proceedings, 18 June 1999, Joint Military Intelligence College Publications.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Spracher, William, "Teaching Intelligence in the United States, the United Kingdom, and Canada", (*REF*)

Shreeve, Thomas and Dowd, James, "Building a Learning Organization : Teaching with Cases at CIA", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Vol. 10, n° 1, Pritemps 1997.

Studd, Suzan, "High-Level Intelligence Education", *The Chronicle Review of Higher Education*, 55/31, B18, 10 avril 2009

Swenson, Russell (dir.), *A Flourishing Craft : Teaching Intelligence Studies*, Occasional Paper n° 5, Joint Military Intelligence College, 1999.

Thomas, S. T., "Assessing Current Intelligence Studies", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Vol. 2, n° 2, 1988.

Winks, R. W., *Cloak and Gown : Scholars in the Secret War*, Seconde édition, Yale University Press, 1996.

Zegart, Amy, "Universities Must Not Ignore Intelligence Research", *The Chronicle Review of Higher Education*, 2007.

2. TROIS AXES ANALYTIQUES

2.1. Doctrines d'emploi et pensée stratégique

Les études académiques en langue anglaise consacrées au renseignement militaire sont nombreuses et adoptent principalement un angle d'étude historique³⁴³. Comme pour les autres axes d'études des *Intelligence Studies*, d'importantes bibliographies ont été générées tout au long du XX^e siècle pour mieux les gérer, par exemple celle publiée en 1993 par Jonathan House, *Military Intelligence, 1870-1991: A Research Guide*³⁴⁴. Si les études de cas, analysant une bataille, un conflit ou un fait, sont de loin les plus répandues, quelques ouvrages généralistes sont à

³⁴³ Voir la page de la bibliographie en ligne de Muskingum University consacrée au renseignement militaire : http://intellit.muskingum.edu/milintel_folder/mitoc.html

³⁴⁴ House, Jonathan M. *Military Intelligence, 1870-1991: A Research Guide*, Westport, CT: Greenwood, 1993.

relever, parmi lesquels on peut citer le fondamental *Intelligence in War* de John Keegan³⁴⁵.

Les origines du renseignement militaire remontent aux origines de la guerre. Comme Keegan le souligne en ouverture de son premier chapitre, « depuis la nuit des temps, les chefs militaires ont toujours recherché des informations portant sur leur ennemi, ses forces, ses faiblesses, ses intentions, ses dispositions »³⁴⁶. Le plus fort symbole de cette relation intime entre Défense et Renseignement se trouve probablement dans le surnom populaire donné aux organisations intérieure et extérieure du renseignement britannique, MI5 et MI6, « MI » n'étant autre que l'abréviation de « *Military Intelligence* », référence à leur origine dans le « *Directorate of Military Intelligence* » au début du XX^e siècle. Le renseignement est ainsi considéré comme l'un des outils fondamentaux de la supériorité militaire, « l'*information superiority* » constituant même pour beaucoup l'élément clé de la victoire.

En conséquence, le renseignement dispose d'une place importante dans les doctrines militaires, qui cherchent à structurer, codifier et encadrer cette fonction fondamentale sur les théâtres d'opérations. L'étude du contenu et des évolutions des textes doctrinaux offre donc une vision intéressante des principales problématiques liées au renseignement militaire. Elle permet en effet d'adopter un prisme légèrement différent de celui que l'on peut retrouver dans une grande partie des études académiques : le renseignement militaire n'y constitue pas un domaine d'étude séparé, « en soi ». Il n'est défini et envisagé qu'en fonction des besoins opérationnels, qu'ils soient constatés (enregistrement dans la doctrine des principales évolutions observées sur les théâtres) ou anticipés (volonté de prévision des besoins opérationnels à venir).

Le Renseignement d'Intérêt Militaire (RIM)

Le Renseignement d'Intérêt Militaire est défini dans la doctrine française de la façon suivante :

« Le renseignement d'intérêt militaire recouvre les informations et les évaluations dont ont besoin les décideurs de la stratégie générale militaire, qui, selon le concept d'emploi des forces, trouve son application dans quatre grands domaines étroitement liés :

- la définition et la préparation des moyens,

³⁴⁵ Keegan, John, *Intelligence in War*, 2004.

³⁴⁶ *Intelligence in War*, *op.cit.*, p. 7.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- la participation des forces armées à l'influence de la France dans le monde,
- le déploiement des forces conventionnelles,
- l'engagement de ces forces. »

Le RIM effectif est composé de deux dimensions : le renseignement militaire, visant à produire du renseignement sur les « aspects militaires des conflits armés » et le renseignement d'environnement, étudiant les caractéristiques des « espaces physiques » et du « milieu humain » présentant un « intérêt militaire »³⁴⁷.

Cette section se centrant sur l'étude des doctrines américaines et britanniques, une précision lexicale s'avère ici nécessaire : il n'existe pas en langue anglaise d'équivalent exact au terme de Renseignement d'Intérêt Militaire (RIM) employé dans la doctrine française. Les expressions « *military intelligence* », et surtout « *intelligence support for military [ou joint] operations* » dominent en effet dans les textes officiels. Pour rendre compte de cette différence lexicale, très certainement révélatrice d'une perspective légèrement différente, les termes employés dans cette section refléteront les expressions anglaises et américaines, grâce aux expressions « renseignement militaire », « renseignement de soutien aux opérations militaires », ou « appui renseignement »³⁴⁸.

La doctrine interarmées : l'exemple des États-Unis

La doctrine est officiellement définie aux États-Unis comme les principes fondamentaux guidant les actions entreprises par les forces armées pour soutenir les objectifs nationaux³⁴⁹. Plus simplement, il s'agit du *CORPUS* expliquant la façon

³⁴⁷ PIA 02.100, Concept du renseignement d'intérêt militaire, 11 février 2003, pages 5 et 6. Ce document a, depuis, été renommé CIA – 2, le renseignement d'intérêt militaire. La version disponible en ligne sur le site du CICDE prête toutefois à confusion, puisqu'à la suite d'une page de garde indiquant en référence un document daté de 2009 et une prochaine révision, c'est en réalité le texte du concept des opérations contre un adversaire irrégulier (ADIR) qui constitue le corps du document, probablement en raison d'une erreur de formatage. La dernière version du concept du renseignement d'intérêt militaire n'est donc pas disponible en ligne.

³⁴⁸ L'expression « appui renseignement » est utilisée dans la PIA 02.100, concept interarmées du renseignement d'intérêt militaire, septembre 2009, pages 13 et 16, dans un sens plus restrictif que dans les documents de langue anglaise, qui ont tendance à désigner par cette expression l'ensemble des activités liées au renseignement dans le contexte d'une opération (aussi bien sur le théâtre qu'en amont).

³⁴⁹ *Joint Publication 1-02, DOD Dictionary of Military and Associated Terms*, 12 April 2001, as amended through April 2010 ; entrée « doctrine ».

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

dont les forces armées doivent conduire leurs campagnes ; son caractère officiel – tous les textes doctrinaux sont publiés par le département de la défense – permet d'établir un cadre de référence et un vocabulaire communs pour l'ensemble de l'armée. Son usage principal est en effet interne : tous les soldats, et prioritairement les officiers, doivent en théorie lire les documents doctrinaux de façon systématique.

Il existe aux États-Unis une distinction importante entre doctrine et concepts³⁵⁰. Tandis que la doctrine doit refléter la réalité des opérations actuelles, les concepts doivent au contraire être tournés vers l'avenir. Les documents doctrinaux intègrent ainsi les principes dont l'efficacité a déjà été confirmée, les leçons des retours d'expérience et, plus globalement, « ce que l'on sait déjà ». Les concepts cherchent quant à eux à identifier et à proposer des solutions pour des problèmes naissants ou à venir ; ils exposent donc des principes dont l'efficacité n'est pas encore prouvée. La section de ce rapport se concentrera sur l'étude des doctrines, laissant les concepts de côté³⁵¹.

Aux États-Unis, les textes doctrinaux interarmées sont appelés *Joint Publications* (JP). Ces dernières sont publiées exclusivement par le *Joint Staff*, équivalent de l'État-major des Armées (EMA) français. Les *Joint Publications* doivent donc être distinguées des documents doctrinaux réalisés au sein des armées, et notamment des doctrines de l'U.S. Army, appelées *Field Manuals* (FM). Il existe ainsi un *Field Manual* et une *Joint Publication* consacrés à la contre-insurrection par exemple, soit deux documents distincts, le premier émanant de l'armée de Terre et le second établissant la doctrine interarmées³⁵². Le processus de développement des *Joint Publications* est très codifié et s'effectue grâce à une collaboration entre le *Joint Staff*, les grands commandements régionaux et fonctionnels, et les armées. Une *Joint Publication* est révisée environ tous les 5 ans ; ce cycle peut cependant varier en fonction des priorités.

Les *Joint Publications* peuvent être d'une longueur variée, mais approchent généralement de 250 pages, et font l'objet d'une classification hiérarchique. Le principal mode de classification suit les « *directorates* » (les « J ») : ainsi, les doctrines numérotées 2 traitent du renseignement (comme la fonction J2). Il existe six catégories : 1 pour le personnel, 2 pour le renseignement, 3 pour les

³⁵⁰ Le terme militaire de « concept » est donc sensiblement différent de son acception générale.

³⁵¹ En complément voir l'entretien réalisé au Pentagone et retranscrit en annexe n° 8 p. xxi.

³⁵² FM 3-24, *Counterinsurgency*, 2006 et JP 3-24, *Counterinsurgency*, 2009.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

opérations, 4 pour la logistique, 5 pour la planification et 6 pour la communication. Au sein de chacune de ces catégories existe une doctrine « *keystone* », c'est-à-dire fondamentale, coiffant l'ensemble des autres publications de la catégorie. Dans le domaine du renseignement, la doctrine *keystone* est la JP 2-0³⁵³. Toutes les autres *Joint Publications*, traitant de sujets plus précis, mais toujours dans le domaine du renseignement, seront ensuite numérotés « 2-XX ». Voir sur ce point le tableau reproduisant la hiérarchie de la doctrine interarmées aux États-Unis sur le site de la *Joint Electronic Library*³⁵⁴ (voir annexe n° 7).

Les principaux documents doctrinaux étudiés dans cette section seront ainsi :

- les *Joint Publications* (interarmées) américaines générales portant sur le renseignement : la JP 2-0, *Joint Intelligence*, juin 2007, la JP 2-01, *Joint and National Intelligence Support to Military Operations*, octobre 2004, et la JP 2-01.3, *Joint Intelligence Preparation of the Operational Environment*, juin 2009³⁵⁵ ;
- la récente *Joint Doctrine Note* 1/10 britannique, intitulée *Intelligence and Understanding*, avril 2010, écrite pour guider les révisions en cours dans les deux doctrines principales au niveau interarmées : la *Joint Warfare Publication* 2-00 et la *Joint Doctrine Publication* 2-00³⁵⁶ ;
- les principaux documents doctrinaux consacrés au renseignement dans le contexte des opérations de contre-insurrection et de stabilisation : les chapitres consacrés au renseignement dans le *Field Manual* 3-24, *Counterinsurgency*, 2006 (U.S. Army), le *British Army Field Manual*, Volume 1 Part 10, *Counterinsurgency*, octobre 2009 et la *Joint Publication* américaine 3-24, *Counterinsurgency*, octobre 2009.

En raison des révisions en cours et des différences entre les *corpus* américain et britannique dans le traitement des principales thématiques ainsi que dans l'architecture doctrinale, tous les textes étudiés ne se situent pas au même niveau.

³⁵³ Toutes les publications capstone sont numérotées X-0.

³⁵⁴ Joint electronic Library, 12 juillet 2010, accessible à l'adresse suivante : <http://www.dtic.mil/doctrine/doctrine/status.pdf>

³⁵⁵ La JP 2-03, *Geospatial Intelligence Support to Joint Operations*, mars 2007, n'est pas prise en compte dans cette section, en raison de la précision de son thème d'étude, et la JP 2-01.2, *Counterintelligence and Human Intelligence Support*, classifiée, n'est pas accessible en ligne.

³⁵⁶ La version précédente de ces doctrines fondamentales, actuellement en révision, n'est plus accessible en ligne, probablement en raison de la publication imminente (à l'automne 2010) des nouvelles versions. Le seul lien indiqué sur le site du Development Concepts and Doctrine Centre (DCDC, équivalent britannique du CICDE) est celui de la JDN.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Une *Joint Doctrine Note* (JDN) britannique ne fait ainsi pas autant autorité au Royaume-Uni qu'une *Joint Publication* aux États-Unis³⁵⁷. De même, le degré de classification des publications doctrinales est souvent élevé dans le domaine du renseignement, ce qui empêche un accès complet au *corpus*. L'analyse réalisée dans cette section n'a donc pas pour but de constituer une comparaison exhaustive, mais seulement de mettre en lumière les principales tendances doctrinales américaines et britanniques.

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont apporté des modifications importantes à leurs doctrines de renseignement militaire au cours des années 2000. Leur expérience commune en Irak, notamment les difficultés rencontrées sur ce théâtre dans la gestion de la situation « post-conflit », source de profondes mutations, se reflète à travers des évolutions doctrinales relativement parallèles. Dans ces deux pays, les années 2000 ont vu deux périodes de production doctrinale. La première série de révision date de la première moitié des années 2000 (principalement autour de 2003-2004). Elle reflétait les évolutions subies par la communauté du renseignement à la suite des attentats du 11 septembre (principalement aux États-Unis) et tournait définitivement la page de la guerre froide en esquissant un début d'intégration des problématiques liées aux « nouvelles menaces ». Une nouvelle série de révision est en cours depuis 2007 ; elle intègre principalement les leçons des conflits irakien et afghan dans le domaine du renseignement militaire. La « débâcle » irakienne, l'analyse des causes des difficultés rencontrées sur le théâtre irakien montrant entre autres la responsabilité du renseignement dans l'échec de la planification de l'après-guerre (notamment son échec à prévoir l'insurrection) et le « borbier » afghan³⁵⁸ ont en effet entraîné une nouvelle remise en question, liée à l'avènement comme priorité militaire principale de la problématique de la guerre irrégulière.

³⁵⁷ la JDN n'a en effet pour but que de conseiller des pistes d'évolution pour des documents doctrinaux situés plus haut hiérarchiquement, Joint Doctrine et Joint Warfare Publications (JDP et JWP) ; toutefois, cette JDN comme les JDP et JWP à venir semblent refléter les mêmes évolutions, et leur contenu sera très proche.

³⁵⁸ Les termes de débâcle pour l'Irak et de borbier pour l'Afghanistan sont fréquemment rencontrés dans la presse américaine.

2.1.1. L'appui renseignement traditionnel

Sur les théâtres d'opération conventionnels, le rôle traditionnel du renseignement a été longtemps confiné au pur appui des forces. John Keegan définit ainsi, en faisant référence à l'affaire *Ultra*, un « renseignement militaire idéal », qui consisterait en la connaissance par l'une des parties des intentions de l'autre, de ses capacités, de son plan d'action (comment, où, quoi et quand) alors que l'autre partie ne possède pas le même niveau de connaissance ni n'a conscience du savoir de l'adversaire³⁵⁹. C'est en effet bien dans la recherche de réponse à ces quatre questions, « comment, où, quoi et quand », que s'est trouvée pendant longtemps l'essence même du renseignement militaire.

Dans un rapport publié par la *Rand Corporation* et consacré au soutien analytique du renseignement dans les opérations de contre-insurrection, l'appui du renseignement aux opérations se déroulant sur les théâtres conventionnels est décrit en deux étapes³⁶⁰ : tout d'abord, avant le début des opérations, *l'Intelligence Preparation of the Battlefield* (IPB) décrit « l'ordre de bataille de l'ennemi, la disposition de ses forces, les conditions météorologiques, la démographie dans la zone d'opération, etc. »³⁶¹ ; ensuite, pendant la phase d'exécution, l'appui renseignement doit se concentrer sur les intentions de l'ennemi, en utilisant comme principal moyen de collection les méthodes de reconnaissance et de surveillance traditionnelles.

Pour mieux comprendre la façon dont l'armée elle-même appréhende le renseignement militaire, un retour aux textes doctrinaux s'avère nécessaire. Les documents sont nombreux ; l'U.S. Army par exemple dispose de 12 *Fields Manuals* consacrés aux thématiques du renseignement, le FM 2-0, *Intelligence* se trouvant à sa tête³⁶², et d'une quarantaine de publications de documents de niveau hiérarchique inférieur³⁶³.

³⁵⁹ *Intelligence in War, op.cit.*, p. 323.

³⁶⁰ Perry, Walter L. et Gordon, John IV, *Analytic Support to Intelligence in Counterinsurgencies* (prepared for the Office of the Secretary of Defense, OSD), Rand Corporation, 2008, p. 14.

³⁶¹ L'IPB est un système d'analyse développé dans les documents doctrinaux américains. Il est aujourd'hui appelé *Joint Intelligence Preparation of the Operational Environment*, JIPOE (voir ci-dessous).

³⁶² Field Manual 2-0, *Intelligence*, mars 2010. On peut également citer le FM 2-01.3, *Intelligence Preparation of the Battlefield/Battlespace*, octobre 2009, ou le FM 2-91.4, *Intelligence Support to Urban Operations*, mars 2008.

³⁶³ Voir la liste de ces documents :

Étudier le renseignement État de l'art et perspectives de recherche

Comme expliqué précédemment, la *Joint Publication* (JP) « *keystone* » dans le domaine du renseignement est la JP 2-0, *Joint Intelligence*³⁶⁴. Encadrant toutes les *Joint Publications* traitant du renseignement, elle traite du renseignement militaire en des termes généraux. Elle expose ainsi les définitions et les principes du renseignement interarmées, son organisation, la nécessité du partage d'information et de la coopération interagences et multinationale, et détaille les fonctions de l'appui renseignement à la planification, l'exécution et l'évaluation des opérations interarmées. Vient ensuite la JP 2-01 consacrée au *Joint and National Intelligence Support to Military Operations*. Cette *Joint Publication* n'est ainsi consacrée qu'au thème spécifique de l'appui apporté par le renseignement aux opérations militaires. Elle définit le rôle de l'appui renseignement sur les théâtres d'opérations, décrit la communauté interarmées et nationale du renseignement, ainsi que ses responsabilités et ses procédures, développe les opérations de renseignement avant de conclure sur l'appui à la planification et les interactions entre le renseignement et la grille d'information globale³⁶⁵. Ces deux documents américains seront dans cette section la base de l'étude de la fonction renseignement sur les théâtres conventionnels³⁶⁶. La *Joint Doctrine Note* britannique, *Intelligence and Understanding* fournit également des éléments intéressants, notamment dans sa description du modèle national et du cycle du renseignement³⁶⁷.

2.1.1.1 Définition et principes fondamentaux du renseignement militaire dans les doctrines britanniques et américaines

L'un des rôles principaux des doctrines interarmées est de fournir une définition claire, pouvant servir de référence, aux termes clés des principes qu'elles traitent. La JP 2-0 distingue ainsi l'information, « *un fait ou une série de faits pouvant être utile au commandant* », du renseignement [*intelligence*], qui consiste en une information

http://www.army.mil/usapa/doctrine/30_Series_Collection_1.html (le lien PDF situé sur la droite du tableau est cependant d'accès limité).

³⁶⁴ JP 2-0, *Joint Intelligence*, juin 2007.

³⁶⁵ JP 2-01, *Joint and National Intelligence Support to Military Operations*, octobre 2004.

³⁶⁶ Comme indiqué dans l'introduction générale de cette section, ce ne sont pas les seuls disponibles, mais ils sont les plus pertinents dans l'axe de l'appui renseignement sur les théâtres conventionnels.

³⁶⁷ JDN 1/10, *Intelligence and Understanding*, avril 2010.

« mise en relation avec d'autres informations déjà connues au sujet de l'environnement opérationnel et examinées à la lumière des expériences passées concernant un adversaire »³⁶⁸. Elle introduit dans son glossaire la définition officielle interarmées³⁶⁹ : « le produit résultant de la collection, du traitement, de l'intégration, de l'évaluation, de l'analyse et de l'interprétation de l'information disponible portant sur les nations étrangères, sur des forces ou des éléments hostiles ou potentiellement hostiles, ou sur des zones d'opérations actuelles ou potentielles. Ce terme est également appliqué à l'activité qui résulte en un produit et en des organisation engagées dans une telle activité »³⁷⁰.

La JDN britannique distingue quant à elle deux définitions du renseignement. La première consiste en une définition qualifiée de « traditionnelle » ; il s'agit de « l'information collectée, traitée, et interprétée pour être utilisée par le gouvernement national (y compris l'armée), pour lui permettre d'assurer la sécurité de l'État et de la population »³⁷¹. La deuxième définition prend en compte les objectifs du renseignement, notamment sa fonction de soutien à la *Grand Strategy*³⁷² : « une acquisition, une analyse et un traitement de l'information coordonnés et constants pour fournir aux dirigeants nationaux une évaluation réfléchie des menaces et des opportunités, afin qu'ils puissent l'exploiter à tous les niveaux et agir pour l'intérêt national »³⁷³.

De façon intéressante, la JP 2-01 américaine, qui n'est consacrée qu'au thème spécifique de l'appui renseignement aux opérations militaires, ne fournit pas dans son développement de définition du terme intelligence, mais définit uniquement l'appui renseignement : « en période de guerre, le renseignement se concentre sur les capacités militaires ennemies, sur ses centres de gravité (COGs), et sur ses potentielles lignes d'opération (COAs), afin de fournir aux commandants tactiques et opératifs l'information dont ils ont

³⁶⁸ JP 2-0, *op.cit.*, p. I-1.

³⁶⁹ C'est-à-dire la définition reprise dans la JP 1-02, DOD *Dictionary of Terms and Abbreviations*, 2001, as Amended through April 2010. Cette définition a été introduite en 2007, lors de la révision de la JP 2-0.

³⁷⁰ JP 2-0, *op.cit.*, glossaire, entrée « Intelligence ».

³⁷¹ JDN, *op.cit.*, p. 1-10.

³⁷² Ces objectifs sont définis en fonction du nouveau contexte d'engagement : « assurer une *situational awareness* [conscience de la situation] continue, coordonnée et interministérielle dans un environnement global volatil, incertain, compliqué et ambigu, pour conserver l'initiative stratégique, opérative et tactique, afin de prendre des décisions opportunes et appropriées, qui permettent au Royaume-Uni de mener des actions préventives, réactives ou punitives pour assurer sa sécurité », p. 1-11.

³⁷³ JDN, *op.cit.*, p. 1-12.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

besoin pour planifier et conduire les opérations »³⁷⁴. Cette citation contient un élément crucial pour l'appréhension du renseignement militaire : la mention du commandant. Le but ultime du renseignement militaire est en effet d'informer le commandement, afin de favoriser la meilleure conduite des opérations possible, en lui fournissant, dans le cadre des théâtres conventionnels, des informations pertinentes sur l'adversaire. Tous les documents doctrinaux mentionnent cette relation fondamentale et centrale entre renseignement militaire et commandant des forces.

Pour la JP 2-0, document *keystone*, le renseignement militaire a six buts : informer le commandant ; identifier, définir et nommer les objectifs, soutenir la planification et l'exécution des opérations ; contrer les tentatives de *deception* et de surprise de l'adversaire, soutenir les tentatives de *deception* amies ; évaluer les effets des opérations³⁷⁵. Il constitue l'une des six fonctions interarmées, aux côtés par exemple du *Command and Control* (C2) et de la protection des forces³⁷⁶. La JP 2-0 décrit également une série de principes fondamentaux, décrits dans le tableau ci-dessous, qui devraient toujours être respectés et présider à l'esprit dans lequel les activités de renseignement sont conduites.

³⁷⁴ JP 2-01, *op.cit.*, p. I-3. Il est toutefois important que cette JP, fortement datée, est en cours de révision. Elle intègre une définition du terme intelligence dans son glossaire, qui était la définition en vigueur avant 2007.

³⁷⁵ JP 2-0, *op.cit.*, p. I-3.

³⁷⁶ Pour plus de précisions, voir la JP 2-0, pages I-25 et I-26.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE



Principes du renseignement interarmées³⁷⁷

Enfin, l'ensemble des doctrines étudiées dans le *corpus* choisi pour cette section mentionnent la centralité de la problématique de l'*information superiority*. Omniprésente dans la JP 2-0, elle n'est cependant pas définie, ce qui constitue un cas rare dans les documents officiels américains, qui ne présupposent pas souvent que la compréhension d'un terme est acquise. La JP 2-01.3, consacrée à la préparation de l'environnement opérationnel, en donne cependant une définition complète, déclarant que « *l'effort de renseignement interarmées facilite le degré de domination dans l'information qui permet la conduite d'opération sans opposition effective (c'est-à-dire la supériorité de l'information)* »³⁷⁸. Le concept d'influence développé dans la JDN britannique, toutefois moins centré sur l'adversaire, est également à rapprocher de cette problématique³⁷⁹.

³⁷⁷ JP 2-0, *op.cit.*, p. II-1 (et suivante pour une description précise des principes).

³⁷⁸ JP 2-01, *op.cit.*, p. I-1.

³⁷⁹ JDN, *op.cit.*, pages 1-4 et 1-5.

2.1.1.2 Les fonctions du renseignement militaire dans les doctrines britanniques et américaines

Les fonctions du renseignement constituent le cadre fondamental des activités de renseignement conduites sur les théâtres d'opérations, en ce qu'elles permettent d'en distinguer les étapes, éléments et processus principaux. L'ensemble des doctrines ici étudiées intègrent de longs développements sur les *Intelligence Operations* (États-Unis) ou *Functions* (Royaume-Uni). La JDN britannique place ces considérations dans le cadre d'une réflexion générale sur le bien fondé des théories du cycle du renseignement³⁸⁰, et définit quatre fonctions de base (*core functions*), qui peuvent être résumées au moyen de l'acronyme « DCPD » : *Direction, Collection, Processing, Dissemination*³⁸¹. Lors de la première phase « d'orientation » sont constitués les *Intelligence Requirement* (IRs) et les *Essential Elements of Information* (EEIs – c'est-à-dire les indicateurs), en réponse aux besoins du commandant (*Commander's Critical Information Requirements* – CCIRs – ou *Priority Information Requirements* – PIRs). Vient ensuite la phase de collection, qui implique des éléments de planification, de coordination et d'emploi des méthodes d'*Intelligence, Surveillance and Reconnaissance* (ISR)³⁸². Le traitement constitue la troisième étape, définie comme « la conversion de l'information, à partir d'un éventail de sources, en renseignement, à travers l'évaluation, l'analyse, l'intégration et l'interprétation »³⁸³. Enfin, la dissémination doit avoir pour principales caractéristiques d'être opportune et sous une forme adaptée au destinataire.

La JP 2-0 américaine, *keystone* dans le domaine du renseignement, définit quant à elle six catégories d'opérations de renseignement, regroupées sous le terme de *Joint Intelligence Process*, et destinées à fournir la base en termes de vocabulaire et de procédures³⁸⁴. Comme l'indique le schéma suivant, ces six catégories, similaires dans l'esprit à celles qui sont décrites dans la JDN britannique, sont la planification et l'orientation, la collection, le traitement et l'exploitation, l'analyse et la production, la dissémination et l'intégration, l'évaluation et le retour d'information.

³⁸⁰ Pour plus de détails sur ces réflexions, voir l'axe d'étude consacré au cycle du renseignement.

³⁸¹ JDN, *op.cit.*, p. 2-4 et 2-5.

³⁸² Le terme employé par la JDN est celui d'ISTAR, qui rajoute Target Acquisition à l'acronyme habituel. Il est cependant précisé en note qu'il s'agit du même processus que celui de l'ISR.

³⁸³ JPD, *op.cit.*, p. 2-4.

³⁸⁴ JP 2-0, *op.cit.*, pages I-6 à I-20.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

La première catégorie regroupe les efforts de planification du renseignement, qui sont intégrées au processus général de planification. Comme dans la JDN, d'importants développements sont consacrés aux PIRs et EEIs ; la JP 2-0 livre en outre des détails quant à la planification du plan de collection. La collection est ensuite définie comme « *les activités liées à l'acquisition de données requises pour satisfaire les besoins exprimés dans le plan de collection* »³⁸⁵. La troisième phase de traitement et d'exploitation consiste en la conversion de données brutes en un document disposant d'une forme adaptée pour la transmission aux commandants et aux preneurs de décision de tous niveaux. De longs développements sont ensuite consacrés à l'analyse, au cours de laquelle l'information devient « renseignement » : « *le renseignement est produit à partir de l'information réunie par les capacités de collection (...) et à partir de la redéfinition et de la compilation de renseignement reçue des unités subordonnées et des organisations externes. Toute l'information traitée disponible est intégrée, évaluée, analysée et interprétée pour créer un produit qui satisfera les besoins (PIRs) du commandant* »³⁸⁶. Étape suivante, la dissémination consiste en la transmission du produit à son consommateur. Enfin, les activités d'évaluation et de retour d'information, comme l'indique leur position sur le graphique, sont menées de façon continue. Il ne s'agit pas là d'un processus d'évaluation des progrès, mais simplement d'une évaluation de la performance des types d'opérations de renseignement menées sur le théâtre.

La JP 2-0 américaine aborde ensuite la question des niveaux d'engagement, que la JDN britannique laisse de côté mais qui seront très certainement intégrés dans la *Joint Doctrine Publication*³⁸⁷. Il est ainsi établi qu'à chaque niveau d'engagement, stratégique, opératif ou tactique, correspond un niveau d'opérations de renseignement³⁸⁸. Au niveau stratégique, les productions du renseignement militaire sont utilisées pour développer les stratégies et politiques nationales. Le renseignement opératif se concentre quant à lui sur les capacités et les intentions de l'adversaire, afin d'aider le commandant à déterminer quand, où et avec quelle force l'adversaire pourrait mener des opérations. Au niveau tactique, les activités de renseignement se concentrent sur du renseignement de combat (*combat*

³⁸⁵ JP 2-0, *op.cit.*, p. I-14.

³⁸⁶ JP 2-0, *op.cit.*, p. I-15.

³⁸⁷ L'absence de traitement dans la JDN s'explique sans doute par le fait que cette thématique ne prête pas réellement à débat.

³⁸⁸ JP 2-0, *op.cit.*, pages I-21 et I-22.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

intelligence), tout en poursuivant les mêmes buts que ceux qui ont été précédemment décrits pour le niveau opératif.

Enfin, les doctrines interarmées américaines et britanniques consacrent d'importants développements aux disciplines du renseignement, que l'on pourrait définir, pour simplifier, comme les catégories principales de sources d'informations. Il serait vain de retranscrire ces réflexions ici, en ce qu'elles n'apportent aucun élément ni vision nouvelle par rapport à l'ensemble des *Intelligence Studies*. On peut néanmoins noter une variation de vocabulaire entre les doctrines britannique et américaine, puisque la JDN évoque les « sources » du renseignement, quand les *Joint Publications* parlent de « disciplines »³⁸⁹. Pour la doctrine américaine, les sources constituent au contraire « *les moyens ou systèmes qui peuvent être utilisés pour observer et enregistrer une information relative à la condition, à la situation ou aux activités d'un emplacement, d'une organisation ou d'un individu visé* »³⁹⁰. Les sources sont regroupées dans les sept disciplines majeures, dont elles ne constituent qu'une composante³⁹¹. Il convient également de remarquer que la JDN intègre l'*Electronic Warfare* dans les sources, ce que ne fait pas la JP 2-0, et que cette dernière y inclut, à la différence de la JDN, le contre-espionnage. Le tableau ci-dessous synthétise la vision américaine des disciplines du renseignement.

³⁸⁹ Voir JP 2-0, *op.cit.*, p I-5 et appendice B et JDN, *op.cit.*, pages 2-11 à 2-13.

³⁹⁰ JP 2-0, *op.cit.*, p I-5.

³⁹¹ Les sources sont à distinguer des sous-catégories, composantes en « INT » pouvant être regroupées dans l'une des sept grandes disciplines.

INTELLIGENCE DISCIPLINES, SUBCATEGORIES, AND SOURCES

GEOINT -- Geospatial Intelligence

- Imagery
- IMINT - Imagery Intelligence
- Geospatial Information

HUMINT -- Human Intelligence

- Debriefings
- Interrogation Operations
- Source Operations
- Document and Media Exploitation

SIGINT -- Signals Intelligence

- COMINT - Communications Intelligence
- ELINT - Electronic Intelligence
 - ** Technical ELINT
 - ** Operational ELINT
- FISINT - Foreign Instrumentation Signals Intelligence

MASINT -- Measurement and Signature Intelligence

- Electromagnetic Data
- Geophysical Data
- Materials Data
- Radio Frequency Data
- Radar Data
- Nuclear Radiation Data

OSINT -- Open-Source Intelligence

- Academia
- Interagency
- Newspapers/Periodicals
- Media Broadcasts
- Internet

TECHINT -- Technical Intelligence

CI -- Counterintelligence

Disciplines, sous-catégories et sources du renseignement³⁹²

³⁹² JP 2-0, *op.cit.*, p. I-6.

2.1.1.3 Renseignement et coopération avec d'autres services

Les doctrines interarmées américaines et britanniques ne prévoient pas seulement comment la composante renseignement de leurs armées doit opérer sur les théâtres, mais envisagent en outre des processus de collaboration avec d'autres services, qu'ils soient nationaux ou multinationaux, afin de disposer de l'information la plus fiable et la plus complète possible.

Cette dimension n'a été ajoutée qu'en 2007 dans la JP 2-0 américaine, document *keystone* dans le domaine du renseignement, puisque l'état des lieux des changements opérés dans cette version (ce document ayant été initialement rédigé en 2000) indique qu'elle « *établit et discute les principes de la collaboration interagences en matière de renseignement et le partage de renseignement multinational*³⁹³ ». C'est toutefois la plus complète et la plus révélatrice des tendances américaines sur ce sujet, son dernier chapitre étant entièrement consacré à cette problématique³⁹⁴. La JDN britannique se contente quant à elle de souligner l'importance de cette thématique, sans donner de détails sur ses principes ou ses pistes d'application ; la JDN en cours de révision devrait néanmoins fournir des indications plus précises³⁹⁵.

L'objet du chapitre consacré dans la JP 2-0 au partage du renseignement est de définir les contours d'un « *environnement de partage de renseignement collaboratif* », qui devrait être dynamique et flexible afin de générer et de déplacer au mieux des renseignements et des informations opérationnelles³⁹⁶. La JP 2-0 définit ainsi des principes pour le partage de renseignement multinational et pour la collaboration interagences en matière de renseignement, résumés dans les tableaux suivants :

³⁹³ JP 2-0, *op.cit.*, p. iii.

³⁹⁴ JP 2-0, *op.cit.*, chapitre V, pages V-1 à V-14.

³⁹⁵ JDN, *op.cit.*, pages 1-6 et 1-9. Page 1-9 est ainsi précisé que la dimension interministérielle sera l'un des thèmes centraux de la prochaine JDN.

³⁹⁶ JP 2-0, *op.cit.*, p. V-1.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE



Principes du partage du renseignement multinational et de la collaboration interagences en matière de renseignement³⁹⁷

La JP 2-0 estime que la question du partage du renseignement est fondamentale sur les théâtres d'opérations qui sont le cadre d'un déploiement multinational. Il revient au commandant des forces de décider de la politique et des procédures à mettre en œuvre pour le faciliter, les principes décrits ci-dessus ne constituant qu'un point de départ pour le guider dans cette tâche³⁹⁸. De même, l'importance

³⁹⁷ JP 2-0, *op.cit.*, pages V-2 et V-5.

³⁹⁸ JP 2-0, *op.cit.*, p. V-2.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

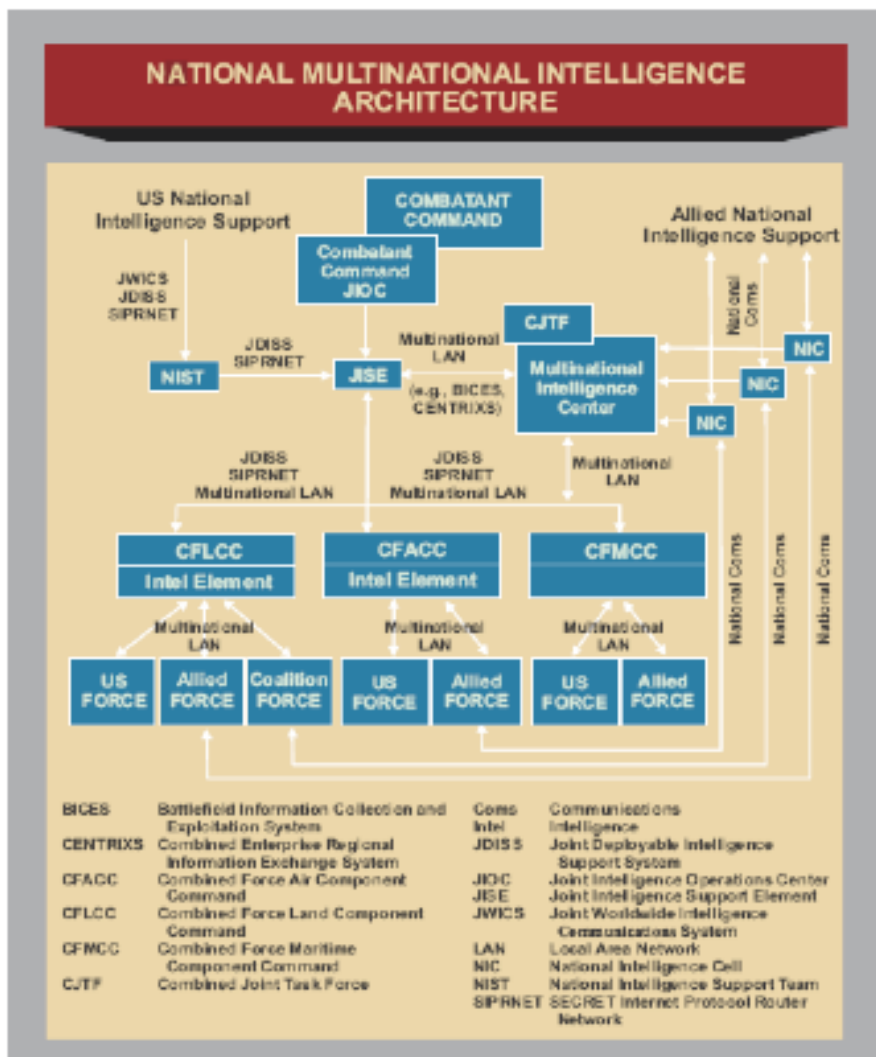
de la collaboration interministérielle est fortement soulignée, même s'il est reconnu que des questions de classification peuvent parfois freiner le processus. La JP 2-0 insiste sur la nécessité d'intégrer des personnels de liaison au sein des différents services, afin de tenter au mieux de maintenir l'unité d'effort du gouvernement américain³⁹⁹.

La JP 2-0 établit enfin les principaux besoins et impératifs d'une éventuelle « architecture de partage du renseignement ». Parmi les principales exigences, on peut citer les principes de l'organisation de la dissémination selon les modes « *push* » (les échelons supérieurs pouvant transmettre des informations aux échelons inférieurs) et « *pull* » (accès direct à des bases de données ou à des fichiers par toutes les organisations impliquées dans des activités de renseignement, à tous les niveaux) ou la nécessité de développer des exercices et des entraînements communs en temps de paix⁴⁰⁰. Enfin, la JP 2-0 donne des éléments indicatifs pour l'élaboration de structures organisationnelles, incluant notamment la nécessité de la mise en place d'un centre multinational du renseignement dans le cadre des opérations multinationales. Le schéma suivant synthétise la vision américaine de l'architecture du renseignement sur le plan multinational.

³⁹⁹ JP 2-0, *op.cit.*, p. V-4. « L'unité d'effort », en plein essor depuis la fin des années 1990, a été consacrée dans les travaux doctrinaux liés à la stabilisation et à la contre-insurrection.

⁴⁰⁰ JP 2-0, *op.cit.*, pages V-6 et V-7.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE



Vision américaine de l'architecture du renseignement sur le plan multinational⁴⁰¹

⁴⁰¹ JP 2-0, *op.cit.*, p. V-9.

2.1.2. Les mutations dues aux nouveaux contextes d'engagement et les adaptations doctrinales

En 1998, le représentant Ike Skelton, actuel *Chairman* de la commission des Forces Armées de la Chambre des Représentants, écrivait un article consacré à l'appui renseignement des opérations militaires, centré essentiellement sur les moyens aériens. Il concluait en affirmant la nécessité d'investir sur les technologies avancées du renseignement, en s'appuyant sur les succès rencontrés pendant les opérations « *Desert Storm* » en Irak et lors de la mise en œuvre de structures de soutien aux forces américaines et de l'Otan en Bosnie⁴⁰². Il écrivait ainsi « *pour les spectateurs installés devant leur télévision, des séquences dramatiques avaient capturé des [precision-guided munitions] PGMs atteignant exactement leur cible, pénétrant à l'occasion dans les fenêtres spécifiées* »⁴⁰³.

Huit ans plus tard, Ahmed S. Hashim écrivait dans son ouvrage *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq* que les contre-mesures ennemies plaçaient la certitude du combat hors de l'atteinte de la technologie et que « *l'information que nous désirons le plus au sujet de l'ennemi – son pouvoir de combat réel et ses intentions – réside dans les dimensions psychologiques et humaines plutôt que physiques* »⁴⁰⁴. Aucun de ces deux auteurs ne parlait du renseignement militaire en général : le premier pensait que l'avenir du renseignement militaire se situait dans la supériorité aérienne, le second analysait la réalité du contexte des années 2000, à savoir les particularités du renseignement dans le combat contre une insurrection.

Le renseignement militaire a en effet pris un chemin différent de l'avenir qu'on lui imaginait à la fin des années 1990. L'engagement américain et allié sur les théâtres irakien et afghan, l'émergence de la guerre irrégulière à un niveau similaire à celui de la guerre conventionnelle, et l'apparition des opérations de stabilisation et de contre-insurrection au rang des priorités principales des armées

⁴⁰² Skelton, Ike, "Intelligence Support of Military Operations", *Joint Forces Quarterly*, Spring 1998, pages 17 à 22. L'article est fortement centré sur les nouvelles technologies disponibles dans le domaine aérien, et plus précisément sur l'efficacité des bombardements aériens, d'où l'absence de prise en considération des autres disciplines du renseignement, et notamment de l'importance du renseignement humain. Cet article n'en est pas moins révélateur des courants de pensée de la fin des années 1990.

⁴⁰³ Skelton, Ike, *op.cit.*, p. 22.

⁴⁰⁴ Hashim, Ahmed S., *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*, Cornell University Press, mars 2006, p. 321, reprenant les propos d'Elaine Grossman, "Officers in Iraq: War Tactics offer Little Prospect of Success", *Inside the Pentagon*, septembre 2004.

occidentales ont ainsi imposé à l'appui renseignement des mutations profondes⁴⁰⁵. Peu après les attaques dont la communauté du renseignement a été la cible à la suite des attentats du 11 septembre, le renseignement militaire s'est en effet trouvé au centre de reproches nouveaux, en raison de son incapacité à prévoir l'insurrection qui s'est élevée en Irak à l'issue des opérations de combat majeur⁴⁰⁶.

Dans la seconde moitié des années 2000, les doctrines militaires ont commencé à intégrer ces évolutions. Ce sont d'abord les doctrines spécialisées, aussi bien par leur origine (armée de Terre) et par leurs objets (stabilisation et contre-insurrection), qui ont apporté les changements les plus significatifs. Ici encore, la publication par l'U.S. Army du *Field Manual 3-24, Counterinsurgency*, écrit par le général Petraeus en 2006, a été déterminante. Son chapitre 3, consacré au renseignement, s'ouvrait en effet sur les spécificités du renseignement dans les opérations de contre-insurrection, et insistait sur la compréhension de l'environnement opérationnel (passé depuis au premier plan des réflexions doctrinales) tout en affirmant « *Intelligence in COIN is about people* »⁴⁰⁷. Une série de publications consacrées aux opérations de contre-insurrection et de stabilisation devait ensuite suivre, parmi lesquelles on peut citer, pour les forces terrestres, le *Field Manual 3-07, Stability Operations*, et le *British Army Field Manual, Counterinsurgency*, octobre 2009, et au niveau interarmées la *Joint Publication 3-24, Counterinsurgency*, octobre 2009 et la *Joint Doctrine Publication britannique 3-40, Security and Stabilisation : the Military Contribution*, novembre 2009.

2.1.2.1 Les mutations engendrées dans l'appui renseignement par l'émergence des théâtres irréguliers

L'appui renseignement sur les théâtres irréguliers diffère sensiblement de sa pratique dans la guerre conventionnelle. L'adversaire et le milieu dans lequel il

⁴⁰⁵ Pour plus de facilité, l'objet de cette section n'étant pas de réaliser une étude des principales problématiques liées à la nébuleuse de l'irrégularité, l'expression de « guerre irrégulière » sera ici employée dans son sens large, incluant les thématiques de la stabilisation et de la contre-insurrection.

⁴⁰⁶ La responsabilité des déficiences de planification de l'après-guerre, qui ne trouvaient pas uniquement leurs sources dans cette lacune de la fonction renseignement, ainsi que l'inadaptation globale des forces américaines confrontées à des situations d'instabilité, a également été fortement soulignée.

⁴⁰⁷ *Field Manual 3-24, Counterinsurgency*, 2006, p. 3-1.

évolue ne peuvent en effet pas être abordés de la même façon. Comme le rappelle le rapport publié par la *Rand Corporation* précédemment cité, « *l'ennemi dans une insurrection est insaisissable, et probablement indiscernable de la population générale* », et « *les groupes d'insurgés ne ressemblent en rien aux formations des forces traditionnelles* »⁴⁰⁸. Il est ainsi bien plus difficile de disposer d'informations précises sur la composition et sur les intentions précises du groupe « ennemi », l'ennemi étant en lui-même bien difficile à définir. Peu de détails sont disponibles sur « *son ordre de bataille, sur ses équipements, sur ses buts stratégiques ou sur ses tactiques* »⁴⁰⁹. Ses relations troubles avec la population, dans laquelle il se fond et qui parfois lui est favorablement disposée, représentent un défi supplémentaire, imposant une connaissance de l'environnement opérationnel bien plus poussée que ce qui était habituellement pratiqué par les composantes du renseignement militaire. La nature même des opérations menées donne au soutien de la population un rôle central, notamment dans le cadre de la contre-insurrection, et impose un changement encore plus radical pour l'appui renseignement.

Si ses méthodes doivent évoluer dans le cadre de la guerre irrégulière, l'importance du renseignement militaire n'en est pas diminuée pour autant. Au contraire, le rôle des opérations de renseignement est crucial sur ces théâtres, comme l'ont illustré les conséquences lourdes de ses défaillances irakiennes⁴¹⁰.

Plusieurs auteurs ont tenté de définir les « nouvelles règles » du renseignement dans le cadre de la guerre irrégulière. Pour Ahmed S. Hashim par exemple, il convient de renforcer les évaluations stratégiques réalisées sur les pays dans lesquels se déroulent les opérations, en introduisant plus de souplesse dans le caractère définitif qu'elles peuvent parfois prendre⁴¹¹. Trop souvent, selon lui, des erreurs d'appréciation ont été commises en raison d'une faiblesse du processus de révision des analyses livrées : sur les théâtres irréguliers, il faut savoir accepter que l'on ait pu se tromper et redéfinir les jugements passés. Aux niveaux opérationnels et tactiques, il convient d'améliorer la compréhension de

⁴⁰⁸ *Analytic Support to Intelligence in Counterinsurgencies, op.cit.*, pages 13 et 15.

⁴⁰⁹ *Analytic Support to Intelligence in Counterinsurgencies, op.cit.*, page 15.

⁴¹⁰ Pour la part de responsabilité du renseignement dans les défaillances de la planification de « l'après-guerre », voir notamment Hashim, Ahmed S., *op.cit.*, pages 319 à 321 et Smith, George W. Jr., « Avoiding a Napoleonic Ulcer: Bridging the Gap of Cultural Intelligence (Or, Have We Focused on the Wrong Transformation?) », *Chairman of the Joint Chiefs of Staff Strategy Essay Competition: Essays 2004*, National Defense University Press, 2004.

⁴¹¹ Hashim, Ahmed S., *op.cit.*, p. 320.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

l'adversaire, notamment dans les domaines culturels et sociologiques⁴¹². Pour cela, l'information recueillie au niveau tactique s'avère essentielle et l'implication quotidienne du soldat dans la collection du renseignement en est renforcée⁴¹³.

De nombreux articles ont également été consacrés dans les années 2000 à la thématique du « renseignement culturel » (*Cultural Intelligence*). George W. Smith, écrivant en 2004 une comparaison de la résistance espagnole face à Napoléon et de l'après-guerre irakienne, et James P. Coles, défendant l'intégration du renseignement culturel dans la doctrine interarmées américaine, ont tous deux réalisé des argumentations édifiantes sur la nécessité de l'approfondissement de la compréhension culturelle des populations locales⁴¹⁴. James P. Coles définit ainsi le renseignement culturel comme « *les informations sociales, politiques, économiques ou démographiques analysées, qui permettent de comprendre l'histoire, les institutions, la psychologie, les croyances (comme la religion) et les comportements d'un peuple ou d'une nation* ». Il ajoute ensuite que « *cela aide à comprendre pourquoi un peuple agit d'une certaine façon et ce qu'il pense* »⁴¹⁵.

Enfin, le rapport publié par la *Rand Corporation* propose des modèles d'analyse adaptés aux spécificités des opérations de contre-insurrection⁴¹⁶. En raison des modes d'action spécifiques des insurgés – assassinats, attentats, enlèvements, EEI etc. –, les auteurs considèrent que le renseignement militaire « *begins to resemble police intelligence* »⁴¹⁷. L'analyse est donc construite de façon plus systémique, en étudiant les relations entre les différents acteurs et leur environnement. De plus, les auteurs insistent sur la nécessité d'obtenir du renseignement « actionnable » (*actionable*), qui fournisse au commandant des informations dynamiques, permettant de prévoir au mieux l'emplacement de la prochaine cible de l'adversaire, le type d'attaque attendu ou les caches d'armes⁴¹⁸. Le rapport développe ensuite dans son cinquième chapitre des outils analytiques

⁴¹² *Ibid.*

⁴¹³ Hashim, Ahmed S., *op.cit.*, pages 321 et 322.

⁴¹⁴ Smith, George W. Jr., "Avoiding a Napoleonic Ulcer: Bridging the Gap of Cultural Intelligence (Or, Have We Focused on the Wrong Transformation?)," *op.cit.* et Coles, John P., Commander U.S. Navy, "Incorporating Cultural Intelligence Into Joint Doctrine", *IO Sphere*, Spring 2006.

⁴¹⁵ Coles, John P., *op.cit.*, p. 7.

⁴¹⁶ *Analytic Support to Intelligence in Counterinsurgencies, op.cit.*

⁴¹⁷ *Ibid.*, p. 15.

⁴¹⁸ *Ibid.*, p. 17.

qui seraient plus adaptés que ceux qui sont actuellement en place. S'il serait vain et laborieux de toutes les résumer ici, on peut néanmoins citer le modèle COINCOP (*the counterinsurgency common operational picture*), qui permet d'analyser les réseaux insurgés⁴¹⁹.

2.1.2.2 La nécessaire évolution des documents doctrinaux

Un grand nombre d'auteurs considèrent que ces spécificités du renseignement militaire devraient être prises en compte dans les doctrines interarmées⁴²⁰. Certes, dans les révisions du début des années 2000, les modifications de l'après guerre froide avaient été définitivement entérinées, le monde était entré dans « l'après 11 septembre », et une attention plus grande était portée à la compréhension de l'environnement, parfois même avec un début d'intégration des facteurs culturels. Mais, de façon générale, les doctrines interarmées du début des années 2000, écrites pour certaines au moment même où les États-Unis étaient en train de s'enliser en Irak⁴²¹, révèlent que peu de membres de la communauté du renseignement avaient pris conscience de l'ampleur du changement à venir.

La JP 2-01, *Joint and National Support to Military Operations*, consacrée au thème spécifique de l'appui renseignement aux opérations militaires et publiée en octobre 2004, est révélatrice de ce « décalage » doctrinal⁴²². La définition du renseignement présente dans son glossaire, qui était la définition officielle en vigueur à l'époque, est déjà lourde de sens. Elle mentionne en effet principalement l'adversaire : « les informations et la connaissance d'un adversaire obtenue à travers l'observation, l'enquête, l'analyse ou la compréhension »⁴²³. L'une des caractéristiques essentielles de la JP 2-01 était en effet qu'elle était

⁴¹⁹ *Ibid.*, chapitre 5, pages 25 à 49 ; le modèle COINCOP y est décrit dans les pages 35 à 39.

⁴²⁰ Par exemple Coles, John P., *op.cit.*

⁴²¹ La JP 2-01, par exemple, *op.cit.*, a été publiée en octobre 2004.

⁴²² Il est toutefois important de noter que les doctrines (*Joint Publications*) américaines ont pour but d'enregistrer les pratiques et principes actuels, c'est-à-dire constatés. Ce sont les concepts qui ont vocation à déterminer les orientations futures. La JP 2-01 n'en est pas moins révélatrice de l'ampleur du décalage entre l'état d'esprit des composantes renseignement et ce qui aurait été requis sur le théâtre irakien pour conduire au mieux l'après-guerre.

⁴²³ JP 2-01, *op.cit.*, glossaire, entrée « Intelligence ». La première partie de cette définition est : « *le produit résultant de la collection, du traitement, de l'intégration, de l'analyse, de l'évaluation et de l'interprétation des informations disponibles sur un pays ou sur des zones étrangères* ». Cette *Joint Publication* est actuellement en cours de révision.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

entièrement centrée sur l'ennemi, l'étude de l'environnement n'y occupant qu'une place secondaire. Le terme « ennemi » était d'ailleurs majoritairement employé dans les définitions clés générales ou pour décrire les capacités adverses, alors qu'il a été globalement remplacé dans ces emplois par le terme « adversaire » dans les doctrines ultérieures⁴²⁴. De même, il n'y avait que deux occurrences du terme « *stabilization* » dans la JP 2-01, alors qu'il y en a six fois plus dans la JP 2-0, doctrine *keystone* dans le domaine du renseignement, révisée en 2007⁴²⁵. Le terme de « *intelligence preparation of the battlefield* » figure en outre toujours dans cette publication, puisque la modification vers l'expression « *preparation of the operational environment* » n'est intervenue que lors de la révision de la JP 2-0. Enfin, si la JP 2-01 consacre une section à la thématique du « renseignement et les défis de l'environnement du XXI^e siècle », force est de constater que ces défis ne recouvrent pas ceux auxquels l'armée américaine était confrontée au moment de sa publication fin 2004. Le terme d'insurrection ne figure ainsi pas dans les deux paragraphes composant cette section, qui définit les menaces du XXI^e siècle comme allant « *de l'emploi terroriste d'armes de destruction massive aux crises militaires et sociales qui menacent l'intégrité territoriale des alliés des États-Unis* »⁴²⁶. Ce développement insiste donc sur l'émergence des nouvelles technologies et des risques qui y sont associés, et ne cite les techniques asymétriques que comme un moyen de freiner l'ISR et la projection de la force⁴²⁷.

Ces exemples de variations lexicales illustrent le fait que la JP 2-01 n'envisageait en 2004 l'appui renseignement que dans le cadre d'engagements conventionnels, et surtout seulement en soutien à des opérations de combat. Cette caractéristique était à l'époque répandue, puisqu'en 2006, Paul P. Coles remarquait que « *la doctrine interarmées consacrée au renseignement, et particulièrement le document keystone, la JP 2-0, est encore massivement écrite pour les opérations de combat, et utilise les termes liés au combat* ». L'évolution de la JP 2-0, encore toutefois marquée par les théâtres

⁴²⁴ Voir JP 2-01, *op.cit.*, 2004 p. I-3 : “Intelligence focuses on enemy military capabilities (...)” et JP 2-0, *op.cit.*, 2007 : “Operational Intelligence focuses on adversary military capabilities (...)”. Cette évolution a été confirmée lors d'un entretien au Pentagone.

⁴²⁵ D'après une recherche PDF effectuée sur ces deux documents ; il est toutefois impossible de comparer la version de 2007 de la JP 2-0 avec sa version antérieure, cette dernière n'étant pas disponible en ligne.

⁴²⁶ JP 2-01, *op.cit.*, p. I-2, dans un contexte fortement marqué par le conflit irakien.

⁴²⁷ *Ibid.*

conventionnels, ne date donc bien que de sa révision, en 2007⁴²⁸. La « débâcle » irakienne puis le « bourbier » afghan ont depuis illustré l'importance du « post-conflit » dans les conflits de basse intensité, thématique désormais désignée par le vaste terme de stabilisation, et donc de la compréhension de l'environnement opérationnel. Ce n'est que lors de la deuxième vague interarmées de révision doctrinale, initiée autour de 2007, que les documents publiés ont commencé à intégrer ces facteurs.

2.1.2.3 L'état de la doctrine : des évolutions jugées encore insuffisantes

Les documents doctrinaux consacrés au renseignement sont donc désormais presque tous en cours de révision, notamment dans le but d'intégrer cette évolution et de placer au cœur des fonctions du renseignement la compréhension de l'environnement culturel et les nouvelles méthodes définies dans le cadre de l'irrégularité.⁴²⁹ Il est intéressant de noter que ces évolutions n'ont pas immédiatement eu lieu dans le cadre des documents doctrinaux généraux liés au renseignement (que ce soit au niveau des doctrines de services ou interarmées), mais ont d'abord été inscrites dans les documents doctrinaux d'opérations consacrées à la stabilisation et à la contre-insurrection.

Aux États-Unis notamment, le rôle du *Field Manual 3-24*, publié par l'U.S. Army, véritable révolution qui a eu des conséquences pour l'ensemble de la communauté de la défense américaine, a une fois de plus été fondamental. Comme indiqué précédemment, son chapitre 3 était consacré au renseignement, et s'ouvrait sur les spécificités du renseignement dans les opérations de contre-insurrection (qui figurent en annexe). Les deux premières phrases de ses deux premiers points, « *Counterinsurgency (COIN) is an intelligence-driven endeavor* » et « *Intelligence in COIN is about people* » devaient en effet marquer durablement les esprits⁴³⁰. Les aspects majeurs des mutations du renseignement militaire sur les théâtres irréguliers y figuraient déjà. Outre les deux points précédemment cités, on peut noter la mention de la compréhension de l'environnement opérationnel (incluant les « *cultures, les perceptions, les valeurs, les croyances, les intérêts et les processus de*

⁴²⁸ Coles, John P., *op.cit.*, p. 10.

⁴²⁹ Comme indiqué précédemment, la JP 2-01, *op.cit.*, est en cours de révision, comme le sont les JDP et JWP britanniques. Les JP 2-01.2 et JP2-03, *op.cit.*, le sont également. Une nouvelle version du FM 2-0 a par ailleurs été publiée en avril 2010.

⁴³⁰ Field Manual 3-24, *Counterinsurgency*, 2006, p. 3-1.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

prise de décision des individus et des groupes »⁴³¹), le caractère local des insurrections, impliquant un flot de renseignement « *bottom-up* » (et donc l'importance du niveau tactique) et enfin la nécessité du partage du renseignement⁴³². Le FM 3-24 comprend ensuite une longue section consacré à *l'intelligence preparation of the battlefield* (le terme de « *battlefield* » est présent dans le titre – probablement pour rester en accord avec le lexique interarmées – mais ses sous-sections n'emploient que l'expression « d'environnement opérationnel », repris par la suite dans la doctrine interarmées), et des brèves sections consacrées à l'ISR, au contre-espionnage, au caractère « *all-source* » du renseignement dans les opérations de contre-insurrection (*all-source intelligence*, soit un type de renseignement utilisant toutes les disciplines) et enfin au partage du renseignement.

La *Joint Publication 3-24*, interarmées, consacrée aux opérations de contre-insurrection et publiée en octobre 2009, détaille elle aussi dans son chapitre 5 les fonctions du renseignement, et ajoute dans son chapitre 8 l'étude de l'environnement opérationnel, dont elle synthétise les principales étapes⁴³³. Le chapitre 5 s'ouvre sur les buts du renseignement interarmées dans le cadre de la contre-insurrection : « *informer le commandant, identifier les objectifs, soutenir la planification et l'exécution des opérations, contrer les tentatives de déception et de surprise de l'adversaire, soutenir les efforts de déception amis et évaluer l'efficacité des opérations* »⁴³⁴. Ces six buts sont exactement les mêmes que ceux qui sont définis dans la JP 2-0, document *Keystone* dans le domaine du renseignement, pour l'ensemble du renseignement militaire (hors du simple cadre de la contre-insurrection)⁴³⁵. La différence entre l'esprit du FM 3-24 terrestre, qui ouvre son chapitre sur les spécificités du renseignement dans les opérations de contre-insurrection, et celui de la JP 3-24, qui se contente de reprendre les buts généraux du renseignement, est ainsi particulièrement illustrée.

La JP 3-24 définit cependant des objectifs légèrement différents dans une section consacrée aux principes des opérations de renseignement dans la contre-insurrection : « *les efforts de renseignement dans la COIN doivent aider à combattre l'insurrection et à développer le renseignement nécessaire pour aborder les causes profondes et les*

⁴³¹ *Ibid.*

⁴³² *Ibid.*

⁴³³ JP 3-24, *Counterinsurgency Operations*, octobre 2009 ; l'étude de la JIPOE sera détaillée dans la sous-partie suivante.

⁴³⁴ *Ibid.*, pages V-1 et V-2.

⁴³⁵ Comme indiqué précédemment dans cette section.

grieffs alimentant l'insurrection »⁴³⁶. Sont ensuite cités, entre autres, le flot de renseignement « *bottom-up* », l'importance de la collection au niveau tactique et de sa coordination globale, la transformation de tout soldat en collecteur potentiel d'information, la nécessité du retour d'information et le caractère « *all-source* » du renseignement pratiqué⁴³⁷. La JP 3-24 interarmées intègre ainsi la majorité des spécificités habituellement définies pour les théâtres irréguliers, et accorde une place importante à l'étude de l'environnement opérationnel, en insistant sur les facteurs socioculturels et civils⁴³⁸. Les caractéristiques fondamentales de la contre-insurrection, une lutte directe et indirecte – en privant l'insurrection de sa base au sein de la population – se retrouvent ainsi au cœur des pratiques du renseignement. Cette publication ne propose toutefois pas de changement radical quant à l'approche générale que doivent suivre les éléments déployés au titre de l'appui renseignement, et envisage toujours le renseignement principalement comme un outil de compréhension de l'ennemi. De nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui contre cette vision « *enemy-centric* » de la contre-insurrection, par exemple celle du Major General Flynn, *Deputy Chief of Staff* de la cellule *Intelligence* (CJ2) de la Fias, comme cela sera expliqué dans la sous-partie suivante.

On peut également noter la publication, en octobre 2009, du volume du *British Army Field Manual* consacré à la contre-insurrection et fondé largement sur l'expérience britannique irakienne, qui comprend lui aussi une section portant sur le renseignement⁴³⁹. Les principales caractéristiques décrites ci-dessus y figurent, de l'importance du niveau tactique et du flot « *bottom-up* » à l'importance de la compréhension de l'environnement (*Intelligence Preparation of the Environment* – IPE), ce document allant même jusqu'à indiquer dans sa conclusion que « *le renseignement culturel est aussi important que le renseignement portant sur l'insurgé* »⁴⁴⁰. Ce chapitre, remarquable par sa clarté et par sa pertinence, figure en annexe⁴⁴¹.

Les doctrines interarmées américaines consacrées au domaine du renseignement, la JP 2-0, *Joint Intelligence*, document *keystone*, et la JP 2-01.3, *Joint Intelligence*

⁴³⁶ *Ibid.*, p. V-3.

⁴³⁷ *Ibid.*, pages V-3 et V-4 et pages V-12 et 13 pour le *all-source* intelligence.

⁴³⁸ JP 3-24, *op.cit.*, p. xxii.

⁴³⁹ British Army Field Manual, Volume 1 Part 10, *Counterinsurgency*, octobre 2009, chapitre 5.

⁴⁴⁰ *Ibid.*, pp. 5-14.

⁴⁴¹ Voir Annexe n° 9 p. xiii.

*Preparation of the Operational Environment (JIPOE)*⁴⁴², ne contiennent que très peu d'éléments directement consacrés à la contre-insurrection. La JP 2-0 souligne ainsi que « pendant les opérations de contre-insurrection et de contre-terrorisme, le renseignement opérationnel se préoccupe davantage des opérations de stabilité et accorde une plus grande importance aux facteurs politiques, économiques et sociaux »⁴⁴³. De même, la JP 2-01.3 développe quelques considérations sur les opérations de stabilité⁴⁴⁴, en expliquant que la guerre irrégulière et les opérations de stabilité requièrent une compréhension plus détaillée des facteurs sociaux-culturels, qui ne sont que très faiblement pris en compte lors d'une guerre conventionnelle. Les JIPOE effectuées dans ce cadre doivent dès lors intégrer des informations portant sur les infrastructures, les motivations de l'ennemi, les langues parlées, les principales sources d'influence au sein de la population, et les liens qui unissent cette dernière à l'adversaire⁴⁴⁵. Le détail du processus de la JIPOE sera étudié dans la sous-partie suivante.

Ces deux doctrines, publiées en 2007 et 2009, illustrent toutefois une évolution certaine. Par son objet même, la JP 2-01.3, portant sur la préparation de l'environnement opérationnel (JIPOE), indique une prise en compte de l'environnement opérationnel plus importante. Le titre de cette publication, avant sa révision, contenait en effet toujours le terme de « *battlefield* ». De même, comme indiqué précédemment lors des développements sur le décalage de la JP 2-01 consacré à l'appui renseignement, la version révisée de la JP 2-0, document *keystone*, intègre de nombreux éléments prenant en compte les nouveaux impératifs du renseignement sur les théâtres irréguliers. La définition même du renseignement a été modifiée pour refléter davantage l'importance de la compréhension de l'environnement, le terme « adversaire » a pris la place de celui

⁴⁴² JP 2-0, *op.cit.*, et JP 2-01.3, *op.cit.* La JP 2-01, datée (comme expliqué précédemment) et en cours de révision, est ici volontairement laissée de côté.

⁴⁴³ JP 2-0, *op.cit.*, p. I-22.

⁴⁴⁴ Les opérations de stabilité, *Stability Operations*, se situent désormais dans la doctrine américaine au même niveau que les opérations de combat (offensives et défensives). À ce titre, tous les types d'opérations, dont la contre-insurrection, comprennent donc des opérations offensives, défensives et de stabilité. L'une des particularités de la contre-insurrection réside toutefois dans le fait que la composante « stabilité » peut parfois être très importante, pour des opérations offensives et défensives mineures. Toutes les considérations de la JP 2-01.3 sur les opérations de stabilité peuvent donc s'appliquer à la contre-insurrection, puisqu'elles en constituent une composante.

⁴⁴⁵ JP 2-01.3, *op.cit.*, p. IV-2 à IV-8.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

« d'ennemi » dans les définitions clés, et c'est elle qui a remplacé pour la première fois dans le vocabulaire interarmées le terme de « *battlefield* » par celui « d'environnement opérationnel ». Cette publication *Keystone* reste cependant, par bien des aspects, fortement influencée par le passé conventionnel de la pratique du renseignement, et les évolutions ne sont pas suffisamment prises en compte pour équilibrer les rôles du renseignement sur les théâtres conventionnels et irréguliers.

La JDN *Intelligence and Understanding* : l'évolution présumée de la doctrine britannique.

Pour accompagner le processus de révision de la *Joint Doctrine Publication* (JDP) 2-00 consacrée au renseignement, une *Joint Doctrine Note* a été publiée par le *Development, Concepts and Doctrine Center* (DCDC) du MOD britannique en avril 2010⁴⁴⁶. S'il ne s'agit que d'un document d'orientation, ne constituant en rien à ce stade la « position doctrinale officielle britannique », il semble néanmoins possible de penser que les principales caractéristiques de la prochaine JDP y figurent.

Malgré son niveau hiérarchique inférieur, ce document fondamental contient de nombreux éléments novateurs. Son premier chapitre, *Intelligence and Understanding*, s'ouvre ainsi sur les caractéristiques de l'Environnement Opérationnel Contemporain (*Contemporary Operating Environment* – COE), plaçant ainsi d'emblée la nécessaire évolution du renseignement au cœur de sa problématique. Parmi les principales caractéristiques du COE, on peut citer la surcharge d'informations, un engagement multitâche avec des ressources limitées et les aspects interministériels⁴⁴⁷.

La JDN remarque ainsi que « malgré des changements récents significatifs, le système national actuel du renseignement est toujours fondé sur un système modelé pour une époque où la menace d'un conflit entre États était réelle et potentiellement catastrophique »⁴⁴⁸. Son premier chapitre identifie ensuite toutes les implications de ces mutations pour le renseignement : l'anarchie de l'information, la centralité de l'influence, le brouillage des frontières traditionnelles du renseignement, la nécessité de la cultural awareness et

⁴⁴⁶ JDN 1/10, *op.cit.*

⁴⁴⁷ *Ibid.*, p. 1-8.

⁴⁴⁸ *Ibid.*, p. 1-1.

l'émergence du cyberspace⁴⁴⁹. Il est donc nécessaire de toujours lier Renseignement et Compréhension, cette dernière étant définie comme « l'interprétation précise et juste d'une situation particulière, et la réaction probable des groupes qui y sont impliqués »⁴⁵⁰.

Le premier chapitre de la JDN s'achève sur une distinction entre les approches conventionnelles et asymétriques du renseignement. L'approche conventionnelle, qui va se faire plus rare au XXI^e siècle, consiste en « un système fermé », tandis que l'approche asymétrique en est la nécessaire adaptation aux exigences contemporaines, dans un « système ouvert »⁴⁵¹.

Enfin, les deuxième et troisième chapitres sont consacrés à la théorie du renseignement et à la planification de l'appui renseignement. Parmi les aspects les plus novateurs, on peut noter les considérations portant sur le cycle du renseignement, et notamment son adaptation aux théâtres irréguliers⁴⁵² et le *Single Intelligence Environment* (SIE), tâche phare du renseignement militaire moderne⁴⁵³.

L'intégration des évolutions récentes du renseignement, qu'il s'agisse de la compréhension de l'environnement ou des spécificités du renseignement dans un contexte irrégulier, font par conséquent de cette JDN un document novateur et exemplaire.

2.1.2.4 Une pratique du renseignement sur les théâtres irréguliers toujours critiquée

Malgré les évolutions en cours, de nombreux débats subsistent toujours sur la nature des modifications à apporter aux pratiques du renseignement. Au début de l'année 2010 étaient en effet publiés dans la plupart des grands quotidiens américains des articles remettant en question l'efficacité du renseignement en Afghanistan. Si le *Washington Post* intitulait sobrement son article « *Intelligence gathering in Afghanistan is criticized*⁴⁵⁴ », le *New York Post* s'exclamait quant à lui de

⁴⁴⁹ *Ibid.*, pages 1-4 à 1-8.

⁴⁵⁰ *Ibid.*, pages 1-10 à 1-13.

⁴⁵¹ *Ibid.*, p. 1-9.

⁴⁵² *Ibid.*, voir annexe n° 6 p. xix. Voir aussi ci-dessus la partie consacrée à la présentation du cycle du renseignement.

⁴⁵³ *Ibid.*, p. 2-1. Très peu de détails sont donnés sur la définition du SIE, mais il est précisé que ce thème sera traité en profondeur dans la prochaine JDP.

⁴⁵⁴ *The Washington Post*, Walter Pincus, « Intelligence gathering in Afghanistan is criticized », Jan 6, 2010.

façon provocatrice : « *Our Afghan intel mess*⁴⁵⁵ ». Le mouvement dépassait les frontières, puisque la *BBC* remarquait plus diplomatiquement qu'il s'agissait de « *Treacherous times for America's spies*⁴⁵⁶ ».

Les articles portant sur l'actualité du renseignement ne sont pas rares aux États-Unis. La spécificité de ce petit événement médiatique résidait en réalité dans la source de cette critique : le Major General Michael T. Flynn, *Deputy Chief of Staff* de la cellule *Intelligence* (CJ2) de la FIAS en Afghanistan. Dans un rapport intitulé *Fixing Intel : A Blueprint for Making Intelligence Relevant in Afghanistan* et publié le 4 janvier par un *Think Tank* américain, le *Center for a New American Security* (CNAS), il expliquait en effet que le renseignement américain n'était pas actuellement en mesure de répondre aux besoins des décideurs politiques, et proposait des solutions pour en améliorer l'efficacité⁴⁵⁷.

Traitant de deux sujets sensibles – le théâtre afghan et le renseignement –, il aurait été légitime de confiner ce rapport aux sphères militaires. Son mode de publication, par voie publique, est justifié par l'auteur lui-même comme un moyen d'atteindre les « *commandants, les professionnels du renseignement et les instructeurs des écoles en dehors et en Afghanistan* »⁴⁵⁸, et donc de donner l'impulsion d'un changement profond dans la communauté du renseignement.

Les États-Unis s'orientent en effet depuis leur redéfinition de la contre-insurrection au cours des années 2000 vers une approche « *population-centric* », selon laquelle l'essentiel est de gagner « les cœurs et les esprits de la population », la lutte directe contre l'ennemi n'intervenant, pour schématiser, qu'au second plan. Loin de ne constituer qu'un outil indirect de lutte contre l'insurrection, la population devient dès lors un but en soi de l'opération en cours. Dans le rapport publié en janvier dernier, le Major General Flynn critique donc les pratiques actuelles du renseignement sur le théâtre afghan, et souligne la nécessité d'une adaptation des cultures à cette nouvelle approche.

La contre-insurrection « *population-centric* », défendue entre autres par l'équipe militaire responsable des opérations en Afghanistan, notamment par le général

⁴⁵⁵ *The New York Post*, Ralph Peters, « Our Afghan Intell Mess », January 7, 2010.

⁴⁵⁶ *BBC News*, Adam Brookes, « Treacherous times for America's spies », January 8, 2010.

⁴⁵⁷ Major General Michael Flynn, Captain Matt Pottinger and Paul D. Batchelor, *Fixing Intel : A Blueprint for Making Intelligence Relevant in Afghanistan*, CNAS, January 2010, disponible à l'adresse suivante : <http://www.cnas.org/node/3924>.

⁴⁵⁸ *Ibid.*, p. 10.

Petraeus, ne constitue qu'une des options possibles définies dans la doctrine militaire. Les *Joint Publications* appréhendent en effet les approches opérationnelles de la contre-insurrection par une combinaison d'actions centrées sur l'ennemi et sur la population, se faisant ainsi le reflet des nombreux débats animant Washington sur ce point⁴⁵⁹.

Dans son rapport, le Major General Flynn recommande donc, à travers une série de mesures⁴⁶⁰, un recentrage des pratiques du renseignement sur les informations liées à la population, sans lien direct avec l'ennemi, seules à même, selon lui, de fournir au commandement et aux décideurs politiques les clés dont ils ont besoin pour la meilleure conduite des opérations⁴⁶¹. Si la collecte de ces informations est recommandée par les *Joint Publication*, elle n'est en pratique effectuée qu'à la marge et ne constitue en aucun cas un but en soi.

L'adaptation des pratiques du renseignement aux exigences nouvelles des théâtres irréguliers constitue ainsi l'un des principaux débats animant la sphère militaire des *Intelligence Studies* aux États-Unis. Il s'agit toujours à l'heure actuelle d'une question en pleine évolution et ni la doctrine ni les réalités des théâtres ne sont fixées. Témoin de la place accordée aux problématiques du renseignement sur la scène publique américaine, elle se trouve aujourd'hui au centre des thématiques discutées par les médias au sujet du conflit afghan.

2.1.3. Préparation de l'environnement opérationnel et analyse systémique

L'un des aspects les plus intéressants des documents doctrinaux interarmées américains récents réside dans la définition de la JIPOE, *Joint Intelligence Preparation of the Operational Environment*, fortement inspirée des travaux sur l'analyse systémique. Une *Joint Publication* entière, la JP 2-01.3, *Joint Intelligence*

⁴⁵⁹ Parmi les plus ardents attaquants de l'approche « population-centric », on peut citer l'influent Lieutenant-colonel Gentile, dont le dernier article est disponible à cette adresse : <http://www.cffc.navy.mil/gentile.pdf>

⁴⁶⁰ Parmi lesquelles on peut citer le recueil systématique d'information auprès des acteurs civils, le déploiement des analystes au niveau tactique et la constitution d'« Information Centers », ayant pour but de relayer ces informations aux niveaux régional, opérationnel et stratégique. Voir Fixing Intel, *op.cit.*, pages 17 à 22.

⁴⁶¹ Fixing Intel, *op. cit.*, executive summary: "The paper argues that because the United States has focused the overwhelming majority of its collection efforts and analytical brainpower on insurgent groups, our intelligence apparatus still finds itself unable to answer fundamental questions about the environment in which we operate".

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

*Preparation of the Operational Environment*⁴⁶², datée de 2009, est ainsi consacrée à la JIPOE. Approche systématique, la JIPOE est utilisée par les composantes militaires du renseignement pour analyser l'adversaire et les autres éléments pertinents de l'environnement opérationnel⁴⁶³.

Le processus décrit dans cette JP 2-01.3 n'est pas nouveau, et était appelé auparavant *Joint Intelligence Preparation of the Battlespace*. Le changement de nom opéré en 2009, de *Battlespace* à *Operational Environment*, illustre le principal intérêt représenté dans le cadre de cette étude par cette publication : l'intégration poussée des problématiques spécifiques liées à la guerre irrégulière. Des « considérations spéciales » sont ainsi insérées en fin de publication pour définir les spécificités de la JIPOE dans les théâtres irréguliers, comme cela sera développé ci-dessous.

L'objectif principal de la JIPOE est décrit dans la JP 2-01.3 comme le soutien de la planification, de l'exécution et de l'évaluation des opérations interarmées⁴⁶⁴. Elle consiste en un processus analytique utilisé par les organisations de renseignement interarmées pour produire des évaluations et des *estimates*, afin de soutenir la prise de décision du commandant des forces⁴⁶⁵. L'environnement opérationnel, dont l'étude est centrale, y est défini comme « *le composite des conditions, des circonstances et des influences qui affectent l'emploi des capacités et pèsent sur les décisions du commandant* »⁴⁶⁶.

La JIPOE est un processus continu (c'est-à-dire effectué de façon cyclique) et est composé de quatre étapes :

- La description de l'environnement opérationnel. Il s'agit lors de cette phase d'identifier les zones opérationnelles de la force interarmées, d'analyser la mission et l'intention du commandant, d'établir les principales caractéristiques de l'environnement opérationnel, de déterminer le niveau de détail de l'analyse fournie ainsi que les déficits de renseignement et les priorités, et enfin de collecter les informations nécessaires.

- La description de l'impact de l'environnement opérationnel. Cette étape implique de développer une perspective géospatiale puis systémique de l'environnement opérationnel, et ensuite de déterminer l'impact de

⁴⁶² JP 2-01.3, *Joint Intelligence Preparation of the Operational Environment*, 16 June 2009.

⁴⁶³ JP 2-0, *op.cit.*, p. I-16.

⁴⁶⁴ JP 2-01.3, *op.cit.*, p. xxii.

⁴⁶⁵ JP 2-01.3, *op.cit.*, p. xi.

⁴⁶⁶ JP 2-01.3, *op.cit.*, p. xi.

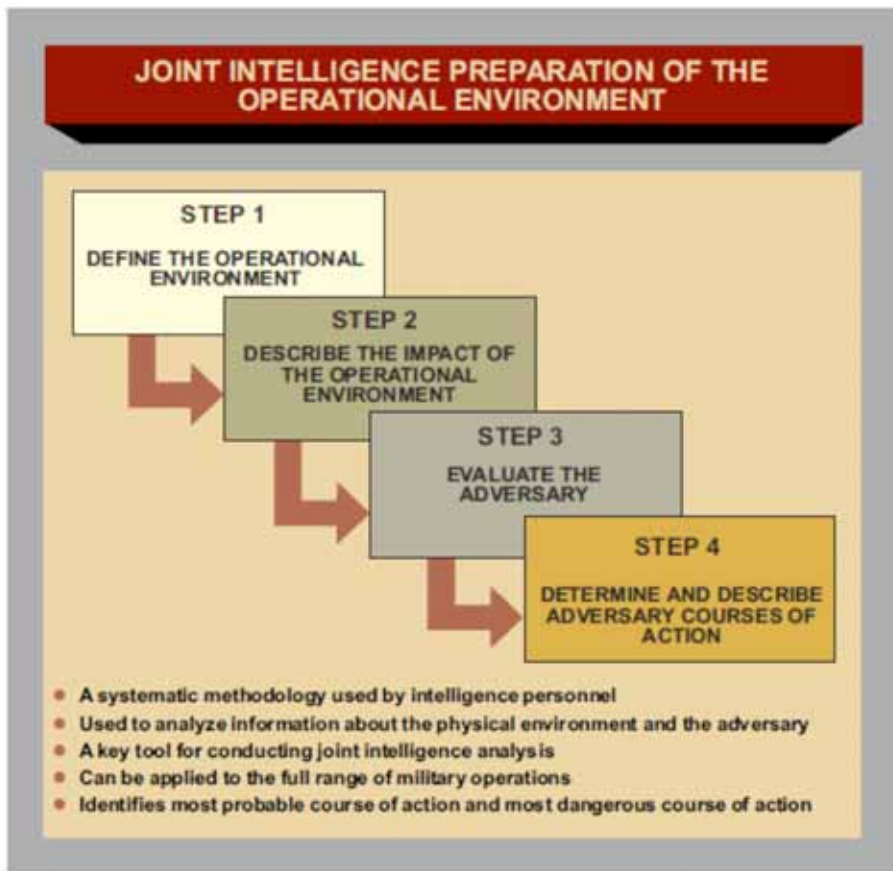
ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

l'environnement opérationnel sur l'adversaire, sur les capacités alliées et sur les *courses of action*.

- L'évaluation de l'adversaire. Il s'agit lors de cette phase d'identifier et d'évaluer les capacités de l'adversaire. Pour cela, il convient tout d'abord de mettre à jour ou de créer des « modèles d'adversaires » (décrivant ses moyens d'actions habituels), de déterminer la situation actuelle de l'adversaire, puis d'identifier ses capacités et ses vulnérabilités, et enfin de décrire ses centres de gravité (COGs).

- La détermination des *courses of action* de l'adversaire. Dans cette ultime étape, les analystes doivent identifier les objectifs et l'état final recherché de l'adversaire et établir des ordres de priorités supposés entre ses différentes *courses of actions* ; cette analyse leur permet d'exprimer une première série de besoins initiaux en termes de collecte de renseignement.

Le graphique suivant résume les quatre étapes de la JIPOE :



JIPOE⁴⁶⁷

Le processus de JIPOE est intéressant à plus d'un titre. On peut toutefois noter en particulier son traitement de l'analyse systémique, reflétant l'intérêt pour cette méthode aux États-Unis depuis le début des années 2000.

⁴⁶⁷ JP 2-0, *op.cit.*, p. I-17.

L'Operational Net Assessment (ONA)⁴⁶⁸

Au début des années 2000 a été développé aux États-Unis le concept ONA (*Operational Net Assessment*), dont l'objectif principal était d'améliorer les processus de développement et de gestion des connaissances opérationnelles au niveau d'un état-major de forces interarmées. Les conditions d'engagement dans des nouveaux types de conflits avaient en effet rendu nécessaire une meilleure compréhension de la complexité de l'environnement dans lequel ce type d'état-major était chargé de préparer ou de conduire des actions militaires.

Aux fondements du concept ONA se trouve la méthode de l'analyse systémique, qui consiste à étudier les éléments clés constitutifs d'un environnement opérationnel (les « nœuds »), ainsi que les relations qui les unissent (les « liens »). Tous ces éléments peuvent être abstraits ou concrets. On peut ainsi citer en exemple des nœuds des personnes ou des lieux, et en exemple de liens des relations commerciales, religieuses, ou simplement de dépendance. Dans le concept ONA, les éléments constitutifs d'un système sont classés dans six catégories appelées « les critères PMESII » : politiques, militaires, économiques, sociales, d'infrastructures et d'information.

Le but du concept ONA était de parvenir à analyser précisément le système d'un adversaire, afin d'en identifier les principales forces et faiblesses. Fortement lié à la doctrine des « effets », ce processus consistait ensuite, à partir de l'analyse du système, à tenter de déterminer les effets et les actions qui pourraient éventuellement être entreprises contre l'adversaire. L'action sur un lien pourrait par exemple avoir un effet sur un nœud, et vice-versa. Les actions étaient quant à elle classées en quatre rubriques « DIME » : diplomatiques, informationnelles, militaires et économiques.

Une base de données, appelée « base ONA », destinée à aider l'analyste à identifier les nœuds, les liens, les effets et les actions, constituait le principal outil de mise en œuvre du concept ONA. Malgré un véritable engouement au début des années 2000, ce concept a depuis été mis de côté, notamment en

⁴⁶⁸ Pour plus de précisions sur l'ONA, voir le rapport d'analyse rédigé par U.S.-CREST à la suite des travaux menés au profit du CICDE dans le cadre de l'objectif 4.1 (portant sur le *Knowledge Development*) du cycle MNE 6 (*Multinational Experiment 6*).

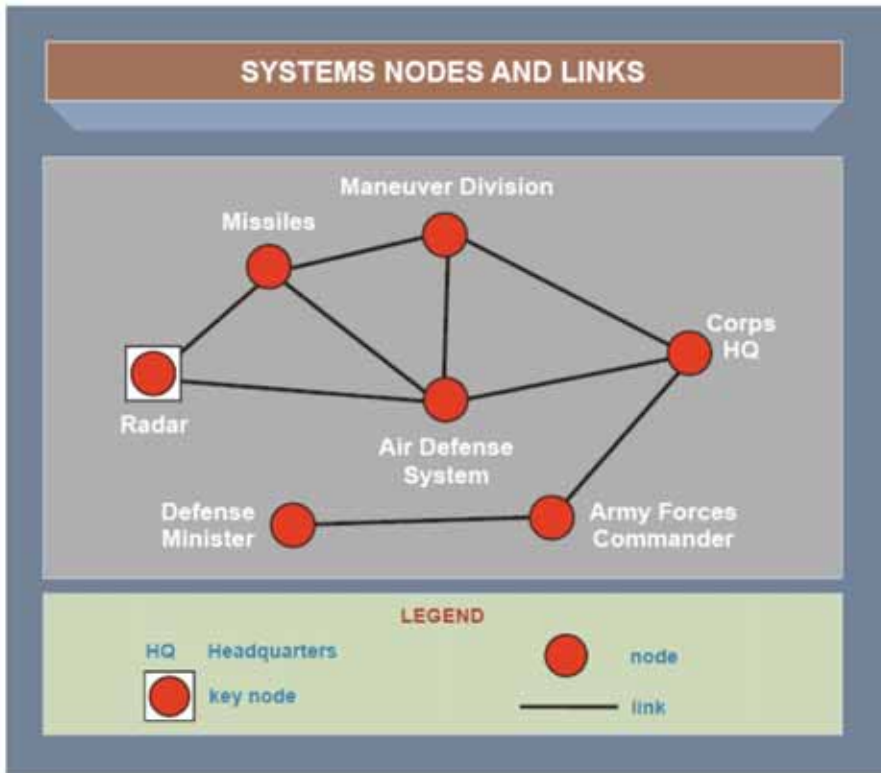
ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

raison de rigidités trop importantes et d'un raisonnement « par les effets » dont les limites semblent avoir été démontrées. La doctrine interarmées en a toutefois conservé les principes fondamentaux, comme l'illustre la présence d'un processus d'analyse systémique fondé sur les critères PMESII dans la JIPOE.

Pour la JP 2-01.3, un système est « un groupe d'éléments interagissant régulièrement ou interdépendants et formant un tout, lié par des facteurs fonctionnels, physiques ou comportementaux »⁴⁶⁹. Les systèmes sont composés de nœuds et de liens interconnectés. Les nœuds sont décrits comme « les éléments tangibles qui, au sein d'un système, peuvent être pris pour cible lors d'une action » (par exemple des personnes, des endroits ou des choses) ; les liens sont quant à eux « les relations fonctionnelles ou comportementales qui existent entre les nœuds » (par exemple le système de commandement ou l'idéologie)⁴⁷⁰. Ce sont donc les liens qui constituent l'essence même d'un système, puisqu'ils établissent l'interconnexion qui fait d'un ensemble de nœuds un système. Le graphique suivant permet de visualiser la composition d'un système en nœuds et en liens.

⁴⁶⁹ JP 2-01.3, *op.cit.*, p. II-45.

⁴⁷⁰ JP 2-01.3, *op.cit.*, p. II-46.



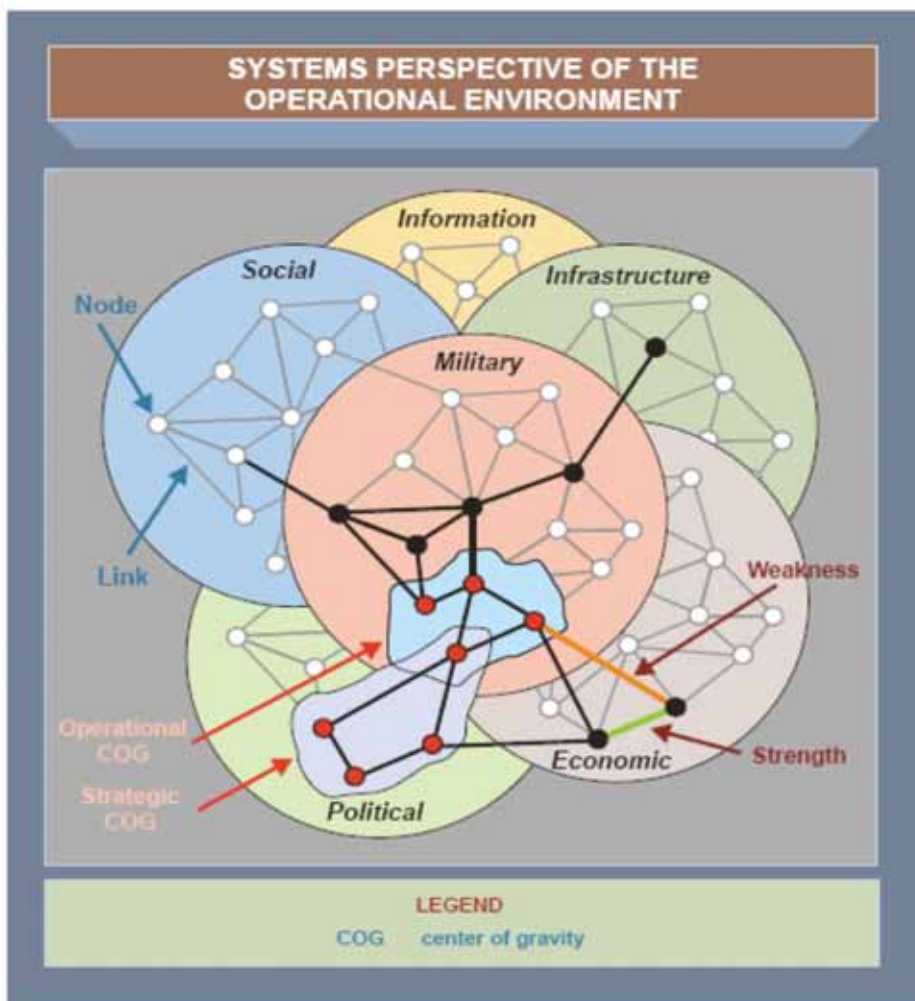
Composition d'un système en nœuds et en liens⁴⁷¹

Comme cela a été expliqué précédemment, les analystes doivent développer au cours de la deuxième étape d'une JIPOE une perspective systémique de l'environnement opérationnel. Pour cela, ils analysent les systèmes amis, adverses et neutres, afin d'identifier les éléments majeurs (notamment les forces et les faiblesses) qui pourraient s'avérer pertinents dans le cadre de la conduite des opérations. Cette analyse systémique s'effectue à travers le prisme des « critères PMESII » (voir encadré sur l'ONA ci-dessus). Le graphique suivant permet de visualiser une analyse systémique générique d'un environnement opérationnel

⁴⁷¹ JP 2-01.3, *op.cit.*, p. II-46.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

effectué au moyen des critères PMESII (ces derniers étant représentés par les cercles).



Perspective systémique de l'environnement opérationnel⁴⁷²

⁴⁷² JP 2-01.3, *op.cit.*, p. II-45.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Outre une meilleure appréhension de l'environnement opérationnel, une telle analyse systémique doit permettre de comprendre comment les actions des forces engagées peuvent agir sur leurs partenaires ou sur les adversaires (et vice-versa), et faciliter la collaboration avec les principales parties prenantes. Elle s'avère particulièrement utile pour fournir un contexte précis à l'étude poussée des facteurs sociaux-culturels, dont l'importance est soulignée dans le cadre d'engagement sur des théâtres irréguliers.

La JP 2-01.3 consacrée à la description de la JIPOE constitue en effet le meilleur exemple de l'intégration dans la doctrine interarmées américaine des leçons tirées des engagements dans des environnements complexes et irréguliers. Son chapitre 4, intitulé « considérations spéciales », témoigne en effet de la volonté d'adapter l'analyse effectuée par le renseignement au contexte de la guerre irrégulière⁴⁷³. La première partie de ce chapitre est ainsi dévolue au soutien du renseignement dans le cadre des opérations de stabilité et de l'*Irregular Warfare*, tandis que la seconde traite de l'adaptation de la JIPOE à la lutte contre les approches asymétriques.

Selon la JP 2-01.3, la principale différence entre une JIPOE menée sur un théâtre irrégulier et dans un conflit conventionnel est avant tout une « question de focalisation » : le degré de détail requis et l'attention portée à l'analyse démographique de la population civile y sont en effet plus importants⁴⁷⁴.

La guerre irrégulière et les opérations de stabilité requièrent ainsi une compréhension plus détaillée des facteurs sociaux-culturels, qui ne sont que très faiblement pris en compte lors d'une guerre conventionnelle. Les JIPOE effectuées dans ce cadre doivent dès lors intégrer des informations précises portant par exemple sur les infrastructures, les langues parlées, les principales sources d'influence au sein de la population, et les liens qui unissent cette dernière à l'adversaire⁴⁷⁵. Pour ce faire, une attention particulière doit être portée aux facteurs suivants : la société, la culture, le pouvoir et l'autorité, et les intérêts qui motivent les principaux acteurs.

Il a été confirmé lors d'un entretien au Pentagone que la nouvelle version de la JP 2-01.3 portant sur la JIPOE représentait « l'esprit », ou la vision, que le Département de la défense souhaitait voir apparaître dans les *Joint Publications*. Il

⁴⁷³ JP 2-01.3, *op.cit.*, pages IV-1 à IV-29.

⁴⁷⁴ JP 2-01.3, *op.cit.*, p. IV-11.

⁴⁷⁵ JP 2-01.3, *op.cit.*, pp. IV-2 à IV-8.

est ainsi très probable que de nombreuses réflexions contenues dans ce chapitre de « considérations spéciales » se retrouveront dans de futures publications.

2.1.4. Renseignement, ruse et surprise stratégique

Le travail des services de renseignement comporte deux volets : obtenir des informations sur l'ennemi (espionnage) et empêcher l'ennemi d'obtenir des informations (contre-espionnage). La ruse constitue un moyen souvent employé par les agents pour réaliser ce double objectif. Ainsi, l'espion emploie la ruse pour s'infiltrer chez l'ennemi, en se dissimulant sous une fausse identité (grimage, masque, etc.) ou encore en se faisant passer pour un allié (technique du transfuge ou de l'agent « retourné »). Dans le cas du contre-espionnage, la ruse consiste avant tout à intoxiquer l'ennemi : il s'agit de protéger les informations clés en diffusant de fausses nouvelles de façon à induire l'ennemi en erreur. L'opération la plus célèbre en la matière demeure l'opération *Fortitude* menée à l'initiative de l'Angleterre, qui consista à faire croire aux Allemands que le Débarquement aurait lieu dans le Pas-de-Calais et non en Normandie, cela afin que la *Wehrmacht* envoie la majeure partie de ses troupes en dehors du théâtre principal.

Avec *Pearl Harbour*, l'opération *Fortitude* demeure l'opération militaire la plus étudiée par les spécialistes du renseignement. Dans les deux cas, il s'agit d'examiner la ruse comme facteur de surprise, favorable (*Fortitude*) ou défavorable (*Pearl Harbour*). Comme le souligne Michael I. Handel, l'une des figures majeures de la littérature stratégique de ces trente dernières années et éditeur avec C. Andrew de la principale revue sur le renseignement (*Journal of intelligence and counterintelligence*), ruse et surprise sont étroitement liées, et peuvent être considérés comme des sous-ensembles du renseignement. Comme le dit Sun Tzu à longueur de pages, mais également le stratège anglais Basil. L. Liddell Hart, le stratège rusé est avant tout celui qui est le mieux renseigné. Ou, pour le dire autrement, la ruse est l'un des meilleurs moyens pour économiser ses forces (stratégie de la non-bataille) ou pour multiplier ses effets : un stratège averti en vaut deux. À l'inverse, un stratège mal informé a toutes les chances de connaître la défaite. Cet adage vaut pour les guerres « classiques », mais il vaut encore davantage pour les conflits « irréguliers » ou « asymétriques ». Dans ce type de conflit, il est primordial d'être bien renseigné sur l'ennemi dans la mesure où celui-ci refuse l'affrontement direct au profit de l'attaque-surprise. Il s'agit donc de se prémunir contre elle, et de ce point de vue le renseignement est l'un des

meilleurs moyens d'éviter la surprise stratégique : c'est ce que notent les auteurs du dernier *Livre blanc* sur la défense et la sécurité nationale.

Le *Livre blanc* rejoint sur ce point le diagnostic et les recommandations de nombreux analystes américains et anglais, qui donnent un rôle stratégique considérable au renseignement et, à travers lui, à la ruse. Des analystes américains ont ainsi engagé un programme de recherche intitulé *Denial and Deception* dans lequel ils montrent qu'un renseignement efficace consiste avant tout à bloquer l'information (*denial*) et à tromper l'ennemi sur ses intentions réelles (*deception*). Cette doctrine est étroitement liée à un document stratégique de plus grande ampleur : la *Joint doctrine for military deception* (mise en place en 1996 et actualisée dix ans plus tard), elle-même liée aux réflexions stratégiques récentes sur la guerre psychologique et la guerre de l'information. Tous ces concepts ont pris une place considérable dans le discours stratégique à la faveur de la RMA, mais sont repensés à nouveaux frais depuis la Contre Révolution dans les affaires militaires. Là où les partisans de la RMA pensaient mener une guerre peu coûteuse en hommes grâce à la ruse et au renseignement technologiques, les auteurs s'inscrivant dans la contre-RMA montrent comment ruse et renseignement humain se combinent dans une stratégie du fort au faible, marquée par l'incertitude et le brouillard de la guerre. Si la ruse est d'abord l'arme du faible contre le fort (David contre Goliath, Ulysse contre le Cyclope Polyphème...), elle constitue aussi un bon moyen pour le fort de répliquer au faible. Dans un contexte où l'usage de la force est sévèrement réglementé et donc limité, les ruses du renseignement (par exemple sous la forme des opérations d'information) constituent un enjeu stratégique majeur. Pour cette raison, les recherches sur la ruse (*military deception*) et la surprise stratégique (*strategic surprise*) représentent un volet majeur des travaux récents sur le renseignement, en particulier depuis le 11 septembre 2001⁴⁷⁶.

2.2. Institutions, acteurs et processus décisionnels

Len Scott et Peter Jackson distinguent trois approches génériques des études sur le renseignement⁴⁷⁷. La plus récente, développée notamment par la sociologie

⁴⁷⁶ Cette section a été rédigée par Jean-Vincent Holcindre dans le cadre de la candidature à l'appel d'offre pour l'obtention du contrat.

⁴⁷⁷ Scott, Len and Jackson, Peter, "The Study of Intelligence in Theory and Practice", *Intelligence and National Security*, 19, 2, 2004, pp. 139-169.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

politique, consiste à mettre l'accent sur le renseignement et les services secrets comme un instrument de pouvoir et de contrôle de la société par l'État. La seconde approche, privilégiée notamment par les historiens des relations internationales, conçoit principalement l'étude du renseignement comme un autre type d'information pour expliquer les prises de décision. Elle se concentre sur la collecte du renseignement et la nature de ses sources, sur son usage, y compris à propos de ses éventuelles transformations au cours du processus de décision. La troisième approche, qui a la prédilection des politistes, focalise l'examen sur les niveaux de l'analyse et de la prise de décision dans le cycle du renseignement. Cette étude porte en particulier sur les obstacles organisationnels et les biais cognitifs qui altèrent le processus décisionnel et l'exploitation du renseignement.

« *Comprendre pourquoi les échecs du renseignement se produisent et déterminer quels sont les remèdes* »⁴⁷⁸ constitue le principal objectif intellectuel et pratique de ces approches. L'explication des échecs en matière de politique étrangère ou de sécurité nationale constitue leur fondement, même si la seconde approche, notamment dans les travaux historiques, étudie plus volontiers les succès en matière de renseignement. La troisième approche est presque exclusivement intéressée par l'étude des échecs et les propositions de réforme. Ces deux dernières approches ont en commun de concevoir le renseignement comme un outil dans l'élaboration de la politique étrangère et de la politique de sécurité des États. Dans les deux cas, il s'avère crucial de connaître les structures organisationnelles composant la mécanique gouvernementale et la place jouée par le renseignement. Ces travaux sont largement inspirés par les problématiques et les outils conceptuels de la *Foreign Policy Analysis*, notamment pour ce qui concerne les phénomènes cognitifs. Certains des grands internationalistes américains, Richard Betts et Robert Jervis, font le pont entre les études stratégiques, l'analyse de la politique étrangère et les *Intelligence studies*.

On peut relever que ce tableau reflète surtout les *Intelligence studies* britanniques. Un tel tableau aux États-Unis offrirait sans doute d'autres perspectives et un panorama plus large, comme celui proposé par Loch Johnson, davantage centré sur les missions du renseignement : le premier axe de ses travaux porte sur la collecte, l'analyse et la dissémination du renseignement ; le second sur le contre-

⁴⁷⁸ Warner, Michael, "Sources and Methods for the study of intelligence", in Loch, Johnson (ed), *Handbook of Intelligence Studies*, London, Routledge, 2009.

espionnage avec désormais une place prépondérante accordée au contre-terrorisme⁴⁷⁹ ; le troisième est la *covert action*, l'action clandestine des services de renseignement. Elle constitue un champ de recherches à part entière dans les *Intelligence studies* anglo-saxonnes, tout particulièrement aux États-Unis⁴⁸⁰ ; le quatrième axe de recherches porte sur les questions de responsabilité politique et de contrôle démocratique, d'éthique et de réformes ; ce dernier volet s'attache au problème du *leadership* en matière de politique du renseignement et de gestion de la « communauté du renseignement »⁴⁸¹. Dans tous ces axes de recherches, la problématique des processus décisionnels, des acteurs et des institutions est aussi transversale que centrale. Sur le volet de la politique du renseignement proprement dite, les approches identifiées par Scott et Jackson sont très convergentes avec l'état de l'art américain tel que l'expose James Wirtz⁴⁸².

L'objet de cette section consiste à présenter les grandes lignes des recherches menées sur la dimension organisationnelle et politique du renseignement dans l'élaboration de la politique de sécurité nationale et dans les processus décisionnels.

2.2.1. À la recherche des causes de l'échec

2.2.1.1 Quel échec ?⁴⁸³

Les attentats du 11 septembre 2001 et les débats sur l'utilisation du renseignement concernant les armes irakiennes de destruction massive ont replacé l'analyse de l'échec et la recherche de ses causes au cœur de l'agenda des études sur le renseignement. Ce renouvellement s'est effectué au travers des

⁴⁷⁹ Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume 4. Counterintelligence and Counterterrorism. Defending the Nation Against Hostile Force*, Westport, Praeger, 2007.

⁴⁸⁰ Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume 3. Covert Action. Behind the Veils of Secret Foreign Policy*, Westport, Praeger, 2007. De façon significative, les trois chapitres de la partie consacrée à "Covert Action" dans Loch, Johnson (ed), *Handbook of national Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010, sont exclusivement consacrés aux États-Unis.

⁴⁸¹ Loch, Johnson, "An introduction to the intelligence studies literature" dans Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume 1. Understanding the Hidden Side of the Government*, Westport, Praeger, 2007.

⁴⁸² Wirtz, James, "The American approach to intelligence studies", in Loch, Johnson (ed), *Handbook of Intelligence Studies*, London, Routledge, 2009 ; Warner, Michael, "Sources and Methods for the study of intelligence", in Loch, Johnson (ed), *Handbook of Intelligence Studies*, London, Routledge, 2009.

⁴⁸³ Pour une introduction générale à la problématique de l'échec : Herman, Michael, *Intelligence Power in Peace and War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

questions classiques sur l'attaque surprise, la politisation du renseignement, la capacité des agences de renseignement à se réformer et à s'adapter au contexte nouveau marqué par la diversification des menaces et la priorité du terrorisme non étatique, l'influence croissante des médias et de la société civile et l'exigence croissante de transparence et de contrôle. Richard Betts se plaît ainsi à rappeler que les échecs en matière de renseignement sont inévitables en dépit des effets désastreux qu'ils peuvent avoir et qu'ils représentent une forme des « normal accidents » mis en lumière par Charles Perrow dans le management des systèmes organisationnels complexes⁴⁸⁴.

Betts affirme à juste titre que la recherche devrait s'attacher davantage aux succès du renseignement et ne pas se focaliser sur les cas les plus dramatiques d'échec. L'analyse de ces derniers peut amener à des critiques excessives de certaines procédures, mécanismes ou architectures institutionnelles qui ont pu avoir un rôle néfaste mais qui, dans beaucoup d'autres situations, ont permis une exploitation réussie du renseignement. L'analyse d'un échec, aussi dramatique soit-il, peut conduire à des projets de réformes radicales qui risquent de déstabiliser le système de renseignement, alors que, dans la majorité des cas, ce dernier se montre efficace. Du point de vue de la recherche, la difficulté demeure que seuls les échecs sont publicisés et donnent lieu à des commissions d'enquête et à des rapports. L'information est beaucoup plus délicate à obtenir en ce qui concerne les activités normales des services de renseignement.

Le second problème réside dans la définition même de l'échec. Il concerne d'abord sa qualification. Betts rappelle que le verre est toujours à moitié plein ou à moitié vide suivant le point de vue adopté, lorsqu'il critique l'analyse très défavorable du rôle des services de renseignement dressée par Ariel Levite dans les cas de Pearl Harbor et de Midway⁴⁸⁵. Le constat d'échec en ce qui concerne le

⁴⁸⁴ Jervis, Robert, *Why Intelligence Fails? Lessons from the Iranian revolution and the Iraq War*, Ithaca, Cornell University Press, 2010; Betts, Richard, « Analysis, war and decision: why intelligence failure are inevitable », *World Politics*, 21, 1978, pp. 61-89; Perrow, Charles, *Normal Accidents. Living with High Risks Technology*, Princeton, Princeton University Press, 1999 ; Byman, Daniel, « Strategic Surprise and the September 11 Attacks », *Annual Review of Political Science*, vol. 8, 2005, pp. 145-170. Pour l'analyse de Charles Perrow sur le 11 septembre : Perrow, Charles, « Organizational or Executive Failures? », *Contemporary Sociology*, vol. 34, n° 2, 2005, pp. 99-107.

⁴⁸⁵ Betts, Richard, « Surprise, Scholasticism, and Strategy : A Review of Ariel levite's Intelligence and Strategic Surprises », *International Studies Quarterly*, vol. 33, n° 3, 1989, p. 331 ; Levite, Ariel, *Intelligence and Strategic Surprise*, New York, Columbia University Press, 1987.

11 septembre repose sur une représentation sous-jacente : ces attentats étaient évitables, ils auraient donc dû être évités. Parallèlement, les services de renseignement auraient dû savoir que l'Irak ne disposait plus d'armes de destruction massives. Le 11 septembre est un échec en soi aux yeux du pouvoir politique et des commissions parlementaires. Il convient dès lors de comprendre comment ce qui ne devait pas pouvoir se produire s'est finalement produit. L'échec est implicitement évalué au regard d'un absolu inatteignable dans lequel le renseignement serait « pur (vierge de tout biais) et parfait (exhaustif) ». La position des chercheurs sur le renseignement est beaucoup plus nuancée et part de l'idée qu'« *il n'y a du sens à juger de l'échec que dans le contexte particulier de ce que l'on pouvait raisonnablement attendre des agences de renseignement compte-tenu de leur taille, de leurs ressources etc.* »⁴⁸⁶ Betts et Jervis, qui ont beaucoup réfléchi sur l'échec en matière de renseignement, partagent cette position en étant même plus minimalistes. Ils jugent l'échec au regard de ce que les agences pouvaient raisonnablement savoir, sans pour autant prendre en compte la question des moyens et le rapport entre les moyens disponibles et les résultats obtenus. Par exemple, l'analyse de Jervis sur l'Irak considère que l'évaluation de la situation par le renseignement américain en 2002 n'est pas déraisonnable⁴⁸⁷. De la même façon Betts souligne que « *c'était l'évaluation appropriée compte tenu des preuves et des informations disponibles alors* »⁴⁸⁸. Dans les deux cas, l'argumentation et la démonstration serrée, en particulier de la part de Jervis, sont convaincantes. Mais le problème fondamental n'est-il pas de comprendre comment, en dépit des moyens des agences américaines comme de la présence d'inspecteurs internationaux sur place, le renseignement américain ait été si peu informé sur le programme irakien d'armes de destruction massives en 2002 ? Richard Russel le souligne et met en exergue l'incapacité de la CIA à développer un renseignement humain de bonne qualité et à fournir des analyses stratégiques pertinentes⁴⁸⁹.

⁴⁸⁶ Gill, Peter, "Sorting the Wood from the Trees. Were 9/11 and Iraq 'Intelligence Failures' ?", dans Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume I. Understanding the Hidden Side of the Government*, Westport, Praeger, 2007, p. 154.

⁴⁸⁷ Jervis, Robert, *Why Intelligence Fails? Lessons from the Iranian revolution and the Iraq War*, Ithaca, Cornell University Press, 2010, pp. 123-155 ; Jervis, Robert, "Reports, Politics and Intelligence Failures: The Case of Iraq", *Journal of Strategic Studies*, 29, 1, 2006, pp. 3-52.

⁴⁸⁸ Betts, Richard, *Enemies of Intelligence. Knowledge & Power in American National Security*, New York, Columbia University Press, 2007, p. 115.

⁴⁸⁹ Russell, Richard, *Sharpening Strategic Intelligence : Why the CIA Gets it Wrong, and What Needs to be Done to Get it Right*, New York, Cambridge University Press, 2007.

Cette posture sur « ce que l'on peut raisonnablement attendre » ou sa variante « compte tenu de l'information disponible, il n'y a pas eu d'erreur majeure d'analyse » tend à dédouaner parfois un peu vite les services de renseignement. Betts et Jervis reconnaissent d'ailleurs volontiers dans leur posture un biais empathique en faveur des professionnels du renseignement et défendent une « conception charitable » du renseignement, consciente de l'extrême difficulté du travail des professionnels du renseignement en général et des analystes en particulier⁴⁹⁰.

Le problème de l'échec peut également se produire à tous les stades du processus : au stade de la collecte, de l'analyse, comme au moment de l'interaction avec le décideur politique⁴⁹¹. Le débat académique tend ainsi à distinguer un échec du renseignement proprement dit, lorsque les professionnels du renseignement n'ont pas été en mesure de fournir l'information pertinente et l'analyse correcte au gouvernement, d'un échec politique lorsque le pouvoir exécutif fait un mauvais usage d'un renseignement de bonne qualité⁴⁹². Les deux peuvent bien sûr être combinés.

2.2.1.2. Le 11 septembre est-il un échec organisationnel ?

Le débat sur le 11 septembre porte d'abord sur la nature de l'échec. « *L'horrible vérité c'est que même les meilleurs systèmes de renseignement connaîtront de gros échecs* »⁴⁹³. Amy Zegart considère que le 11 septembre découle avant tout de l'incapacité des services de renseignement américain à s'adapter à la montée en puissance de la

⁴⁹⁰ Betts, Richard, *Enemies of Intelligence. Knowledge & Power in American National Security*, New York, Columbia University Press, 2007, p. 27. Jervis, Robert, *Why Intelligence Fails? Lessons from the Iranian revolution and the Iraq War*, Ithaca, Cornell University Press, 2010, p. 202. Lowenthal, Mark L, "The Real Intelligence Failure? Spineless Spies", *The Washington post*, 25 May 2008. Voir également Betts, Richard, "Introduction", *H-Diplo Rountable Reviews*, Vol. XI, n° 32, 2010 (table ronde consacrée au livre de Robert Jervis, *Why Intelligence Fails*). La critique sur l'attitude trop compréhensive de Betts à l'égard des professionnels du renseignement est soulevée notamment par Erik Dahl et Richard Russell dans Rovner, Joshua, (ed), "Roundtable on Richard K Betts, Enemies of Intelligence, Columbia University Press, 2007", *H-Diplo Rountable Reviews*, Vol. IX, n° 15, 2008.

⁴⁹¹ Gill, Peter, et Pythian, Mark, *Intelligence in an Insecure World*, Cambridge, Polity, 2006, pp. 105-116.

⁴⁹² Gill, Petter, "Sorting the Wood from the Trees. Were 9/11 and Iraq 'Intelligence Failures' ?", dans Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume I. Understanding the Hidden Side of the Government*, Westport, Praeger, 2007.

⁴⁹³ Betts, Richard, "Fixing Intelligence", *Foreign Affairs*, 81, January-February 2002, p. 44.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

menace terroriste après la guerre froide⁴⁹⁴. Reprenant l'ensemble des 514 recommandations provenant de commissions parlementaires, d'audit interne ou de think tanks et visant à réformer le système global de renseignement américain ou une agence particulière, elle démontre empiriquement que la plupart n'ont pas été mises en œuvre⁴⁹⁵. L'explication théorique procède d'une analyse organisationnelle qui attribue les causes de l'absence d'adaptation à trois facteurs principaux : la nature excessivement bureaucratique des agences de renseignement qui les rendent résistantes aux changements ; la poursuite de l'intérêt égoïste des principaux acteurs de la Présidence, des parlementaires et des bureaucrates qui altèrent la capacité de réforme de la mécanique du pouvoir exécutif (*executive branch*) ; la décentralisation du système de renseignement américain et la fragmentation du fédéralisme⁴⁹⁶. Les problèmes bureaucratiques sont de trois ordres : des faiblesses structurelles qui concernent notamment la division du renseignement en plusieurs organisations rivales, compartimentées ; des pesanteurs culturelles (*cultural pathologies*) qui rendent les organisations rétives à l'innovation en termes de missions, d'idées et de technologies ; des parcours de carrières et des systèmes de promotion inefficaces⁴⁹⁷. Zegart indique que la combinaison de ces trois phénomènes - la nature bureaucratique, la poursuite d'intérêts égoïstes et la fragmentation du gouvernement fédéral - explique pourquoi les agences américaines du renseignement américain ont été incapables de s'adapter à la montée en puissance de la menace terroriste après la guerre froide. Elle conclut « *comme les réformes ne viennent pas de l'intérieur, elles doivent être imposées de l'extérieur* », par le pouvoir politique⁴⁹⁸. Cette conclusion est intéressante si on la met en parallèle avec l'état du débat scientifique sur une question assez proche mais parvenue à un degré de maturation plus avancée : le débat sur l'innovation militaire et la capacité d'adaptation des armées. Jusqu'à la fin des années 1980, l'approche conventionnelle domine et soutient que les

⁴⁹⁴ Zegart, Amy, *Spying Blind. The CIA, the FBI, and the Origins of 9/11*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

⁴⁹⁵ Zegart, Amy, "An empirical analysis of failed intelligence reforms before september 11", *Political Science Quarterly*, 121, 1, 2006, pp. 33-60.

⁴⁹⁶ Zegart, Amy, "September 11 and the adaptation failure of U.S. intelligence agencies", *International Security*, 29, 4, 2005, pp. 78-111.

⁴⁹⁷ Zegart, Amy, « 'CNN with secrets: 9/11, the CIA, and the organizational roots of failure », *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 20, 1, 2007, pp. 18-47.

⁴⁹⁸ Zegart, Amy, *Spying Blind. The CIA, the FBI, and the Origins of 9/11*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 59.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

organisations militaires sont la figure de proue de la résistance de la bureaucratie à l'innovation, d'autant que les armées sont soumises à des impératifs fonctionnels tels que la planification à long terme, le secret, le principe d'obéissance, le primat de l'organisation hiérarchique ou le poids de la tradition, qui renforcent leur inertie et leurs rigidités⁴⁹⁹. Les tenants de l'approche conventionnelle soulignent le poids des routines et des rigidités organisationnelles qui brident toute perspective d'innovation. Trois facteurs principaux expliquent cette résistance et la propension à des changements incrémentaux, compatibles avec les tâches existantes. D'abord, les organisations définissent leurs missions en termes de contraintes ou d'impératifs. Leur comportement est guidé par la poursuite de trois intérêts. En premier lieu, il leur faut maximiser leurs ressources et leur autonomie, préserver l'identité (*essence*) de l'organisation⁵⁰⁰. Ensuite, l'action des organisations est constituée de l'application de routines et de procédures standardisées⁵⁰¹. Enfin, leur comportement est orienté par le souci de réduire au maximum l'incertitude et de régler les problèmes immédiats⁵⁰².

Pour les tenants de cette approche, l'intervention du pouvoir politique conditionne l'innovation militaire⁵⁰³. Selon Barry Posen, l'innovation militaire implique l'intervention du pouvoir civil pour soutenir les initiatives des officiers francs-tireurs⁵⁰⁴. En temps de paix, les armées ne modifient pas substantiellement leur fonctionnement et leur organisation, aussi longtemps que

⁴⁹⁹ Wilson, James Q. *Bureaucracy. What Government Agency Do and Why They Do It*, New York, Basic Books, 1989.

⁵⁰⁰ L'école du public choice privilégie la croissance des ressources (budgets, personnels, bureaux) : Tullock, G., *The Politics of Bureaucracy*, Washington DC, Public Affairs Press, 1967 ; Niskanen, William A., *Bureaucracy and Representative Government*, Chicago, Aldine-Atherton, 1971. L'école bureaucratique privilégie la recherche de l'autonomie qui prime sur l'augmentation des ressources. Sur ce point : Halperin, Morton H., *Bureaucratic Politics and Foreign Policy*, *op.cit.*, pp. 51-54 et James Q. Wilson, *Bureaucracy*, *op.cit.*, pp. 169-175.

⁵⁰¹ Katznbach, Edward L., « The Horse Cavalry in the Twentieth Century : A Study in Policy Response », dans Art, Robert J. et Waltz, Kenneth N., *The Use of Force: International Politics and Foreign Policy*, Latham, University Press of America, 1983 (2 ed.), pp. 203-222.

⁵⁰² Demchak, Chris, *Military Organizations. Complex Machines*, Ithaca, Cornell University Press, 1991, pp. 31-35.

⁵⁰³ Lang, Kurt "Military Organization" dans March, James G. (dir.), *Handbook of Organizations*, Chicago, Rand McNally, 1965.

⁵⁰⁴ Posen, Barry, *The Sources of Military Doctrine. France, Britain and Germany between the World Wars*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

le pouvoir politique n'est pas poussé à infléchir la doctrine militaire, en réaction à une défaite militaire ou à la perception d'une menace imminente⁵⁰⁵. Or de nombreux travaux issus de « l'école révisionniste » de l'innovation militaire⁵⁰⁶ remettent en cause la thèse centrale de l'approche conventionnelle de l'innovation militaire : l'incapacité des armées à innover, à se réformer en l'absence d'impulsion du pouvoir politique. En dépit de la divergence d'approches théoriques, cette école révisionniste met l'accent sur trois variables dans l'analyse de l'innovation militaire : les réseaux d'acteurs ; les idées et la culture ; les institutions⁵⁰⁷. Elle montre que les organisations militaires ont une capacité propre à innover et à se réformer en l'absence d'impulsion du pouvoir politique. Sans doute des études plus fines et précises sur le processus de changement au sein des services de renseignement conduiront-ils à des résultats plus nuancés que la thèse très tranchée d'Amy Zegart. De premiers résultats sur le cas français semblent ainsi montrer que la faculté d'adaptation des services de renseignement extérieur provient davantage d'une démarche interne que d'une volonté imposée du pouvoir politique⁵⁰⁸.

À l'inverse de Zegart, Joshua Rovner et Austin Long tendent à dédouaner les services de renseignement et à blâmer le pouvoir politique. Ce dernier n'a pas su leur accorder la priorité en termes de moyens, notamment financiers, d'attention

⁵⁰⁵ Posen, Barry, *The Sources of Military Doctrine. France, Britain and Germany between the World Wars*, Ithaca, Cornell University Press, 1984 ; Snyder, Jack, *The Ideology of the Offensive: Military Decision Making and the Disasters of 1914*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

⁵⁰⁶ Pour une synthèse récente, Grissom, Adam, "The Future of Military Innovation Studies", *The Journal of Strategic Studies*, vol. 29, n° 5, 2006, pp. 905-934.

⁵⁰⁷ Farell, Theo et Terriff, Terry (eds), *The Sources of Military Change: Culture, Politics, Technology*, Boulder, Lynne Rienner, 2002 ; Rhodes, Edward, Goldman, Emily et Trubowitz, Peter (eds), *The Politics of Strategic Adjustment*, New York, Columbia University Press, 2000 ; Murray, Williamson et Millett, Allan (eds), *Military Innovation in the Interwar Period*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; Rosen, Stephen Peter, *Winning the Next War: Innovation and the Modern Military*, Ithaca, Cornell University Press, 1991 ; Kier, Elizabeth, *Imagining War. French and British military Doctrine between the Wars*, Princeton, Princeton University Press, 1997 ; Avant, Deborah, *Political Institutions and Military Changes. Lessons from Peripheral Wars*, Ithaca, Cornell University Press, 1994 ; Vennesson, Pascal, *Les Chevaliers de l'air. Aviations et conflits au XX^e siècle*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

⁵⁰⁸ Hayez, Philippe, « Le renseignement extérieur français depuis 1981. Fragments d'une politique publique », dans *Politiques du renseignement*, Laurent, Sébastien (ed), Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009.

et de direction. Dans cette optique, le 11 septembre est moins un échec organisationnel qu'un échec national⁵⁰⁹.

Dans une autre perspective, davantage centrée sur l'action des services de renseignement, Betts soutient que de nombreux exemples historiques tendent à montrer que « les échecs du renseignement sont bien plus souvent des échecs politiques et psychologiques que des échecs organisationnels »⁵¹⁰. L'historien Christopher Andrew conclut que « la recherche historique montre que le point auquel le cycle du renseignement faillit le plus souvent est celui de l'évaluation (*assessment*) et de l'interface avec le politique plutôt que le stade de la collecte »⁵¹¹.

2.2.1.3. *Débat sur les réformes du renseignement.*

Le débat sur les réformes organisationnelles porte notamment sur la question de la centralisation et de la décentralisation du système de renseignement américain. Mais, en amont de cette question, certains experts, en particulier Richard Betts et Robert Jervis, se montrent sceptiques sur l'utilité des réformes⁵¹². Betts souligne ainsi que les réformes peuvent créer l'illusion du succès futur et entraîner une confiance excessive dans le système de renseignement. Si les réformes ont des avantages, elles comportent des coûts élevés de transaction (réorganisation, nouveaux modes de coordination, apprentissage) et peuvent déstabiliser le système de renseignement ou l'organisation concernée. Les changements introduits créent en effet de nouveaux problèmes et des effets non-anticipés⁵¹³.

⁵⁰⁹ Rovner, Joshua et Long, Austin, "The perils of shallow theory: Intelligence reform and the 9/11 Commission", *Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 18, 4, 2005-2006, pp. 609-637. Rovner, Joshua et Long, Austin, "How Intelligent is Intelligence Reform? Correspondance with Amy Zegart", *International Security*, 30, 4, 2006, pp. 196-208 ; Rovner, Joshua, "Why intelligence isn't to blame for September 11", *MIT Center for International Studies, Audit of the Conventional Wisdom*, n° 05-13, 2005 ; Rovner, Joshua et Long, Austin "Theories of Failure and Intelligence Reforms", *Breakthroughs*, 14, 1, 2005, pp. 10-21.

⁵¹⁰ Betts, Richard, "Analysis, war and decision: why intelligence failure are inevitable", *World Politics*, 21, 1978, p. 61.

⁵¹¹ Christopher, Andrew, "Intelligence, International Relations and Under-theorisation", *Intelligence and National Security*, vol. 19, n° 2, 2004, p. 172.

⁵¹² Betts, Richard, *Enemies of Intelligence. Knowledge & Power in American National Security*, New York, Columbia University Press, 2007 ; Jervis, Robert, "Reports, Politics and Intelligence Failures: The Case of Iraq", *Journal of Strategic Studies*, 29, 1, 2006, pp. 3-52.

⁵¹³ Betts, Richard, *Enemies of Intelligence. Knowledge & Power in American National Security*, New York, Columbia University Press, 2007, pp. 142-144.

Centralisation

Le principal débat aux États-Unis porte sur la centralisation ou le maintien d'un fort degré de décentralisation et de fragmentation dans le cycle du renseignement américain.

Les opposants à la centralisation mettent en exergue qu'un système non-centralisé offre une plus grande autonomie à chaque service, favorise la créativité et la circulation des idées entre des analystes qui préféreraient s'adresser à leurs pairs plus qu'à des supérieurs dans des circuits d'information hiérarchiques et rigides⁵¹⁴. Richard Betts rappelle que le problème de la non-centralisation du renseignement américain est un débat ancien, datant notamment de Pearl Harbour, et récurrent puisqu'il est systématiquement remis sur le tapis lors de chaque grande crise ou chaque nouveau projet de réforme du système de renseignement fédéral. Il rappelle que « *si le pluralisme engendre le désordre, la centralisation annihile la diversité des points de vue et l'innovation* »⁵¹⁵. Le pluralisme rend la production davantage semblable à un marché des idées alors que la centralisation tend à restreindre les interprétations autour de la « ligne officielle ». Ce dernier point est contredit par l'étude comparative de Philipp Davies qui met en avant que la centralisation du système britannique, reposant sur la collégialité, n'est pas aussi néfaste à la diversité des points de vue⁵¹⁶. Poursuivant la critique sur l'excès de centralisation, Posner critique les recommandations de la Commission du 11 septembre et la création d'un directeur central du renseignement : « *l'inclination d'un directeur national du renseignement sera de se focaliser sur les problèmes du jour, en l'occurrence le terrorisme islamique, la centralisation... pourrait conduire à une surconcentration sur un seul risque* »⁵¹⁷. Amy Zegart, principale promotrice de la centralisation dans le débat académique, met en avant plusieurs arguments : un meilleur partage de l'information ; une conscience plus aigüe de

⁵¹⁴ Rovner, Joshua et Long, Austin, "The perils of shallow theory: Intelligence reform and the 9/11 Commission", *Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 18, 4, 2005-2006, pp. 609-637. Rovner, Joshua et Long, Austin, "How Intelligent is Intelligence Reform? Correspondance with Amy Zegart", *International Security*, 30, 4, 2006, pp. 196-208.

⁵¹⁵ Betts, Richard, *Enemies of Intelligence. Knowledge & Power in American National Security*, New York, Columbia University Press, 2007, p. 148 ; Brooks, Stephen, *Producing Security*, Princeton, Princeton University Press, 2005, pp. 65-67.

⁵¹⁶ Davies P., "Intelligence culture and intelligence failure in Britain and the United States", *Cambridge Review of International Affairs*, 17, 3, 2004, pp. 495-520.

⁵¹⁷ Posner, Richard, *Uncertain Shield: The U.S. Intelligence System in the Throes of Reform*, New York, Rowman & Littlefield, 2006.

l'appartenance à la même communauté du renseignement ; une harmonisation des politiques de ressources humaines et enfin un mécanisme plus puissant pour définir les priorités. Ces arguments étaient déjà mis en exergue dans son étude de 1999 sur le défaut de centralisation de la CIA et du *National Security Council*⁵¹⁸. Elle répond à ses détracteurs que la communauté du renseignement aux États-Unis est une illusion, qu'elle n'a jamais existé. À sa place, elle constate la présence d'un conglomérat d'organisations aux missions, structures, normes et modalités diverses de travail. Ces dernières sont dans une situation de concurrence où faire avancer ses pions s'avère souvent plus rationnel et courant que coopérer avec les autres agences. Elle souligne que la centralisation au sommet n'est pas exclusive de la décentralisation à la base⁵¹⁹.

L'une des principales préconisations des tenants de la réforme aux États-Unis vise à assurer une meilleure circulation et un meilleur partage de l'information entre les différentes agences en charge de la sécurité et du renseignement. L'idée est celle de la « fusion des sources » (*fusion in all sources*). C'était l'une des principales recommandations de la Commission d'enquête sur le 11 septembre ou d'experts académiques, à l'instar de Jennifer Sims, qui exerçait des fonctions de premier plan dans la coordination du renseignement⁵²⁰. Cette solution sur le décloisonnement fait cependant l'objet de critiques ou de scepticisme de la part des spécialistes du renseignement. Ils rappellent que la compartimentalisation du renseignement, le maintien de plusieurs canaux d'information du décideur politique, répondent également à des logiques fonctionnelles et notamment à des impératifs de sécurité dans le domaine du renseignement et pas seulement à des batailles pour le pouvoir et la défense de territoires bureaucratiques⁵²¹. Autrement dit, il existe de bonnes raisons pour maintenir la structure générale du système de renseignement américain. Thomas Hammond souligne ainsi que la

⁵¹⁸ Zegart, Amy, *Flawed by Design: The Evolution of the CIA, the JCS and the NSC*, Stanford, Stanford University Press, 1999.

⁵¹⁹ Zegart, Amy, "How Intelligent is Intelligence Reform? Correspondance", *International Security*, 30, 4, 2006, pp. 203-208.

⁵²⁰ Sims, Jennifer, "Intelligence to Counter Terror: the importance of all source fusion", *Intelligence and National Security*, vol. 22, n° 1, 2007 ; Sims, Jennifer et Gerber, Burton (eds), *Transforming U.S. Intelligence*, Washington DC, Georgetown University Press, 2005.

⁵²¹ Jackson, Peter, "On Uncertainty and the Limits of Intelligence", dans Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010, pp. 466-467 ; Jervis, Robert, *Why Intelligence Fails? Lessons from the Iranian revolution and the Iraq War*, Ithaca, Cornell University Press, 2010, pp. 185-186.

permanence de la structure du système tient pour beaucoup au fait que les alternatives proposées n'étaient pas crédibles ou présentaient des inconvénients majeurs. L'absence de changement radical provient de l'absence de solution qui apparaisse nettement supérieure⁵²².

2.2.2. Un tournant « culturel » dans les études sur le renseignement

2.2.2.1. Biais cognitifs.

Comme les études sur la prise de décision en politique étrangère, les études sur le renseignement mettent en exergue les biais cognitifs⁵²³, qui affectent souvent le processus décisionnel comme la tendance à interpréter le comportement de la cible en fonction de ses propres valeurs et croyances. Les techniques utilisées pour limiter l'effet de ces biais cognitifs⁵²⁴ sont désormais critiquées comme restreignant « l'imagination » des analystes. Le manque de créativité et d'intuition (*lack of imagination*) pour mettre en relation des informations disparates et des données éparpillées est systématiquement mis en avant dans les rapports d'enquête sur le 11 septembre ou la guerre en Irak. Les chercheurs israéliens ont mis en lumière le poids d'un phénomène appelé *the concept* dans l'échec du renseignement lors de la guerre du Kippour. Les décideurs israéliens partageaient une croyance profonde : l'infériorité militaire de l'Égypte rendait impossible une attaque si cette dernière n'était pas capable de détruire au préalable les forces aériennes de *Tsahal*. Par extension *the concept* désigne un postulat partagé par les analystes et les décideurs politiques sur ce que constitue le comportement rationnel de l'adversaire. Johnston, dans son étude ethnographique des analystes de la CIA, a souligné combien ils étaient affectés par un biais de conformité se traduisant par le fait de rechercher les preuves et éléments d'information qui confirment les hypothèses établies. Quand ils reçoivent une demande, beaucoup

⁵²² Hammond, Thomas, "Why Intelligence Community is so Difficult to Redesign? Smart Practices, Conflicting Goals and the Creation of Purpose-Based Organizations", *Governance*, vol. 20, n° 3, 2007, pp. 401-422.

⁵²³ Pour un état des lieux récents : Levy, Jack, "Political Psychology and Foreign Policy" in Sears, David et Jervis, Robert (ed), *Oxford Handbook of Political Psychology*, New York, Oxford University Press, 2003 ; Mintz, Alex et DeRouen, Karl, *Understanding Foreign Policy Decision Making*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 ; Breuning, Marijke, *Foreign Policy Analysis. A Comparative Introduction*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2007.

⁵²⁴ Heuer, Richard, *Psychology of Intelligence Analysis*, Washington, Center for the Study of Intelligence, 1999.

d'analystes commencent par éplucher les dossiers précédemment établis sur le sujet pour se repérer et savoir quoi chercher⁵²⁵. Ce biais est renforcé par la tendance naturelle à repousser les informations négatives qui remettent en cause les croyances ou les certitudes.

Certains de ces biais sont plus particulièrement spécifiques aux services de renseignement comme l'excès d'alerte (le syndrome de Pierre criant au loup) qui rend le destinataire moins ouvert à l'information. Le syndrome « Ultra » intervient quand le renseignement devient excessivement dépendant d'une seule source⁵²⁶. De la même façon, les phénomènes de « pensée groupale » (*groupthink*) sont systématiquement repérés dans les principaux échecs du renseignement à prévenir une attaque⁵²⁷. Les travaux sur la perception en politique étrangère ont également exploré la problématique des dynamiques cognitives au sein des groupes autour de l'ouvrage majeur de Irving Janis sur le phénomène de « pensée groupale »⁵²⁸. Dans le domaine de la politique étrangère et du renseignement, le processus de décision s'opère fréquemment au sein de petits groupes, notamment dans les périodes de crises. Cela produit un certain nombre de biais conduisant à des échecs de la politique étrangère américaine qui font l'objet de l'analyse de Janis (Viêt-nam, Baie des cochons, Pearl Harbor). La prise de décision en petit groupe tend, en effet, à l'uniformité et au conformisme, excluant certaines options et éliminant les points de vue discordants, d'autant que ce mode de décision s'accompagne souvent d'une forme d'isolation par rapport à la bureaucratie. Huit facteurs tendent à renforcer le conformisme : l'illusion d'invulnérabilité ; l'effort permanent de justification qui consolide la validité du choix initial ; le sentiment de supériorité intellectuelle et morale du groupe ; la

⁵²⁵ Johnston, Robert, *Analytic Culture in the US Intelligence Community: An Ethnographic Study*, Washington, Center for the Study of Intelligence, Central Intelligence Agency, 2005.

⁵²⁶ L'Irak en fournit un exemple avec la dépendance des services de renseignement occidentaux à l'égard d'une seule source humaine "Curveball". Le film *Les Patriotes* illustre ce point de vue par le traitement de la source « Aladin » dans sa seconde partie.

⁵²⁷ Johnston, Robert, *Analytic Culture in the US Intelligence Community: An Ethnographic Study*, Washington, The Centre for the Study of Intelligence, 2005 ; Byman, Daniel, "Strategic Surprise and the September 11 Attacks", *Annual Review of Political Science*, vol. 8, 2005 ; Jervis, Robert, "Reports, Politics and Intelligence Failures: The Case of Iraq", *Journal of Strategic Studies*, 29, 1, 2006 ; Aldrich, Richard, 'Whitehall and the Iraq War: The UK's Four Intelligence Enquiries', *Irish Studies in International Affairs*, 16, 1, 2005.

⁵²⁸ Irving, Janis, *Groupthink : Psychological Studies of Policy Decisions and Fiascoes*, New York, Houghton Mifflin, 1982.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

simplification des perceptions au point de les stéréotyper ; les pressions qui rendent délicates l'expression d'avis divergents ; les formes d'autocensure personnelle ; la croyance progressive dans l'unanimité réelle sur une option ; les barrières psychologiques qui filtrent les opinions et les informations venant de l'extérieur remettant en cause le consensus. Par ailleurs, il faut souligner la tendance à ne dire au décideur que ce qu'il veut entendre, selon un processus de « contrainte anticipée » qui affecte en particulier les acteurs placés à des niveaux inférieurs dans la hiérarchie administrative ou politique⁵²⁹.

L'existence d'un phénomène de *groupthink* et son poids dans le cycle du renseignement à propos de l'Irak est l'une des principales conclusions de l'enquête de la Commission du renseignement du Sénat *The US Intelligence Community's Pre-War Intelligence Assessments on Iraq*⁵³⁰. Jervis contredit cet argument en soulignant que la théorie de Irving Janis ne s'applique qu'à des cas de prise de décision en petit groupe fermé⁵³¹, alors que dans le cas de l'Irak les conclusions sont le fait de plusieurs individus travaillant dans des organisations différentes et ne formant pas un groupe clos et isolé du reste de l'administration. Si Jervis a raison du point de vue de la rigueur théorique, il sous-estime que les phénomènes identifiés dans le rapport : « *l'examen d'un nombre restreint d'alternatives, le recueil sélectif de l'information, la pression pour se conformer aux vues dominantes du groupe et pour éviter les critiques, la rationalisation collective* » s'apparente bien à une forme de *groupthink*. L'exemple Irakien semble montrer que l'illusion groupale peut se développer en dehors d'un schéma strict de groupe décisionnel fermé et isolé, lorsque les pressions pour le conformisme sont particulièrement fortes et le contrôle par les décideurs particulièrement étroit. Une illustration de ce phénomène peut être décelée à travers les visites régulières au siège de la CIA du Vice-président Cheney, « chef » des Vulcains, le groupe de décideurs néoconservateurs décidés à renverser coûte que coûte Saddam Hussein.

⁵²⁹ Stern, Eric et Sundelius, Bernt, "Understanding Small Group Decisions in Foreign Policy : Process, Diagnosis and Research Procedure", dans Paul t'Hart et al., *Beyond Groupthink : Political Group Dynamics and Foreign Policy Making*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997, pp. 123-150.

⁵³⁰ US Senate Select Committee on Intelligence, <http://www.gpoaccess.gov/serialset/creports/iraq.html>

⁵³¹ L'exemple classique est le Comité informel réuni autour de Kennedy pendant la crise des missiles de Cuba. Le film "*13th Days*" en donne une bonne représentation.

2.2.2.2. Poids des facteurs culturels et culture organisationnelle.

Récemment, les analyses sur le renseignement se sont saisies de la notion de culture, important par là une problématique importante des études sur les politiques militaires et les choix stratégiques. En effet, la notion de culture stratégique et ses déclinaisons – culture organisationnelle, culture politico-militaire - ont bénéficié d'un net regain d'intérêt dans l'étude des relations internationales sous l'impulsion du courant constructiviste. Dans ces études sur les politiques militaires, le débat est arrivé à un degré de structuration et de maturité fort avancé. Une collaboration plus étroite avec cette littérature serait certainement bienvenue en ce qui concerne l'analyse du renseignement.

Philippe Davies met en avant des conceptions générales, *Ideas of Intelligence*, très différentes aux États-Unis et au Royaume-Uni⁵³². Le renseignement au Royaume-Uni ne se réfère qu'à un type restreint de renseignement, celui qui repose sur une collecte secrète. Selon Robertson, le renseignement peut être défini comme : « la collecte secrète des secrets de quelqu'un d'autre »⁵³³, par opposition aux États-Unis où le renseignement renvoie à une conception beaucoup plus large de produit ayant passé les filtres de l'analyse. La notion de culture du renseignement demeure cependant utilisée de façon peu rigoureuse et tend à confondre les niveaux d'analyse entre culture nationale et culture organisationnelle.

Uri Bar-Joseph et Rose MacDermott proposent d'adapter la notion de culture stratégique au renseignement en élaborant la notion de culture du renseignement⁵³⁴. Par rapport au débat sur la notion de culture stratégique, on relèvera cependant que leur conception est beaucoup plus proche de la culture organisationnelle, puisqu'en fait ils détaillent la culture interne de la CIA. Selon les auteurs, la culture de la CIA est dominée par plusieurs traits saillants.

L'ethnocentrisme et une absence de sensibilités aux cultures étrangères qui se manifestent notamment dans le déficit de connaissance des langues étrangères

⁵³² Davies, Philip, "Ideas of Intelligence : Divergent National Ideas and Institutions", *Harvard International Review*, vol. 24, n° 3, 2002, pp. 62-66.

⁵³³ Cité in Davies, Philip, "Intelligence Culture and Intelligence Failures in Britain and the United States", *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 17, n° 3, 2004, pp. 495-520.

⁵³⁴ Bar-Joseph, Uri et MacDermott, Rose, "The Intelligence Analysis Crisis" in Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010, pp. 361-366.

ainsi qu'une forte tendance à lire le comportement des autres en fonction de sa propre culture (*mirror-imaging*).

La mentalité d'un club produit par l'héritage des diplômés de la Ivy League qui ont créé et façonné l'agence au cours des années 1940-1960.

Une production de masse qui privilégie la quantité à la qualité.

L'idée que l'argent peut tout acheter, notamment les sources humaines, alors que l'expérience montre que les sources motivées idéologiquement sont plus fiables et efficaces que les sources motivées par l'appât du gain.

La primauté accordée à la technologie et au renseignement électronique.

La primauté accordée à l'opérationnel plutôt qu'à l'analyse.

L'agressivité de la concurrence avec les autres bureaucraties qui se traduit par une réticence à la coopération avec les autres agences et une inclination à la politisation, à produire du renseignement pour plaire.

D'autres travaux se sont intéressés à la culture organisationnelle de la CIA, notamment ceux, toujours excellents, de Hastedt⁵³⁵.

2.2.3. Le renseignement : terrain de prédilection des pathologies bureaucratiques ?

Comme nous l'avons vu avec les travaux de Zegart, le domaine du renseignement est particulièrement propice aux pathologies bureaucratiques en raison de la forte bureaucratisation du système de renseignement. « La bureaucratisation est à la fois la grande faiblesse et la grande force de la communauté américaine du renseignement »⁵³⁶. La compartimentalisation qu'impose la nature même du renseignement renforce l'identité institutionnelle des agents et la culture organisationnelle de chaque agence, voire de chaque service, et leur cohésion face aux agences concurrentes. La rivalité bureaucratique et la concurrence pour le prestige, les ressources, l'influence et l'accès au décideur peut l'emporter sur l'effort de répondre aux besoins du gouvernement et du chef de l'État⁵³⁷. Les pathologies bureaucratiques mises en

⁵³⁵ Hastedt, Glenn, "CIA's Organizational Culture and the Problem of Reform", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, vol 9, n° 3, 1996, pp. 249-269 ; Turner, Michael, "A Distinctive US Intelligence Identity", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, vol. 17, n° 1, 2004, pp. 42-61.

⁵³⁶ Betts, Richard, *Enemies of Intelligence. Knowledge & Power in American National Security*, New York, Columbia University Press, 2007, p. 146.

⁵³⁷ Odom, William, *Fixing Intelligence: For a More Secure America*, New Haven, Yale University Press, 2003.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

lumière par le paradigme de la politique bureaucratique de la politique étrangère, dans la lignée des travaux d'Allison, affectent les organisations et le processus décisionnel du renseignement.

Le paradigme de la politique bureaucratique (*bureaucratic politics*), met l'accent sur le fonctionnement concret de la machine étatique, sur les interactions entre le pouvoir politique et l'administration, sur le poids des organisations, des routines et sur l'importance des jeux de négociations dans la production de la décision publique que ce soit en politique étrangère ou en matière de renseignement⁵³⁸.

Le modèle du comportement organisationnel s'inspire de la sociologie des organisations et de l'institutionnalisme sociologique pour souligner l'importance du phénomène bureaucratique. Il définit l'appareil gouvernemental comme un conglomérat d'organisations semi-féodales, dont le comportement est régi par des procédures standardisées, les fameuses SOPs (*standard operating procedures*) et une culture interne. Dans ce modèle, la décision, qui n'en est plus véritablement une, échappe au décideur qui se trouve prisonnier d'un système organisationnel avec ses règles, ses rigidités, ses routines. Ce système « fait » la décision.

Le modèle de la politique gouvernementale analyse la décision comme un compromis issu des jeux de négociations entre les différents acteurs du cénacle décisionnel central formé par les dirigeants des principales organisations bureaucratiques, les décideurs gouvernementaux et leurs conseillers. Le poids respectif de chacun de ces individus varie selon sa position hiérarchique, son habileté, son expertise, sa réputation et ses ressources, notamment en termes d'information. Leurs prises de position reflètent leurs intérêts personnels ou corporatistes plus qu'une analyse rationnelle du problème. Leur perception du problème et les options que chacun préconise sont « profondément affectées » par leur position dans le jeu décisionnel, selon l'axiome « *la position que vous défendez dépend de la position que vous occupez* » (*"where you stand depends upon where you sit"*). En pratique, le point de vue d'un acteur est fortement corrélé avec sa position bureaucratique. Le modèle insiste sur l'importance des coalitions qui se forment dans le jeu et sur les dynamiques de groupe qui s'instaurent. La décision n'est pas la solution rationnelle au problème posé, mais la résultante d'un

⁵³⁸ Graham, Allison et Zelikow, Philip, *Essence of Decision. Explaining the Cuban Missile Crisis*, 2^e ed., New York, Longman, 1999. Graham, Allison et Halperin, Morton, « Bureaucratic Politics : A Paradigm and some Implications », *World Politics*, vol. 24, spring 1972, pp. 40-79 ; Halperin, Morton H., *Bureaucratic Politics and Foreign Policy*, Washington DC, Brookings Institution, 1974.

marchandage politique dans lequel chacun « joue des coudes » (“*pulling and hauling*”) pour promouvoir les « intérêts de sa paroisse ».

Il n'est pas inutile de dresser une synthèse des enseignements dégagés par les nombreux travaux inspirés du paradigme de la politique bureaucratique. En nous appuyant sur le bilan de Kozak, nous synthétisons ces acquis en huit points⁵³⁹.

Le processus politique est fragmenté entre plusieurs organisations rivales, il n'est pas hiérarchique.

Chaque bureaucratie dispose, en effet, d'une marge de manœuvre importante dans le processus de politique publique. Contrairement à la vision classique de la bureaucratie, les administrations ne sont pas des agents mécaniques et neutres d'exécution de la politique publique.

Les bureaucrates et les administrations sont guidés par leurs intérêts propres. Le processus politique est marqué par des conflits pour la survie, la préservation ou la croissance des organisations.

Les administrations sont engagées dans une compétition permanente, un conflit pour différents enjeux et rétributions comme l'allocation de ressources budgétaires et de personnels, l'autonomie, la définition des missions, l'accès au pouvoir politique. La recherche du pouvoir et du prestige est le moteur du comportement des organisations.

La loi de Mil : la position d'un acteur sur un dossier est déterminée ou fortement corrélée avec sa fonction bureaucratique.

Certaines ressources et stratégies sont fréquemment mobilisées pour l'emporter dans la politique bureaucratique. Dans son ouvrage classique, Francis Rourke souligne que toute bureaucratie dispose de quatre ressources prioritaires : l'expertise, la longévité, la continuité et la responsabilité pour la mise en œuvre de certaines actions gouvernementales⁵⁴⁰. L'auteur souligne qu'une organisation accroît ses chances de l'emporter si elle réunit certaines conditions telles que : disposer d'une expertise socialement appréciée ; bénéficier du soutien d'une clientèle administrative et / ou d'une clientèle électorale (“*constituency groups*”).

Une politique conduite dans un contexte de politique bureaucratique se caractérise par le marchandage, l'ajustement et le compromis. En raison des caractéristiques de la politique bureaucratique, les décisions politiques sont

⁵³⁹ Kozak, David, “The Bureaucratic Politics Approach : The Evolution of a Paradigm”, dans Kozak, David et Keagle, James (eds), *Bureaucratic Politics and National Security. Theory and Practice*, Boulder, Lynne Rienner Publishing, 1988, pp. 3-15.

⁵⁴⁰ Rourke, Francis E., *Bureaucracy, Politics and Public Policy* (3^{ème} éd.), Boston, Little Brown, 1984.

généralement l'aboutissement d'un processus incrémental, ne modifiant que marginalement l'état des choses.

Le processus de décision au sein de l'exécutif suppose une fonction de coordination et d'intégration des stratégies et des priorités des différentes administrations. Dans la conception de la politique bureaucratique, notamment dans les travaux de Richard Neustadt, le Président, en fait la Présidence, occupe une position centrale où les dossiers peuvent être envisagés dans leur globalité et où la politique peut être coordonnée. Les administrations peuvent employer plusieurs tactiques pour influencer l'exécutif. Chris Jeffries rappelle les plus courantes : ne dire au Président que ce qui est nécessaire pour le convaincre ; présenter son option avec deux alternatives impraticables ; ne jamais être d'accord avec une prise de position qui pourrait compromettre les vôtres ; toujours prédire les conséquences les plus désastreuses si votre option n'est pas retenue⁵⁴¹.

2.2.4. *Le nœud gordien : Intelligence-policy nexus*

Christopher Andrew estime que « l'expérience historique montre que les étapes où le cycle du renseignement se grippe sont celles de l'évaluation et de l'interface avec le politique plus que la collecte »⁵⁴². L'interaction entre le pouvoir politique et les services de renseignement est donc un thème de recherche essentiel⁵⁴³. Le renseignement n'a d'importance qu'en tant qu'il affecte les décisions politiques et la conduite de la politique de l'État. Le intelligence-policy nexus fait l'objet de nombreux travaux. Mais peu de choses sont finalement connues en ce qui concerne l'usage que font les décideurs du renseignement en dehors du Président des États-Unis⁵⁴⁴. “Even the most basic questions about the attitude of most

⁵⁴¹ Jeffries, Chris, “Defense Decisionmaking in Organizational-Bureaucratic Context” dans Endicott, John E. et Stafford, Roy W., *American Defense Policy* (4th ed.), Baltimore, The John Hopkins University Press, 1977.

⁵⁴² Andrew, Christopher, “Intelligence, International Relations and ‘Under-Theorisation’ ” dans Scott, Len and Jackson, Peter (eds), *Understanding Intelligence in the Twenty-First Century: Journeys in the Shadow*, London, Routledge, 2004, p. 172.

⁵⁴³ Riste, Olav, “The intelligence-policy maker relationship and the politicization of intelligence” dans Treverton, Gregory et Agrell, Wilhelm, *National Intelligence Systems. Current Research and Future Prospects*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

⁵⁴⁴ Andrew, Christopher, “American Presidents and their Intelligence Communities”, *Intelligence and National Security*, 9, 4, 1995, pp. 95-113. Andrew, Christopher, *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency*, London, Harper Collins, 1995.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

20th- century world leaders towards intelligence have yet not be asked, let alone answered”⁵⁴⁵. Comme l’écrit Glen Hastedt, « les décideurs politiques, les consommateurs du renseignement ont reçu une attention bien moins systématique dans la littérature »⁵⁴⁶. On peut relever que dans le débat anglo-américain, le décideur politique est toujours présenté comme un simple consommateur du renseignement et jamais comme un producteur de renseignement. Or il peut le devenir à travers ses réunions avec ses homologues étrangers ou via la pratique de l’envoi d’émissaires et d’envoyés spéciaux, particulièrement courante dans le système décisionnel présidentiel français, notamment à l’époque de François Mitterrand. Le rôle actuel de Claude Guéant dans bon nombre de voyages sensibles à l’étranger montre qu’il s’agit là d’une pratique récurrente.

L’étude des relations entre les analystes du renseignement et les décideurs politiques devrait partir du postulat, rappelé par Sherman Kent, le « père fondateur » des *intelligence studies*, que le renseignement ne peut ni ne doit dicter la politique. Le décideur politique est libre d’utiliser ou non le renseignement qu’il doit pondérer avec d’autres facteurs (autres sources d’information, mais aussi intérêts divers, pressions etc.) dans la prise de décision⁵⁴⁷. Mark Lowenthal rappelle quant à lui que les services de renseignement sont là pour servir le politique et appartiennent à l’appareil d’État plus large qui travaille pour le pouvoir politique élu. La relation est donc une relation inégale : selon une boutade courante dans la communauté du renseignement américain « *il y a des succès politiques et des échecs du renseignement. Il n’y a jamais des échecs politiques et des succès du renseignement* »⁵⁴⁸.

Il n’en reste pas moins que souvent, dans les études concernant l’*intelligence-policy nexus*, l’analyse se résume à un face-à-face entre les services de renseignement et le décideur politique. L’évaluation de ce qui est fait du renseignement fonctionne

⁵⁴⁵ Andrew, Christopher, “Reflection on Intelligence Historiography since 1939” in Treverton, Gregory et Agrell, Wilhelm, *National Intelligence Systems. Current Research and Future Prospects*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, pp. 51-52.

⁵⁴⁶ Hastedt, Glen, « Review » dans Rovner, Joshua (ed), “Roundtable on Richard K Betts, Enemies of Intelligence, Columbia University Press, 2007”, *H-Diplo Roundtable Reviews*, Vol. IX, n° 15, 2008, p. 15.

⁵⁴⁷ Sherman, Kent, *Strategic Intelligence for America World Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1966, pp. 202-206.

⁵⁴⁸ Lowenthal, Mark, “The Policymaker-Intelligence Relationship” dans Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 438.

en vase clos comme s'il n'y avait que le renseignement fourni qui soit impliqué dans l'élaboration de la politique, en dehors de toute autre considération. Glen Hastedt soutient qu'il convient de dépasser cette vision dichotomique qui fait de l'analyse du renseignement et du politique deux mondes fondamentalement différents car l'analyse et la politique ne sont pas séparables tant ils sont en permanence entremêlés. Il conclut ainsi que « *lier explicitement la réforme du système de renseignement à la manière dont le renseignement est intégré dans le processus de politique publique redéfinit l'agenda de la réforme* »⁵⁴⁹. Il souligne qu'au niveau de la recherche, il serait certainement fructueux d'analyser le renseignement sans partir de la dichotomie entre renseignement et politique mais en partant du principe que le renseignement fait partie intégrante (mais alors dans quelle mesure, selon quelles modalités ?) de l'élaboration de la politique.

Le problème fondamental de l'interaction entre les acteurs du renseignement et les décideurs politiques tient au fait qu'ils appartiennent à deux tribus distinctes qui ne parlent pas la même langue, comme l'ont souligné plusieurs praticiens ayant opéré des deux côtés⁵⁵⁰. Alors que l'analyste travaille par écrit, l'usage du renseignement par le décideur politique repose essentiellement sur des *briefings* oraux⁵⁵¹. Les décideurs politiques tendent à avoir une grande confiance en eux, à être tournés vers l'action, peu enclins à l'autocritique et peu ouverts à la critique. L'analyste tend à se méfier du pouvoir et de ceux qui l'exercent, il est plus à l'aise avec la critique, en particulier quand il s'agit de la distiller. Il tend, par sa personnalité, à douter ("*questionning personalities*"). Le décideur souhaite des décisions rapides, il fuit l'ambiguïté et la complexité quand l'analyste apprécie l'étude de fond, rejette la simplification⁵⁵². Pour le décideur, les relations internationales et les relations avec les dirigeants étrangers sont une expérience personnelle qu'il tend à surévaluer. Le décideur tend à personnifier les rapports internationaux. La politique internationale est une affaire de *deal* avec ses partenaires « semblables » plus que le jeu de forces historiques ou de forces économiques, politiques et sociales. Le décideur a rencontré personnellement et

⁵⁴⁹ Hastedt, Glenn, "Review on Robert Jervis, Why Intelligence Fails", *H-Diplo Roundtable Reviews*, Vol. XI, n° 32, 2010, p. 10.

⁵⁵⁰ Lowenthal, Mark., "Tribal Tongues: Intelligence Consumers, Intelligence Producers", *Washington Quarterly*, 1992.

⁵⁵¹ Kerr, Richard and al. "Collection and Analysis on Iraq: Issues for the US Intelligence Community", *Studies in Intelligence (unclassified edition)*, 49, 3, 2005.

⁵⁵² Gardiner, Karl, "Squaring the circle: Dealing with Intelligence-Policy Breakdowns", *Intelligence and National Security*, 6, 1, 1991, pp. 141-152.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

estime généralement comprendre parfaitement ceux sur lesquels l'analyste écrit⁵⁵³. L'étude ethnographique menée par Rob Johnston au sein de la CIA s'attache notamment à la culture spécifique de l'analyste⁵⁵⁴.

Eliot Cohen, ancien membre du *National Security Advisory Panel of the National Intelligence Council* et Conseiller auprès du Secrétaire d'État souligne que la plupart des décideurs politiques se méfient des services de renseignement, suspicion que leur rendent bien les professionnels du renseignement. « *À bien des égards, il s'agit d'un mauvais mariage sans possibilité de divorce* »⁵⁵⁵.

La question de la politisation du renseignement constitue un thème dominant des études sur le renseignement, en particulier aux États-Unis. Plusieurs définitions existent qui renvoient à des phénomènes différents⁵⁵⁶. Mais fondamentalement, la définition péjorative de la politisation comme perversion du renseignement qui fabrique ou déforme l'information pour servir des préférences politiques ou des intérêts particuliers est celle qui domine le débat, particulièrement aux États-Unis. Certains chercheurs américains tendent à avoir une conception très étroite de la politisation qui limite le phénomène à « *la manipulation des analyses (estimates) pour refléter des préférences en matière de politiques* »⁵⁵⁷. Jervis partage cette conception minimaliste qui repose sur l'idée de la perversion du renseignement au stade de l'analyse, du produit fourni par les agences de renseignement pour plaire au pouvoir politique. Sa réfutation de l'importance de la politisation dans le cas de l'Irak repose entièrement sur cette posture. L'argument consiste à montrer que le comportement de l'administration Bush, manipulant le renseignement pour obtenir le soutien du public, pratiquant la sélection biaisée des informations fournies par l'*Intelligence Community*, est « *un substitut à la politisation dans la mesure où cela s'avère nécessaire seulement parce que la*

⁵⁵³ Petersen, Michael, "The Challenge for the political analyst", *Studies in Intelligence (unclassified edition)*, 47, 1, 2003.

⁵⁵⁴ Johnston, *Analytic Culture in the US Intelligence Community: An Ethnographic Study*, Washington, The Centre for the Study of Intelligence.

⁵⁵⁵ Cohen, Eliot, "Review on Robert Jervis, Why Intelligence Fails ?", *H-Diplo Roundtable Reviews*, Vol. XI, n° 32, 2010, p. 6.

⁵⁵⁶ Ransom, Harry, "The politicization of Intelligence" dans Cimbala, Stephen (ed), *Intelligence and Intelligence Policy in a Democratic Society*, New York, Transnational, 1987.

⁵⁵⁷ Rovner, Joshua, "Neoclassical realism and intelligence studies", *Paper presented at the Annual Convention of the International Studies Association*, New Orleans, 2010, p. 7.

communauté du renseignement n'a pas fourni aux décideurs les messages qu'ils voulaient ».⁵⁵⁸ On pourra noter que dans le contexte américain, la politisation ne renvoie pas à l'usage du renseignement et des services secrets à des fins politiques dans la compétition électorale ou politicienne⁵⁵⁹. Le problème central est celui de la « manipulation » ou de l'exploitation tendancieuse du renseignement par l'exécutif pour servir sa politique. Dans ce débat, deux écoles sont traditionnellement opposées. D'une part, Kent Sherman, historien de Yale et l'un des fondateurs des *Intelligences studies* qui fut par ailleurs le directeur de l'*Office of National Estimates*, prône l'analyse la plus objective possible, guidée par la seule objectivité des enjeux, et une distance entre les acteurs du renseignement et le cercle des décideurs politiques. D'autre part, Robert Gates, lorsqu'il était adjoint au directeur du renseignement de la CIA sous Reagan et Directeur du renseignement sous Bush père développe sa critique de la non pertinence des analyses et du renseignement de la CIA. Celle-ci s'avérerait inexploitable ou inutile pour le décideur politique. Pour être utile, le renseignement doit être proche des préoccupations du politique. Ce modèle se développe dans les années 1980 et devient dominant jusqu'en 2003, le premier mandat Bush constituant son apogée. Ces deux écoles, que l'on retrouve sous un autre nom chez Bar-Joseph qui oppose les « professionnels » aux « réalistes »⁵⁶⁰, sont en fait paradigmatiques et représentent les deux positions extrêmes d'un *continuum*. Au Royaume-Uni, Michael Herman, ancien chef du *Joint Intelligence Committee* et figure centrale des *Intelligence studies*, se situe résolument du côté de la *Kent School* en prêchant la préservation d'une forme de « puritanisme » du renseignement qui « doit demeurer un assesseur objectif du gouvernement et ne pas devenir l'avocat dont le client attend toute l'aide possible dans la défense de son affaire »⁵⁶¹.

⁵⁵⁸ Jervis, Robert, *Why Intelligence Fails? Lessons from the Iranian revolution and the Iraq War*, Ithaca, Cornell University Press, 2010, p. 132. C'est également une des thèses majeures de Rovner, Joshua, *Fixing the Facts. National Security and the Politics of Intelligence*, Ithaca, Cornell University Press (forthcoming).

⁵⁵⁹ Pour le cas français marqué par le rôle des services de renseignement, y compris du renseignement extérieur dans les « affaires », Laurent, Sébastien, « Politisations et politiques du renseignement sous la V^e République », Laurent, Sébastien (ed), *Politiques du renseignement*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009.

⁵⁶⁰ Bar-Joseph, Uri, *Intelligence Intervention in the Politics of Democratic States: The United States, Israel, and Britain*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1995.

⁵⁶¹ Herman, Michael, "Threat assessment and the legitimization of policy?", *Intelligence and National Security*, 18, 3, 2003, p. 178.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Betts distingue une politisation *bottom-up* lorsque les services essaient d'influencer le pouvoir politique conformément à leur préférence. L'anathème de Nixon dénonçant la CIA comme « un repère de libéraux de la *Ivy league* qui, derrière la façade de leur objectivité analytique, promeuvent généralement leurs propres préférences » en constitue une illustration. La seconde forme, plus classique, est la politisation *top-down* dans laquelle les décideurs politiques façonnent le renseignement pour servir leur politique. Elle apparaît dans la stratégie du « picorage sélectif » (*cherry-picking*) où le décideur sélectionne le renseignement le plus conforme à ses vues ainsi que la « publicisation orientée » où il rend public l'estimation de son choix pour légitimer ses décisions⁵⁶².

Uri Bar-Joseph et Rose McDermott considèrent que le débat sur la politisation est posé d'une façon très spécifique et américaine dans le débat américain⁵⁶³. Ils estiment que la légitimité de la politisation (le renseignement pour plaire) est une donnée centrale de la culture du renseignement américain, notamment de la culture organisationnelle de la CIA à partir du milieu des années 1960 avec un pic lors de l'évaluation de la menace soviétique pendant les années Reagan⁵⁶⁴. Au-delà de la culture organisationnelle de la CIA, c'est bien la culture du renseignement entendu au sens des conceptions des relations entre le pouvoir politique et les services de renseignement qui est favorable à la politisation. Les deux auteurs prennent l'exemple de la création par Donald Rumsfeld d'un *Office of Special Planning* (OSP) avant et pendant la guerre en Irak (2003), chargé sous l'égide du sous-secrétaire à la défense Feith de produire des rapports de renseignement validant la position officielle de l'administration Bush. Les deux auteurs estiment que « *le niveau atteint par le renseignement pour plaire (intelligence to please) est unique aux États-Unis et n'existe dans aucune démocratie libérale et constitue un trait majeur de la culture américaine du renseignement. Ce jugement comparatif mériterait sans doute de s'appuyer sur des études plus systématiques et approfondies dans les autres démocraties*

⁵⁶² Betts, Richard, "Politicization of Intelligence : Costs and Benefits", dans Betts, Richard et Mankhen, Thomas (eds), *Paradoxes of Strategic Intelligence: Essays in Honour of Michael Handel*, London, Frank Cass, 2003.

⁵⁶³ Bar-Joseph, Uri and McDermott, Rose, "The Intelligence Analysis Crisis" in Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010, pp. 370-372.

⁵⁶⁴ Prados, John, *The Soviet Estimate: US Intelligence Analysis and Russian Military Strength*, Princeton, Princeton University Press, 1986 ; Goodman, Michael, *Failure of Intelligence: The Decline and Fall of the CIA*, Lanham, Rowan & Littlefield, 2008.

libérales. Il souligne que parmi les chercheurs, tous les participants non-américains aux débats défendent une position traditionnelle fondée sur l'idée que des relations trop étroites entre le décideur politique et l'analyste du renseignement est une menace majeure pour la qualité du renseignement⁵⁶⁵ ».

L'analyse de Bar-Joseph et McDermott indique en creux que le débat américain sur la politisation du renseignement repose sur une conception restrictive et « puriste » du renseignement, que nous avons soulignée précédemment à propos des réflexions de Betts et Jervis. Cela amène le débat américain à un certain nombre de points aveugles, ou en tout cas de points laissés dans l'ombre, sur la problématique de la politisation. Ainsi, l'autre face de la politisation ou de la « manipulation » du renseignement est celle de sa manipulation délibérée par les services de renseignement. Cela se produit notamment dans les cas où les services de renseignement et leur chef estiment avoir une connaissance et une compréhension des enjeux supérieures aux pouvoirs politiques et qui va à l'encontre des politiques engagées ou envisagées. C'est le cas du chef du renseignement militaire israélien à la veille de la guerre du *Yom Kippour* en 1973, par exemple⁵⁶⁶. La seconde dimension relativement négligée concerne les intérêts bureaucratiques des services de renseignement et leur inclination à exagérer la menace adverse pour justifier de leur budget. Les analyses sur l'inflation et l'exagération de la menace ont cependant retrouvé une indéniable vigueur après le 11 septembre et la guerre en Irak, mais l'analyse reste souvent focalisée sur le niveau politique. Ce point sur l'importance des comportements bureaucratiques est souligné par l'historien britannique Peter Jackson, dans son excellente discussion de la notion de politisation⁵⁶⁷. Soucieux d'accroître leurs ressources ou leur audience dans le processus de décision, les services de renseignement peuvent avoir tendance à exagérer leurs évaluations ou à présenter les choses de façon biaisée. Cela peut aussi tenir à la culture organisationnelle. Les services de renseignement, comme les militaires, ont tendance à privilégier le scénario du

⁵⁶⁵ Handel, Michael, "The Politics of Intelligence", *Intelligence and National Security*, vol. 2, n° 4, pp. 5-46 ; Bar-Joseph, Uri, *Intelligence Intervention in the Politics of Democratic States : The USA, Britain and Israël*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1995.

⁵⁶⁶ Bar-Joseph, Uri, *The Watchman Fell Asleep : The Surprise of Yom Kippour and Its Sources*, New York, State University of New York Press, 2005.

⁵⁶⁷ Jackson, Peter, "On Uncertainty and the Limits of Intelligence", dans Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010, pp. 458-463.

pire. Jackson souligne ainsi que les services de renseignement ont tendance à produire des analyses et des prévisions plus pessimistes que les services civils⁵⁶⁸. On se trouve ainsi à la limite de la politisation. On peut alors se demander s'il s'agit bien de politisation, ce qui renvoie dans une conception rigoureuse à la « manipulation » du renseignement par le pouvoir politique, ou à des fins politiques. Il ne fait pas de doute qu'il y a orientation ou manipulation du renseignement, mais est-ce encore de la politisation ? En même temps, il convient de souligner que le débat ainsi posé est sous-tendu par une conception fortement dichotomique entre les services de renseignement et le décideur politique, alors que d'une part dans la pratique les choses sont entremêlées dans le processus décisionnel et que d'autre part, et peut-être surtout, cette dichotomie obère la nature éminemment et fondamentalement politique du renseignement.

Une autre source de politisation opérant au niveau des services et agents de renseignement concerne l'existence de biais idéologiques partagés au sein des services. L'importance de l'anticommunisme au sein des services français pendant la Guerre froide en est un exemple⁵⁶⁹.

Gregory Treverton souligne que la publicisation croissante du renseignement comme la revendication par le politique de s'appuyer sur les données des services de renseignement pour légitimer son action constituent une tendance qui redéfinit les contours de la politisation du renseignement⁵⁷⁰. L'utilisation du renseignement pour justifier une action militaire préventive ouvre ainsi la porte à toutes les manipulations du renseignement⁵⁷¹. Ce paradoxe mériterait d'ailleurs

⁵⁶⁸ En s'appuyant notamment sur Prados, John, *The Soviet Estimate : US Intelligence Analysis and Russian Military Strength*, Princeton, Princeton University Press, 1986 ; Hermann, Michael, "Intelligence and the Assessment of Military Capabilities : Reasonable Sufficiency or the Worst Case ?", *Intelligence and National Security*, vol. 4, n° 4, 1989, pp. 765-799. Freedman, Lawrence, *US Intelligence and the Soviet Strategic Threat*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

⁵⁶⁹ Laurent, Sébastien, « Politisations et politiques du renseignement sous la V^e République », Laurent, Sébastien (ed), *Politiques du renseignement*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009.

⁵⁷⁰ Treverton, Gregory, "Intelligence Analysis : Between 'Politicization' and irrelevance" dans Roger, George et Bruce, James (eds), *Analyzing Intelligence. Origins, Obstacles and Innovations*, Washington DC, Georgetown University Press, 2008.

⁵⁷¹ Hastedt Glenn, "Public Intelligence : Leaks as Policy Instruments – The Case of the Iraq War", *Intelligence and National Security*, vol. 20, n° 3, 2005, pp. 419-439. Jackson, Peter, "The Assessment that Never Was : British Joint Intelligence and the Strategic Threat from Iraq", dans

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

une étude approfondie. Les agences du renseignement américain, la CIA en particulier, sont régulièrement décriées, font l'objet d'un large opprobre dans la presse et dans de nombreux ouvrages. Elles sont largement discréditées après le 11 septembre 2001, et pourtant le pouvoir présidentiel apparaît de plus en plus contraint de s'appuyer sur la crédibilité fournie par les experts du renseignement pour légitimer ses décisions et sa politique. Une étude comparative entre les États-Unis, la France et le Royaume-Uni sur l'usage public du renseignement par le pouvoir politique s'avérerait précieuse, la France apparaissant en première analyse comme un cas déviant par rapport aux deux autres États sur l'absence d'utilisation du renseignement à des fins de légitimation politique. Joshua Rovner met quant à lui l'accent sur un autre paradoxe de la politisation. Les décideurs politiques n'ont aucune obligation légale ou procédurale ni de prendre connaissance du renseignement, des évaluations et des *briefings*, ni d'en tenir compte s'il ne leur convient pas ou s'ils font davantage confiance à d'autres sources⁵⁷². La réponse de Rovner est que la politisation intervient quand le décideur politique fait face à une forte opposition de la part d'acteurs du système politique (parlement, partis politiques, presse, opinion) sur des engagements publics qu'il a pris. Cette opposition ou ces critiques étant susceptibles de fragiliser sa capacité d'action dans d'autres secteurs d'activité, il peut être amené à rechercher une adhésion ou une approbation de la part de ces groupes pour éviter que son action gouvernementale ne soit gênée ou que le dossier en question ne soit mis en péril. Dans ce cas, le « soutien » des services de renseignement, l'avis des experts, permettent de légitimer le choix. Ce soutien devient même essentiel tant l'expert du renseignement fait figure d'oracle, révélant une vérité cachée qui entraîne de grands dangers⁵⁷³. Cela entraîne une pression forte sur les services de renseignement pour établir des rapports conformes ou sur le décideur pour présenter les produits du renseignement de façon orientée et biaisée.

Laurent, Sébastien (ed), *Politiques du renseignement*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009.

⁵⁷² Rovner, Joshua, "Neoclassical realism and intelligence studies", *Paper presented at the Annual Convention of the International Studies Association*, New Orleans, 2010, p. 8.

⁵⁷³ Hastedt, Glenn, "Public Intelligence : Leaks as Policy Instruments – The Case of the Iraq War", *Intelligence and National Security*, vol. 20, n° 3, 2005, p. 427.

2.2.5. Privatisation du renseignement et sociétés privées

La publication de la grande enquête du *Washington Post* durant l'été 2010, consacrée aux transformations du système de renseignement américain depuis le 11 septembre 2001 et intitulée *Top Secret America*⁵⁷⁴, a mis en lumière l'extraordinaire développement de la place et du rôle des contractants privés dans le domaine du renseignement. Notamment, l'article du 21 juillet intitulé *National Security Inc.* avertissait en première page : « ce qui a commencé comme une solution temporaire en réponse aux attaques terroristes s'est mué en dépendance (...) qui met en question la capacité du gouvernement à contrôler ses activités les plus sensibles ». P. O'Keefe note quant à lui que « en 2008, les relations entre le renseignement américain et le secteur privé sont devenues si symbiotiques qu'il est souvent impossible de distinguer les deux », faisant référence au vœu du Sénateur Graham, président du *Select Committee on Intelligence* du Sénat, après les attentats du 11 septembre de voir « une relation symbiotique entre la communauté du renseignement et le secteur privé »⁵⁷⁵. La recherche sur ce volet du renseignement demeure relativement embryonnaire et s'appuie surtout sur des sources journalistiques⁵⁷⁶. L'agenda de recherche dessiné par P. O'Keefe se contente de noter qu'il sera impossible de faire rentrer le génie dans sa lampe et qu'il convient de centrer la réflexion d'une part sur l'analyse des causes et des dynamiques de l'externalisation et d'autre part sur la question du contrôle tant par le gouvernement que par le Parlement.

Glen Hasted souligne que l'évolution des relations avec les sociétés privées de renseignement est un des enjeux importants de la réforme du système de renseignement américain. L'une des questions est d'identifier le statut de ces sociétés privées. Vont-elles être des prestataires selon la logique de l'externalisation qui considère que le partenaire privé se voit déléguer certaines tâches sous le contrôle de l'agence gouvernementale ? Des partenaires, par exemple si le privé se voit confier des tâches ou des aires d'expertises pour

⁵⁷⁴ <http://projects.washingtonpost.com/top-secret-america>. Notons que quelle que soit la qualité des journalistes du *Washington Post*, il est hautement probable que cette enquête soit en grande partie « alimentée » par des hauts fonctionnaires du renseignement américain, inquiet de la privatisation galopante du système de renseignement américain.

⁵⁷⁵ O'Keefe, Patrick, "Privatized Spying. The Emerging Intelligence Industry" dans Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

⁵⁷⁶ Notamment, le remarquable, Tim Shorrock, *Spies for Hire : The Secret World of Intelligence Outsourcing*, New York, Simon & Schuster, 2008.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

lesquelles les agences fédérales sont défaillantes ? Ou des concurrents, notamment s'ils deviennent pourvoyeurs de renseignement et d'analyse auprès des décideurs politiques⁵⁷⁷ ?

Ce n'est pas un hasard si ce débat sur la privatisation excessive du renseignement américain, la dépendance des agences fédérales à l'égard du secteur privé et le développement d'une industrie privée du renseignement interviennent dans la foulée des mêmes débats sur les forces armées et la puissance militaire des États-Unis. De nombreuses leçons semblent pouvoir être tirées de l'externalisation dans le domaine militaire qui fait désormais l'objet d'une recherche académique approfondie tant en économie, en droit qu'en science politique.

Alors que le rapport entre intervenants privés et soldats était de 1 pour 100 pendant la première guerre du Golfe (1991), il était de 1 pour 10 en 2003 au cœur de la phase de conflit, ce qui représentait 20 % des forces américaines déployées et le second contingent de la coalition. Cette situation impose le constat dressé par le colonel Kevin Cunningham, Directeur du *Army War College* dès 2002 : « les États-Unis ne peuvent aller à la guerre sans les contractants privés (*"the US cannot go to war without the contractors"*)⁵⁷⁸, qui fait écho au constat de dépendance du renseignement américain à l'égard du secteur privé mis en lumière dans le *Washington Post*, par Tim Shorrock ou P. O'Keefe.

En 2007, on estime qu'entre 160 et 180 000 personnes⁵⁷⁹ travaillaient en Irak pour des sociétés privées de sécurité. Un grand nombre ont passé des contrats avec le gouvernement américain, principalement le *Department of Defense* mais aussi le *Department of State* ou *USAID*, donnant naissance à une nouvelle « profession » celle de *private military contractors*, des contractants civils au service des armées, service indirect puisqu'ils demeurent avant tout au service des sociétés qui les emploient et les rémunèrent. De la même façon, une myriade de sociétés contractantes avec les agences de renseignement ou les ministères concernés emploient aux États-Unis des « agents privés du renseignement américain ». Entre 1994 et 2004 le gouvernement américain a passé pour plus de 300 milliards de dollars de contrats avec des sociétés militaires privées. Même s'il faut rester très prudent en matière d'estimations du budget du renseignement

⁵⁷⁷ Hastedt, Glenn, "Review on Robert Jervis, Why Intelligence Fails", *H-Diplo Roundtable Reviews*, Vol. XI, n° 32, 2010, p. 11.

⁵⁷⁸ Cité in Avant, *The Market for Force*, op. cit., p. 115.

⁵⁷⁹ Les chiffres varient selon les sources.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

américain, en 2007, selon Shorrock, près de 70 % du budget agrégé du renseignement américain était dépensé sous forme de contrats privés. En 2006, on comptait, parmi les 100 plus grands producteurs d'armement, 18 sociétés de services. Halliburton – KBR se classe au 12^{ème} rang mondial⁵⁸⁰.

Au Royaume-Uni, le ministère de la défense estime que le personnel sous contrat représentait 25 % environ du contingent britannique déployé en Irak en 2003. Selon certaines sources, on comptait, en 2006, 3 contractants privés d'une société britannique pour chaque soldat britannique engagé en Irak⁵⁸¹. Lors de l'opération en Irak, pour la logistique et le soutien de l'opération britannique, parmi les 800 millions de Livres engagées pour les dépenses d'« exigences opérationnelles urgentes » (*Urgent Operational Requirements*, UORs) dépensées en 2003-2005, la moitié l'a été pour des contractants privés déployés ("*deployed contractor service*")⁵⁸². On ne trouve pas d'étude sur la privatisation éventuelle du renseignement britannique et le rôle des sociétés privées dans le fonctionnement de la machine britannique du renseignement.

Plusieurs tentatives de typologie (compagnies militaires privées, compagnies de sécurité privées) s'efforcent de distinguer ces sociétés et ces acteurs privés selon les services qu'ils proposent. Peter Singer définit les sociétés militaires privées comme des entreprises privées motivées par le profit qui font commerce de services intimement liés à la guerre et qui sont spécialisées dans la fourniture de savoirs-faires et de services militaires. Ces sociétés remplissent cinq grands types de missions :

1. Soutien logistique ;
2. Soutien opérationnel et tactique allant parfois jusqu'à la participation directe au combat même si la plupart des sociétés s'en défendent aujourd'hui suite aux scandales et dissolution des sociétés *Sandline* et *Executive Outcomes*. Le soutien opérationnel peut cependant s'avérer très proche des activités de combat proprement dit. Ainsi, pendant la campagne *Iraqi Freedom* en 2003, les hélicoptères Apache et les bombardiers B-2 fonctionnaient grâce à des

⁵⁸⁰ SIPRI, *SIPRI Yearbook 2008 : Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 281.

⁵⁸¹ Norton-Taylor Richard, "Foreign Office propose self-regulation for Private Military Firms", *The Guardian*, 24 avril 2009.

⁵⁸² Uttley, Matthew, *Contractors on Deployed Military Operations : United Kingdom Policy and Doctrine*, Strategic Studies Institute, US Army War College, 2005, pp. 9-10.

contractants, de même que les systèmes de guidages des missiles Aegis de la Navy ;

3. Expertise militaire, formation et entraînement des troupes ;

4. Missions de protection et de sécurité de sites, de convois, de personnels⁵⁸³ ;

5. Activités de renseignement. Ce créneau porteur pour les sociétés de sécurité « interne » tend à être assumé ou revendiqué de façon croissante comme une compétence des SMPs dans le contexte d'opérations militaires extérieures⁵⁸⁴.

On ne trouve pas pour l'instant de typologie de ce type dans le cas de l'industrie privée du renseignement, qui est extrêmement imbriquée dans le secteur de la sécurité au sens large. Un tel axe de recherche, par exemple sur la base des données de l'enquête du *Washington Post*, serait certainement riche pour déterminer les « frontières » du renseignement et du secret de l'État américain et leur recomposition. Selon des sources internes de l'*Office of National Intelligence*, en 2008, 27 % des contractants étaient impliqués dans la collecte opérationnelle du renseignement, 19 % travaillaient pour l'analyse et 22 % collaboraient à la gestion des réseaux de communications. Selon ce rapport, si sont intégrés les contractants travaillant à la construction des satellites, à la confection des programmes et des systèmes informatiques, les contractants représenteraient 70 % de la main d'œuvre du renseignement américain⁵⁸⁵.

Plusieurs facteurs expliquent le « boom » de l'industrie privée du renseignement. Il est généralement admis que la « mise sur le marché » d'un grand nombre de professionnels à la suite de la fin de la guerre froide, des dividendes de la paix et de la réduction des effectifs dans les agences américaines a favorisé l'explosion des sociétés privées spécialisées dans la sécurité et le renseignement. Or dans le

⁵⁸³ Makki, Sami, « Sociétés militaires privées dans le chaos irakien », *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2004, p. 22-23, Avant, Deborah, *The Market for Force. The Consequences of Privatizing Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 ; Singer, Peter, *Corporate Warriors. The Rise of the Private Military Industry*, Ithaca, Cornell University Press, 2003 ; Singer Peter, "Outsourcing the Fight", *Brookings Institution*, March 20, 2009 ; Perlo-Freeman, Sam et Sköns Elisabeth, "The Private Military Service Industry", *SIPRI Insights on Peace and Security* n° 1, 2008.

⁵⁸⁴ Donald Dominick, "Private security companies and intelligence provision" dans Andrew, Alexandra, Baker, Deane-Peter, et Caparini, Marina, *Private Military and Security Companies. Ethics, Policies and Civil-Military Relations*, London, Routledge, 2008. Domicik Donald est senior analyst pour AEGIES, une des principales SMP britanniques.

⁵⁸⁵ Cité dans O'Keefe, "Privatized Spying. The Emerging Intelligence Industry" in Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 306.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

même temps, la demande de spécialistes de la sécurité augmente avec le terrorisme aux États-Unis (attentats du *World Trade Center*, d'Ocklahoma City) et connaît une véritable explosion dans le contexte *post* 11 septembre. Enfin, fondamentalement, le « boom » de l'industrie militaire privée s'inscrit dans des changements idéologiques et normatifs en faveur de la logique de marché et du *New Public Management* sur le recentrage de l'État vers le cœur de ses fonctions régaliennes. L'externalisation vers des sociétés militaires privées appartient à une dynamique plus large de privatisation qui affecte le secteur de la défense⁵⁸⁶.

L'argumentaire en faveur du recours au secteur privé dans le cas du renseignement et des opérations clandestines met en avant l'efficacité économique, la flexibilité managériale et la souplesse politique qu'offre l'externalisation. Sur le plan économique, l'externalisation et le recours au secteur privé sont censés assurer un meilleur rapport coût-bénéfice et permettre à l'État de transférer une partie des risques. Le secteur commercial est censé disposer d'une plus grande adaptabilité par comparaison avec le secteur public, dans des contextes de plus en plus complexes et volatiles en matière de menaces pesant sur la sécurité nationale. De ce point de vue, l'argumentation repose fondamentalement sur l'idée que les sociétés militaires privées sont des « entreprises comme les autres » disposant d'une identité managériale, respectant les dispositifs légaux et financiers des entreprises commerciales. Enfin, les sociétés privées offrirait une indéniable souplesse politique aux gouvernements leur permettant d'intervenir dans des conflits où leur action officielle s'avère politiquement et diplomatiquement délicate ou impossible. Elles permettraient également de réduire le coût politique en cas de problèmes en transférant le « risque » politique vers des sociétés privées dont le gouvernement peut se démarquer en instaurant une *foreign policy by proxy* ou les contractants privés font ce que les services gouvernementaux ne peuvent pas faire.

Le développement exponentiel de l'externalisation et du recours à des sociétés privées par le renseignement américain soulève d'importants problèmes.

Une première série de problèmes est d'ordre juridique - quel ordre juridique s'applique aux employés de ces sociétés tant du point de vue de leur protection que de leur incrimination ? Quel est leur statut par rapport aux protections et contraintes offertes par le statut de fonctionnaire du renseignement ? Elle est

⁵⁸⁶ Wulf, *Herbert, Internationalizing and Privatizing War and Peace*, Houndmills, Palgrave, 2005 ; Krahmann, Elke, "Security : Collective Good or Commodity?" *European Journal of International Relations*, vol. 14, n° 3, 2008, pp. 379-404.

également éthique – à quelles règles déontologiques sont soumises les entreprises et leurs employés⁵⁸⁷ ? Peter Singer soulignait ainsi en 2004 que « *pour le dire brutalement, l'industrie du fromage est mieux régulée que l'industrie militaire privée* »⁵⁸⁸. Le débat sur la régulation du secteur des sociétés militaires privées est assez avancé⁵⁸⁹.

Un second ensemble de problèmes est d'ordre politique et philosophique. Sur le plan politique, se pose le problème du contrôle politique et démocratique des activités de renseignement, de l'accès aux secrets d'État. Au-delà, elles posent la question des limites du politique et de la privatisation dans le cœur de la sécurité nationale et de la transformation de la notion de sécurité.

Un troisième type de problèmes concerne les ressources humaines. Les agences américaines sont confrontées à une fuite rapide de leurs cerveaux (un véritable *brain drain*) qui affecte tant les jeunes entrants dans la carrière que les postes à haute responsabilité. Or la formation et les procédures d'habilitation sont longues et coûteuses dans ce secteur, d'où un effet très néfaste d'une éviction précoce⁵⁹⁰.

Un quatrième ordre de problèmes interroge la rationalité économique qui préside à l'externalisation des services militaires⁵⁹¹. Ann Markusen souligne que les gains tirés du passage du public au privé dépendent de trois conditions : une concurrence réelle ; une perception claire de ses besoins de la part de l'autorité

⁵⁸⁷ Alexandra, Andrew, Baker, Deane-Peter et Caparini Marina (eds), *Private Military and Security Companies. Ethics, Policies and Civil-Military Relations*, Londres, Routledge, 2008. Chesterman, Simon et Lehnardt, Chia (eds), *From Mercenaries to Market. The Rise and Regulation of Private Military Companies*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

⁵⁸⁸ Singer, Peter, *The Private Military Industry and Iraq: What We have Learned and Where Next ?* Genève, Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces, 2004, p. 14.

⁵⁸⁹ De Nevers, Renée, « (Self) Regulating War ? Voluntary Regulation and the Private Security Industry », *Security Studies*, vol. 18, n° 3, 2009, pp. 479-516 ; Krahnmann E. "Private Military Service in the UK and Germany: between partnership and regulation", *European Security*, 14 (2), 2005. Percy, Sarah, "Regulating the Private Security Industry, ISSS", *Adelphi Paper* n° 384, 2006 ; Holmqvist, Carolina, "Private Security Companies: The Case for Regulation", *SIPRI Policy Paper* n° 9, 2005.

⁵⁹⁰ Sur ce point, cf. O'Keefe, Patrick, "Privatized Spying. The Emerging Intelligence Industry" dans Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010, pp. 303-306.

⁵⁹¹ Brauer, Jurgen, "An Economic Perspective on Mercenaries, Military Companies, and the Privatisation of Force", *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 13, n° 1, 1999, pp. 130-146.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

qui contracte ; un contrôle et une surveillance efficace par le client des prestations réalisées⁵⁹². Or les travaux inspirés par la théorie économique de l'agence mettent l'accent sur les tensions et l'asymétrie d'information entre le contractant et l'autorité publique ainsi que sur le caractère imparfaitement concurrentiel des marchés de fournitures de services de défense⁵⁹³. L'économie institutionnelle et la théorie des coûts de transaction insistent sur le fait que les transactions concernant des secteurs souverains (politique étrangère, défense en particulier) s'inscrivent dans le long terme, requièrent une forte loyauté envers l'autorité légitime et la mission, une forte intégrité, autant de propriétés qui plaident pour le secteur public⁵⁹⁴. Les contrats à long terme, notamment, peuvent conduire à des situations de « capture » de l'État par son client⁵⁹⁵. L'exemple irakien montre que Halliburton est parvenu à une position monopolistique sur la fourniture de certains services et que, de façon générale, l'externalisation dans le domaine logistique souffrait de graves défaillances dans la planification, le suivi et le contrôle des contrats en Irak⁵⁹⁶. Dans le domaine du renseignement, certains exemples montrent que la concurrence est très imparfaite (O'Keefe). Ces travaux tendent à montrer que d'une part l'externalisation peut conduire à d'importantes pertes de contrôle fonctionnel (capacité des armées à remplir leur mission) et de contrôle politique (organisation de décision des orientations et de

⁵⁹² Markussen, Ann, "The case against privatizing national security", *Governance*, vol. 16, n° 4, 2003, pp. 471-501.

⁵⁹³ Cockayne, James, "Make or Buy? Principal-Agent Theory and the Regulation of Private Military Companies" dans Chesterman, Simon et Lehnardt, Chia (eds), *From Mercenaries to Market*, op.cit., pp. 196-216.

⁵⁹⁴ Williamson, Oliver, "Public and Private Bureaucracies: A Transaction Cost Economics Perspective" *Journal of Law, Economics and Organization*, vol. 15, n° 1, 1999, pp. 306-342 ; Fredland, Eric, "Outsourcing Military Force: A Transatlantic Cost Perspective on the Role of Military Companies", *Defense and Peace Economics*, vol. 15, n° 3, 2004, pp. 205-219 ; Fredland, Eric et Kendry, Adrian, "The Privatization of Military Force : Economic Virtues, Vices and Government Responsibilities", *Cambridge Journal of International Affairs*, vol. 13, n° 1, 1999, pp. 147-164.

⁵⁹⁵ Singer, Peter, *Corporate Warriors*, op. cit., pp. 155-157.

⁵⁹⁶ US Government Account Office (GAO), *DOD's Extensive Use of Logistics Support Contracts Requires Strengthened Oversight*, GAO-04-854, Washington DC, GAO, 2004 ; *GAO, High-Level DOD Action Needed to Address Long-standing Problems with Management and Oversight of Contractors Supporting Deployed Forces*, GAO 07-145, Washington DC, GAO, 2006.

la mise en œuvre de l'opération)⁵⁹⁷. D'autre part, il n'y a pas de preuves systématiques d'économies réalisées grâce à l'externalisation⁵⁹⁸.

2.3. Le contrôle démocratique du renseignement

Cette question est sans doute la plus décentrée par rapport au cœur de cette étude, de part sa relation entre défense et renseignement. En effet, le renseignement « de défense » ou « militaire » entre encore moins que le renseignement général (*strategic*) dans le champ du contrôle parlementaire, sauf à être spécifié dans le cadre plus général du contrôle démocratique des forces armées. Pour autant, la recherche académique internationale étudie ce thème en profondeur, et des travaux nombreux et approfondis explorent les différentes dimensions de ce problème qui mêle indistinctement aspects techniques et réflexions politiques (voire proprement morales) de haute portée. Le présent rapport propose donc une recension de ce thème, indispensable même si elle est moins développée car moins centrale pour la compréhension du renseignement au regard de la défense. Nous abordons d'abord le cas de la France avant de présenter plus généralement la structure du débat au sein des *Intelligence studies* anglo-américaines.

2.3.1. Les travaux en France

2.3.1.1 les travaux en langue française

Les travaux en langue française sur le contrôle du renseignement sont peu nombreux.

L'histoire de l'établissement d'un contrôle parlementaire aux États-Unis a été décrite dans la thèse de Gildas Le Vogüer⁵⁹⁹. Cette thèse, soutenue en 1995, couvre la période 1947-1987 et ne propose donc pas d'interprétation des problématiques qui se sont développées depuis la fin de la guerre froide. Elle est néanmoins intéressante indépendamment de cette période, dans la mesure où l'auteur part des principes du gouvernement représentatif américain tels qu'ils sont développés dans le *Fédéraliste*. Il cite, en effet, les articles de James

⁵⁹⁷ Avant, Deborah, *The Market for Force*, *op. cit.*, p. 45-49.

⁵⁹⁸ Uttley, Matthew, *Contractors on Deployed Military Operations*, *op. cit.*, p. 19.

⁵⁹⁹ Le Vogüer, Gildas, *Le Contrôle parlementaire des activités du renseignement aux États-Unis (1947-1987)*, Thèse pour le doctorat en Histoire, Université d'Orléans, 1995.

Madison et Alexander Hamilton, qui réintroduisent dans le contexte du gouvernement fédéral américain les arguments de Locke sur la prérogative. Cette thèse interroge ensuite longuement l'efficacité et les limites du contrôle du renseignement par le Congrès des États-Unis, de même qu'elle décrit les créations successives du *Senate Select Committee on Intelligence* après le vote de la *Senate Resolution* numéro 400 de 1976 et du *House Permanent Select Committee on Intelligence* par la *House Resolution* numéro 658 en 1977. Si l'auteur n'aborde pas autant en détail la question des *Sub-Committees*, il propose tout de même un travail pour l'instant sans équivalent sur cette question du contrôle américain à partir de la recherche française.

D'autres travaux sont néanmoins disponibles. On peut citer une brève « note de réflexion » sur le site du CF2R proposée par David Elkaim intitulée « *Les différents types de contrôle parlementaire du renseignement* » et datant de 2006⁶⁰⁰. Plus développé et proposant une analyse critique du système américain : un article de Sébastien Laurent dans la série *Questions internationales de la Documentation Française* s'intitule « *L'État secret, les « services » et le faux-semblant du contrôle parlementaire* » en 2009⁶⁰¹. Selon lui, le contrôle du renseignement relève plus des stratégies de discours rendues nécessaires par les apparents progrès de l'État de droit (au sens libéral du terme tel qu'il est pensé par Jacques Chevallier⁶⁰²). Ainsi, « le discours politique de l'exécutif et du législatif s'est d'un côté enrichi d'une nouvelle concession au principe de la transparence et, de l'autre, d'une victoire apparente pour le second ». Mais sur le fond, « les agences de renseignement demeurant autonomes dans l'État, à l'abri de tout regard véritablement inquisiteur », ⁶⁰³ la situation n'évolue pas réellement. En somme, le contrôle appartient plus à la sphère du jeu politique qu'à celle de l'activité du renseignement.

On peut encore signaler le cinquième et avant-dernier cycle de conférences dans le cadre du séminaire METIS de Sciences Po, qui était consacré à cette question

⁶⁰⁰ www.cf2r.org/fr/article/article-differents-types-controle-parlementaire-renseignement-4-3.php

⁶⁰¹ Laurent, Sébastien, « L'État secret, les « services » et le faux-semblant du contrôle parlementaire », *Questions Internationales*, n° 35, *la Documentation Française* janvier-février 2009, pp. 37-42.

⁶⁰² Jacques Chevallier, *L'État de droit*, Montchrestien, 3^e édition, 1999 ; voir notamment les pages 53-61 et 104-115.

⁶⁰³ Laurent, Sébastien, « L'État secret... », *op.cit.*, p. 42.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

du contrôle du renseignement. Il convient d'ailleurs saluer l'effort de comparaison mené dans ce programme⁶⁰⁴.

mars-juin 2010

Les formes de contrôle parlementaire du renseignement en Europe⁶⁰⁵

Lundi 15
mars 2010

« Le contrôle parlementaire du renseignement en Belgique » autour de l'avocat général Guy RAPAILLE, président du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (« comité permanent R »)

Lundi 3
mai 2010
Salle Jean
Monnet 18h

« Les formes de contrôle parlementaire du renseignement en Europe » autour de Sébastien LAURENT (maître de conférences habilité à l'Université de Bordeaux) : « Le Parlement et le contrôle du renseignement sous la V^e République : entre impuissance constitutionnelle, autocensure et instrumentalisation politique » et de Bertrand WARUSFELI (professeur de droit à l'Université de Lille 2) : « Le cadre juridique du contrôle du renseignement, depuis la loi de 1991 à la loi de 2007 ».

Lundi 17 mai
2010
Salle Jean
Monnet

« Le contrôle parlementaire du renseignement dans le système politique britannique » autour de Thorsten Wetzling, doctorant en science politique à l'institut de hautes études internationales et du développement (Genève) et chercheur invité à l'IFRI.

Lundi 14 juin
2010
Salle de réunion

« Le Bundestag et les activités de contrôle parlementaire du renseignement en Allemagne » autour de Wolfgang

⁶⁰⁴ Certaines de ces interventions ont été publiées dans le numéro spécial des *Cahiers de la sécurité* (INHESJ), « *Le défi du renseignement* », *op. cit.*

⁶⁰⁵ Source :

http://centre-histoire.sciences-po.fr/centre/groupes/archives_renseignements.html

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

	Krieger, professeur d'histoire à l'université de Marburg (Langue : Français)
Lundi 21 juin 2010 Salle de réunion	« Contrôler les activités de renseignement : la démocratie espagnole face aux services et à son histoire » autour de Floran Vadillo, doctorant en science politique à Sciences-Po Bordeaux (SPIRIT)

Nous devons enfin renvoyer, dans le même esprit comparatiste, aux enquêtes inédites menées dans une précédente étude pilotée par le C2SD, sous la direction scientifique de Bastien Irondele : « Évolution du contrôle parlementaire des forces armées en Europe »⁶⁰⁶. Celle-ci n'a pas encore été publiée, mais contient l'étude des cas britannique, allemand, espagnol et suédois concernant le contrôle, notamment par les commissions parlementaires du renseignement. Pour une analyse, en lien avec la présente étude qui se concentre sur ces deux pays, du contrôle du renseignement aux États-Unis et dans le cas britannique, nous nous permettons d'y renvoyer. Il est en effet inutile de reprendre ici exactement les mêmes données.

2.3.1.2. La situation du contrôle en France

Il faut cependant remarquer que la question du contrôle parlementaire des services de renseignement n'a pas encore pu être traitée académiquement. La délégation parlementaire est très récente, et sa mise en fonction ne s'est pas encore accompagnée d'une littérature académique sur le sujet. Il est donc pour l'instant difficile de produire des textes ou des jugements. Si la création de la délégation parlementaire au renseignement présente une innovation institutionnelle forte et une rupture politique, on n'en mesure pas encore les effets à l'heure actuelle. Il est possible cependant de retracer brièvement les velléités antérieures de contrôle.

Il n'a jamais existé pratiquement le moindre contrôle parlementaire ni *a priori* ni *a posteriori* du renseignement dans notre pays. Cela peut s'interpréter comme une traduction particulière d'une situation générale, qui est celle du rôle restreint du Parlement français dans le contrôle de l'action gouvernementale, ce rôle relatif

⁶⁰⁶ Rapport final EPMES 2008/42, pilotée par le C2SD, sous la responsabilité scientifique de Bastien Irondele.

du Parlement étant relativement limité en vertu de la théorie, et plus encore de la pratique, du « domaine réservé »⁶⁰⁷. À l'exception de l'apparition du détail des comptes de la DGSE dans les bleus de Bercy à partir de 1986 à la suite du retentissement de l'affaire du *Rainbow Warrior*, (la DGSE étant ainsi le seul service de renseignement dont le budget est public, au moins pour ses titres principaux)⁶⁰⁸, il n'y avait aucune pratique de contrôle *a priori* du renseignement par les parlementaires. Une légère exception peut sans doute être relevée concernant la Commission tripartite, qui réunit des représentants de la Cour des Comptes, de la Commission des finances du Sénat, et de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, qui fixe tous les ans l'attribution de la fraction des fonds spéciaux destinés au fonctionnement de la DGSE, en vertu de l'article 154 de la Loi de finances 2002 du 28 décembre 2001 et qui contrôle son utilisation.

Encore cette mesure, d'une portée pour le moins limitée, était-elle partiellement le résultat d'un débat intermittent mais récurrent, initié par des parlementaires depuis 1996. Cette année-là, le sénateur Nicolas About, membre de la Commission des affaires étrangères et de la défense, publie une tribune retentissante dans le journal *Le Monde* qui s'achève sur une exhortation à instaurer un contrôle « qui ferait faire à la France une avancée significative et qualitative dans le domaine de la démocratie citoyenne et rendrait plus légitime l'action de nos services de renseignement aux yeux de nos concitoyens »⁶⁰⁹. En 1999, Arthur Paecht était rapporteur d'une proposition de loi visant à « associer le Parlement à la politique du renseignement », proposition rejetée par le groupe du Rassemblement pour la République, les députés René Gally-Dejean et Yves Fromion dénonçant une « tactique d'affaiblissement du pouvoir exécutif dans ses compétences régaliennes »⁶¹⁰. Arthur

⁶⁰⁷ Irondelle, Bastien, *Gouverner la défense. Analyse du processus décisionnel de la réforme militaire*, Thèse pour le doctorat en science politique, IEP de Paris, 2003, pour une actualisation et une illustration récente.

⁶⁰⁸ Puisque le budget de la Direction du renseignement militaire est fondu dans la ligne budgétaire des services généraux du ministère de la défense, de même que celui de la Direction de la protection et sécurité de la défense, celui de la Direction de la sécurité du territoire n'est pas distingué au sein du titre budgétaire de la Direction centrale de la police nationale dont elle relève, le budget des Renseignements généraux étant, quant à lui, fractionné dans un ensemble de sous-budgets du ministère de l'Intérieur.

⁶⁰⁹ Nicolas About, « Contrôler les services de renseignement », *Le Monde*, 16 mai 1996.

⁶¹⁰ « Une proposition de loi pour contrôler les services secret », *Le Figaro*, 25 novembre 1999.

Paecht (UDF) et Paul Quilès (PS), alors respectivement Vice-président et Président de la Commission de la défense nationale et des forces armées, proposaient début 2000 d'instaurer un contrôle de l'activité du gouvernement en matière de renseignement, que reconnaît selon eux la Constitution à la représentation nationale, notamment en ce qui concerne les fonds spéciaux. Il semble qu'ils aient partiellement obtenu gain de cause.

2.3.1.3. Une régulation par les contrôles juridictionnel et administratif ?

Les relations entre le juge et l'espion, auparavant quasiment inexistantes, se sont développées au cours des dernières années, non pas dans le sens qui nous intéresse d'un contrôle juridictionnel des activités de renseignement, mais dans le sens d'une coopération poussée dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Cet aspect est notamment visible en France, pays particulièrement concerné par les actes terroristes depuis les années 1970. Cependant, l'utilisation éventuelle de renseignements obtenus dans un cadre opérationnel par un service de renseignement pose un problème spécifique à ces services, qui se rapproche du problème spécifique que pose l'idée d'un contrôle juridictionnel de leur activité.

L'activité d'un service de renseignement consiste en effet à recueillir des renseignements qu'il n'aurait vraisemblablement pas été possible d'obtenir par des moyens « normaux ». Les renseignements ont ainsi pu être recueillis par des moyens techniques ou par des moyens humains. Dans le cadre d'un recueil par moyens techniques, la confidentialité de l'action du service repose sur les capacités techniques dont il dispose et dont la révélation pourrait suffire à rendre leur utilisation inefficace. Dans le cas d'un recueil par moyens humains, l'impératif de confidentialité repose le plus souvent sur la nécessité de protéger la source des renseignements. Le problème de l'utilisation juridique d'éléments recueillis par des services de renseignement repose donc sur la nécessaire confidentialité de leur moyen de recueil. Or cette confidentialité nécessaire est la raison même invoquée pour justifier qu'ils ne soient pas soumis à une forme normale de contrôle juridique, politique ou administratif.

Cependant, parallèlement à l'instauration progressive et partielle de relations entre les instances judiciaires et les services de renseignement, une forme parcellaire de contrôle juridictionnel a pu se mettre en place. Ce contrôle touche avant tout le domaine légitime de compétence de ces services. La distinction fondamentale dans la plus grande partie des pays occidentaux entre services intérieurs et services extérieurs tient précisément à la nécessité de pouvoir y

ÉTUDE LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

soumettre partiellement une part de l'activité des services de renseignement, à savoir les services de renseignement intérieurs (*Federal Bureau of Investigation, Security Service, DST* et Renseignements Généraux pour les pays qui nous intéressent principalement).

L'activité de renseignement intérieur se trouve justifiée par un cadre légal généralement plus défini qu'en ce qui concerne les services de renseignement extérieurs. Ainsi, la DST voit son cadre d'action légal défini par son appartenance à la Direction Générale de la Police Nationale (DGP) et par le statut d'officier de police judiciaire de ses membres opérationnels, tandis que son cadre d'action réglementaire est défini par le décret du 22 décembre 1982. La problématique d'un contrôle juridictionnel spécifique ne se pose donc pas véritablement pour l'action de la DST : ses membres sont soumis aux mêmes règles et contraintes que tout autre officier de police judiciaire et la légalité de son action est théoriquement soumise aux lois et règlements de la République. Dans le cas de la DST, plus peut-être que pour tout autre service de police, la mise en œuvre d'un système de contrôle *a priori* des moyens d'action reste inenvisageable. Seul un contrôle *a posteriori* de la légalité des moyens mis en œuvre et de la légalité des objectifs peut être envisagé.

Le cas du cambriolage des locaux du *Canard enchaîné* en 1974 a ainsi posé le problème de l'illégalité de l'objectif, qui n'entrait pas dans le cadre de compétence de la DST et portait atteinte à la liberté de la presse. De même, l'opération COINTELPRO du *Federal Bureau of Investigation*, qui a conduit à de nombreuses opérations de surveillance des associations de défense des droits civiques américaines ainsi qu'à des actions de désinformation, a pu être critiquée par la Commission Church en fonction des textes même qui réglementaient l'action du *Federal Bureau of Investigation* et par l'évaluation des résultats et des cibles de l'opération⁶¹¹. La question du contrôle juridictionnel des activités des services de renseignement intérieurs n'est donc pas véritablement problématique et a généralement conduit à la mise en place de réglementations visant les moyens de recueil du renseignement qui pourraient s'opposer à des libertés garanties. La question du recueil de renseignement humain ne se pose quasiment pas pour un service qui agit légalement sur son propre territoire : un tel service n'a pas en effet à mettre en place une méthodologie particulière ni à tenter de corrompre

⁶¹¹ Voir, pour une description synthétique, Wilson, William, *Dictionnaire of the United States Intelligence Services*, MacFarland, 1996, article "COINTELPRO", p. 43.

une personne pour qu'elle livre des renseignements. Généralement, un service de sécurité intérieure peut user de ses capacités légales pour inciter un informateur à coopérer.

Le véritable problème concernant les services de renseignement intérieurs touche à la protection de la correspondance et donc au statut des écoutes téléphoniques et, plus récemment, à l'interception du courrier électronique. Tous les pays démocratiques se trouvent confrontés à la nécessité juridique de légiférer dans ce domaine afin de garantir et d'encadrer l'action de leurs services de renseignement intérieurs. En France, la loi de 1991 sur les interceptions de sécurité a ainsi donné pour la première fois un cadre légal aux écoutes non judiciaires, c'est-à-dire administratives, et soumis leur application à une autorité administrative indépendante, la Commission Nationale Consultative sur les Interceptions de Sécurité (CNCIS). La CNCIS se voit ainsi chargée de contrôler la conformité des mises sur écoute et leur adéquation avec les motifs susceptibles d'être invoqués aux termes de la loi. La loi de 1991 et la mise en place de la CNCIS ont parallèlement entamé un processus de reconnaissance en droit de l'activité du service de renseignement extérieur, puisque la DGSE est officiellement dotée d'une capacité d'interception administrative contrôlée par la CNCIS.

Or, la question du contrôle juridictionnel se pose de façon plus complexe pour l'activité de renseignement extérieur. Les services de renseignement extérieurs sont en effet habilités à agir clandestinement et généralement en dehors de leurs frontières. Ainsi, la légitimité même d'un contrôle juridictionnel est loin d'être évidente puisque les actions éventuellement « illégales » doivent se dérouler à l'extérieur des frontières, acte souverain par excellence d'un État qui se reconnaît le droit de ne pas soumettre au droit d'un État étranger certains de ses ressortissants afin de protéger ses propres intérêts. Le problème d'un contrôle juridictionnel est donc susceptible de se poser en cas d'utilisation, par un service de renseignement extérieur, de moyens illégaux à l'intérieur du territoire national, ou d'utilisation d'un service de renseignement extérieur et de ses moyens pour des objectifs intérieurs (comme ce fut le cas avec l'utilisation de moyens opérationnels de la *Central Intelligence Agency* pour le cambriolage du *Watergate*). Ces cas particuliers ne posent pas véritablement de problèmes dès lors que le domaine de compétence du service en question est réglementairement ou

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

légalement défini, ce qui est le cas dans les démocraties libérales que nous étudions ici⁶¹².

Le problème réel en ce qui concerne un éventuel contrôle des services de renseignement extérieurs est celui de la légitimité de leurs moyens d'action en fonction de l'objectif et des principes de politique étrangère que se fixe l'État en question. La problématique du contrôle des services de renseignement extérieurs est donc une problématique de contrôle politique et/ou administratif : ces services sont-ils utilisés conformément aux principes politiques de l'État ? Leur action est-elle efficace et adaptée aux buts recherchés ? La première question rassemble une grande partie des interrogations soulevées par les différentes commissions sur l'action de la *Central Intelligence Agency* à l'étranger et notamment la *Commission Church*, sur la légitimité pour la *Central Intelligence Agency* de préparer des coups d'État, de favoriser la torture et la répression, ou d'assassiner des personnalités étrangères. La seconde question est typiquement celle posée par la Commission nationale d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001, qui cherche à définir si la *Central Intelligence Agency* et la communauté du renseignement en tant qu'administration ont fonctionné de façon optimale.

Ainsi, la question d'un contrôle juridictionnel ne se pose que de façon nuancée et se résout avant tout par la mise en place de dispositifs législatifs visant à encadrer l'action de ces services dans les domaines les plus évidemment susceptibles d'entrer en contradiction avec les droits des citoyens. En ce qui concerne l'action des services de renseignement extérieurs, la question du contrôle de leur action est en fait celle d'une mise en cause éventuelle de la légitimité de l'action clandestine selon des critères politiques ou administratifs. Dans les deux cas, la difficulté à définir les modalités d'un contrôle réel et spécifique en limite cependant drastiquement le contenu. En ce qui concerne les services intérieurs en effet, le contrôle peut légitimement s'exercer dans le cadre de la protection des libertés, mais rejoint par là le contrôle normal et habituel de l'action de l'État, exception faite de l'encadrement des moyens dérogatoires de recueil de renseignement propres à ces services sur leur territoire, c'est-à-dire principalement les écoutes téléphoniques. En ce qui concerne les services de renseignement extérieurs, la clandestinité même de leur action limite un contrôle éventuel, essentiellement politico-administratif pour les raisons que nous avons

⁶¹² Très récemment, comme on le sait, pour le Royaume-Uni, puisque l'existence même du *Secret Intelligence Service* n'a été reconnue officiellement qu'en 1994 par le biais de l'*Intelligence Service Act*.

vues, à un nombre limité de personnes sélectionnées et partant encadre la publicité de ce contrôle, contrepartie pourtant nécessaire à l'efficacité de ce type de dispositif.

2.3.2. Recension des études anglo-saxonnes sur le contrôle.

Sur cette dimension comme sur celle de l'analyse décisionnelle ou des doctrines d'emploi militaires, l'enjeu n'est pas tant l'exhaustivité que de restituer si possible la dynamique d'un débat académique. Nous renvoyons donc ici au préalable à l'analyse de la situation du contrôle aux États-Unis et au Royaume-Uni venant d'une étude antérieure (« le contrôle parlementaire des forces armées »). Et il faut remarquer d'emblée que cette question du contrôle est, au sein de la littérature américaine et britannique, en même temps secondaire et incontournable. Par secondaire, nous ne signifions pas un rang ou une position de prestige, mais le fait que les considérations sur le contrôle sont en quelque sorte « dérivées » de l'avancée des travaux qui constituent le corps des *Intelligence studies*. Nous allons essayer de montrer également que les recherches, notamment en aval du 11 septembre et du débat sur « l'échec » du renseignement, sortent largement du cadre des « *good practices* » ou « *best practices* », qui sont d'ailleurs elles-mêmes parfois caricaturées ou renvoyées à un idéalisme abstrait, mais qui en tout état de cause n'épuisent pas le problème. Sur ce point, les travaux les plus réputés proviennent souvent du DCAF de Genève⁶¹³.

Comme le rappelle Gregory Treverton, le Congrès des États-Unis fut profondément engagé dans les activités de renseignement à la naissance de la République, et dès « *1775 the Second Continental Congress set int motion covert opérations to secure French supplies for Washington's armu. The next year Thomas Paine, the first congressional 'leaker', was dismissed for disclosing information from the Committee of*

⁶¹³ Voir http://www.dcaf.ch/about/index_fr.cfm?nav1=1 et pour l'origine de cette institution l'adresse suivante : www.admin.ch/cp/f/3946453a.0@fwsrvq.bfi.admin.ch.html Parmi les principales publications du centre concernant le renseignement on peut citer : Born Hans and Leigh Ian, 'Democratic Accountability of Intelligence Services' *DCAF, Policy Paper* No 19, 2007 ; Schreier Fred, 'Fighting the Pre-eminent Threats with Intelligence-led Operations', *DCAF, Occasional Paper* N° 16, 2009 ; *DCAF Intelligence Working Group*, 'Intelligence Practice and Democratic Oversight : A Practitioner's View', *DCAF, Occasional Paper* n° 3, 2003. Ceux-ci sont néanmoins en anglais.

Secret Correspondance». ⁶¹⁴ La problématique des rapports entre le Congrès et le renseignement américain est donc aussi vieille que les États-Unis eux-mêmes. À la fin de cette histoire, aussi longue qu'elle puisse l'être d'un point de vue constitutionnel, Gregory Treverton trouve que d'une manière générale « *the oversight process has not worked badly even for covert action* » ⁶¹⁵. S'interrogeant sur lui-même, au travers de son *Senate Select Committee on Intelligence*, le Congrès confirme en 1994 l'existence d'une « expérience américaine » du contrôle du renseignement ⁶¹⁶. Si celle-ci est centrée sur un contrôle « parlementaire » (avec les guillemets de rigueur concernant ce régime présidentiel) elle se définit également par un contrôle juridictionnel (*judicial*) important ⁶¹⁷. Et au fond l'histoire des tensions autour du contrôle démocratique du renseignement est une histoire proprement politique proposant une variante de la dynamique de l'évolution du régime américain au grès des flux et reflux du *checks and balances*. En ce sens il n'est pas certain que le renseignement soit particulièrement spécifique au regard de la politique étrangère des États-Unis en général ⁶¹⁸. On peut notamment en faire une lecture politique tout à fait conforme aux usages de la science politique américaine en terme de positionnement partisan des groupes politiques au sein du Congrès ⁶¹⁹. Si les études du contrôle du secteur parlementaire datent de bien avant le 11 septembre 2001, il est certain que cet événement requalifie largement la problématique du contrôle. La question devient pratique-pratique entre *containing* ou au contraire *unleashing* ce qui sont de toute façon connus pour être des « *rogue elephants* », les services de renseignement américains ⁶²⁰.

⁶¹⁴ Treverton, Gregory F., 'Intelligence: Welcome to the American Government', in Thomas E. Mann (ed.), *A Question of Balance: The President, the Congress, and Foreign Policy*, The Brookings Institute, 1990, pp. 70–108, citation p. 193.

⁶¹⁵ *Ibid.*, p. 194.

⁶¹⁶ 'Legislative Oversight of Intelligence Activities: The US Experience', *Report*, S. Prt. 103-88, *Select Committee on Intelligence*, US Senate, 103d Cong., 2d Sess., October 1994, pp. 2–26.

⁶¹⁷ Manget, Frederic F., 'Another System of Oversight: Intelligence and the Rise of Judicial Intervention', *Studies in Intelligence*, 1996, 39, pp. 43–50.

⁶¹⁸ Hamilton, Lee H. & Tama, Jordan, 'A Creative Tension: The Foreign Policy Roles of the President and Congress', *Continuities in the Making of Foreign Policy*, Woodrow Wilson Center, 2002, pp. 41–71.

⁶¹⁹ Ott, Marvin C., 'Partisanship and the Decline of Intelligence Oversight', *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 2003, 16, pp. 69–94.

⁶²⁰ Hitz, Frederick P., "Unleashing the Rogue Elephant: September 11 and Letting the CIA be the CIA", *Harvard Journal of Law & Public Policy*, 2002, 25, 756–781.

Il faut toujours utiliser le schème de la rupture avec parcimonie et précaution, mais en l'espèce la « Commission sur le 11 septembre » (*The National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States*, dite aussi « Kean Commission ») peut sans doute prétendre, au moins symboliquement, à ce statut⁶²¹. Toutes les dimensions du contrôle, des enjeux les plus opérationnels (donner les moyens de son action sur le terrain à la Communauté du renseignement par exemple) aux enjeux les plus constitutionnels à la limite du philosophique (la nature même du régime américain est en jeu) sont en quelques sortes réactivées en même temps. Les observateurs de ce processus s'appuient sur des réflexions éthiques⁶²² ou des perspectives historiques⁶²³ pour assurer leur analyse d'un *work in progress* somme toute difficile à appréhender « en temps réel »⁶²⁴. Et parfois la comparaison internationale est utile, montrant au demeurant que la question du contrôle démocratique déborde largement des frontières américaines. La tension entre les principes et l'efficacité d'un contrôle du renseignement a pu par exemple être étudiée en détail dans le cas canadien⁶²⁵. On voit donc la multiplicité et la richesse des approches disciplinaires sur cette question en aval des attentats de 2001. Il convient d'ailleurs, d'un point de vue historique, de sortir des représentations trop courantes sur la temporalité du contrôle aux États-Unis, qui a d'une certaine manière existé dès la création de la CIA comme l'a montré David Barrett⁶²⁶ et avec Harry Howe Ransom on peut parler d'un « *demi-siècle de surveillance des Espions* »⁶²⁷. L'un des travaux les plus ambitieux sur ce point est peut-être celui de

⁶²¹ *9/11 Commission Conclusions on Intelligence Oversight*, The 9/11 Report, The National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States, Kean Commission, Washington, DC, 2004.

⁶²² Herman, Michael, "Ethics and Intelligence after September 2001", in L. V. Scott and P. D. Jackson (eds.), *Understanding Intelligence in the Twenty-First Century: Journeys into Shadows*, Routledge, 2004, pp. 180–194.

⁶²³ Johnson, Loch K., "Congressional Supervision of America's Secret Agencies: The Experience and Legacy of the Church Committee", *Public Administration Review*, 2004, 64, 3–14.

⁶²⁴ Johnson, Loch K., "Accountability and America's Secret Foreign Policy: Keeping a Legislative Eye on the Central Intelligence Agency", *Foreign Policy Analysis*, 2005, 1, 1, 99–120.

⁶²⁵ Farson, Stuart, "Canada's Long Road from Model Law to Effective Oversight of Security and Intelligence", in Hans Born, Loch K. Johnson, and Ian Leigh, *Who's Watching the Spies? Establishing Intelligence Service Accountability*, Potomac Books, 2005, pp. 99–118.

⁶²⁶ Barrett, David M., "Congressional Oversight of the CIA in the Early Cold War, 1947–63", in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence, Vol. 5*, Praeger, 2007, pp. 1–18.

⁶²⁷ Ransom, Harry Howe, "A Half Century of Spy Watching", in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence, Vol. 5*, Praeger, 2007, pp. 183–93

Lawrence Lamanna, qui pose les solides fondations d'un comparatisme commençant par les États-Unis et le Royaume-Uni mais pourrait être étendu en en retenant la méthodologie⁶²⁸.

De facto la question du contrôle est largement dominée par une perspective américano-centrée, du fait des travaux disponibles. Elle est de surcroît marquée par une perspective normative (comment obtenir un *meilleur* contrôle)⁶²⁹ qui va parfois jusqu'à un examen en terme de *political theory* dont on ne sait pas trop s'il ne va pas jusqu'à une forme d'apologétique. Dennis Clift, dans un article saisissant de « profondeur et de largeur de champ », enregistre notamment le lien entre l'évolution institutionnelle du renseignement, son contrôle plus effectif au cours de l'histoire américaine, et son gain récent de légitimité académique⁶³⁰. Ceci étant, les travaux les plus décisifs sont sans doute ceux, articulant histoire et science politique, de Ian Leigh menés avec et autour de Hans Born, qui continue à faire référence⁶³¹. Plus récemment et plus spécifiquement par rapport à la question irakienne, on trouve ici aussi les analyses de Mark Phythian, qui offrent aussi des outils utiles dans une perspective comparative⁶³². Alors, doit-on avec Loch Johnson, parler d'une « Shock Theory » du contrôle parlementaire du renseignement ?⁶³³ Ce n'est pas la première fois que le contrôle démocratique du

⁶²⁸ Lamanna, Lawrence J., "Documentary Evidence for Differences Between American and British Approaches to Intelligence", in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence, Vol. 5*, Praeger, 2007 pp. 89-114.

⁶²⁹ Nolan, Cynthia, "More Perfect Oversight : Intelligence oversight and Reform", in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence, Vol. 5*, Praeger, 2007pp. 115-140.

⁶³⁰ Clift, Dennis A., "The Coin of Intelligence Accountability", in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence, Vol. 5*, Praeger, 2007pp. 165-181.

⁶³¹ Leigh, Ian, "More Closely Watching the Spies: Three Decades of Experiences", in Hans Born, Loch K. Johnson, and Ian Leigh, *Who's Watching the Spies? Establishing Intelligence Service Accountability*, Potomac Books, 2005, pp. 3-11. Voir aussi Born, Hans & Leigh, Ian, "Intelligence Accountability: A Comparative Perspective", in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence, Vol. 5*, Praeger, 2007, pp. 141-164.

⁶³² Phythian, Mark, "Intelligence Oversight in the UK: The Case of Iraq", in Loch K. Johnson (ed.), *Handbook of Intelligence Studies*, Routledge, 2007, pp. 301-314. Voir aussi Phythian, Mark, "The British Experience with Intelligence Accountability", in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence, Vol. 5*, Praeger, 2007, pp. 67-88.

⁶³³ Johnson, Loch K., "A Shock Theory of Congressional Accountability for Intelligence", in Loch K. Johnson (ed.), *Handbook of Intelligence Studies*, Routledge, 2007, pp. 343-360.

renseignement évolue au travers de *troubled times*⁶³⁴. Et la période actuelle est sans doute moins décisive, au fond, que celle qui suit le traumatisme initial du *Watergate*⁶³⁵. Et au fond, à l'instar de Britt Snider qui a livré l'une des analyses les plus récentes les plus intéressantes et les plus « mûres » sur ce thème, sans doute faut-il sortir de la pure actualité pour restituer la question du contrôle dans un temps plus long⁶³⁶. On voit au demeurant, dans ce texte publié par la CIA elle-même, qu'elle demeure un acteur central (là aussi) de la réflexion sur les rapports entre le renseignement et la démocratie.

2.3.3. Le FOIA aux États-Unis

Voté en 1966, le *Freedom of Information Act* (FOIA – loi sur la liberté d'information) permet à toute personne d'accéder aux archives des agences fédérales américaines. L'ensemble de l'Exécutif du gouvernement américain – et donc toutes les agences de la communauté du renseignement – entre dans le cadre de cette loi, dont le Congrès et les cours fédérales sont toutefois exclus. Ce texte fondateur a été modifié par plusieurs séries d'amendements votées en 1974, en 1976, en 1986, en 1996, en 2002 et en 2008.

Toutefois, les documents classifiés se trouvent exclus du champ du FOIA. Parmi ces exceptions qui restreignent l'accès à certains types de contenu figurent en effet les documents classifiés « dans l'intérêt » de la sécurité nationale. Cette exception limite considérablement l'accès des citoyens américains aux documents sensibles produits par les agences du renseignement américain. De ce fait, le FOIA ne s'applique en réalité qu'aux documents qui ont déjà fait l'objet d'une déclassification.

De même, un amendement voté en 2002 a interdit l'accès des documents déclassifiés par les agences du renseignement américain aux gouvernements étrangers et aux organisations intergouvernementales. Cet amendement, qui ne

⁶³⁴ CIA Oral History Archives, “Reflections of DCIs Colby and Helms on the CIA’s ‘Time of Troubles’”, *Studies in Intelligence*, 2007, 51, 3, pp. 11–28.

⁶³⁵ Schwarz, Frederick A. O., Jr. and Huq, Aziz Z., “Reform and Resistance: Consequences of the Church Committee”, *Unchecked and Unbalanced: Presidential Power in a Time of Terror*, The New Press, 2007, pp. 50–62. Voir aussi Schwarz, Frederick A. O., Jr., “Intelligence oversight : The Church Committee” in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence, Vol. 5*, Praeger, 2007, pp. 19–45.

⁶³⁶ Snider, L. Britt, “The Relationship, 1976–2004”, *The Agency and the Hill: CIA’s Relationship with Congress, 1946–2004*, Central Intelligence Agency, 2008, pp. 75–91.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

s'applique qu'à la communauté du renseignement, prévoit ainsi qu'une requête de consultation de document peut être refusée si elle provient d'un représentant d'une entité gouvernementale autre qu'américaine.

Dans le cadre du FOIA, tout citoyen américain qui en fait la requête écrite peut accéder aux archives d'une agence fédérale. Il n'est pas nécessaire d'indiquer le titre exact de l'archive : une description précise du contenu recherché est suffisant. Le FOIA précise que l'agence saisie doit fournir le document dans un délai de 20 jours ; en pratique, le délai se révèle largement supérieur.

Les agences entrant dans le champ du FOIA doivent, de plus, fournir des informations précises sur la procédure à suivre pour délivrer une requête. Leurs sites internet indiquent donc l'adresse à laquelle envoyer le courrier de demande (certaines agences, par exemple les services du *Director of National Intelligence*, offrent même la possibilité de transmettre la requête par email⁶³⁷), ainsi qu'un exemple de lettre ou un formulaire à remplir. Le site internet de la CIA propose donc un format de lettre type, reproduit ci-dessous, destiné à accompagner le citoyen dans sa démarche.

⁶³⁷Voir <http://www.dia.mil/public-affairs/foia/>

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Sample FOIA Request Letter

	Date
Information and Privacy Coordinator Central Intelligence Agency Washington, D.C. 20505	
Dear Coordinator:	
Under the Freedom of Information Act, 5 U.S.C. subsection 552, I am requesting information or records on [identify the subject(s) or record(s) as clearly and specifically as possible –for example, all previously released National Intelligence Estimates (NIEs) on the former Soviet Union's space program].	
If there are any <u>fees</u> for searching for, reviewing, or copying the records, please let me know before you task my request. [or, please supply the records without informing me of the cost if the fees do not exceed a certain dollar amount, which I agree to pay.]	
If you deny all or any part of this request, please cite each specific <u>exemption</u> you think justifies your refusal to release the information and notify me of appeal procedures available under the law.	
Optional: If you have any questions about handling this request, you may telephone me at (home phone) or at my (office phone).	
Sincerely,	
Name	
Address	

Exemple de lettre de requête - site internet de la CIA⁶³⁸

⁶³⁸ Disponible à cette adresse : http://www.foia.cia.gov/sample_request_letter.asp

Frequently Requested Records

These collections of previously released documents reflect some of our most frequently requested information, which we are now making electronically available to the public through this internet site. These collections will be periodically modified to reflect changes in public preferences.

[Last month's Top 25 search phrases](#)

[Top 25 most requested documents from the most recent period surveyed.](#)

Updated! [Soviet and Warsaw Pact Military Journals](#)

[Foreign Broadcast Information Service History, Part 1: 1941-1947 \(15MB PDF\)](#)

[UFOs: Fact or Fiction?](#)

[Bay of Pigs](#)

["The Family Jewels"](#)

[The CAESAR, POLO, and ESAU Papers](#)

[Guatemala](#)

[The NIC Collection](#)

[The NIC Vietnam Collection](#)

[Francis Gary Powers: U-2 Spy Pilot Shot Down by the Soviets](#)

[Lt. Col. Oleg Penkovsky: Western Spy in Soviet GRU](#)

[A-12 OXCART Reconnaissance Aircraft Documentation](#)

Archives les plus demandées – Site internet de la CIA⁶³⁹

Enfin, depuis l'amendement de 1996, toutes les agences entrant dans le champ du FOIA doivent rendre disponibles des archives, créés après le 1^{er} novembre 1996, sous format électronique. Des *Electronic Reading Rooms* doivent également être mises en ligne sur les sites internet des agences, fournissant par là même un accès direct – sans requête – à un grand nombre d'archives déclassifiées.

⁶³⁹ Disponible à l'adresse suivante : <http://www.foia.cia.gov/records.asp>, capture réalisée en septembre 2010.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

L'*Electronic Reading Room* du site internet de la CIA, particulièrement complète, permet ainsi, entre autres, de consulter les documents les plus souvent demandés.

Prolongement :

Le renseignement dans les régimes démocratiques renvoie à une dialectique du contrôle et de l'efficacité : l'un est *a priori* négativement fonction de l'autre. Il est traditionnel d'interpréter l'efficacité réputée des services français et britanniques comme étant pour une part le résultat de la faiblesse du contrôle juridictionnel et parlementaire. Jusqu'à récemment, le seul contrôle sur ces services reposait sur un autocontrôle étatique et une subordination politique aux exécutifs. En amont du 11 Septembre, Les États-Unis fournissaient – depuis l'affaire du Watergate et la fin de la guerre du Viêt-nam et, surtout, après la « rechute » de l'Iranganate depuis la fin de la Guerre froide – le modèle singulier d'un dépassement de la dialectique : ils seraient parvenus à maximiser l'efficacité et le contrôle dans le même temps. Non seulement ils auraient réussi à minimiser les effets négatifs du contrôle, mais ils auraient presque atteint un seuil de maturité leur permettant de faire du contrôle un élément de l'efficacité. La solution trouvée reposait par un côté sur une hypertrophie administrative et un surinvestissement technologique et par un autre côté sur un *modus operandi* collaboratif entre la Maison Blanche, le Congrès et ces institutions spécialisées. La sécurité américaine était manifestement assurée et les services de renseignement « sous contrôle ». La démocratie américaine apprivoisait la raison d'État.

Il faut donc chercher à comprendre comment et pourquoi les trois pays ont développé des services de renseignement nombreux et puissants et quelles logiques les ont amenés à stabiliser une architecture de renseignement et de sécurité qui leur est propre. La *tension pratique* entre les exigences de la sécurité nationale et les logiques de la nécessité d'une part et les principes de la démocratie d'autre part peut alors s'observer dans la solution, ou l'ensemble de solutions, que chaque pays a trouvé afin de développer ses structures de renseignement sans menacer gravement la cohérence du droit ou de « l'édifice » étatique et sans mettre en cause radicalement les objectifs et les principes politiques qu'ils se sont donnés. Disons en première approximation que la tension est à peine perceptible en France, tant les services de renseignement paraissent s'inscrire dans l'économie générale de la raison

d'État et de la démocratie qui semble caractériser le statut de l'État⁶⁴⁰. Le Royaume-Uni opte pendant longtemps pour une « politique du vide » : les services de renseignement n'accèdent progressivement à une existence légale et officielle que depuis le milieu des années quatre-vingt. Les Britanniques compensent par une imbrication sociologique des personnels du renseignement avec le reste de la structure étatique et l'instauration d'une structure originale permettant de concentrer la tension au cœur même du dispositif gouvernemental, le *Joint Intelligence Committee*. On peut décrire la situation aux États-Unis d'Amérique comme un impressionnant « bricolage juridico-institutionnel » fait d'indéterminations juridiques, de chevauchements institutionnels et de redondances fonctionnelles, et qui procède autant de la culture du droit que de celle du pragmatisme propres aux Américains.

Fut-ce par effet de contamination ou sous la poussée d'exigences nouvelles liées à la « promotion » de l'État de droit⁶⁴¹ qui marquait le « camp occidental » ? À partir du début des années quatre-vingt s'enclenchait en France et au Royaume-Uni un processus de revendication d'un contrôle accru du renseignement. L'influence du « modèle » américain tend naturellement à promouvoir l'idée d'un contrôle *parlementaire* des services de renseignement. Sur ce problème précis cependant, le comparatisme mène plutôt à un principe de prudence dans l'interprétation du modèle tout comme dans la volonté de réforme. Les Britanniques s'étant engagés dans la voie de réformes profondes entre 1989 et 1996 visant à l'instauration d'un contrôle parlementaire poussé, et une étude approfondie du contrôle montre que l'expérience a relativement échoué et que, loin d'avoir « dompté » la raison d'État, les vicissitudes du contrôle pourraient fort bien l'avoir « libérée »⁶⁴². Ainsi, dans le cadre des mesures de renforcement d'un contrôle parlementaire entreprises à l'heure

⁶⁴⁰ Au pays de la Légion étrangère, du domaine réservé du Président de la République, de l'article 16 de la Constitution, du « privilège de l'administration » et du primat du droit public sur le droit privé, la rationalité supérieure de l'État ne s'incarne-t-elle pas dans les grands Corps de l'État ? Les lieux du secret ne se trouveraient-ils pas la Commission des finances ou à Bercy plutôt qu'à la caserne des Tourelles, le siège de la DGSE ?

⁶⁴¹ Nous reprenons le terme de promotion à l'*incipit* de l'ouvrage de Jacques Chevallier, *L'État de droit*, Montchrestien, Clefs, 1999, 3e édition, p. 7.

⁶⁴² Voir sur ce point Olivier Chopin et Bastien Irondele, le chapitre « Royaume-Uni : Le contrôlé à l'épreuve de la prérogative » dans « Évolution du contrôle parlementaire des forces armées en Europe », Rapport final EPMES 2008/42, pilotée par le C2SD, sous la responsabilité scientifique de Bastien Irondele.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

actuelle en France, nous proposons de se référer plutôt à *l'exemple* britannique qu'au *modèle* américain et de tirer plutôt les leçons des difficultés outre-Manche plutôt que les enseignements du succès, peut-être surestimé, outre-Atlantique.

L'enjeu d'études académiques est aussi de rendre compte d'une *inquietude démocratique* particulière à l'endroit des institutions et des pratiques du renseignement, voire de répondre au discours de la nocivité du renseignement. Les études tendent à montrer que se produit un processus de rationalisation étatique au sens où l'entend Max Weber, ainsi qu'un mouvement de bureaucratisation, que ce soit aux États-Unis, au Royaume-Uni ou en France. Ces deux mouvements semblent liés à un interventionnisme croissant du Congrès aux États-Unis et au développement, de l'idée sinon de la pratique, d'un contrôle parlementaire au Royaume-Uni et en France. Le cas britannique amène à se poser la question des modalités concrètes à retenir pour limiter le secret d'État, pas à mettre en doute la nécessité ni la probabilité de cette limitation. Par ailleurs et jusqu'à preuve du contraire, il n'y a jamais eu de coup d'État fomenté par les services secrets au sein même des régimes démocratiques occidentaux, ni même de tentative de contrôle politique du processus de décision ou de désignation des gouvernants⁶⁴³.

⁶⁴³ À moins certes de retenir l'hypothèse de l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy comme étant le fait de la CIA. Peter Wright, dans son livre *Spycatcher*, (Paris, Robert Laffont, 1987) annonçait pour sa part que le MI5 « *Bugged and burgled its way across London* » et que certains officiels du MI5 avaient tenté de déstabiliser le gouvernement Labour de Harold Wilson.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Conclusion

Le présent rapport, ultimement, fait état d'un « *work in progress* » et toutes les dimensions abordées dans cette étude mériteraient d'être encore approfondies et complétées par une recherche organisée et collective.

Que l'on nous permette ici d'insister sur l'intérêt de cet état de l'art et sur la fécondité de cette réflexion à propos des perspectives de recherche : le développement d'études sur le renseignement dans le champ académique s'avère sans aucun doute nécessaire et prometteur. Nous avons découvert le principe d'utilité de cet état de l'art et avons signalé les linéaments programmatiques d'une recherche académique. Nous fournissons une première approche de ses conditions de possibilité et de ses futures modalités concrètes, mais celles-ci restent pour une large part à élaborer et à définir.

Dans le contexte de l'application des mesures annoncées dans le dernier *Livre blanc*, il nous semble important d'en appeler en premier lieu à distinguer clairement les études scientifiques et non scientifiques sur le renseignement pour pouvoir ensuite les articuler correctement, plutôt que de continuer à mêler indissociablement des préoccupations quasi-scientifiques avec des points de vue politiques. Le corollaire est en second lieu qu'il faut cesser de raisonner exclusivement en terme de culture du renseignement, et d'y adjoindre une triple réflexion relevant : 1/ de l'analyse des contraintes institutionnelles qui portent sur les activités de renseignement dans le contexte de la Défense nationale ; 2/ de l'analyse des processus décisionnels et de ce que l'on pourrait (peut-être abusivement) nommer des « politiques publiques du secret » ; 3/ d'une analyse encore tout à fait embryonnaire des relations politiques qui s'élaborent entre les acteurs du renseignement et leur environnement « ouvert », le monde administratif, social et politique qui se situent de l'autre côté de la « frontière » du secret. La situation en France demeure très contrastée par rapport à ce qui se joue au Royaume-Uni et aux États-Unis : sa double culture, au demeurant le propre à tout le champ politico-administratif national et pas spécifiquement du monde du renseignement, d'une part de la *réserve* d'État, d'autre part de la *primauté* de l'État, risque d'interférer avec les velléités de renforcement d'une culture du renseignement. Il reste à savoir si cette dernière serait en définitive une culture du secret ou au contraire une culture de l'échange.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

En outre, développer des *Intelligence studies* à la française paraît nécessaire d'un point de vue « démocratique », car elles vont de pair avec la rationalisation du renseignement et la diffusion d'une culture raisonnée du renseignement dans l'espace public. En ce sens l'objet de ce rapport est aussi de fournir aux non-spécialistes des outils analytiques, de présenter les débats théoriques, et de permettre à un large public de mieux comprendre les problématiques liées au renseignement et aux services secrets plutôt que de les laisser dans l'ombre.

Enfin cela paraît également nécessaire d'un point de vue « cosmopolitique » : les *Intelligence studies* sont en effet largement dominées par les études anglo-américaines, et comportent un point aveugle décisif à l'endroit de l'État et de la « raison d'État »⁶⁴⁴. Et la langue tout comme les catégories intellectuelles françaises pourraient fort bien représenter une contribution significative à ce champ académique international. Lorsqu'elles se seront structurées et s'exporteront, les études françaises sur le renseignement auront « quelque chose à dire » et seront sans aucun doute accueillies comme une force de proposition par la communauté académique internationale travaillant sur le renseignement.

⁶⁴⁴ Le lien consubstantiel du renseignement, du secret d'État et de la raison d'État est largement ignoré des Anglo-saxons. S'ils ont une connaissance approfondie de leur secret d'État, la catégorie de raison d'État leur est en revanche largement étrangère sinon pour le moins obscure.

REFERENCEMENT BIBLIOGRAPHIQUE

“*Legislative Oversight of Intelligence Activities: The US Experience*”, Report, S. Prt. 103-88, Select Committee on Intelligence, US Senate, 103d Cong., 2d Sess., October 1994.

Le secret de la défense nationale devant le juge, Sénat, la Documentation Française, Série Legislation comparée, 1998.

« Une proposition de loi pour contrôler les services secret », Le Figaro, 25 novembre 1999.

« Vers une politique européenne du renseignement », *Les Cahiers de Chaillot*, Institut d'Etudes de Sécurité, UEO, n° 34, décembre 1998.

9/11 Commission Conclusions on Intelligence Oversight, *The 9/11 Report*, The National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States, Washington, DC, 2004.

About, Nicolas, « Contrôler les services de renseignement », *Le Monde*, 16 mai 1996.

Aldrich, Richard, “*Transatlantic Intelligence and Security Cooperation*,” *International Affairs* 80/4, 2004.

Aldrich, Richard, “*Whitehall and the Iraq War: The UK's Four Intelligence Enquiries*”, *Irish Studies in International Affairs*, 16, 1, 2005.

Aldrich, Richard, “*Dangerous Liaisons: Post September 11 Intelligence Alliances*”, *Harvard International Review* 24/3, 2002.

Aldrich, Richard, “*Never-Never Land and Wonderland: British and American Policy on Intelligence Archives*” *Contemporary Record*, 8, Summer 1994.

Aldrich, Richard, “*Policing the Past: Official History, Secrecy and British Intelligence since 1945*”, *English Historical Review*, 119, September 2004.

Aldrich, Richard, “*British Intelligence and the Anglo-American ‘Special Relationship’ during the Cold War*”, *Review of International Studies*, 24, 3, 1998.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Aldrich, Richard, "The Security State" in Flinders, Matthew, Gamble, Andrew, Hay, Colin and Kenny, Michael (eds), *The Oxford Handbook of British Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Aldrich, Richard, GCHQ. *The Uncensored Story of Britain's Most Secret Intelligence Agency*, New York and London, Harper & Collins, 2010.

Aldrich, Richard, *Hidden Hand: Britain, America and the Cold War Secret Intelligence*, London, John Murray 2001.

Aldrich, Richard, *Intelligence and the War Against Japan*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Alem, Jean-Pierre, *L'espionnage à travers les âges*, Paris, Stock, 1977.

Andrew, Alexandra, Baker, Deane-Peter, et Caparini, Marina, *Private Military and Security Companies. Ethics, Policies and Civil-Military Relations*, London, Routledge, 2008.

Andrew, Christopher et Dilks, David, *The Missing Dimension: Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*, Urbana, University of Illinois Press, 1984.

Andrew, Christopher, "American Presidents and their Intelligence Communities", *Intelligence and National Security*, 9, 4, 1995.

Andrew, Christopher, "Reflection on Intelligence Historiography since 1939" in Treverton, Gregory et Agrell, Wilhelm, *National Intelligence Systems. Current Research and Future Prospects*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

Andrew, Christopher, "Intelligence, International Relations and Under-theorisation", *Intelligence and National Security*, vol. 19, n° 2, 2004.

Andrew, Christopher, "Intelligence, International Relations and 'Under-Theorisation'" dans Scott, Len and Jackson, Peter (eds), *Understanding Intelligence in the Twenty-First Century: Journeys in the Shadow*, London, Routledge, 2004.

Andrew, Christopher, Aldrich, Richard et Wark, Wesley (eds), *Secret Intelligence. A Reader*, London, Routledge, 2009.

Andrew, Christopher, *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency*, London, Harper Collins, 1995.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Andrew, Christopher, *In Defence of the Realm. The Authorized History of MI5*, London, Penguin, 2009.
- Arboit, Gérald et Dénécé, Eric, *Les études sur le renseignement en France*, sur le site : www.cf2r.org
- Aron, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, 8^e édition, Paris, Calmann-Levy, 1984.
- Art, Robert J. et Waltz, Kenneth N., *The Use of Force: International Politics and Foreign Policy*, Latham, University Press of America, 1983 (2 ed.).
- Avant, Deborah, *Political Institutions and Military Changes. Lessons from Perpheral Wars*, Ithaca, Cornel University Press, 1994.
- Avant, Deborah, *The Market for Force. The Consequences of Privatizing Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- Bamford, James, *The Puzzle Palace: a Report on America's Most Secret Agency*, Boston, Houghton Mifflin, 1982.
- Bar-Joseph, Uri and McDermott, Rose, “*The Intelligence Analysis Crisis*” in Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010.
- Bar-Joseph, Uri, *Intelligence Intervention in the Politics of Democratic States: The United States, Israel, and Britain*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1995.
- Bar-Joseph, Uri, *The Watchamn Fell Asleep : The Surprise of Yom Kippour and Its Sources*, New York, State University of New York Press, 2005.
- Barrett, David M., “*Congressional Oversight of the CIA in the Early Cold War, 1947–63*”, in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence*, Vol. 5, Praeger, 2007.
- Baud, Jacques, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Lavauzelle, 1999.
- Bauer, Alain, *Déceler, Etudier, Former : une voie nouvelle pour la recherche stratégique*, Cahiers de la sécurité, supplément au n° 4, INHES, avril-juin 2008.
- Baumard, Philippe, “*Towards Less Deceptive Intelligence*”, in Blaise Cronin (ed.), *Information, development and social intelligence*, London, Taylor Graham, 1996.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Becker, Anja, "The spy who couldn't possibly be French. Espionnage and Culture in France", *Journal of Intelligence History*, Summer 2001.
- Besson, Bernard et Possin, Jean-Claude, *Du renseignement à l'intelligence économique*, Paris, Dunod, 1996.
- Betts, Richard et Mankhen, Thomas (eds), *Paradoxes of Strategic Intelligence: Essays in Honour of Michael Handel*, London, Frank Cass, 2003.
- Betts, Richard, "Analysis, War, and Decision: Why Intelligence Failures Are Inevitable", *World Politics* 31, 1978.
- Betts, Richard, "Fixing Intelligence", *Foreign Affairs*, 81, January-February 2002.
- Betts, Richard, "Introduction", *H-Diplo Rountable Reviews*, Vol. XI, n° 32, 2010.
- Betts, Richard, "Politicization of Intelligence : Costs and Benefits", dans Betts, Richard et Mankhen, Thomas (eds), *Paradoxes of Strategic Intelligence: Essays in Honour of Michael Handel*, London, Frank Cass, 2003.
- Betts, Richard, "Analysis, war and decision: why intelligence failure are inevitable", *World Politics*, 21, 1978.
- Betts, Richard, "Surprise, Scholasticism, and Strategy: A Review of Ariel levite's *Intelligence and Strategoc Surprises*", *International Studies Quartely*, vol. 33, n° 3, 1989.
- Betts, Richard, *Enemies of Intelligence. Knowledge & Power in American National Security*, New York, Columbia University Press, 2007.
- Bigo, Didier, « Préface », in Thuillier, François, *L'Europe du secret : Mythes et réalité du renseignement politique interne*, Paris, IHESI, La Documentation Française, 2000.
- Bigo, Didier, *Police en Réseaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- Bluth, Christopher, "The British road to war: Blair, Bush and the decision to invade Iraq", *International Affairs* 80, 5, 2004.
- Bonditti, Philippe, *L'antiterrorisme aux États-Unis (1946-2007). Une analyse foucauldienne de la transformation de l'exercice de la souveraineté et de l'art de gouverner*, Thèse pour le doctorat en Science Politique de l'IEP de Paris, 2008.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Born, Hans & Leigh, Ian, “*Intelligence Accountability: A Comparative Perspective*”, in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence*, Vol. 5, Praeger, 2007.

Born, Hans and Leigh, Ian, “*Democratic Accountability of Intelligence Services*” DCAF, Policy Paper No 19, 2007.

Brauer, Jurgen, “*An Economic Perspective on Mercenaries, Military Companies, and the Privatisation of Force*”, *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 13, n° 1, 1999.

Breuning, Marijke, *Foreign Policy Analysis. A Comparative Introduction*, Basinstoke, Palgrave MacMillan, 2007.

Briquet, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, Politique d'aujourd'hui, 1998.

Briquet, Jean-Louis, « Les pratiques politiques “officieuses”. Clientélisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses*, n° 20, 1995.

British Army Field Manual, Volume 1 Part 10, *Counterinsurgency*, octobre 2009, chapitre 5.

Brookes, Adam, *Treacherous times for America's spies*, BBC News, January 8, 2010.

Brooks, Stephen, *Producing Security*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

Brunet, Jean-Paul, « Les langages du secret. Des mots pour (ne pas) le dire », in *Le Renseignement*, IHESI, Cahiers de la Sécurité intérieure, n° 30, Quatrième trimestre 1997.

Byman, Daniel, “*Strategic Surprise and the September 11 Attacks*”, *Annual Review of Political Science*, vol. 8, 2005.

Campbell, Stephen, “A Snapshot of the U.S. Market for Intelligence”, *Intelligence and the Rule of Law*, Vol. 28, n° 1, 2010.

Cécile, Jean-Jacques, *Du Golfe au Kosovo. Renseignement, action spéciale et nouvel ordre mondial*, Paris, Lavauzelle, 2000.

Cécile, Jean-Jacques, *Le renseignement français à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, Lavauzelle, 1998.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- CEHD, *Cahiers du Centre d'études d'histoire de la Défense*, Cahier n° 1, « Histoire du renseignement », Paris, ADDIM, 1996.
- Central Intelligence Agency, *A Consumer's Handbook to Intelligence*, Langley, VA., CIA, 1993.
- Chesterman, Simon et Lehnardt, Chia (eds), *From Mercenaries to Market. The Rise and Regulation of Private Military Companies*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
- Chevallier, Jacques, *L'État de droit*, Montchrestien, Clefs, 1999, 3^e édition.
- CIA Oral History Archives, “*Reflections of DCIs Colby and Helms on the CIA's "Time of Troubles"*”, *Studies in Intelligence*, 2007.
- Cimbala, Stephen (ed), *Intelligence and Intelligence Policy in a Democratic Society*, New York, Transnational, 1987.
- Clift, Dennis A., “*The Coin of Intelligence Accountability*”, in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence*, Vol. 5, Praeger, 2007.
- Cline, Marjorie (dir.), *Teaching Intelligence in the Mid-1980s : A Survey of College and University Courses on the Subject of Intelligence*, National Intelligence Study Center, 1985.
- Cockayne, James, “*Make or Buy? Principal-Agent Theory and the Regulation of Private Military Companies*” dans Chesterman, Simon et Lehnardt, Chia (eds), *From Mercenaries to Market. The Rise and Regulation of Private Military Companies*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
- Cohen, Eliot, “*Review on Robert Jervis, Why Intelligence Fails ?*”, *H-Diplo Rountable Reviews*, Vol. XI, n° 32, 2010.
- Coles, John P., Commander U.S. Navy, “*Incorporating Cultural Intelligence Into Joint Doctrine*”, *IO Sphere* (Spring 2006).
- Constantinides, George C. *Intelligence and Espionage: An Analytical Bibliography*. Boulder, CO.: Westview Press, 1983.
- Couteau-Bégarie Hervé (dir.), « Le renseignement – I », *Stratégique*, n° 73, 1/1999.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Cronin, Blaise (ed.), *Information, development and social intelligence*, London, Taylor Graham, 1996.
- Dandeker, Christopher, *Surveillance, Power and Modernity*, New York, St Martin's Press, 1990.
- Davies Philip, "Intelligence culture and intelligence failure in Britain and the United States", *Cambridge Review of International Affairs*, 17, 3, 2004.
- Davies, Philip, "Assessment BASE: Simulating National Intelligence Assessment in a Graduate Course", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Routledge, Vol. 19, n° 4, 2006.
- Davies, Philip, "Ideas of Intelligence: Divergent National Ideas and Institutions", *Harvard International Review*, vol. 24, n° 3, 2002.
- Davies, Philip, *Intelligence Culture and Intelligence Failures in Britain and the United States*, *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 17, n° 3, 2004.
- Davies, Philip, *MI 6 and the Machinery of Spying*, London, Franck Cass, 2004.
- Davis, Ian and Persbo, Andreas, "After the Butler report: time to take on the GroupThink in Washington and London", *BASIC papers: occasional papers in international security*, n° 46, 2004.
- DCAF Intelligence Working Group, "Intelligence Practice and Democratic Oversight: A Practitioner's View", DCAF, Occasional Paper n° 3, 2003.
- De Nevers, Renée, "(Self) Regulating War? Voluntary Regulation and the Private Security Industry", *Security Studies*, vol. 18, n° 3, 2009.
- Deel, Seand, *Intelligence Cooperation and Torture. International Law Discussion Group Meeting Summary*, London, Chatam House, 5 July 2010.
- Delpuch, Thierry, «Les nouvelles politiques de sécurité en trompe-l'œil? Les réformes dans le champ de la sécurité publique à l'épreuve des recherches en sciences sociales », *Droit et Société*, n° 61, 2006.
- Demchak, Chris, *Military Organizations. Complex Machines*, Itahca, Cornell University Press, 1991.
- Der Derian, James, *Antidiplomacy. Spies, Terror, Speed and War*, London, Blackwell, 1992.

ÉTUDE LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Des réseaux et des hommes : Contribution à l'histoire du renseignement, Paris, l'Harmattan, 2000.

Dewerpe, Alain, *Charonne, 8 février 1962 : Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard, 2006.

Dewerpe, Alain, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, NRF, La Bibliothèque des histoires, 1994.

Dieu, François et Mignon, Patrick, *Sécurité et proximité. La mission de surveillance générale de la gendarmerie*, L'Harmattan, coll. « Sécurité et Société », 2001.

Dobry, Michel, « Le renseignement dans les démocraties occidentales. Quelques pistes pour l'identification d'un objet flou », in *Le Renseignement*, IHESI, Cahiers de la Sécurité intérieure, n° 30, Quatrième trimestre 1997.

Dobry, Michel, *Le renseignement politique interne dans les démocraties : état de la recherche*, dans la collection Etudes et recherche, IHESI, 1992.

Doig, Alan and Phythian, Mark, “*The national interest and the politics of threat exaggeration: the Blair government's case for war against Iraq*”, *Political Quarterly* 76, 1, 2005.

Donald Dominick, “*Private security companies and intelligence provision*” dans Andrew, Alexandra, Baker, Deane-Peter, et Caparini, Marina, *Private Military and Security Companies. Ethics, Policies and Civil-Military Relations*, London, Routledge, 2008.

Dorondo, P. J., “For College Courses in Intelligence”, *Studies in Intelligence*, CIA, Vol. 4, n° 3, 1960.

Dover, Robert, “*For Queen and Company – The Role of Intelligence in the UK's Arms Trade*”, *Political Studies*, 55, 4, 2007, pp. 683-708 ; “*A Silent Debate: The Role of intelligence in the UK Arms Trade*”, *International Journal of Intelligence and Counter-Intelligence*, 19,1, 2006.

Durant, Alexander, “Intelligence : Issues in a Word or in a Field?”, *Social Intelligence*, Vol. 1, n° 3, 1991.

Endicott, John E. et Stafford, Roy W., *American Defense Policy* (4^{ème} ed.), Baltimore, The John Hopkins University Press, 1977.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Eoyang, C., *Program, Intelligence Community Educational Simulations & Serious Games Symposium*, National Intelligence University, Aout 2007.

Farell, Theo et Terriff, Terry (eds), *The Sources of Military Change: Culture, Politics, Technology*, Boulder, Lynne Rienner, 2002.

Farson, Stuart, “*Canada’s Long Road from Model Law to Effective Oversight of Security and Intelligence*”, in Hans Born, Loch K. Johnson, and Ian Leigh, *Who’s Watching the Spies? Establishing Intelligence Service Accountability*, Potomac Books, 2005.

Farson, Stuart, Anthony, Stafford, David, Wark, Wesley K. (Canadian Association for Security and *Intelligence studies*), *Security and intelligence in a changing world : new perspectives for the 1990s*, London, Cass, 1991 (Collection Cass series. Studies in intelligence).

Field Manual 2-0, Intelligence, mars 2010.

Field Manual 3-24, Counterinsurgency, 2006.

Field, Antony, “*Tracking terrorist networks: problems of intelligence sharing within the UK intelligence community*” *Review of International Studies*, 35, 2009.

Flinders, Matthew, Gamble, Andrew, Hay, Colin and Kenny, Michael (eds), *The Oxford Handbook of British Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Flynn, Michael, Pottinger, Matt and Batchelor, Paul D., *Fixing Intel: A Blueprint for Making Intelligence Relevant in Afghanistan*, CNAS, January 2010.

FM 2-01.3, *Intelligence Preparation of the Battlefield/Battlespace*, octobre 2009.

FM 2-91.4, *Intelligence Support to Urban Operations*, mars 2008.

FM 3-24, *Counterinsurgency*, 2006.

Foley, Frank, “*Reforming Conterterrorism: Institutions and Organizational Routines in Britain and France*”, *Security Studies*, 18, 3, 2009.

Foley, Frank, “*The expansion of intelligence agency mandates: British counter-terrorism in comparative perspective*”, *Review of International Studies*, 35, 2009.

Fontaine, J. M., *Teaching Intelligence Studies in the 1990s: A Survey of University Courses on the Subject of Intelligence*, National Intelligence Study Center, 1992.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Forcade, Olivier (dir.), *Le secret et la puissance. Les services secrets et le renseignement aux XIX-XX^e siècles*, Amiens, Encrage, 2007.

Forcade, Olivier et Laurent, Sébastien, *Secrets d'État : Pouvoirs et renseignement dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2005.

Forcade, Olivier, « L'exploitation du renseignement stratégique en 1936-1938 », in Georges-Henri Soutou, Jacques Frémeaux, Olivier Forcade (dir.), *L'exploitation du renseignement en Europe et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960*, actes du colloque international des 3 et 4 juin 1998, Paris, Economica, 2001.

Forcade, Olivier, « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », communication au colloque *Michel Debré, chef de gouvernement* organisé par le CHEVS-FNSP, Palais du Luxembourg, 14-16 mars 2002, sous la direction de Serge Berstein, Pierre Milza, Jean-François Sirinelli, PUF, 2005, p. 489-513.

Forcade, Olivier, Cools, Marc et Warusfel, Bertrand, « *Le défi du renseignement* », numéro spécial des *Cahiers de la Sécurité*, INHESJ, septembre 2010.

Forcade, Olivier, *La République secrète. Histoire des services spéciaux militaires français de 1918 à 1939*, Nouveau Monde Editions, 2008, collection « Le Grand Jeu ».

Forcade, Olivier, Soutou, Georges-Henri et Frémeaux, Jacques, *L'exploitation du renseignement en Europe et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960*, Paris, Economica, 2001, « Bibliothèque des études militaires ».

Fredland, Eric et Kendry, Adrian, “*The Privatization of Military Force : Economic Virtues, Vices and Government Responsibilities*”, *Cambridge Journal of International Affairs*, vol. 13, n° 1, 1999.

Fredland, Eric, “*Outsourcing Military Force: A Transatlantic Cost Perspective on the Role of Military Companies*”, *Defense and Peace Economics*, vol. 15, n° 3, 2004.

Freedman, Lawrence, “*War in Iraq: selling the threat*”, *Survival* 46, 2, 2004.

Freedman, Lawrence, *The Official History of the Falklands Campaign*, London, Stationary Office, 2005.

Freedman, Lawrence, *US Intelligence and the Soviet Strategic Threat*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Fulcher, J., "Comes the Teaching Machine", *Studies in Intelligence*, CIA, Vol. 6, n° 1, 1962.

Gardiner, Karl, "*Squaring the circle: Dealing with Intelligence-Policy Breakdowns*", *Intelligence and National Security*, 6, 1, 1991.

Gates, Robert, "CIA and the University", *Studies in Intelligence*, Vol. 30, n°2, 1986.

Gauvin, Fabrice, *Le secret de la défense nationale en droit français*, thèse impr., soutenue à Grenoble sous la direction de Patrick Maistre du Chambon, 1996.

George, Roger and Kline, Robert, "Teaching Intelligence", in *Intelligence and the National Security Strategist. Enduring Issues and Challenges*, Rowman and Littlefield, 2006.

Gibbs, Timothy, "*Studying Intelligence. A British Perspective*", in Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume I, Understanding the Hidden Side of Government*, Westport, Praeger, 2007.

Giddens, Anthony, *Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity, 1990.

Gill Peter and Phythian, Mark, *Intelligence in an Insecure World*, Cambridge, Polity, 2007.

Gill Peter, "*Democratic and Parliamentary Accountability of Intelligence Services after September 11th*". Working Paper 103, *Geneva Centre for Democratic Control of Armed Forces*, 2007.

Gill Peter, "*Evaluating intelligence oversight committees: The UK Intelligence and Security Committee and the 'war on terror'*", *Intelligence and National Security*, 22, 1, 2007.

Gill Peter, *Policing Politics: Security Intelligence and the Liberal Democratic State*, London, Frank Cass, 1994.

Gill, Peter et Phythian, Mark, *Intelligence in an Insecure World*, Cambridge, Polity, 2007.

Gill, Peter, "*'Knowing the Self, Knowing the Other': The Comparative Analysis of Security Intelligence*" in Loch Johnson (ed), *Handbook of Intelligence Studies*, London, Routledge, 2009.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Gill, Peter, “*The Intelligence and Security Committee and the Challenge of Security Networks*”, *Review of International Studies*, 35, 2009.

Gill, Peter, “*Sorting the Wood from the Trees. Were 9/11 and Iraq ‘Intelligence Failures’ ?*”, dans Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume I. Understanding the Hidden Side of the Government*, Westport, Praeger, 2007.

Gill, Peter, Marrin, Stephen et Phytian Mark (eds), *Intelligence Theory: Key Questions and Debates*, London, Routledge, 2008.

Giroux, Henry, “*Arming the Academy: Universities in the Shadow of the National Security State*”, *Academic Matters*, Ontario Council of University Faculty Association, Octobre 2007.

Glees Anthony, Davies Philip and Morrison J., *The Open Side of Secrecy: Britain's Intelligence and Security Committee*, London, Social Affair Unit, 2006.

Glees, Anthony and Davies, Philip, “*Intelligence, Iraq and the Limits of Legislative Accountability during Political Crisis*”, *Intelligence and National Security*, 21, 5, 2006.

Glees, Anthony and Davies, Philip, *Spinning the Spies. Intelligence, Open Government and the Hutton Inquiry*, London, 2004.

Glees, Anthony, “*Evidence-based policy or policy-based evidence? Hutton and the government's use of secret intelligence*”, *Parliamentary Affairs*, 58, 1, 2005.

Goodman, Michael and Omand, David, “*What Analysts Need to Understand: The King's Intelligence Studies Program*”, *Studies in Intelligence*, CIA, Vol. 52, n° 4.

Goodman, Michael et Omand, David, “*Teaching Intelligence Analysts in the UK. What Analysts Need to Understand: The King's Intelligence Studies Program*”, *CIA Studies in Intelligence*, vol. 52, n° 4, 2008.

Goodman, Michael, “*Studying and Teaching About Intelligence: The Approach in the United Kingdom*”, *Studies in Intelligence*, CIA, Vol. 50, n° 2.

Goodman, Michael, “*Studying and Teaching about Intelligence: The Approach in the UK*”, *CIA Studies in Intelligence*, vol. 50, n° 2, 2006.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Goodman, Michael, *Failure of Intelligence : The Decline and Fall of the CIA*, Lanham, Rowan & Littlefield, 2008.
- Goodman, Michael, *The Anvil of Discussion: The Official History of the Joint Intelligence Committee, à paraître 2011*.
- Gouvernement Account Office (GAO), *DOD's Extensive Use of Logistics Support Contracts Requires Strengthened Oversight, GAO-04-854*, Washington DC, GAO, 2004.
- Gouvernement Account Office (GAO), *High-Level DOD Action Needed to Address Long-standing Problems with Management and Oversight of Contractors Supporting Deployed Forces, GAO 07-145*, Washington DC, GAO, 2006.
- Graham, Allison et Halperin, Morton, "Bureaucratic Politics : A Paradigm and some Implications", *World Politics*, vol. 24, spring 1972.
- Graham, Allison et Zelikow, Philip, *Essence of Decision. Explaining the Cuban Missile Crisis*, 2^e ed., New York, Longman, 1999.
- Grissom, Adam, "The Future of Military Innovation Studies", *The Journal of Strategic Studies*, vol. 29, n° 5, 2006.
- Grossman, Elaine, "Officers in Iraq: War Tactics offer Little Prospect of Success", *Inside the Pentagon*, septembre 2004.
- Guillaume, Marc, « Secret de la défense nationale et état de droit », *L'État de droit. Mélanges en l'honneur de Guy Braibant*, Paris, Dalloz, 1996.
- Guisnel, Jean et Violet, Bernard, *Services secrets : le pouvoir et les services de renseignements sous François Mitterrand*, Paris, La Découverte, collection Enquêtes, 1988.
- Guisnel, Jean, *Guerres dans le cyberspace : Services secrets et internet*, Paris, La Découverte, 1995.
- Halévy, Daniel, *L'Europe brisée, journal et lettres (1914-1918)*, Paris, de Fallois, 1998.
- Halperin, Morton H., *Bureaucratic Politics and Foreign Policy*, Washington DC, Brookings Institution, 1974.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Hamilton, Lee H. & Tama, Jordan, “*A Creative Tension: The Foreign Policy Roles of the President and Congress*”, *Continuities in the Making of Foreign Policy*, Woodrow Wilson Center, 2002.

Hammond, Thomas, “*Why Intelligence Community is so Difficult to Redesign ? Smart Practices, Conflicting Goals and the Creation of Purpose-Based Organizations*”, *Governance*, vol. 20, n° 3, 2007.

Handel, Michael, “*The Politics of Intelligence*”, *Intelligence and National Security*, vol. 2, n° 4.

Hart, Paul et al., *Beyond Groupthink : Political Group Dynamics and Foreign Policy Making*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997.

Hashim, Ahmed S., *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*, Cornell University Press, mars 2006.

Hastedt, Glen, “Review” dans Rovner, Joshua (ed), “*Roundtable on Richard K Betts, Enemies of Intelligence*, Columbia University Press, 2007”, *H-Diplo Rountable Reviews*, Vol. IX, n° 15, 2008.

Hastedt, Glenn, “*CIA’s Organizational Culture and the Problem of Reform*”, *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, vol 9, n° 3, 1996.

Hastedt, Glenn, “*Public Intelligence : Leaks as Policy Instruments – The Case of the Iraq War*”, *Intelligence and National Security*, vol. 20, n° 3, 2005.

Hastedt, Glenn, “*Review on Robert Jervis, Why Intelligence Fails*”, *H-Diplo Rountable Reviews*, Vol. XI, n° 32, 2010.

Hayez, Philippe, « Le renseignement extérieur français depuis 1981. Fragments d’une politique publique », dans Laurent, Sébastien (ed), *Politiques du renseignement*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009.

Hedley, J. H., “CIA in the Classroom : Twenty Years of Officers in Residence”, *Studies in Intelligence*, Vol. 49, n° 4, 2005.

Hennessey, Thomas et Spooks, Thomas, Claire, *The Unofficial History of MI 5*, London, Amberley Publishing, 2009.

Hennessey, Peter (ed.), *The New Protective State. Government, Intelligence and Terrorism*, London, Continuum, 2007.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Hennessy, Peter, *The Secret State. Preparing for the Worst, 1945-2010*, London, Penguin Books 2010 (2nd ed.).
- Henri, Brigitte, *Le Renseignement. Un enjeu de pouvoir*, Paris, Économica, 1998.
- Herman, Michael, “*Ethics and Intelligence after September 2001*”, in L. V. Scott and P. D. Jackson (eds.), *Understanding Intelligence in the Twenty-First Century: Journeys into Shadows*, Routledge, 2004.
- Herman, Michael, “*Ethics and Intelligence after September 2001*”, *Intelligence and National Security*, vol. 19, n° 2, 2004.
- Herman, Michael, “*Intelligence and the Assessment of Military Capabilities : Reasonable Sufficiency or the Worst Case ?*”, *Intelligence and National Security*, vol. 4, n° 4, 1989.
- Herman, Michael, “*Threat assessment and the legitimation of policy?*”, *Intelligence and National Security*, 18, 3, 2003.
- Herman, Michael, *British Intelligence towards the Millenium : Issues and Opportunities*, Londres, Brassey's The Center for Defence Studies, 1997.
- Herman, Michael, *Intelligence Power in Peace and War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- Herman, Michael, *Intelligence Services in the Information Age*, London, Frank Cass, 2001.
- Heuer, Richard, *Psychology of Intelligence Analysis*, Washington, Center for the Study of Intelligence, 1999.
- Hilsman, Roger, *Strategic Intelligence and National Decision*, Glencoe, IL: Free Press, 1956.
- Hindley, M., “Teaching Intelligence Project”, *Intelligence and National Security*, Vol. 15, n° 1, 2000.
- Hitz, Frederick P., “*Unleashing the Rogue Elephant: September 11 and Letting the CIA be the CIA*”, *Harvard Journal of Law & Public Policy*, 2002.
- Hoare O. (ed), “*British Intelligence in the Twentieth Century: A Missing Dimension?*” *special issue of Intelligence and National Security*, 17, 1, 2002.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Holmqvist, Carolina, *Private Security Companies: The Case for Regulation*, SIPRI Policy Paper n° 9, 2005.
- House, Jonathan M. *Military Intelligence, 1870-1991: A Research Guide*. Westport, CT: Greenwood, 1993.
- Howard, Michael, *British Intelligence in the Second World War*, London, Stationary Office, 1990.
- Hughes, Gerald, Jackson, Peter et Scott, Len (eds), *Exploring Intelligence Archives : Enquiries into the Secret State*, London, Routledge, 2008.
- Hulnick, Arthur S., “*What’s wrong with the Intelligence Cycle?*”, *Intelligence and National Security*, 2006.
- Hulnick, Arthur S., “*The Intelligence Producer-Policy Consumer Linkage: A Theoretical Approach?*”, *Intelligence and National Security*, 1/2 May 1986.
- Hulnick, Arthur S., *Fixing the Spy Machine: Preparing American Intelligence for the 21st Century*, Westport, Praeger 1999.
- Hulnick, Arthur S., *Keeping Us Safe: Secret Intelligence and Homeland Security*, Westport, Praeger, 2004.
- IHESI, « Le renseignement : État de droit, raisons d’État. Les usages du secret », *Cahiers de la sécurité intérieure* , n° 30, quatrième trimestre 1997.
- Il n’est point de secret que le temps ne révèle : Études sur l’histoire du renseignement*, Paris, Lavauzelle, 1998.
- Irondele, Bastien (dir.), *Évolution du contrôle parlementaire des forces armées en Europe*, Rapport final EPMES 2008/42, pilotée par le C2SD, 2009.
- Irondele, Bastien, *Gouverner la défense. Analyse du processus décisionnel de la réforme militaire*, Thèse pour le doctorat en Science politique, IEP de Paris, 2003.
- Irving, Janis, *Groupthink : Psychological Studies of Policy Decisions and Fiascoes*, New York, Houghton Mifflin, 1982.
- Jackson, Peter and Scott, Len (dirs.), *Understanding Intelligence in the Twenty-first Century*, Routledge, 2004.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Jackson, Peter, “*Intelligence and the State. An emerging ‘French School’ of Intelligence Studies*”, *Intelligence and National Security*, December 2006.

Jackson, Peter, “*On Uncertainty and the Limits of Intelligence*”, dans Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

Jackson, Peter, “The Assesment that Never Was : British Joint Intelligence and the Strategic Threat from Iraq”, dans Laurent, Sébastien (ed), *Politiques du renseignement*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009.

Jackson, Peter, “*The Butler Report as an Historical Document*” dans Hughes, Gerald, Jackson, Peter et Scott, Len (eds), *Exploring Intelligence Archives : Enquiries into the Secret State*, London, Routledge, 2008.

JDN 1/10, *Intelligence and Understanding*, avril 2010.

Jeffery, Keith, *MI 6. The History of the Secret Intelligence Service 1909-1949*, London, Bloomsburry Publishing, 2010.

Jeffries, Chris, “*Defense Decisionmaking in Organizational-Bureaucratic Context*” dans Endicott, John E. et Stafford, Roy W., *American Defense Policy* (4ème ed.), Baltimore, The John Hopkins University Press, 1977.

Jervis, Robert, “*Reports, Politics and Intelligence Failures: The Case of Iraq*”, *Journal of Strategic Studies*, 29, 1, 2006.

Jervis, Robert, *Why Intelligence Fails? Lessons from the Iranian revolution and the Iraq War*, Ithaca, Cornell University Press, 2010.

Johnson, Loch K., “*A Shock Theory of Congressional Accountability for Intelligence*”, in Loch K. Johnson (ed.), *Handbook of Intelligence Studies*, Routledge, 2007.

Johnson, Loch K., “*Accountability and America’s Secret Foreign Policy: Keeping a Legislative Eye on the Central Intelligence Agency*”, *Foreign Policy Analysis*, 2005.

Johnson, Loch K., “*Congressional Supervision of America’s Secret Agencies: The Experience and Legacy of the Church Committee*”, *Public Administration Review*, 2004.

Johnson, Loch K., *Handbook of Intelligence studies*, Routledge, 2007.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Johnson, Loch, “*An introduction to the intelligence studies literature*” dans Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume 1. Understanding the Hidden Side of the Government*, Westport, Praeger, 2007.

Johnson, Loch, (ed), *Handbook of national Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

Johnson, Loch, (ed), *Strategic Intelligence. Volume 1. Understanding the Hidden Side of Government*, Westport, Praeger, 2007.

Johnson, Loch, (ed), *Strategic Intelligence. Volume 2. The Intelligence Cycle. From Spies to Policy Makers*, Westport, Praeger, 2007.

Johnson, Loch, (ed), *Strategic Intelligence. Volume 3. Covert Action. Behind the Veils of Secret Foreign Policy*, Westport, Praeger, 2007.

Johnson, Loch, (ed), *Strategic Intelligence. Volume 4. Counterintelligence and Counterterrorism. Defending the National Against Hostile Force*, Westport, Praeger, 2007.

Johnson, Loch, (ed), *Strategic Intelligence. Volume 5. Intelligence and Accountability. Safeguards Against the Abuse of Secret Power*, Westport, Praeger, 2007.

Johnston, Robert, *Analytic Culture in the US Intelligence Community: An Ethnographic Study*, Washington, Center for the Study of Intelligence, Central Intelligence Agency, 2005.

Joint Doctrine Note (JDN), Intelligence and Understanding, avril 2010.

Joint Publication 1-02, DOD Dictionary of Military and Associated Terms, 12 April 2001, as amended through April 2010.

JP 1-02, *DOD Dictionary of Terms and Abbreviations*, 2001, as Amended through April 2010.

JP 2-0, *Intelligence Operations*, 2007.

JP 2-0, *Joint Intelligence*, juin 2007.

JP 2-01, *Joint and National Intelligence Support to Military Operations*, octobre 2004.

JP 2-01.3, *Joint Intelligence Preparation of the Operational Environment*, 16 June 2009.

JP 3-24, *Counterinsurgency Operations*, octobre 2009.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Kahn, David, “*Intelligence Studies on the Continent*”, *Intelligence and National Security*, Vol. 23/2, April 2008.

Katzbach, Edward L., “*The Horse Cavalry in the Twentieth Century : A Study in Policy Response*”, dans Art, Robert J. et Waltz, Kenneth N., *The Use of Force: International Politics and Foreign Policy*, Latham, University Press of America, 1983 (2 ed.).

Keegan, John, *Intelligence in War*, 2004.

Kerr, Richard and al. “*Collection and Analysis on Iraq: Issues for the US Intelligence Community*”, *Studies in Intelligence* (unclassified edition), 49, 3, 2005.

Kier, Elizabeth, *Imagining War. French and British military Doctrine between the Wars*, Princeton, Princeton University Press, 1997.

Kozak, David, “*The Bureaucratic Politics Approach : The Evolution of a Paradigm*”, dans Kozak, David et Keagle, James (eds), *Bureaucratic Politics and National Security. Theory and Practice*, Boulder, Lynne Rienner Publishing, 1988.

Krahmann Elke, “*Private Military Service in the UK and Germany: between partnership and regulation*”, *European Security*, 14 (2), 2005.

Krahmann, Elke, “*Security : Collective Good or Commodity?*” *European Journal of International Relations*, vol. 14, n° 3, 2008.

L’Heuillet, Hélène, « Le renseignement ou l’impossible maîtrise de la politique », in *Le Renseignement*, IHESI, Cahiers de la Sécurité intérieure, n° 30, Quatrième trimestre 1997.

Lacoste, Pierre (dir.), *Approches françaises du renseignement : Y a-t-il une « culture » nationale ?*, Paris, Fondation pour les Etudes de Défense, 1997.

Lacoste, Pierre (dir.), *Le renseignement à la Française*, Paris, Economica, 1998.

Lacoste, Pierre, « Missions et déontologie des services spéciaux », in la *Revue des sciences morales et politiques*, 1996, vol. 151, n° 1.

Lacoste, Pierre, « Responsabilités et éthique des services de renseignement », in la *Revue des deux mondes*, avril 1996.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Lamanna, Lawrence J., “*Documentary Evidence for Differences Between American and British Approaches to Intelligence*”, in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence*, Vol. 5, Praeger, 2007.

Lander S., “*International Intelligence Co-operation: An Insider Perspective*”, *Cambridge Review of International Studies* 17, 3, 2004.

Lang, Kurt “Military Organization” dans March, James G. (dir.), *Handbook of Organizations*, Chicago: Rand McNally, 1965.

Laurent, Sébastien (dir.), *Archives « secrètes », secrets d'archives ? L'historien et l'archiviste face aux archives sensibles*, Paris, CNRS éditions, 2003.

Laurent, Sébastien (dir.), *Entre l'État et le marché : l'information et l'intelligence économique en France*, Paris Nouveau Monde Editions, collection « Le Grand Jeu », 2009.

Laurent, Sébastien (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009.

Laurent, Sébastien, « L'État secret, les « services » et le faux-semblant du contrôle parlementaire », *Questions Internationales*, n° 35, la Documentation Française janvier-février 2009.

Laurent, Sébastien, « Politisations et politiques du renseignement sous la V^e République », Laurent, Sébastien (ed), *Politiques du renseignement*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009.

Laurent, Sébastien, « Renseignement militaire et action politique : le BCRA et les services spéciaux de l'armée d'armistice », in Lacoste, Pierre, *Le renseignement à la française*, Paris, Economica, 1998.

Laurent, Sébastien, *Au cœur de l'État : le renseignement, le politique et la formation de l'État secret dans la France contemporaine (XIX^e-XX^e siècles)*, Mémoire de synthèse en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches en histoire contemporaine, sous la direction du Professeur Jean-François Sirinelli, École doctorale de Sciences Po, soutenue le 26 avril 2007.

Laurent, Sébastien, Book Reviews (Lock K. Johnson, *Strategic Intelligence*), *Intelligence and National Security*, Vol. 25, n° 2, April 2010, pp. 245-269.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Laurent, Sébastien, *Daniel Halévy, du libéralisme au traditionalisme*, Paris, Grasset, 2001.
- Laurent, Sébastien, *Paul Delouvrier, un grand commis de l'État*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2005.
- Laurent, Sébastien, *Politiques de l'ombre. État, renseignement et surveillance en France*, Paris, Fayard, 2009.
- Laurent, Sébastien, Rouquet, François, Richard, Gilles, et Lemarchand, Yannick (Dir.), *L'exploitation scientifique des archives*, Paris, Apogée, 2005.
- Le Renseignement*, IHESI, Cahiers de la Sécurité intérieure, n° 30, Quatrième trimestre 1997.
- Le Vogüer, Gildas, *Le Contrôle parlementaire des activités du renseignement aux États-Unis (1947-1987)*, Thèse pour le doctorat en Histoire, Université d'Orléans, 1995.
- Leigh I. and Lustgarten L, *In From the Cold: National Security and Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1994.
- Leigh, Ian, "More Closely Watching the Spies: Three Decades of Experiences", in Hans Born, Loch K. Johnson, and Ian Leigh, *Who's Watching the Spies? Establishing Intelligence Service Accountability*, Potomac Books, 2005.
- Leigh, Ian, "Changing the Rules of the Game : some necessary legal reforms to United Kingdom Intelligence", *Review of International Studies*, 35, 2009.
- Levite, Ariel, *Intelligence and Strategic Surprise*, New York, Columbia University Press, 1987.
- Levy, Jack, "Political Psychology and Foreign Policy" in Sears, David et Jervis, Robert (ed), *Oxford Handbook of Political Psychology*, New York, Oxford University Press, 2003.
- Lowenthal, Mark L, "The Real Intelligence Failure? Spineless Spies", *The Washington post*, 25 May 2008.
- Lowenthal, Mark M., *The U.S. Intelligence Community: An Annotated Bibliography*, New York: Garland Publishing Company, 1994.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Lowenthal, Mark, “*The Policymaker-Intelligence Relationship*” dans Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

Lowenthal, Mark., “*Tribal Tongues : Intelligence Consumers, Intelligence Producers*”, *Washington Quarterly*, 1992.

Macartney, John, “*Teaching Intelligence: Getting Started*”, in Russell Swenson (ed.), *A flourishing craft: Teaching Intelligence studies*, NDIC Press, 1999.

Maddrell, Paul, “Intelligence Studies at UK Universities”, à <http://users.aber.ac.uk/rbh/iss/uk.html>.

Maddrell, Paul, *Intelligence Studies at UK Universities : An Expanding Subject*, University of Aberystwyth, *Centre for Intelligence and International Security Studies*, 2003.

Makki, Sami, « Sociétés militaires privées dans le chaos irakien », *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2004.

Manget, Frederic F., “*Another System of Oversight: Intelligence and the Rise of Judicial Intervention*”, *Studies in Intelligence*, 1996.

Mann, Thomas E. (ed.), *A Question of Balance: The President, the Congress, and Foreign Policy*, The Brookings Institute, 1990.

March, James G. (dir.), *Handbook of Organizations*, Chicago: Rand McNally, 1965.

Markussen, Ann, “*The case against privatizing national security*”, *Governance*, vol. 16, n° 4, 2003.

Marrin, Stephen, “CIA’s Kent School: Improving Training for New Analysts”, *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Routledge, Vol. 16, n° 4, 2003.

Marrin, Stephen, “Improving Intelligence Analysis in the US : Bridging the Gap Between Scholarship and Practice”, communication à la International Studies Association Conference, New Orleans, 20 février 2010.

Marrin, Stephen, “The CIA ’s Kent School : A Step in the Right Direction”, *The Intelligencer : Journal of U.S. Intelligence Studies*, Vol. 11, n°2, hiver 2000.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Marrin, Stephen, "Training and Educating U.S. Intelligence Analysts", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Routledge, Vol. 22, n° 1, 2009.
- Marshall, M. G., "Teaching Intelligence Research", *Defense Intelligence Journal*, Vol. 14, n° 1, 2005.
- Martre, Henri, Clerc, Philippe et Harbulot, Christian, *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, Commissariat général du plan, Paris, La Documentation française, 1994.
- Marx, Gary T. "Structures, Processes and Consequences in the Use of Surveillance and Intelligence Databases", Conférence tenue le 24 octobre 2007 de 14h00 à 17h00 au CERI-Sciences Po.
- Masson, Philippe (Dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Larousse, tome 1, 1979, tome 2, 1980.
- Masterman, J.C, *The Double-Cross System in the War 1939-1945*, London, Yale University Press, 1972.
- May, Ernest, "Studying and Teaching Intelligence", *Studies in Intelligence*, CIA, Vol. 38, n° 5, 1995.
- Melnik, Constantin, *De Gaulle, les services secrets et la guerre d'Algérie*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2010, collection « Le Grand Jeu ».
- Mintz, Alex et DeRouen, Karl, *Understanding Foreign Policy Decision Making*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- Monaghan, Peter, "Intelligence Studies", *The Chronicle Review of Higher Education*, 55/28, B4, 20 mars 2009.
- Müller-Wille B., "The Effect of International Terrorism on EU Intelligence Cooperation", *Journal of Common Market Studies*, 46, 1, 2008.
- Müller-Wille B., "EU intelligence cooperation: A Critical Analysis", *Contemporary Security Policy*, 23, 2, 2002.
- Murray, Williamson et Millett, Allan (eds), *Military Innovation in the Interwar Period*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

N°602 de février 1997 de la revue *Historia* « Services secrets français en action ».

Niskanen, William A., *Bureaucracy and Representative Government*, Chicago, Aldine-Atherton, 1971.

Nolan, Cynthia, “*More Perfect Oversight : Intelligence oversight and Reform*”, in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence*, Vol. 5, Praeger, 2007.

Norton-Taylor Richard, “*Foreign Office propose self-regulation for Private Military Firms*”, *The Guardian*, 24 avril 2009.

O’Halpin, Eric, “*British Intelligence and the Case for Confronting Iraq: Evidence from the Butler and Hutton Reports*”, *Irish Studies in International Affairs* 16, 2005.

O’Keefe, Patrick, “*Privatized Spying. The Emerging Intelligence Industry*” in Loch, Johnson, *The Oxford Handbook of National Security Intelligence*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

Ockrent, Christine et de Marenches, Alexandre, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.

Odom, William, *Fixing Intelligence: For a More Secure America*, New Haven, Yale University Press, 2003.

Omand, David, “*Can we have the Pleasure of the Grin without Seeing the Cat? Must the Effectiveness of Secret Agencies Inevitably Fade on Exposure to the Light?*”, *Intelligence and National Security*, 23, 5, 2008.

Omand, David, “*Ethical Guidelines in Using Secret Intelligence for Public Security*”, *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 19, n° 4, 2006.

Ott, Marvin C., “*Partisanship and the Decline of Intelligence Oversight*”, *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 2003.

Paillole, Paul, « Renseignement », dans Masson, Philippe (Dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Larousse, 1980, tome 2.

Péan, Pierre, *Secret d’État : la France du secret, les secrets de la France*, Paris, Fayard, 1986.

Percy, Sarah, *Regulating the Private Security Industry*, ISSS, Adelphi Paper n° 384, 2006.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Perlo-Freeman, Sam et Sköns Elisabeth, *The Private Military Service Industry, SIPRI Insights on Peace and Security* n° 1, 2008.
- Perrow, Charles, “*Organizational or Executive Failures?*”, *Contemporary Sociology*, vol. 34, n° 2, 2005.
- Perrow, Charles, *Normal Accidents. Living with High Risks Technology*, Princeton, Princeton University Press, 1999.
- Perry, Walter L. et Gordon, John IV, *Analytic Support to Intelligence in Counterinsurgencies* (prepared for the Office of the Secretary of Defense, OSD), Rand Corporation, 2008.
- Peters, Ralph, *Our Afghan Intell Mess*, The New York Post, January 7, 2010.
- Petersen, Michael, “*The Challenge for the political analyst*”, *Studies in Intelligence* (unclassified edition), 47, 1, 2003.
- Phythian Mark, “*Still a Matter of Trust: Post-9/11 British Intelligence and Political Culture*”, *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 18, 4, 2005.
- Phythian Mark, “*The British experience with intelligence accountability*”, *Intelligence and National Security*, 22, 1, 2007.
- Phythian, Mark, “*Intelligence Oversight in the UK: The Case of Iraq*”, in Loch K. Johnson (ed.), *Handbook of Intelligence Studies*, Routledge, 2007.
- Phythian, Mark, “*The British Experience with Intelligence Accountability*”, in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence*, Vol. 5, Praeger, 2007.
- Phytian Mark, “*Hutton and Scott : A Tale of Two Inquiries*”, *Parliamentary Affairs*, 58, 1, 2005.
- PIA 02.100, *Concept du renseignement d'intérêt militaire*, 11 février 2003, pages 5 et 6.
- Pincus, Walter, *Intelligence gathering in Afghanistan is criticized*, The Washington Post, Jan 6, 2010.
- Porch, Douglas, *The French Secret Services*, New York, Oxford University Press, 1997.
- Posen, Barry, *The Sources of Militay Doctrine. France, Britain and Germany between the World Wars*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Posner, Richard, *Uncertain Shield: The U.S. Intelligence System in the Throes of Reform*, New York, Rowman & Littlefield, 2006.

Prados, John, *The Soviet Estimate: US Intelligence Analysis and Russian Military Strength*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

Quinlan, Michael, “*Just Intelligence: Prolegomena to an Ethical Theory*” in Hennessy, Peter (ed.), *The New Protective State. Government, Intelligence and Terrorism*, London, Continuum, 2007.

Ransom, Harry Howe, “*A Half Century of Spy Watching*”, in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence*, Vol. 5, Praeger, 2007.

Ransom, Harry, “*The politicization of Intelligence*” dans Cimbala, Stephen (ed), *Intelligence and Intelligence Policy in a Democratic Society*, New York, Transnational, 1987.

Rathmell A., “*Towards Postmodern Intelligence*”, *Intelligence and National Security*, 17, 3, 2002.

Rees W. and Aldrich R., “*Contending cultures of counter-terrorism: divergence or convergence?*” *International Affairs*, 81.

Rees W., *Transatlantic Security Cooperation: Drugs, Crime and Terrorism in the Twenty-First Century*, London, Routledge, 2006.

Remington, Stella, *Open Secret*, 2nd ed, London, Arrow, 2002.

Review of Intelligence on Weapons of Mass Destruction: Implementation of its Conclusions, CM 6492, London, HMSO, 2005.

Rhodes, Edward, Goldman, Emily et Trubowitz, Peter (eds), *The Politics of Strategic Adjustment*, New York, Columbia University Press, 2000.

Riste, Olav, “*The intelligence-policy maker relationship and the politicization of intelligence*” dans Treverton, Gregory et Agrell, Wilhelm, *National Intelligence Systems. Current Research and Future Prospects*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

Rivet, Louis, *Carnets du chef des services secrets 1936-1944*, Nouveau Monde Editions, 2010 ; carnets réédités et annotés par Olivier Forcade et Sébastien Laurent.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Robertson K.G., “*Accountable Intelligence: The British Experience*”, *Conflict Quarterly*, 8, 1, 1988.

Robertson K.G., “*Recent Reform of Intelligence in the UK*”, *Intelligence and National Security* 13, 2, 1999.

Robertson K.G., *Secrecy and Open Government: Why Governments Want You to Know*, London, MacMillan, 1999.

Rocard, Michel, « Pour une politique de renseignement », *Le Figaro*, édition du 7 mars 2008.

Roger, George et Bruce, James (eds), *Analyzing Intelligence. Origins, Obstacles and Innovations*, Washington DC, Georgetown University Press, 2008.

Rosen, Stephen Peter, *Winning the Next War: Innovation and the Modern Military*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

Rourke, Francis E., *Bureaucracy, Politics and Public Policy* (3^{ème} éd.), Boston, Little Brown, 1984.

Rovner, Joshua (ed), “*Roundtable on Richard K Betts, Enemies of Intelligence*, Columbia University Press, 2007”, *H-Diplo Roundtable Reviews*, Vol. IX, n° 15, 2008.

Rovner, Joshua et Long, Austin “*Theories of Failure and Intelligence Reforms*”, *Breakthroughs*, 14, 1, 2005.

Rovner, Joshua et Long, Austin, “*How Intelligent is Intelligence Reform? Correspondance with Amy Zegar*”, *International Security*, 30, 4, 2006.

Rovner, Joshua et Long, Austin, “*The perils of shallow theory: Intelligence reform and the 9/11 Commission*”, *Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 18, 4, 2005-2006.

Rovner, Joshua, “*Why intelligence isn't to blame for September 11*”, *MIT Center for International Studies, Audit of the Conventional Wisdom*, n° 05-13, 2005.

Rovner, Joshua, “*Neoclassical realism and intelligence studies*”, *Paper presented at the Annual Convention of the International Studies Association*, New Orleans, 2010.

Rovner, Joshua, (ed), “*Roundtable on Richard K Betts, Enemies of Intelligence*, Columbia University Press, 2007”, *H-Diplo Roundtable Reviews*, Vol. IX, n° 15, 2008.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Rovner, Joshua, *Fixing the Facts. National Security and the Politics of Intelligence*, Ithaca, Cornell University Press (forthcoming).

Rudner M., “*Britain Betwixt and Between: UK SIGINT Alliance Strategy's Transatlantic and European Connections*”, *Intelligence and National Security*, 19, 4, 2004.

Rudner, Martin, “*Intelligence studies in higher education: Capacity-Building to Meet Societal Demand*”, in *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Volume 22, Issue 1, March 2009.

Rudner, Martin, “*Intelligence Studies in Higher Education : Capacity-Building to Meet Societal Demand*”, *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Routledge, Vol. 22, n° 1, 2009.

Russell, Richard, *Sharpening Strategic Intelligence : Why the CIA Gets it Wrong, and What Needs to be Done to Get it Right*, New York, Cambridge University Press, 2007.

Sallot, Jeff, “*The Hottest Postsecondary Field ? Intelligence. Demand Is So High University Simply Cannot Keep Up*”, *Globe and Mail*, Toronto, 1^{er} janvier 2007.

Salvetti, Lloyd, “*Teaching intelligence : Working Together to Build a Discipline*”, *Teaching Intelligence at Colleges and Universities*, Conference Proceedings, 18 June 1999, Joint Military Intelligence College Publications.

Sanche de Gramont, *La guerre secrète*, Paris, Robert Laffont, 1962 (traduit de l'américain par Jean Perrier, édition originale *The Secret War*, New York, Putnam's Son, 1962).

Sawicki, Frédéric, «*La faiblesse du clientélisme partisan en France*», in Briquet, Jean-Louis et Sawicki, Frédéric (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, Politique d'aujourd'hui, 1998.

Schreier, Fred, “*Fighting the Pre-eminent Threats with Intelligence-led Operations*”, DCAF, Occasional Paper N° 16, 2009.

Schwarz, Frederick A. O., Jr. and Huq, Aziz Z., “*Reform and Resistance: Consequences of the Church Committee*”, *Unchecked and Unbalanced: Presidential Power in a Time of Terror*, The New Press, 2007.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Schwarz, Frederick A. O., Jr., “*Intelligence oversight : The Church Committee*” in Loch K. Johnson (ed.), *Strategic Intelligence*, Vol. 5, Praeger, 2007.

Scott, Len and Jackson, Peter (eds), *Understanding Intelligence in the Twenty-First Century: Journeys in the Shadow*, London, Routledge, 2004.

Scott, Len and Jackson, Peter, “*The Study of Intelligence in Theory and Practice*”, *Intelligence and National Security*, vol. 19, n° 2, 2004.

Scott, Len et Hughes, Gerald, “*Intelligence in the Twenty First Century : Change and Continuity or Crisis and Transformation*”, *Intelligence and National Security*, vol. 24, n° 1, 2009.

Scott, Len, “*Sources and Methods in the Study of Intelligence. A British View*” in Loch, Johnson (ed), *Strategic Intelligence. Volume I, Understanding the Hidden Side of Government*, Westport, Praeger, 2007.

Sergeant, Jean-Claude, « Le MI 5 en 1684 pages. Le service de renseignement qui n’existait pas », *Le Monde Diplomatique*, mars 2010.

Sexton, Donald J., comp. *Signals Intelligence in World War II: A Research Guide*. Westport, CT: Greenwood, 1996.

Sherman Kent, *Strategic Intelligence for American World Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1966 [1949].

Shorrock, Tim, *Spies for Hire : The Secret World of Intelligence Outsourcing*, New York, Simon & Schuster, 2008.

Shreeve, Thomas and Dowd, James, “Building a Learning Organization : Teaching with Cases at CIA”, *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Vol. 10, n° 1, Pritemps 1997.

Silberzahn, Claude et Guisnel, Jean, *Au cœur du secret*, Paris, Fayard, 1995.

Sims, Jennifer et Gerber, Burton (eds), *Transforming U.S. Intelligence*, Washington DC, Georgetown University Press, 2005.

Sims, Jennifer, “*Intelligence to Counter Terror : the importance of all source fusion*”, *Intelligence and National Security*, vol. 22, n° 1, 2007.

Singer, Peter, *Corporate Warriors. The Rise of the Private Military Industry*, Ithaca, Cornell University Press, 2003.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Singer, Peter, *Outsourcing the Fight*, Brookings Institution, March 20, 2009.
- Singer, Peter, *The Private Military Industry and Iraq: What We have Learned and Where Next ?* Genève, Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces, 2004.
- SIPRI, *SIPRI Yearbook 2008 : Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford, Oxford University Press, 2008.
- Skelton, Ike, “Intelligence Support of Military Operations”, *Joint Forces Quarterly*, Spring 1998.
- Smith, George W. Jr., “Avoiding a Napoleonic Ulcer: Bridging the Gap of Cultural Intelligence (Or, Have We Focused on the Wrong Transformation?),” *Chairman of the Joint Chiefs of Staff Strategy Essay Competition: Essays 2004*, National Defense University Press, 2004.
- Snider, L. Britt, “The Relationship, 1976–2004”, *The Agency and the Hill: CIA’s Relationship with Congress, 1946–2004*, Central Intelligence Agency, 2008.
- Snyder, Jack, *The Ideology of the Offensive: Military Decision Making and the Disasters of 1914*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.
- Spracher, William, “Teaching Intelligence in the United States, the United Kingdom, and Canada”, *International Studies Online*, 2009.
- Stafford T. Thomas, “Assessing Current Intelligent Studies”, *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Vol. 2, No. 2, Summer 1998.
- Steiner, James E., “Restoring the Red Line Between Intelligence and Policy on Covert Action”, *International Journal of Intelligence and Counterintelligence* 19/1, Spring 2006.
- Stern, Eric et Sundelius, Bernt, “Understanding Small Group Decisions in Foreign Policy : Process, Diagnosis and Research Procedure”, dans Paul t’Hart et al., *Beyond Groupthink : Political Group Dynamics and Foreign Policy Making*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997.
- Studd, Suzan, “High-Level Intelligence Education”, *The Chronicle Review of Higher Education*, 55/31, B18, 10 avril 2009
- Swenson, Russell (dir.), *A Flourishing Craft : Teaching Intelligence Studies*, Occasional Paper n° 5, Joint Military Intelligence College, 1999.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Swenson, Russell (ed.), *A flourishing craft: Teaching Intelligence studies*, NDIC Press, 1999.
- The National Intelligence Machinery*, London, The Stationery Office, 2009.
- Thomas, S. T., "Assessing Current Intelligence Studies", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, Vol. 2, n° 2, 1988.
- Thuillier, François, *L'Europe du secret : Mythes et réalité du renseignement politique interne*, Paris, IHESI, La Documentation Française, 2000.
- Thurlow R., *Secret State, British Internal Security in Twentieth Century*, Oxford, Blackwell, 1994.
- Treverton, Gregory et Agrell, Wilhelm, *National Intelligence Systems. Current Research and Future Prospects*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- Treverton, Gregory F., "Intelligence: Welcome to the American Government", in Thomas E. Mann (ed.), *A Question of Balance: The President, the Congress, and Foreign Policy*, The Brookings Institute, 1990.
- Treverton, Gregory, "Intelligence Analysis : Between 'Politicization' and irrelevance" dans Roger, George et Bruce, James (eds), *Analyzing Intelligence. Origins, Obstacles and Innovations*, Washington DC, Georgetown University Press, 2008.
- Tullock, G., *The Politics of Bureaucracy*, Washington DC, Public Affairs Press, 1967.
- Turner, Michael, "A Distinctive US Intelligence Identity", *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, vol. 17, n° 1, 2004.
- Twigge, Stephen, Hampshire, Edward et Macklin, Graham, *British Intelligence*, Richmond, The National Archives, 2008.
- Uttley, Matthew, *Contractors on Deployed Military Operations : United Kingdom Policy and Doctrine*, Strategic Studies Institute, US Army War College, 2005.
- Vennesson, Pascal, *Les Chevaliers de l'air. Aviations et conflits au XX^e siècle*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
- Vincent D., *The Culture of Secrecy, Britain 1832-1998*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Walsh, Jennifer, “*Defection and Hierarchy in International Intelligence Sharing*”, *Journal of Public Policy*, 27, 2, 2007.

Walsh, Jennifer, “*Intelligence-Sharing in the European Union : Institutions are not Enough*”, *Journal of Common Market Studies*, 44, 3, 2006.

Warner, Michael, “*Sources and Methods for the study of intelligence*”, in Loch, Johnson (ed), *Handbook of Intelligence Studies*, London, Routledge, 2009.

Warusfel, Bertrand (dir.), *Le renseignement : Guerre, technique et politique (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Lavauzelle, 2007.

Warusfel, Bertrand, « La prolifération des technologies sensibles vers le Sud : menaces et perspectives de contrôle », *Cultures et conflits*, n° 2, L'Harmattan, 1991.

Warusfel, Bertrand, « Définition juridique et contrôle du secret de la défense nationale », *Le secret et l'État*, Fondation pour les Études de Défense, cahier n° 12, avril 1998.

Warusfel, Bertrand, « Histoire de l'organisation du contre-espionnage français entre 1871 et 1945 », dans CEHD, *Cahier n°1*.

Warusfel, Bertrand, « Intelligence économique et sécurité de l'entreprise », IHESI, *Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 24, 2^e trimestre 1996, (réédité dans *Problèmes économiques*, La Documentation Française, décembre 1996).

Warusfel, Bertrand, « La réforme du secret de défense en France », *Droit et défense*, n° 98/3, 1998.

Warusfel, Bertrand, « Le cadre juridique et institutionnel des services de renseignement en France », dans Pierre Lacoste (Dir.), *Le renseignement à la Française*, Paris, Economica, 1998.

Warusfel, Bertrand, « Le contre-espionnage : compléments d'ordre juridique et institutionnel », in Pierre Lacoste (dir.), *Le Renseignement à la française*, Paris, Economica, 1998.

Warusfel, Bertrand, « Les conditions juridiques de la sécurité sur l'Internet et le régime de la cryptographie en France », dans Association Française du Droit de l'Informatique, *Internet saisi par le droit*, Parques, 1997.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

- Warusfel, Bertrand, « Sécurité informatique et secret de défense », *Défense nationale*, février 1986.
- Warusfel, Bertrand, « Structures et évolutions du renseignement en France », *Droit et Défense*, n°94/1, 1994.
- Warusfel, Bertrand, *Contre-espionnage et protection du secret : Histoire, Droit et Organisation de la sécurité nationale en France*, Lavauzelle, 2000.
- Warusfel, Bertrand, *Le secret de la défense nationale. Protection des intérêts de la nation et libertés publiques dans une société de l'information*, thèse impr., Paris V, 1994.
- Williamson, Oliver, "Public and Private Bureaucracies: A Transaction Cost Economics Perspective" *Journal of Law, Economics and Organization*, vol. 15, n° 1, 1999.
- Wilson, James Q. *Bureaucracy. What Government Agency Do and Why They Do It*, New York, Basic Books, 1989.
- Wilson, William, *Dictionary of the United States Intelligence services*, Jefferson, MacFarland & Company, 1996.
- Winks, R. W., *Cloak and Gown : Scholars in the Secret War*, Seconde édition, Yale University Press, 1996.
- Winterbotham, F.C., *The Ultra Secret*, London, Weindenfeld and Nicolson, 1974.
- Wirtz, James, "The American approach to intelligence studies", in Loch, Johnson (ed), *Handbook of Intelligence Studies*, London, Routledge, 2009.
- Wolton, Thierry, *Le KGB en France*, Paris, Grasset, 1986.
- Wright, Peter, *Spycatcher: The Candid Autobiography of a Senior Intelligence Officer*, New York, Viking, 1987.
- Wulf, Herbert, *Internationalizing and Privatizing War and Peace*, Houndmills, Palgrave, 2005.
- Zegart, Amy, "How Intelligent is Intelligence Reform? Correspondance", *International Security*, 30, 4, 2006.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Zegart, Amy, “*An empirical analysis of failed intelligence reforms before september 11*”, *Political Science Quarterly*, 121, 1, 2006.

Zegart, Amy, “September 11 and the adaptation failure of U.S. intelligence agencies”, *International Security*, 29, 4, 2005.

Zegart, Amy, “*‘CNN with secrets:’ 9/11, the CIA, and the organizational roots of failure*”, *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 20, 1, 2007.

Zegart, Amy, “Universities Must Not Ignore Intelligence Research”, *The Chronicle Review of Higher Education*, 2007.

Zegart, Amy, *Flawed by Design: The Evolution of the CIA, the JCS and the NSC*, Stanford, Stanford University Press, 1999.

Zegart, Amy, *Spying Blind. The CIA, the FBI, and the Origins of 9/11*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

Référencement des sites cités

<http://bush.tamu.edu/degree/mpia/curriculum/concentrations/#intelligence>

<http://centre-histoire.sciences-po.fr/centre/chercheurs/laurent.html>

http://centre-histoire.sciences-po.fr/centre/groupe/archives_reseignements.html

<http://centre-histoire.sciences-po.fr/centre/groupe/reseignements.html>

<http://cpass.georgetown.edu/ssp/current/courses/>

<http://csis.org/program/intelligence-reform>

<http://global.nytimes.com/>

<http://intel.mercyhurst.edu/>

http://intel.mercyhurst.edu/content/graduate_structure

http://intel.mercyhurst.edu/content/undergraduate_structure

<http://intellit.muskingum.edu/maintoc.html>

http://intellit.muskingum.edu/milintel_folder/mitoc.html

<http://intellit.muskingum.edu/preface.html>

http://intellit.muskingum.edu/sources_folder/sourcesmajor.html

<http://iss.loyola.edu/>

http://iss.loyola.edu/iss_panels2010.pdf

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000174/0000.pdf>

<http://projects.washingtonpost.com/top-secret-america>

<http://psl.jhu.edu/programs/intelligence-analysis/>

<http://psl.jhu.edu/programs/intelligence-analysis/curriculum/>

<http://ssp.georgetown.edu/>

<http://users.aber.ac.uk/rbh/iss/>

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

<http://users.aber.ac.uk/rbh/iss/uk.htm>

<http://www-wisg2010.utt.fr/index.htm>

<http://www.admin.ch/cp/f/3946453a.0@fwsrvg.bfi.admin.ch.html>

<http://www.afio.com/>

<http://www.agence-nationale-recherche.fr/documents/aap/2008/finances/csosg-2008-finances.pdf>

<http://www.agence-nationale-recherche.fr/missions-et-organisation/missions>

<http://www.agence-nationale-recherche.fr/programmes-de-recherche/appe-detail/concepts-systemes-et-outils-pour-la-securite-globale-2008/>

<http://www.apsanet.org>

<http://www.archives.gov/aad>

http://www.army.mil/usapa/doctrine/30_Series_Collection_1.html

<http://www.brookings.edu/topics/intelligence.aspx>

<http://www.brunel.ac.uk/about/acad/ssr/research/centres/bciss>

<http://www.buckingham.ac.uk/international/bucsis/>

<http://www.caens.cau.edu/>

<http://www.cehd.sga.defense.gouv.fr>

<http://www.cf2r.org/fr/article/article-differents-types-controle-parlementaire-renseignement-4-3.php>

<http://www.cf2r.org/fr/diplome-prive-etudes-superieures-management-des-agences-de-renseignement-et-de-secu.php>

<http://www.cf2r.org/fr/equipe-de-recherche.php>

<http://www.cf2r.org/fr/rapports-de-recherche/index.php>

<http://www.cf2r.org/fr/renseignement-et-operations-speciales.php>

<http://www.cf2r.org/images/stories/RR/rr8-etudes-sur-le-renseignement-en-france.pdf>

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

<http://www.cffc.navy.mil/gentile.pdf>

<http://www.cnas.org/node/3924>

<http://www.csu-ace.org/>

http://www.csu-ace.org/?page_id=22

http://www.dcaf.ch/about/index_fr.cfm?nav1=1

<http://www.defensegroupinc.com/cira/AboutCira.cfm>

<http://www.dia.mil/>

<http://www.dia.mil/college/index.htm>

<http://www.dia.mil/public-affairs/foia/>

<http://www.dni.gov/>

<http://www.dni.gov/cae/institutions.htm>

<http://www.dni.gov/cae/overview.htm>

<http://www.dni.gov/cae/overviewAreasOffocus.htm>

<http://www.dtic.mil/doctrine/doctrine/status.pdf>

http://www.dtic.mil/doctrine/jel/jfq_pubs/

<http://www.eyespy.com/>

<http://www.fairmontstate.edu/academics/IntelligenceRAProgram/default.asp>

<http://www.foia.cia.gov/records.asp>

http://www.foia.cia.gov/sample_request_letter.asp

<http://www.foreignaffairs.com/>

<http://www.formerspook.blogspot.com/>

<http://www.geimint.blogspot.com/>

<http://www.gpoaccess.gov/serialset/creports/iraq.html>

<http://www.gspia.pitt.edu/Academics/Programs/MasterofPublicInternationalAffairs/MajorInSecurityIntelligenceStudies/tabid/95/Default.aspx>

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/>

<http://www.iafie.org>

<http://www.intelligence.gov/>

http://www.intellpros.com/bio_intelligence_reference.html

<http://www.ioif.fr/infos/projet-fr.html>

<http://www.jiox.blogspot.com/>

<http://www.mciis.org/>

http://www.mciis.org/center_intelligence_research_analysis_and_training

<http://www.niefoundation.org/?page=NIJ>

<http://www.nmia.org/>

<http://www.nmia.org/nmiapublications/americaninteljournal.html>

http://www.notredamecollege.edu/academics/history_polSci/index.aspx#MajorHistoryIAR

<http://www.rand.org/nsrd/about/intel.html>

<http://www.sisg.org.uk/>

<http://www.tandf.co.uk/journals/titles/02684527.asp>

<http://www.txstate.edu/gii/index.html>

<http://www.washingtonpost.com/?sub=AR>

<https://www.cia.gov/about-cia/cia-vision-mission-values/index.html>

<https://www.cia.gov/about-cia/leadership/cia-organization-chart.html>

<https://www.cia.gov/index.html>

<https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/index.html>

<https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/csi-studies/index.html>

<https://www.cia.gov/library/intelligence-literature/index.html>

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT
ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html>

<https://www.cia.gov/library/publications/world-leaders-1/world-leaders-f/france.html>

<https://www.cia.gov/offices-of-cia/intelligence-analysis/who-we-are.html>

Note :

les sites ont été consultés pour vérification le 15 septembre 2010.

ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT

ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Sous la direction d'Olivier Chopin

Bastien Irondelle
Amélie Malissard

Tandis que l'importance du renseignement – érigé au rang des priorités dans le *Livre Blanc* sur la Défense et la Sécurité nationale de 2008 – fait l'objet d'une prise en compte croissante en France, l'étude réalisée sous la direction d'Olivier Chopin, avec la collaboration de Bastien Irondelle et Amélie Malissard, propose une réflexion synthétique, comparative et critique, des travaux d'histoire, de sociologie, de science politique et de droit, sur le renseignement en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis depuis la Guerre froide. Les auteurs n'entreprennent pas seulement un méticuleux recensement des producteurs et lieux de production dans ces trois pays, des conditions d'accès aux sources et des possibilités de déclassification ; ils interrogent aussi l'objet renseignement lui-même : sa définition, sa représentation en cycle, ses doctrines d'emploi, ses communautés, ses échecs, ses traditions nationales, etc.

À travers trois grands axes de réflexion – le rapport entre le renseignement et les questions de défense ; les organisations et les processus décisionnel ; les liens entre le renseignement et la vie politique des trois pays concernés (le contrôle démocratique et en particulier parlementaire) – ils démontrent la nécessité de développer des *intelligence studies* à la française.

Cette étude a été réalisée par Olivier Chopin (EHESS/ Cespra),
Bastien Irondelle (Sciences-Po / Ceri) et Amélie Malissard (US-Crest)



IRSEM
École Militaire
21, place Joffre - 75007 Paris
<http://www.irsem.defense.gouv.fr>
ISSN : 2109-9936